# ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION RELIEE DES DOCUMENTS "COM"

COM (75)150

Vol. 1975/0055

Historical Archives of the European Commission

***Disclaimer***

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), tel que modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1700/2003 du 22 septembre 2003 (JO L 243 du 27.9.2003, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as amended by Regulation (EC, Euratom) No 1700/2003 of 22 September 2003 (OJ L 243, 27.9.2003, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1700/2003 vom 22. September 2003 (ABl. L 243 vom 27.9.2003, S. 1), ist diese Datei der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlusssachen in dieser Datei in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben.

# COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

CCM(75) 150 final

Luxembourg, le 30 avril 1975

PARTIE I

## PROPOSITION MODIFIEE D'UN REGLEMENT DU CONSEIL PORTANT STATUT DES SOCIETES ANONYMES EUROPEENNES

- Préambule
- Titres I à V (articles 1 à 147)

présentée par la Commission au Conseil en vertu de l'article 149, paragraphe 2, du traité C.E.E.

Historical Archives of the European Commission

COM(75) 150 final

PARTIE I

# S O M M A I R E


1ère partie : Considérants
Titres I à V (articles 1 à 147)

2ème partie : Titres VI à XIV (articles 148 à 284)
Annexes I à IV

3ème partie : Exposé des motifs au Statut et à ses annexes


## 1ère PARTIE


| | | page |
|---|---|---|
| - Préambule | | 1 |
| - Titre I : | Dispositions générales (articles 1 à 10 c) | 14 |
| - Titre II : | Constitution (articles 11 à 39) | 28 |
| - Titre III : | Capital - actions - obligations (art. 40 à 61) | 82 |
| - Titre IV : | Organes (articles 62 à 99) | 120 |
| - Titre V : | La représentation des travailleurs dans la S.E. (articles 100 à 147) | 196 |


Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION D'UN REGLEMENT DU CONSEIL
PORTANT STATUT
DES SOCIETES ANONYMES EUROPEENNES

(présentée par la Commission au Conseil le 30 juin 1970)

Le Conseil des Communautés européennes,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 235,

Vu la proposition de la Commission,

Vu l'avis de l'Assemblée,

Vu l'avis du Comité économique et social,

Considérant que le développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté appelle le passage du stade de l'union douanière à celui de l'union économique, que la réalisation de celle-ci implique notamment, outre l'élimination des entraves aux échanges, une restructuration à la dimension de la Communauté des facteurs de production et de commercialisation afin d'aboutir à un fonctionnement du marché élargi comparable à celui d'un marché national; qu'à cette fin il est indispensable que les entreprises dont l'activité n'est pas limitée à la satisfaction

PROPOSITION MODIFIEE

PROPOSITION D'UN REGELEMENT DU CONSEIL
PORTANT STATUT
DES SOCIETES ANONYMES EUROPEENNES

Le Conseil des Communautés européennes,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 235,

Vu la proposition de la Commission,

Vu l'avis de l'Assemblée (1),

Vu l'avis du Comité économique et social (2),

Considérant qu'un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté et une expansion continue et équilibrée appellent le passage du stade de l'union douanière à celui de l'union économique, que la réalisation de celle-ci implique notamment, outre l'élimination des entraves aux échanges, une restructuration à la dimension de la Communauté des facteurs de production et de commercialisation afin d'aboutir à un fonctionnement du marché élargi comparable à celui d'un marché national; qu'à cette fin il est indispensable que les entreprises

(1) J.O. C 93 du 7.8.1974, p. 22
(2) J.O. C 131 du 13.12.1972, p. 32

./.

Historical Archives of the European Commission

de besoins purement locaux, puissent concevoir et poursuivre la réorganisation de leurs activités au niveau communautaire, et que le renforcement de leurs moyens d'action et de leur capacité compétitive se fasse directement à ce niveau; que si ce renforcement devait se réaliser essentiellement au niveau national, il risquerait de donner libre cours aux tendances visant au cloisonnement des marchés, constituant ainsi un obstacle à l'intégration économique;

Considérant qu'une réorganisation structurelle au niveau de la Communauté suppose que la possibilité soit donnée de mettre en commun le potentiel des entreprises déjà existantes de plusieurs Etats membres, par des opérations de concentration et de fusion, le recours à de telles opérations ne pouvant cependant se faire que dans le respect des règles de concurrence; que la constitution d'entreprises européennes s'impose comme l'instrument évident et normal pour atteindre ce résultat dans les meilleurs conditions; qu'il s'agit dès lors d'un instrument nécessaire pour réaliser l'un des objets de la Communauté;

dont l'activité n'est pas limitée à la satisfaction de besoins purement locaux, puissent concevoir et poursuivre la réorganisation de leurs activités au niveau communautaire, et que le renforcement de leurs moyens d'action et de leur capacité compétitive se fasse directement à ce niveau; que si ce renforcement devait se réaliser essentiellement au niveau national, il risquerait de donner libre cours aux tendances visant au cloisonnement des marchés, constituant ainsi un obstacle à l'integration économique;

Considérant qu'une réorganisation structurelle au niveau de la Communauté suppose que la possibilité soit donnée de mettre en commun le potentiel des entreprises déjà existantes de plusieurs Etats membres, par des opérations de concentration et de fusion, le recours à de telles opérations ne pouvant cependant se faire que dans le respect des règles de concurrence;

Considérant que la constitution d'entreprises européennes s'impose comme l'instrument évident et normal pour atteindre ces objectifs dans les meilleures conditions;

Considérant qu'il s'agit dès lors d'un instrument nécessaire pour réaliser les objets mentionnés de la Communauté;

./.

Historical Archives of the European Commission

Considérant cependant que la constitution de telles entreprises se heurte à des difficultés d'ordre juridique, fiscal et psychologique; que, même si les moyens d'action prévus par le traité relatifs à l'harmonisation des législations et à la conclusion de conventions en vue de rendre possible la mobilité juridique des sociétés par transfert de siège et fusion sont de nature à apporter des remèdes à certaines de ces difficultés, ils se permettent pas d'éliminer l'obligation de choisir une législation nationale déterminée pour donner à une entreprise économiquement européenne la forme juridique indispensable de société commerciale; qu'ils ne lèvent pas davantage l'obstacle du changement de nationalité pour les entreprises dont le nom et la tradition sont liés à un pays donné;

inchangé

Considérant qu'ainsi le cadre juridique dans lequel les entreprises européennes doivent encore se mouvoir et qui reste national ne correspond plus au cadre économique dans lequel elles doivent se développer pour permettre à la Communauté de réaliser ses objectifs;

inchangé.

Historical Archives of the European Commission

que cette situation est de nature à entraver considérablement, spécialement en raison de ses effets psychologiques, les opérations de regroupement entre sociétés relevant de pays différents;

Considérant que la seule solution de nature à réaliser à la fois l'unité économique et l'unité juridique de l'entreprise européenne est donc de permettre la constitution, à côté des sociétés relevant de l'un ou l'autre droit national, de sociétés entièrement régies par un droit unique, directement applicable dans tous les Etats membres, éliminant ainsi pour cette forme juridique de société toute acceptation de rattachement juridique à tel ou tel pays;

inchangé.

Considérant que la mise sur pied de ce régime juridique unique pour toute la Communauté apparaît ainsi comme nécessaire pour permettre la création et la gestion sans entraves d'entreprises de dimension européenne constituées par le regroupement des forces d'entreprises nationales;

inchangé.

Historical Archives of the European Commission

Considérant que les pouvoirs d'action requis pour l'élaboration de ce régime juridique n'ont pas été prévus par le traité;

inchangé.

Considérant que l'objectif essentiel poursuivi par le régime juridique d'une société commerciale européenne exige en tout cas, sans préjudice des nécessités économiques qui pourront apparaître à l'avenir, qu'une société anonyme européenne puisse être constituée pour réaliser des fusions entre sociétés relevant d'Etats membres différents, ainsi que pour permettre à de telles sociétés de créer des holdings et des filiales communes, que par ailleurs il est suffisant, pour atteindre les objectifs économiques recherchés tout en simplifiant les opérations de constitution par fusion et création de holdings, de n'admettre comme fondateurs d'une société anonyme européenne, outre une autre société anonyme européenne, que des sociétés de droit national ayant la forme de société anonyme;

Considérant que l'objectif essentiel poursuivi par le régime juridique d'une société anonyme européenne exige en tout cas, sans préjudice des nécessités économiques qui pourront apparaître à l'avenir, qu'une société anonyme européenne puisse être constituée aussi bien pour permettre à des sociétés relevant d'Etats membres différents de fusionner ou de créer une société holding, que pour donner la possibilité à des sociétés et autres personnes morales exerçant une activité économique et relevant d'Etats membres différents, de créer des filiales communes; que par ailleurs en cas de constitution par fusion ou par création de holding, il est suffisant, pour atteindre les objectifs économiques recherchés tout en simplifiant les opérations de constitution, de n'admettre comme fondateurs d'une société anonyme européenne, outre une autre société anonyme européenne, que des sociétés de droit national ayant la forme de sociétés anonymes;

Considérant que le régime de la société anonyme européenne lui-même doit être celui d'une société de capitaux par actions, qui répond le plus adéquatement, tant au point de vue financier qu'à celui de la gestion, aux besoins des entreprises exerçant leurs activités au niveau

inchangé.

Historical Archives of the European Commission

européen; que pour assurer une dimension raisonnable à de telles entreprises il convient de fixer un capital minimum entièrement libéré qui garantisse que ces sociétés disposent d'un patrimoine suffisant, sans pour autant gêner la constitution de sociétés européennes par des entreprises nationales d'importance moyenne; que le montant de ce capital doit toutefois être moins élevé dans le cas de création de filiales;

Considérant que pour obtenir tout le bénéfice de l'unicité du régime il importe que la totalité des règles qui déterminent la constitution, la structure, le fonctionnement et la liquidation de la société anonyme européenne soit soustraite à l'application des droits nationaux; qu'il importe à cet effet d'établir un statut de la société anonyme européenne comportant un ensemble de dispositions normatives et de renvoyer aux principes généraux communs aux droits des Etats membres pour trancher les questions relatives aux matières régies par ce statut qui n'y auront pas été expressément réglées;

inchangé.

Historical Archives of the European Commission

Considérant que, également pour assurer l'unicité du régime, il est indispensable que la constitution de la société anonyme européenne soit soumise à une procédure d'immatriculation auprès d'un registre central, sous un contrôle judiciaire permettant de supprimer toutes possibilités de nullité de la société une fois constituée; qu'une juridiction européenne unique doit être chargée d'assurer ce contrôle sous peine de laisser se créer des divergences d'appréciation dans l'examen des actes et documents préparés par les fondateurs; que la compétence nécessaire doit être tout naturellement confiée à l'institution judiciaire des Communautés, la Cour de Justice des Communautés européennes;

inchangé.

Considérant que la Cour de Justice doit également recevoir compétence, à l'exclusion des tribunaux nationaux, pour déterminer si une société anonyme européenne fait partie d'un groupe de sociétés au sens donné à ce terme dans le titre VII du présent règlement; qu'en effet l'existence d'un tel groupe, qui entraîne des conséquences juridiques importantes pour la gestion et les actionnaires d'une société faisant partie d'un tel groupe, ne pourra souvent être déterminé, en cas de doute, que par l'analyse de relations entre sociétés de différents pays et donc de

**) voir page 11.

Historical Archives of the European Commission

situations de fait à apprécier dans ces différents pays, qu'un tel examen serait fort difficile pour un tribunal national dont la compétence d'instruction ne s'étendrait pas au-delà du pays du for;

Considérant que pour permettre à la société anonyme européenne une gestion efficace tout en assurant une surveillance vigilante de cette dernière, il s'indique de doter la société d'un système dans lequel les responsabilités sont clairement séparées et à cette fin de prévoir un directoire chargé de la gestion des affaires sous le contrôle d'un conseil de surveillance, et dont les membres sont nommés par ce dernier;

Considérant que pour promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une stabilité accrue ainsi qu'une amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs, il faut faire participer ces derniers à la vie de la société anonyme européenne; que dans tous les Etats membres, des conséquences pratiques ont été tirées de l'existence des rapports juridiques et de faits particuliers entre les travailleurs et l'entreprise; que, si ces conséquences diffèrent dans leur contenu, elles sont cependant basées sur la conviction commune que les travailleurs doivent avoir la possibilité d'avoir une représen-

./.

Historical Archives of the European Commission

Considérant que les grandes divergences entre les réglementations existant dans les Etats membres quant à la représentation des travailleurs dans l'entreprise et aux modes de participation de leurs représentants au processus de décision des organes des sociétés anonymes ne permettent pas de laisser le règlement de ces questions aux droits nationaux sous peine de rompre l'unicité du régime de l'administration de la société européenne;

tation de leurs intérêts au sein de l'entreprise et de participer à certaines décisions.

Considérant que les grandes divergences entre les réglementations existant dans les Etats membres quant à la représentation des travailleurs dans l'entreprise et au mode de participation de leurs représentants au processus de décision des organes des sociétés anonymes ne permettent pas de laisser le règlement de ces questions aux droits nationaux sous peine de rompre l'unicité du régime de l'administration de la société européenne;

Considérant que les travailleurs doivent être représentés au Conseil de surveillance de la société européenne de la même manière que les actionnaires afin que dans l'exercice du contrôle de la gestion et pour la nomination des membres du directoire, il soit tenu compte des points de vue des deux groupes intéressés à l'entreprise;

Considérant qu'en outre, il est souhaitable d'assurer au sein de la société européenne la représentation d'intérêt plus large que ceux des actionnaires et des travailleurs directement concernés; qu'il est nécessaire à cette fin que le conseil de surveillance se compose également de membres représentant des intérêts de caractère général et indépandants des actionaires et des travailleurs;

./.

Historical Archives of the European Commission

...que si les législations nationales relatives à la représentation des travailleurs au niveau des établissements peuvent continuer à s'appliquer, il est toutefois nécessaire, pour les sociétés européennes ayant des établissements dans plusieurs Etats membres, de prévoir la constitution d'un comité européen d'entreprise ayant des compétences propres pour les affaires qui concernent plusieurs établissements; qu'il est également nécessaire de permettre la représentation des travailleurs dans le conseil de surveillance, afin de faire valoir leur point de vue à l'occasion des décisions économiques importantes, de l'exercice du contrôle de la gestion et de la nomination des membres du directoire;

Considérant que si les législations nationales relatives à la représentation des travailleurs au niveau des établissements peuvent continuer à s'appliquer, il est toutefois nécessaire, pour les sociétés européennes ayant des établissements dans plusieurs Etats membres, de prévoir la constitution d'un Comité européen d'entreprise ayant compétence pour les affaires qui concernent plusieurs établissements, et investi de droits d'information, de consultation et de co-décision qui lui soient propres;

Considérant que pour assurer que les membres du conseil de surveillance désignés par les travailleurs et les membres du Comité européen d'entreprise soient élus dans tous les Etats membres de la même manière et suivant des principes démocratiques, l'introduction d'une procédure électorale unique est nécessaire;

Considérant que la société européenne doit être soumise, en matière d'établissement des comptes, à des règles uniformes qui permettent d'avoir une vue sincère de la situation du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société;

./.

Historical Archives of the European Commission

Considérant que les groupes de sociétés placés sous une direction unique revêtent une importance économique telle qu'un statut des sociétés anonymes européennes doit comporter des règles qui tiennent compte des données économiques de ces groupes et des besoins de leur fonctionnement; que cet instrument d'une politique d'entreprise souple doit être mis à la disposition de la société européenne dans un cadre juridique déterminé; que corrélativement les actionnaires indépendants, les travailleurs et les créanciers des entreprises du groupe doivent se voir accorder des garanties adéquates;

**) voir page 7

**) Considérant que la Cour de Justice doit également recevoir compétence, à l'exclusion des tribunaux nationaux, pour déterminer si une société anonyme européenne fait partie d'un groupe de sociétés au sens donné à ce terme dans le titre VII du présent règlement; qu'en effet l'existence d'un tel groupe, qui entraîne des conséquences juridiques importantes pour la gestion, les actionnaires et les travailleurs d'une société faisant partie d'un tel groupe, ne pourra souvent être déterminé, en cas de doute, que par l'analyse de relations entre sociétés de différents pays et donc de situations de fait à apprécier dans ces différents pays, qu'un tel examen serait fort difficile pour un

./.

Historical Archives of the European Commission

tribunal national dont la compétence d'instruction ne s'étendrait pas au-delà du pays du for;

Considérant que la société anonyme européenne doit avoir la possibilité, en fonction des nécessités économiques, de se transformer le cas échéant en une société de droit national, ou de fusionner avec d'autres sociétés anonymes européennes ou avec des sociétés anonymes de droit national;

Considérant que la société anonyme européenne doit demeurer soumise aux exigences fiscales nationales, l'élaboration d'un régime fiscal propre à la société anonyme européenne risquant d'être la source de discrimination dans un sens ou dans l'autre par rapport aux sociétés anonymes de droit national; qu'il y a lieu cependant de permettre, pour le calcul des bénéfices taxables de la société anonyme européenne, et en attendant que la taxation des revenus des sociétés puisse être de la compétence exclusive du pays de leur domicile fiscal, de tenir compte dans ce pays des pertes enregistrées par les établissements stables ou les filiales de cette société dans d'autres pays; que par ailleurs il est indispensable de prévoir une procédure de règlement des litiges éventuels quant à la détermination du domicile fiscal de la société anonyme européenne et de régler les modalités et conséquences du transfert du domicile

inchangé

./.

Historical Archives of the European Commission

fiscal d'un pays à l'autre; que par ailleurs la société anonyme européenne sera bénéficiaire au même titre que les sociétés de droit national des dispositions prescrites par la directive concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales, d'Etats membres différents, et la directive concernant le régime commun applicable aux fusions, scissions et apports d'actif intervenant entre sociétés d'Etats membres différents, adoptées par le Conseil ... ;

Considérant enfin qu'il est indispensable, pour éviter que certaines obligations pesant sur les dirigeants de la société anonyme européenne demeurent sans sanction, que les Etats membres introduisent à cette fin dans leur législation pénale des dispositions appropriées uniformes quant à la détermination des infractions punissables; quilil convient en effet que tous les Etats membres sanctionnent les mêmes infractions et rien que celles-là, pour éviter des divergences préjudiciables à l'unicité du régime,

a arrêté le présent règlement.

Considérant enfin qu'il est indispensable, pour éviter que certains manquements aux obligations découlant du statut demeurent sans sanctions, que les Etats membres introduisent à cette fin dans leur législation des dispositions appropriées pour les réprimer; qu'il convient en effet que tous les Etats membres sanctionnent les mêmes infractions et rien que celles-là par des peines ou amendes, pour éviter des divergences préjudiciables à l'unicité du régime,

a arrêté le présent règlement.

Historical Archives of the European Commission

# TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

| Article 1 | Article 1 |
|---|---|
| 1. Des sociétés commerciales peuvent être constituées dans l'ensemble de la Communauté économique européenne sous la forme de sociétés anonymes européennes (Societas Europae "S.E.") dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent règlement. | 1. inchangé |
| 2. La société européenne est une société dont le capital est divisé en actions. Les actionnaires ne répondent des obligations de la société qu'à concurrence de leur apport. | 2. inchangé |
| 3. La S.E. est commerciale quel que soit l'objet de son entreprise. | 3. inchangé |
| 4. La S.E. a la personnalité juridique. Dans chaque Etat membre et sous réserve des dispositions spécifiques du présent Statut, elle est traitée à tous égards, en ce qui concerne ses droits et facultés, comme une société anonyme du droit national. | 4. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

Article 2

Des sociétés anonymes constituées selon le droit d'un Etat membre et dont deux au moins relèvent de législations nationales différentes peuvent constituer une S.E. par fusion, par création d'une société holding ou par création d'une filiale commune.

Article 2

1. Des sociétés anonymes, constituées selon le droit d'un Etat membre, peuvent constituer une S.E. par fusion ou par création d'une société holding, si deux au moins relèvent de législations nationales différentes.

2. Des sociétés qui ont la personnalité juridique, y compris des coopératives, et qui sont constituées selon le droit des Etats membres, ainsi que toutes autres personnes morales du droit privé ou du droit public des Etats membres qui ont pour objet d'exercer une activité économique, peuvent constituer une S.E. par création d'une filiale commune si deux au moins relèvent de législations nationales différentes.

3. Une société ou toute autre personne morale, qui participe à la création d'une S.E., doit être reconnue conformément à la Convention du 29.2.1968 sur la reconnaissance réciproque des sociétés et des personnes morales dans les Etats membres dont la loi est applicable à l'une des sociétés ou personnes morales qui participe à la création de la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 3

1. Une S.E. déjà constituée peut elle-même constituer une S.E. par fusion, création d'une société holding ou d'une filiale commune avec d'autres S.E. ou avec des sociétés anonymes constituées selon le droit d'un Etat membre.

2. Une S.E. peut constituer une filiale sous la forme d'une S.E.

Article 3

1. Une S.E. peut créer avec d'autres S.E. ou avec des sociétés anonymes, constituées selon le droit des Etats membres, une autre S.E., par fusion ou par création d'une société holding.

2. Une S.E. peut créer avec d'autres S.E. ou avec des sociétés anonymes et autres personnes morales dans le sens de l'article 2, paragraphe 2, qui sont constituées selon le droit des Etats membres, une autre S.E. par création d'une filiale commune.

3. Une S.E. peut constituer une filiale sous la forme d'une S.E.

4. Si des sociétés ou d'autres personnes morales constituées selon les droits de différents Etats membres, participent à la création d'une S.E. selon les paragraphes 1 et 2 de cet article, l'article 2 paragraphe 3 s'applique à ces sociétés et autres personnes morales.

Historical Archives of the European Commission

Article 4

Le capital de la S.E. doit être d'au moins :

- 500 000 unités de compte dans le cas d'une fusion ou de la création d'une société holding,
- 250 000 unités de compte dans le cas de la création d'une filiale commune,
- 100 000 unités de compte dans le cas de la création d'une filiale par une S.E.

Article 4

Le capital de la S.E. doit être d'au moins :

- 250 000 unités de compte dans le cas d'un fusion ou de la création d'une société holding,
- 100 000 unités de compte dans le cas de l création d'une filiale commune.
- 100 000 unités de compte dans le cas de l création d'une filiale par une autre S.E.

Historical Archives of the European Commission

| Article 5 | Article 5 |
| --- | --- |
| 1. Le siège de la S.E. est fixé au lieu désigné par ses statuts. Ce lieu doit être situé à l'intérieur des Communautés européennes. | 1. Le siège de la S.E. est fixé au lieu désigné par ses statuts. Ce lieu doit être situé à l'intérieur de la Communauté économique européenne. * |
| 2. Les statuts peuvent désigner plusieurs sièges. | 2. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

* Cette modification n'est valable que pour la version française.

Article 6

1. Pour l'application du présent statut, une entreprise dépendante est une entreprise juridiquement autonome sur laquelle une autre entreprise, dite entreprise dominante, peut exercer directement ou indirectement une influence dominante, une des deux entreprises intéressées étant une S.E.

2. Une entreprise est en tout cas considérée comme dépendante d'une autre, lorsque celle-ci a la possibilité, à l'égard de la première :

a) de disposer de plus de la moitié des voix attachées à l'ensemble des titres émis,

b) de désigner plus de la moitié des membres de son organe de direction ou de son organe de surveillance,

c) d'exercer en vertu de contrats une influence prépondérante sur sa gestion.

3. Une influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise a une participation majoritaire dans le capital d'une autre entreprise.

4. Sont comptées dans la participation de l'entreprise dominante les parts appartenant à une entreprise dépendant d'elle. Il en est de même des parts appartenant à une autre entreprise agissant pour le compte de l'entreprise dominante ou d'une entreprise dépendant de cette dernière.

Article 6

1. inchangé

2. Une entreprise est en tout cas considérée comme dépendante d'une autre, lorsque celle-ci a, directement ou indirectement, à l'égard de la première, la possibilité

a) inchangé

b) inchangé

c) supprimé

3. Une influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise a, directement ou indirectement, une participation majoritaire dans le capital d'une autre entreprise.

4. Sont également comptées dans la participation de l'entreprise dominante, les parts appartenant à une entreprise agissant pour le compte de l'entreprise dominante ou d'une entreprise dépendant de cette dernière.

Historical Archives of the European Commission

| Article 7 | Article 7 |
| --- | --- |
| 1. Sauf disposition contraire, les matières que le présent statut régit, même sur les points qu'il ne règle pas expressément, sont soustraites à l'application des droits des Etats membres. Lorsqu'un point n'est pas expressément réglé, il doit être tranché : | 1. inchangé |
| a) selon les principes généraux dont ce statut s'inspire; | a) inchangé |
| b) si ces principes généraux ne permettent pas de trancher la question, selon les règles ou principes généraux communs aux droits des Etats membres. | b) inchangé |
| | Pour l'application du présent règlement, les règles ou principes généraux des droits des Etats membres visés au paragraphe b) ci-dessus en font partie intégrante. |
| 2. Les matières qui ne sont pas régies par le présent statut sont soumises au droit national applicable en l'espèce. | 2. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

Article 8

1. Toute S.E. est immatriculée dans le registre européen du commerce qui est institué auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes.

2. Les modalités d'institution et de fonctionnement du registre européen du commerce sont fixées par un règlement du Conseil sur proposition de la Commission.

3. Chaque Etat membre ouvre dans son pays une annexe du registre européen du commerce où les sociétés européennes ayant leur siège dans le territoire de cet Etat doivent également être immatriculées. Les inscriptions figurant au registre européen du commerce et les documents qui y sont déposés prévalent en cas de divergence sur les inscriptions faites ou les copies délivrées par les annexes.

4. Toute personne peut prendre connaissance du registre européen du commerce et de ses annexes, ainsi que des documents qui y sont déposés.

Article 8

1. Toute S.E. est immatriculée dans le registre européen du commerce qui est institué auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes. Les documents soumis à publicité par ce Statut y sont déposés.

2. inchangé

3. Chaque Etat membre ouvre dans son pays une annexe du registre européen du commerce où les sociétés européennes ayant leur siège dans le territoire de cet Etat doivent être également immatriculées. Une copie des documents déposés au registre européen du commerce est déposée à cette annexe. Les inscriptions figurant au registre européen du commerce et les documents qui y sont déposés prévalent en cas de discordance.

4. inchangé

Historical Archives of the European Commission

| Article 9 | Article 9 |
| --- | --- |
| 1. Toutes les publications concernant la S.E. paraissent au Journal officiel des Communautés européennes, aux bulletins officiels des publications des sociétés anonymes de l'Etat membre où la S.E. a son siège ainsi que dans un journal quotidien de cet Etat. | 1. Toutes les publications concernant la S.E. paraissent au Journal officiel des Communautés européennes et aux bulletins officiels des publications des sociétés anonymes de l'Etat membre où la S.E. a son siège. La publication au Journal officiel des Communautés européennes fait foi seulement dans la langue originale. |
| 2. Les organes de publication visés au paragraphe précédent sont dénommés ci-après "journaux de la société". | 2. inchangé |
| 3. Lorsque le présent statut fixe un délai partant de la publication dans les journaux de la société, ce délai court à compter du jour de la dernière publication. | 3. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

Article 9 a

1. Les actes qui doivent être déposés au registre du commerce et les indications qui doivent y être inscrites ne sont opposables aux tiers qu'après la publication visée à l'article 9, à moins que la société prouve que le tiers en avait connaissance.

Toutefois, pour les opérations intervenues avant le 16ème jour après le jour de la publication, ces actes et indications ne sont pas opposables aux tiers qui prouvent qu'ils ont été dans l'impossibilité d'en avoir connaissance.

2. Les tiers peuvent cependant toujours se prévaloir des actes et indications mentionnés au paragraphe 1, pour lesquels les formalités de publication n'ont pas encore été accomplies à moins qu'ils soient relatifs à la constitution de la S.E.

3. En cas d'inexactitude du texte des actes ou indications publiés dans les journaux de la société, les tiers peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que la S.E. ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte inscrit ou déposé au registre.

Historical Archives of the European Commission

Article 10

La S.E. est tenue de mentionner sur ses lettres et bons de commande le numéro de son immatriculation au registre européen du commerce, son siège, son capital et d'y indiquer, le cas échéant, qu'elle se trouve en liquidation.

Article 10

La S.E. est tenue de mentionner sur ses documents le numéro de son immatriculation au registre européen du commerce, son siège et son capital. Le cas échéant, elle doit aussi mentionner qu'elle se trouve en liquidation.

Historical Archives of the European Commission

Article 10-a-

Pour l'application de la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, notamment, des articles 16 secundo et 53 première phrase, ainsi que pour l'application des dispositions du présent Statut qui prévoient la compétence du tribunal du siège, il faut entendre comme siège de la S.E. exclusivement le ou les sièges statutaires fixés conformément à l'article 5.

Historical Archives of the European Commission

Article 10-b-

Lorsque des demandes connexes concernant une S.E. sont formées devant des juridictions d'Etats membres différents, dont chacune est exclusivement compétente, la juridiction saisie en second lieu doit, aussi longtemps que le jugement sur la demande formée devant la juridiction saisie en premier lieu n'est pas passé en force de chose jugée, surseoir à statuer, même d'office, à moins qu'elle ne se désaisisse en application de l'article 22 paragraphe 2 de la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

Historical Archives of the European Commission

Article 10-c-

En cas de pluralité de sièges la reconnaissance et l'exécution d'une décision rendue par un tribunal d'un Etat membre compétent en raison de la localisation dans cet Etat d'un siège de la S.E. ne peuvent être refusées dans l'Etat requis pour le motif qu'un autre siège de la S.E. est fixé dans ce dernier Etat.

Historical Archives of the European Commission

TITRE II

CONSTITUTION

Première section

Généralités

Article 11

La S.E. est déclarée à la Cour de ice des Communautés européennes en vue son immatriculation au registre européen commerce.

Doivent être joints à la déclaration :

l'acte constitutif approuvé par les sociétés fondatrices, avec ses annexes;

les statuts des sociétés fondatrices.

La déclaration doit en outre, selon le e de constitution, satisfaire aux dispo- ions de l'une des sections suivantes du esent titre.

Article 11

1. La S.E. est déclarée par les sociétés fondatrices à la Cour de Justice des Communautés européennes en vue de son immatriculation au registre européen du commerce.

2. Doivent être joints à la déclaration l'acte constitutif et les statuts de la S.E. ainsi que les autres documents prescrits dans les chapitres suivants, pour chaque mode de constitution.

3. Les sociétés fondatrices, au sens des dispositions de ce titre, sont les sociétés et toutes les autres personnes morales, qui, conformément aux articles 2 et 3 peuvent participer à la création d'une S.E. selon les différents modes de constitution.

Historical Archives of the European Commission

| Article 12 | Article 12 |
| --- | --- |
| 1. L'acte constitutif contient un exposé général qui fait apparaître que la constitution de la société répond aux conditions prescrites dans le titre I et qui indique en outre les motifs économiques de cette constitution. | 1. L'acte constitutif de la S.E. doit être établi par les sociétés fondatrices selon les dispositions d'une des sections suivantes de ce titre. Il doit être passé par acte authentique. |
| 2. Doivent être joints à l'acte constitutif:<br>a) les statuts de la S.E.;<br>b) le bilan d'ouverture de la S.E. avec son commentaire;<br>c) le rapport de vérification;<br>d) lorsqu'elle ne figure pas dans les statuts, la composition initiale du directoire et du conseil de surveillance. | supprimé |
| 3. L'acte constitutif et les annexes visés au paragraphe 2, a) et d), doivent être passés par acte authentique. | supprimé |

Historical Archives of the European Commission

| Article 13 | Article 13 |
| --- | --- |
| | 1. Les statuts de la S.E. doivent être approuvés par les sociétés fondatrices selon les dispositions d'une des sections suivantes de ce titre. Ils doivent être passés par acte authentique. |
| Les statuts de la S.E. doivent au moins comporter : | 2. Les statuts de la S.E. doivent au moins comporter : |
| a) la dénomination sociale, complétée par le sigle "S.E."; | a) la dénomination sociale, qui doit comprendre l'abréviation "S.E." en tant que partie constitutive; |
| b) le siège de la société; | b) le siège de la société; |
| c) l'objet précis de l'entreprise; | c) l'objet de l'entreprise; |
| d) le montant du capital ainsi que la valeur nominale et le nombre des actions, en précisant s'il s'agit d'actions au porteur ou d'actions nominatives et, s'il y a plusieurs catégories d'actions, l'indication de chacune des catégories; | d) le montant du capital ainsi que la valeur nominale et le nombre des actions, en précisant s'il s'agit d'actions au porteur ou d'actions nominatives, et, s'il y a plusieurs catégories d'actions, la valeur nominale, le nombre et les droits y attachés, pour chacune des catégories; |
| e) la monnaie de compte de la société; | supprimé |

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 13

f) la durée de la société, si cette durée est limitée.

Article 13

e) la durée de la société, si cette durée est limitée;

f) les noms des membres du premier directoire;

g) les noms des membres du premier conseil de surveillance à désigner par les actionnaires.

Historical Archives of the European Commission

Article 14

1. Le bilan d'ouverture de la S.E. et le commentaire qui l'accompagne doivent être conformes aux dispositions du présent statut relatives au bilan et au commentaire contenu dans l'annexe des comptes annuels.

supprimé; voir art. 22 a, par. 1, art. 30, par. 3, art. 35a, art. 38, par. 3.

2. Le commentaire doit faire apparaître le montant global approximatif des frais supportés par la S.E. du fait de sa constitution et de la préparation de celle-ci.

supprimé; voir les dispositions citées au par. 1.

3. Le commentaire doit également contenir la description des apports en nature, leur évaluation et les noms des apporteurs, et mentionner la valeur nominale et la catégorie des actions attribuées en représentation de ces apports.

supprimé; voir art. 35 a.

4. Les avantages et privilèges consentis à chacune des personnes ayant participé à la constitution de la S.E. doivent être intégralement spécifiés dans le commentaire.

supprimé; voir les dispositions citées au par. 1.

Historical Archives of the European Commission

Article 15

1. Le rapport de vérification est établi par un ou plusieurs commissaires-vérificateurs nommés par les sociétés fondatrices.

2. Peuvent seules être nommées commissaires-vérificateurs les personnes justifiant d'une formation et d'une expérience suffisante pour l'exercice de cette mission, ayant acquis ces qualifications selon une procédure spéciale d'admission et d'examen légalement organisée, et ainsi agréées dans un des Etats membres pour la vérification des comptes annuels des sociétés anonymes dont les actions sont cotées en bourse. Les commissaires-vérificateurs doivent être libres de tout lien de dépendance vis-à-vis des sociétés fondatrices.

3. Le rapport de vérification comporte un examen de l'ensemble du processus de constitution et notamment :

a) du bilan d'ouverture de la S.E. et du commentaire y afférent;

b) de l'évaluation des apports en nature;

c) de la libération totale du capital.

Article 15

1. L'organe chargé de l'administration de chaque société fondatrice désigne un ou plusieurs commissaires-vérificateurs pour examiner le projet d'acte constitutif. La même personne ne peut être désignée qu'auprès d'une seule société.

2. Peuvent seules être nommées commissaires-vérificateurs les personnes justifiant d'une formation et d'une expérience suffisante pour l'exercice de cette mission, ayant acquis ces qualifications selon une procédure spéciale d'admission et d'examen légalement organisée ou reconnue, et ainsi agréées dans un des Etats membres pour la vérification des comptes annuels des sociétés anonymes dont les actions sont cotées en bourse. Les commissaires-vérificateurs ne doivent être ni dépendants des sociétés fondatrices ni l'avoir été dans les trois dernières années avant l'établissement du rapport d'expertise. Les commissaires-vérificateurs peuvent être les personnes chargées du contrôle des comptes des sociétés fondatrices.

supprimé.

Historical Archives of the European Commission

Article 15

3. Un commissaire-vérificateur répond indéfinément vis-à-vis de la S.E., des actionnaires de la S.E. et des tiers du préjudice résultant de toute violation des dispositions du présent Statut ou de tout autre manquement aux obligations lui incombant dans l'exercice de ses fonctions.

Si une société fondatrice a désigné plusieurs commissaires vérificateurs, ceux-ci sont solidairement responsables. Un commissaire vérificateur peut cependant être exonéré de sa responsabilité s'il démontre qu'aucune faute ne lui est imputable.

La responsabilité subsiste pendant 3 ans à compter du jour de l'immatriculation de la S.E. dans le registre du commerce européen ou, si le fait dommageable a été dissimulé, de sa révélation.

4. L'action en responsabilité de la S.E. est intentée conformément aux dispositions de l'article 72.

Historical Archives of the European Commission

Article 16

1. Si, dans les deux ans de sa constitution, la S.E. acquiert des biens appartenant à une société fondatrice, à un des actionnaires de celle-ci ou à un actionnaire de la S.E. et si le prix en excède le dixième du capital de la S.E., cette acquisition est également soumise à vérification. Les dispositions de l'article 15, paragraphes 1 et 2 sont applicables. L'acquisition doit être approuvée par l'assemblée générale. Les conclusions du rapport de vérification doivent être publiées dans les journaux de la société.

2. Le paragraphe 1 n'est pas applicable si l'acquisition avait déjà été convenue lors de la constitution de la S.E. et si le commentaire du bilan d'ouverture en avait fait état.

supprimé; voir article 35 c,

Historical Archives of the European Commission

| Article 17 | Article 17 |
| --- | --- |
| 1. La Cour de justice des Communautés européennes contrôle la régularité de la constitution de la S.E. Un règlement de procédure fixe les modalités de ce contrôle. | 1. inchangé |
| 2. La Cour de justice peut, aux fins de ce contrôle et sans donner les motifs, se faire assister aux frais des sociétés fondatrices d'un expert comptable qualifié. | supprimé |
| 3. La Cour de justice doit refuser l'immatriculation au registre européen du commerce dans les cas suivants :<br>a) la société n'a pas été constituée conformément aux dispositions du présent statut;<br>b) l'acte constitutif ou ses annexes sont incomplets;<br>c) les statuts ne répondent pas aux dispositions du présent statut;<br>d) le rapport de vérification ne fait pas ressortir que la libération totale du capital est assurée et, en particulier, que la valeur des apports en nature correspond au moins à la valeur nominale des actions émises en représentation de ces apports. | 2. La Cour de justice doit refuser l'immatriculation au registre européen du commerce, si les dispositions relatives à la constitution ainsi qu'au contenu des statuts de la S.E. ne sont pas observées. |
| 4. La Cour de justice est habilitée à obtenir des sociétés fondatrices tous les renseignements qu'elle souhaite. Elle peut leur donner la possibilité de compléter ou de rectifier leurs déclarations. | 3. La Cour de justice est habilitée à obtenir des sociétés fondatrices tous les renseignements qu'elle souhaite. Elle peut leur donner la possibilité de compléter ou de rectifier leurs déclarations et les documents constitutifs. |

Historical Archives of the European Commission

Article 17

5. Si la Cour de justice ne constate aucune raison de refuser l'inscription ou d'y surseoir, elle ordonne l'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce et transmet à celui-ci la déclaration de la S.E. accompagnée de l'acte constitutif et de ses annexes.

Article 17

4. Si la Cour de justice ne constate aucune raison de refuser l'inscription ou d'y surseoir, elle ordonne l'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce et transmet à celui-ci la déclaration de la S.E. accompagnée des documents visés à l'article 11.

Historical Archives of the European Commission

Article 18

1. L'immatriculation au registre européen du commerce comporte :

a) la dénomination sociale;

b) le siège de la société;

c) l'objet de l'entreprise;

d) le montant du capital;

e) les noms des membres du directoire;

f) l'indication du type de constitution selon les articles 2 et 3;

g) la désignation des sociétés fondatrices;

h) la désignation des journaux de la société.

2. L'immatriculation et les indications mentionnées au paragraphe 1, ainsi que les conclusions du rapport de vérification, sont publiées dans les journaux de la société.

Article 18

1. L'immatriculation au registre européen du commerce comporte :

a) inchangé

b) inchangé

c) inchangé

d) inchangé

e) les noms des membres du directoire et ceux des membres du conseil de surveillance désignés par les actionnaires;

f) inchangé

g) inchangé

supprimé

h) l'indication que chaque membre du directoire a le pouvoir de représenter la société vis-à-vis des tiers.

2. L'immatriculation et les indications mentionnées au paragraphe 1 sont publiées dans les journaux de la société.

Historical Archives of the European Commission

Article 19

1. La S.E. jouit de la personnalité morale à dater du jour de la publication de l'immatriculation au Journal officiel des Communautés européennes. A partir de cette date, aucun vice de constitution ne peut plus être invoqué.

2. Toute personne agissant au nom de la S.E. avant le jour de cette publication est personnellement responsable des actes ainsi accomplis. Si plusieurs personnes ont agi ensemble, elles sont solidairement responsables.

Article 19

1. La S.E. jouit de la personnalité morale à dater du jour qui suit celui de la publication de l'immatriculation au Journal officiel des Communautés européennes. A partir de cette date, aucun vice de constitution ne peut plus être invoqué.

2. Toute personne agissant au nom de la S.E. avant cette date est personnellement tenue à l'égard des tiers des engagements ainsi souscrits. Si plusieurs personnes ont agi conjointement, elles sont tenues solidairement.

3. La S.E. peut reprendre de tels engagements. Les personnes qui ont agi au nom de la société seront de ce fait libérées de la responsabilité fondée sur le paragraphe 2.

Historical Archives of the European Commission

Article 20

1. Les sociétés fondatrices et les personnes qui en sont responsables répondent solidairement vis-à-vis de la S.E. et des tiers, pendant trois ans à dater du jour de l'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce, de toute omission ou inexactitude dans les indications données lors de la déclaration.

2. Les sociétés fondatrices et les personnes qui en sont responsables sont déchargées de la responsabilité prévue au paragraphe 1 lorsqu'elles ne connaissaient pas ces omissions ou inexactitudes ni ne pouvaient en avoir connaissance, même en faisant preuve de la diligence qui s'impose à un bon commerçant. A cet égard, ce qui est à la connaissance des personnes responsables d'une société fondatrice est imputé à la société elle-même.

3. Les commissaires-vérificateurs répondent solidairement vis-à-vis de la S.E. et des tiers pendant trois ans, à dater du jour de l'immatriculation au registre européen du commerce, de toute émission ou inexactitude dans leur rapport, à moins qu'ils n'établissent avoir fait preuve de diligence requise dans l'exercice de leur profession.

Article 20

1. Les sociétés fondatrices et les membres de leurs organes chargés de l'administration répondent solidairement envers la S.E. et les tiers, pendant trois ans à dater du jour de l'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce de toute omission ou inexactitude dans les indications données lors de la déclaration.

2. Les sociétés fondatrices et les membres de leurs organes chargés de l'administration répondent dans les mêmes conditions de la libération intégrale du capital de la S.E. en numéraire ou en nature.

3. Un membre des organes chargés de l'administration est déchargé de la responsabilité prévue aux paragraphes précédents lorsqu'il n'avait pas connaissance des circonstances de nature à engager cette responsabilité ou ne pouvait en avoir connaissance même en faisant preuve de la diligence qui s'impose à un bon commerçant.

(voir article 15, paragraphe 3)

Historical Archives of the European Commission

## Deuxième section

## Constitution par fusion

### Article 21

En cas de constitution d'une S.E. par fusion de sociétés anonymes, l'ensemble du patrimoine des sociétés fondatrices est transféré activement et passivement moyennant l'attribution aux actionnaires des sociétés qui fusionnent, d'actions de la S.E. et éventuellement d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur nominale des actions attribuées.

### Article 21

1. En cas de constitution d'une S.E. par fusion de sociétés anonymes, l'ensemble de leur patrimoine est transféré activement et passivement à la S.E. par suite de leur dissolution sans liquidation. Les actionnaires des sociétés qui fusionnent, reçoivent les actions de la S.E. Des versements supplémentaires en espèces en compensation des montants excédants sont admissibles jusqu'à 10 % de la valeur nominale des actions de la S.E.

2. Une société anonyme peut participer à la création d'une S.E. par fusion, même si elle est en liquidation, pourvu qu'elle n'ait pas encore commencé la répartition de son actif entre ses actionnaires.

Historical Archives of the European Commission

Article 22

1. Les sociétés fondatrices établissent un projet de fusion contenant

a) le projet d'acte constitutif prévu à l'article 12 et ses annexes;

b) les termes du rapport d'échange des actions des sociétés fondatrices contre des actions de la S.E.;

c) la justification de la fixation du rapport d'échange, revêtue du visa approbatif des commissaires-vérificateurs;

d) les modalités d'émission des actions de la S.E.;

e) les indications sur la manière dont les droits des créanciers sont garantis;

f) des propositions sur le respect des droits aux bénéfices des tiers (non-actionnaires).

Article 22

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices établissent un projet d'acte constitutif. Ce projet comprend

a) la dénomination sociale et le siège des sociétés fondatrices;

b) le bilan d'ouverture de la S.E. et ses commentaires;

c) le rapport d'échange des actions et le cas échéant le montant de la soulte;

d) les modalités de remise des actions de la S.E. ;

e) les droits qui seront assurés par la S.E. aux actionnaires des sociétés fondatrices ayant des droits spéciaux et aux porteurs d'autres titres que des actions, ou les mesures proposées à leur égard;

f) les rapports des commissaires-vérificateurs prévus à l'article 23;

g) les rapports des organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices, prévus à l'article 23 a.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 22

2. Doivent être joints au projet de fusion comme annexes :

a) les statuts, mis à jour, des sociétés fondatrices;

b) les bilans et les comptes de profits et pertes des trois derniers exercices de chacune des sociétés fondatrices; le dernier bilan doit être arrêté à une date qui ne soit pas antérieure de plus de six mois à la convocation de la première assemblée générale prévue à l'article 24; s'il est plus ancien, il doit être mis à jour à la date du premier jour du deuxième mois précédant le jour de la convocation de l'assemblée générale. Il n'y a pas lieu d'établir un nouvel inventaire. Les valeurs inscrites au dernier bilan doivent simplement être adaptées aux modifications apparaissant dans les livres. Il sera cependant tenu compte des amortissements et provisions correspondant à la période intermédiaire, de même que de toute modification importante de la valeur réelle n'apparaissant pas dans les livres.

Article 22

2. Doivent être joints au projet d'acte constitutif comme annexes :

a) le projet de statuts de la S.E.;

b) le texte mis à jour des statuts des sociétés fondatrices;

c) les bilans, les comptes de profits et pertes et les rapports annuels des trois derniers exercices des sociétés fondatrices; ou, à défaut, ceux relatifs aux exercices complets depuis la constitution de la société en cause.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Article 22

d) si le dernier bilan se rapporte à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à la date d'établissement du projet d'acte constitutif, une situation comptable arrêtée le premier jour du deuxième mois précédant cette date;

e) si une société n'a pas encore un exercice complet, son bilan d'ouverture; à défaut, ou si le bilan d'ouverture a été établi plus de six mois avant la date d'établissement du projet d'acte constitutif, une situation comptable arrêtée le premier jour du deuxième mois précédant cette date

Historical Archives of the European Commission

Article 22 - a -

1. Le bilan d'ouverture de la S.E. et ses commentaires doivent être conformes aux dispositions du présent Statut relatives au bilan et au commentaire contenu dans l'annexe des comptes annuels. Les commentaires mentionnent :

a) le montant global approximatif des dépenses qui doivent être à la charge de la S.E. à la suite de la constitution et de sa préparation;

b) les avantages et privilèges particuliers consentis à l'occasion de la constitution de la S.E.

2. La situation comptable visée à l'article 22, paragraphe 2 d est établie selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que le dernier bilan annuel. Toutefois,

a) il n'est pas procédé à un nouvel inventaire réel;

b) les évaluations figurant au dernier bilan ne sont modifiées qu'en fonction des mouvements d'écritures; cependant, il est tenu compte :

- des amortissements et provisions intérimaires,

- des changements importants de valeur réelle n'apparaissant pas dans les écritures.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 22 - a -

3. La situation comptable visée à l'article 22, paragraphe 2 e est établie selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation qu'un bilan annuel de la société concernée.

Historical Archives of the European Commission

Article 23

Les commissaires-vérificateurs ont le droit de recueillir auprès des sociétés qui fusionnent tous les renseignements et documents qu'ils estiment utiles et d'effectuer toutes les vérifications nécessaires.
(actuellement paragraphe 4)

Article 23

1. Pour chaque société fondatrice un ou plusieurs commissaires-vérificateurs examinent le projet d'acte constitutif et établissent un rapport destiné aux actionnaires.

2. Les commissaires-vérificateurs doivent spécialement déclarer si, à leur avis, le rapport d'échange des actions est justifié ou non. Cette déclaration est motivée au moins par les indications suivantes :

a) le rapport des actifs nets des sociétés sur la base des valeurs réelles;

b) le rapport des valeurs de rendement des sociétés compte tenu des perspectives d'avenir;

c) les critères d'évaluation des actifs nets et des valeurs de rendement.

3. Le rapport indique en outre les difficultés particulières d'évaluation s'il en existe.

4. Chaque commissaire-vérificateur a le droit d'obtenir auprès des sociétés fondatrices tous les renseignements et documents utiles et de procéder à toutes les vérifications nécessaires.

Historical Archives of the European Commission

Article 23 - - -

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices établissent un rapport expliquant et justifiant, du point de vue juridique et économique, le projet d'acte constitutif et en particulier le rapport d'échange des actions.

2. Ce rapport expose également les incidences juridiques, économiques et sociales de la fusion à l'égard des travailleurs pour une période d'au moins deux ans, ainsi que le cas échéant les mesures à prendre en ce qui les concerne.

Historical Archives of the European Commission

Article 23 - b -

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices délivrent gratuitement à tout intéressé qui en fait la demande, à dater de la convocation de l'assemblée générale appelée à délibérer sur la fusion, copie du projet de l'acte constitutif et de ses annexes.

2. Un délai de deux mois au moins sépare la convocation des assemblées générales de leur réunion.

3. La convocation de l'assemblée générale mentionne la possibilité prévue au paragraphe 1. Elle indique en même temps le droit d'attaquer la décision de l'assemblée générale ne sera ouvert qu'aux actionnaires qui auront voté contre le projet d'acte constitutif et auront fait acter leur opposition au procès-verbal.

Historical Archives of the European Commission

Article 23 - c -

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices examinent avec les représentants des travailleurs, les incidences juridiques, économiques et sociales de la fusion pour ces derniers, ainsi que les mesures prévues à leur égard dans le rapport prescrit à l'article 23 a. Cet examen a lieu dans les deux semaines qui suivent la publication du projet d'acte constitutif.

2. a) Les représentants des travailleurs, au sens de la présente disposition, sont les institutions, organisations ou personnes qui doivent être entendues lors de fusions de sociétés, d'après les dispositions applicables aux sociétés fondatrices.

b) Si une S.E. participe en tant que société fondatrice à la fusion et si elle a un comité européen d'entreprise, ce dernier est considéré comme organe de représentation des travailleurs au sens de la présente disposition.

3. Si les représentants des travailleurs estiment que la fusion est de nature à porter préjudice aux intérêts des travailleurs, l'organe chargé de l'administration de la société concernée est tenu, avant la délibération de l'assemblée générale sur la fusion, d'engager des négociations avec les représentants des travailleurs en vue d'aboutir à un accord sur les mesures à prendre à leur égard. En cas d'accord, celui-ci est consigné par écrit.

Historical Archives of the European Commission

Article 23 - c -

4. Si, au terme de ces négociations, l'accord n'est pas intervenu, les représentants des travailleurs peuvent prendre position par écrit quant aux effets de la fusion pour les travailleurs et quant au résultat des discussions et des négociations avec l'organe chargé de l'administration de la société concernée.

5. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices établissent pour l'assemnlée générale, appelée à délibérer sur la fusion, un rapport relatif au résultat des discussions et négociations avec les représentants des travailleurs. Ce rapport contient le cas échéant le texte de l'accord prévu au paragraphe 3 ou la prise de position des travailleurs prévue au paragraphe 4. Ces organes délivrent gratuitement à tout intéressé qui en fait la demande copie de ce rapport au plus tard 8 jours avant la réunion de l'assemblée générale.

Historical Archives of the European Commission

Article 23-d -

1. Si aucun accord n'est intervenu à la suite des négociations prévues à l'article 23 c, paragraphe 3 et que l'assemblée générale approuve la fusion, chaque partie aux négociations peut saisir une juridiction d'arbitrage dans un délai d'un mois.

2. La juridiction d'arbitrage est composée d'une part d'assesseurs désignés pour moitié par l'organe chargé de l'administration et pour moitié par les représentants des travailleurs de la société, et, d'autre part, d'un président impartial, désigné d'un commun accord par les deux parties. Si l'accord ne se fait pas sur la personne du président ou sur le nombre des assesseurs, ceux-ci sont désignés par le tribunal du siège de la société.

3. La juridiction d'arbitrage, après audition des parties, arrête les mesures à prendre à l'égard des travailleurs par la société fondatrice ou la S.E. Sa décision est consignée par écrit et notifiée aux parties.

4. Si la S.E. se forme pendant la procédure d'arbitrage, elle devient partie à l'arbitrage à la place de la société fondatrice.

Historical Archives of the European Commission

Article 24

1. Le projet de fusion doit être approuvé par l'assemblée générale de chacune des sociétés fondatrices. La décision d'approbation doit répondre aux conditions fixées pour la décision portant dissolution de la société fondatrice. Toutefois, le quorum éventuellement requis ne peut être supérieur à la moitié des actions ayant un droit de vote à la première assemblée générale et au quart de ces actions à une assemblée délibérant sur seconde convocation. La majorité exigée pour la décision d'approbation ne peut être supérieure aux trois quart des votes exprimés à l'assemblée générale. Si le droit national ne prévoit pas de quorum, il ne peut être exigé pour la décision d'approbation une majorité supérieure aux trois quarts des votes exprimés et aux quatre cinquièmes du capital social représenté.

2. A compter de la convocation de l'assemblée générale, les sociétés fondatrices remettent immédiatement à tout intéressé qui en fait la demande, et contre paiement du prix coûtant, une copie du projet de fusion et de ses annexes. Mention de cette possibilité est faite dans la convocation aux assemblées générales. La convocation doit indiquer en outre que seuls les actionnaires qui auront voté contre la décision en assemblée générale et auront fait acter leur opposition au procès-verbal pourront demander son annulation.

Article 24

1. L'assemblée générale de chacune des sociétés fondatrices approuve l'acte constitutif et les statuts de la S.E. Elle décide conformément aux dispositions qui, d'après la loi de chacune d'elles, sont applicables aux fusions ou, à défaut à leur liquidation.

2. supprimé

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 24

3. Un délai d'un mois au moins sépare la convocation des assemblées générales de leur réunion.

4. Pour autant que le droit national n'exige pas une information plus large des actionnaires, chacun de ceux-ci doit recevoir à l'assemblée générale les renseignements qu'il demande sur les points essentiels pour l'appréciation de la fusion, y compris ceux qui concernent les autres sociétés avec lesquelles la fusion est appelée à être opérée.

5. Les procès-verbaux des assemblées générales des sociétés fondatrices doivent être établis par acte authentique.

6. Les procès-verbaux des assemblées générales sont déposés sans délai, et au plus tard dans les deux semaines qui suivent l'assemblée générale où une décision a été prise, en vue de permettre leur consultation gratuite par tout intéressé. Le dépôt est effectué au lieu fixé par le droit national de chacune des sociétés fondatrices pour le dépôt de leurs statuts. Copie intégrale des procès-verbaux peut être obtenue sur simple demande au prix coûtant par tout actionnaire ou tout tiers visé à l'article 22, paragraphe 1.

Article 24

supprimé

2. Pour autant que le droit national des sociétés fondatrices n'exige pas une information plus large des actionnaires, chacun de ceux-ci doit recevoir à l'assemblée générale les renseignements qu'il demande sur les points essentiels pour l'appréciation de la constitution, y compris ceux qui concernent les autres sociétés fondatrices.

3. Les procès-verbaux des assemblées générales des sociétés fondatrices sont établis par acte authentique.

4. Les procès-verbaux des assemblées générales sont déposés sans délai, et au plus tard dans les deux semaines qui suivent l'assemblée générale, où une décision a été prise, au lieu fixé par la loi de chacune des sociétés fondatrices pour le dépôt de leurs statuts. Copie des procès-verbaux peut être obtenue gratuitement par tout intéressé sur simple demande.

Historical Archives of the European Commission

Article 25

1. Les décisions des assemblées générales ne peuvent être attaquées que par les actionnaires qui auront voté contre la décision en assemblée générale et auront fait acter leur opposition au procès-verbal. L'action, quelle qu'en soit la cause, doit être exercée devant le tribunal national compétent dans le mois suivant la décision.

2. La Cour de justice des Communautés européennes peut, sur requête motivée d'un actionnaire qui n'aurait pas eu la possibilité visée au paragraphe 1, lui accorder, après avoir entendu les sociétés fondatrices et avant l'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce, un délai pour intenter l'action en annulation ou en nullité devant le tribunal national compétent, à condition que soit fourni à la Cour de justice un commencement de preuve d'une violation des dispositions essentielles des statuts ou du droit national applicable.

3. La Cour de justice des Communautés européennes ne peut transmettre la déclaration de la S.E. au registre européen du commerce en vue de son immatriculation tant qu'il n'aura pas été définitivement statué sur une action en annulation ou sur une action en nullité.

Article 25

1. Les décisions des assemblées générales ne peuvent être attaquées que par les actionnaires qui auront voté contre la décision en assemblée générale et auront fait acter leur opposition au procès-verbal. L'action, quelle qu'en soit la cause, doit être exercée devant le tribunal national compétent dans les 45 jours suivant la décision.

2. La Cour de justice des Communautés européennes peut, sur requête motivée d'un actionnaire qui n'aurait pas usé de la faculté visée au paragraphe 1, lui accorder, après avoir entendu les sociétés fondatrices et avant l'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce, un délai pour intenter l'action en annulation ou en nullité devant le tribunal national compétent, pour autant que soit fourni à la Cour de justice un commencement de preuve qu'il a été empêché sans faute ou négligence de sa part de remplir les conditions du paragraphe 1, et que des dispositions essentielles des statuts ou de la loi de la société en cause ont été violées.

3. La Cour de justice des Communautés européennes ne peut ordonner l'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce avant que le délai prévu au paragraphe 1 ou accordé en vertu du paragraphe 2 ne soit expiré, ou aussi longtemps qu'il n'aura pas été définitivement statué sur une action en annulation ou sur une action en nullité.

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Article 25 | Article 25 |
| --- | --- |
| 4. Les décisions des assemblées générales ne sont plus attaquables à partir du jour où l'immatriculation de la S.E. dans le registre européen du commerce est publiée au Journal officiel des Communautés européennes. | 4. inchangé. |

Historical Archives of the European Commission

Article 26

Les procès-verbaux des assemblées générales ainsi que les certificats du dépôt régulier des dits procès-verbaux doivent être joints à la déclaration de la S.E. à la Cour de justice des Communautés européennes.

Article 26

1. Les procès-verbaux des assemblées générales ainsi que les certificats du dépôt régulier desdits procès-verbaux doivent être joints à la déclaration de la S.E. à la Cour de justice des Communautés européennes. L'organe chargé de l'administration de chaque société fondatrice doit communiquer à la Cour de justice si, et dans ce cas devant quel tribunal, la décision de l'assemblée générale a été attaquée.

2. Les sociétés fondatrices cessent d'exister à la fin du jour de la publication de l'immatriculation de la S.E. au Journal officiel des Communautés européennes. A partir de cette date la responsabilité de la S.E. se substitue à celle des sociétés fondatrices et les actionnaires des sociétés fondatrices deviennent actionnaires de la S.E.

3. Après la publication de l'immatriculation de la S.E., les registres du commerce ou les tribunaux des sièges des sociétés fondatrices doivent transmettre d'office, en vue de leur conservation, à l'annexe du registre du commerce européen dans le pays où la société intéressée avait son siège, les actes et autres documents conservés par devers eux.

Historical Archives of the European Commission

Article 27

1. Les créanciers et tiers mentionnés à l'article 22 paragraphe 1, e) et f) peuvent, s'ils estiment que leurs droits se trouvent réduits par la fusion, faire opposition auprès de la Cour de justice des Communautés européennes dans les deux mois suivant le dépôt du procès-verbal, en vertu de l'article 24, paragraphe 6, en indiquant les raisons sur lesquelles ils fondent leur opposition. Tant que ce délai n'est pas expiré, la Cour de justice ne peut ordonner l'immatriculation de la S.E. dans le registre européen du commerce.

2. Si la Cour de justice des Communautés européennes, après avoir entendu les sociétés fondatrices, estime que l'opposition est justifiée, elle peut exiger de la société fondatrice en cause la constitution de sûretés appropriées.

Article 27

1. Les créanciers des sociétés fondatrices peuvent, dans les trois mois qui suivent leur extinction, exiger la constitution d'une sûreté par la S.E.

2. Faute d'accord dans les deux semaines de la réception par la société de la demande du créancier, le tribunal du siège de la S.E. peut ordonner la constitution d'une sûreté. A défaut pour la société de constituer cette sûreté dans le mois de la décision du tribunal la créance devient immédiatement exigible. Le tribunal rejette la demande, si le créancier dispose déjà d'une sûreté suffisante ou s'il est établi que la S.E. est manifestement solvable.

3. La S.E. est dispensée de constituer une sûreté si la dette, même non échue, est remboursée, soit avant la décision du tribunal, soit au plus tard dans le mois de cette décision.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 27

4. Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux obligataires d'une société fondatrice, si une assemblée d'obligataires, qui en vertu de la loi de la société fondatrice a compétence pour approuver la fusion, a donné cette approbation ou si les obligataires ont approuvé individuellement la fusion.

Historical Archives of the European Commission

Article 28

1. L'immatriculation de la S.E. au registre européen du commerce est publiée dans les journaux de la S.E. La fusion est en outre enregistrée et publiée conformément aux dispositions du droit national régissant la dissolution des sociétés fondatrices.

2. Les sociétés fondatrices cessent d'exister, sans liquidation, le jour où la publication précitée a été effectuée au Journal officiel des Communautés européennes. A partir de cette date, la responsabilité de la S.E. se substitue à celle des sociétés fondatrices.

3. Du fait de la publication, les actionnaires des sociétés fondatrices deviennent actionnaires de la S.E.

4. Après la publication de la dissolution des sociétés fondatrices prévue au paragraphe 1, les registres du commerce ou les tribunaux des sièges des sociétés fondatrices doivent transmettre d'office, en vue de leur conservation, à l'annexe du registre européen du commerce du pays où la société fondatrice intéressée avait son siège, les actes et autres documents conservés par devers eux.

Article 28

1. Les dispositions des articles 21 à 27 sont également applicables lorsqu'une des sociétés fondatrices est titulaire de tout ou partie des actions d'une autre. Dans ce cas, les actions des sociétés fondatrices qui échoient à la S.E. en tant qu'ayant cause d'une société fondatrice sont annulées.

2. Lorsqu'une des sociétés fondatrices est titulaire de toutes les actions d'une autre société fondatrice, par dérogation à l'article 15, paragraphe 1, la même personne peut être désignée comme commissaire-vérificateur auprès des deux sociétés.

supprimé.

supprimé.

Historical Archives of the European Commission

## Chapitre 3

## Création d'une S.E. holding

| Article 29 | Article 29 |
| --- | --- |
| 1. En cas de constitution d'une S.E.-holding, toutes les actions des sociétés fondatrices passent à la S.E.-holding en échange des actions de la S.E.-holding. | 1. inchangé. |
| 2. Les sociétés fondatrices subsistent. | 2. Les sociétés fondatrices subsistent. Si les dispositions de la loi nationale de ces sociétés prévoient leur dissolution lorsque les actions appartiennent à une seule personne, ces dispositions ne sont pas applicables. |

Historical Archives of the European Commission

Article 30

1. Les sociétés fondatrices rédigent le projet d'acte constitutif qui doit répondre aux conditions fixées à l'article 12, paragraphe 1. Ce projet contient :

a) une proposition sur le rapport d'échange des actions des sociétés fondatrices contre des actions de la S.E.,

b) des propositions sur les conditions auxquelles les actions de la S.E. seront émises,

c) la justification, revêtue du visa approbatif des commissaires-vérificateurs, de la fixation du rapport d'échange des actions des sociétés fondatrices contre des actions de la S.E.

Ce projet doit revêtir la forme authentique.

2. Outre les annexes prévues à l'article 12, paragraphe 2, doivent être joints au projet d'acte constitutif les bilans, comptes de profits et pertes, des trois derniers exercices de chacune des sociétés fondatrices; le dernier bilan établi doit être arrêté à une date qui ne soit pas antérieure de plus de six mois à la convocation de la première assemblée générale, prévue à l'article 32, de la société en cause; s'il est plus ancien, il doit être mis à jour à la date du premier jour du deuxième mois précédant le jour de la convocation de l'assemblée générale. Il n'y a pas lieu d'établir un nouvel inventaire. Les valeurs inscrites au dernier bilan doivent

Article 30

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices établissent un projet d'acte constitutif. Ce projet contient les indications prévues à l'article 22, paragraphe 1 a à e ainsi que les rapports, prévus aux articles 31 et 31 a des commissaires-vérificateurs et des organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices.

2. Les documents visés à l'article 22, paragraphe 2, sont joints au projet d'acte constitutif.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 30

simplement être adaptées aux modifications apparaissant dans les livres. Il sera cependant tenu compte des amortissements et provisions correspondant à la période intermédiaire, de même que de toute modification importante de la valeur réelle n'apparaissant pas dans les livres.

Article 30

3. L'article 22 a est applicable au bilan d'ouverture de la S.E. et à ses commentaires, ainsi que, le cas échéant, à la situation comptable des sociétés fondatrices.

Historical Archives of the European Commission

Article 31

Les commissaires-vérificateurs ont le droit de recueillir auprès de la S.E.-holding tous les renseignements et documents qu'ils estiment utiles et d'effectuer toutes les vérifications nécessaires.

Article 31

1. Pour chacune des sociétés fondatrices un ou plusieurs commissaires-vérificateurs examinent le projet d'acte constitutif et établissent un rapport destiné aux actionnaires. Les dispositions de l'article 23, paragraphe 2 à 4 sont applicables à ce rapport.

Historical Archives of the European Commission

Article 31 - a

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices établissent un rapport expliquant et justifiant, du point de vue juridique et économique, le projet d'acte constitutif et en particulier le rapport d'échange des actions.

2. Ce rapport expose également les incidences juridiques, économiques et sociales de la constitution de la S.E.-holding à l'égard des travailleurs pour une période d'au moins deux ans, ainsi que le cas échéant les mesures à prendre en ce qui les concerne.

Historical Archives of the European Commission

Article 31 - b -

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices délivrent gratuitement à tout intéressé qui en fait la demande, à dater de la convocation de l'assemblée générale appelée à délibérer sur la constitution de la S.E.-holding, copie du projet de l'acte constitutif et de ses annexes.

2. L'article 23 - b par. 2 et 3 s'applique à la convocation de l'assemblée générale des sociétés fondatrices.

Historical Archives of the European Commission

Article 31 - c -

1. Les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices examinent avec les représentants des travailleurs, les incidences juridiques, économiques et sociales de la constitution de la S.E.-holding pour ces derniers, ainsi que les mesures prévues à leur égard dans le rapport prescrit à l'article 31 - a. Cet examen a lieu dans les deux semaines qui suivent le publication du projet d'acte constitutif.

2. Les dispositions des articles 23 - c paragraphes 2 à 5 et 23 - d paragraphes 1 à 3 sont applicables. A cet effet, on entend par "fusion" la constitution de la S.E.-holding.

Historical Archives of the European Commission

Article 32

1. Le projet d'acte constitutif et ses annexes doivent être approuvés par l'assemblée générale de chacune des sociétés fondatrices. La décision d'approbation doit répondre aux conditions fixées pour la délibération portant dissolution de la société fondatrice. Toutefois, le quorum éventuellement requis ne peut être supérieur à la moitié des actions ayant un droit de vote à la première assemblée générale et au quart de ces actions à une assemblée délibérant sur seconde convocation. Si le droit national ne prévoit pas de quorum, il ne peut être exigé pour la décision d'approbation une majorité supérieure aux trois quarts des voix émises et aux quatre cinquièmes du capital représenté.

2. A dater de la convocation des assemblées générales, les sociétés fondatrices remettent immédiatement à tout intéressé qui en fait la demande, contre paiement du prix coûtant, une copie du projet d'acte constitutif avec toutes ses annexes. Cette possibilité doit être indiquée dans la convocation de l'assemblée générale. La convocation doit indiquer en outre que seuls pourront demander l'annulation de l'acte les actionnaires qui auront voté contre la décision en assemblée générale et auront fait acter leur opposition au procès-verbal.

Article 32

L'assemblée générale de chacune des sociétés fondatrices approuve l'acte constitutif et les statuts de la S.E. Les dispositions de l'article 24 sont applicables à la décision à prendre à cet effet.

supprimé.

Historical Archives of the European Commission

/

Article 32

3. Il doit s'écouler au moins un mois entre la convocation des assemblées générales et leur tenue.

supprimé.

4. Pour autant que le droit national ne prévoit pas une information plus large des actionnaires, chacun de ceux-ci doit recevoir à l'assemblée générale les renseignements qu'il demande sur tous les points essentiels pour l'appréciation de la constitution de la S.E.-holding.

supprimé.

5. Les procès-verbaux des assemblées générales des sociétés fondatrices doivent être établis par acte authentique.

supprimé.

6. Les procès-verbaux des assemblées générales sont déposés sans délai et au plus tard dans les deux semaines qui suivent l'assemblée générale où une décision a été prise en vue de permettre leur consultation gratuite par tout actionnaire. Le dépôt est effectué au lieu fixé par le droit national de chacune des sociétés fondatrices pour le dépôt de leurs statuts. Copie intégrale des procès-verbaux peut être obtenue sur simple demande au prix coûtant par tout actionnaire.

supprimé.

Historical Archives of the European Commission

Article 33

1. Les décisions des assemblées générales ne peuvent être attaquées que par les actionnaires qui auront voté contre le projet d'acte constitutif et auront fait acter leur opposition au procès-verbal. Quelle qu'en soit la cause, l'action doit être exercée devant le tribunal national compétent dans le mois suivant la décision.

2. La Cour de justice des Communautés européennes peut, sur requête motivée d'un actionnaire qui n'aurait pas disposé de la possibilité visée au paragraphe 1, accorder, après avoir entendu les sociétés fondatrices et avant l'inscription de la S.E. au registre européen du commerce, un délai pour intenter l'action en annulation ou en nullité devant le tribunal national compétent, à condition que soit fourni à la Cour de justice un commencement de preuve d'une violation de dispositions essentielles des statuts ou du droit national applicable.

3. La Cour de justice ne peut transmettre la déclaration de la S.E. au registre européen du commerce en vue de son immatriculation, tant qu'il n'aura pas été définitivement statué sur une action en annulation ou en nullité.

Article 33

Les décisions des assemblées générales ne peuvent être attaquées ou annulées que dans les conditions prévues à l'article 25.

supprimé.

supprimé.

Historical Archive of the European Commission

.../...

| Article 33 | Article 33 |
| --- | --- |
| 4. Les décisions des assemblées générales ne sont plus attaquables par voie d'action en nullité ou en annulation à partir du jour où l'immatriculation de la S.E. dans le registre européen du commerce est publiée au Journal officiel des Communautés européennes. | supprimé. |
| 5. Du fait de la publication, les actionnaires des sociétés fondatrices deviennent actionnaires de la S.E. | supprimé. |

Historical Archives of the European Commission

Article 34

Les procès-verbaux des assemblées générales et les certificats du dépôt régulier desdits procès-verbaux doivent être joints à la déclaration de la S.E. à la Cour de justice des Communautés européennes par les sociétés fondatrices.

Article 34

1. Les dispositions de l'article 26, paragraphe 1 sont applicables à la déclaration de la S.E. auprès de la Cour de justice des Communautés européennes.

2. Les actionnaires des sociétés fondatrices deviennent actionnaires de la S.E. à la fin du jour de la publication de l'immatriculation au Journal officiel des Communautés européennes.

Historical Archives of the European Commission

## Quatrième section

## Constitution d'une filiale commune

### Article 35

L'acte constitutif et les statuts de la S.E. doivent mentionner les noms des sociétés fondatrices et le montant de la participation de chacune d'elles à la filiale commune.

### Article 35

1. En cas de constitution d'une filiale commune sous la forme d'une S.E., les organes chargés de l'administration des sociétés fondatrices établissent un projet d'acte constitutif. Ce projet comprend :

a) la dénomination sociale, le siège et la forme juridique des sociétés fondatrices;

b) le bilan d'ouverture de la S.E. et ses commentaires;

c) le montant des participations des sociétés fondatrices dans la S.E.;

d) les rapports des commissaires-vérificateurs prévus à l'article 35 b);

e) l'exposé des motifs économiques de la constitution.

2. Au projet d'acte constitutif sont joints :

a) le projet de statuts de la S.E.;

b) le texte mis à jour des statuts des sociétés fondatrices.

Historical Archives of the European Commission

Article 35 - a -

1. Le bilan d'ouverture de la S.E. et ses commentaires doivent être conformes aux dispositions du présent Statut relatives au bilan et au commentaire contenu dans l'annexe des comptes annuels.

2. Les commentaires mentionnent :

a) le montant global approximatif des dépenses qui doivent être à la charge de la S.E. à la suite de la constitution et de sa préparation;

b) les avantages et privilèges particuliers consentis à l'occasion de la constitution de la S.E.;

c) les apports en nature, leur évaluation et les noms des apporteurs. Les commentaires mentionnent en outre la valeur nominale et la catégorie des actions attribuées en rémunération de ces apports.

Historical Archives of the European Commission

Article 35 - b -

1. Pour chaque société fondatrice, un ou plusieurs commissaires-vérificateurs examinent le projet d'acte constitutif et établissent un rapport destiné à l'organe chargé de l'administration des sociétés fondatrices.

2. Le rapport contient en particulier un avis motivé sur

a) le bilan d'ouverture de la S.E. et ses commentaires;

b) l'évaluation des apports en nature.

3. Les dispositions de l'article 23, paragraphes 3 et 4, sont applicables à ce rapport.

Historical Archives of the European Commission

Article 35 - c -

1. Si, dans les deux ans à dater de sa constitution, la S.E. acquiert des biens appartenant à l'une des sociétés fondatrices, à un actionnaire de celles-ci ou à un actionnaire de la S.E., et si le prix en excède le dixième du capital de la S.E., cette acquisition est également soumise à vérification. La vérification incombe au commissaire aux comptes de la S.E. ou, si celui-ci n'a pas encore été nommé, aux commissaires-vérificateurs de la S.E. L'acquisition est soumise à l'approbation de l'assemblée générale. Les conclusions du rapport sont publiées dans les journaux de la société.

2. Le paragraphe 1 n'est pas applicable si l'acquisition a été stipulée lors de la constitution de la S.E. et mentionnée dans le commentaire du bilan d'ouverture.

Historical Archives of the European Commission

Article 36

Si l'une des sociétés fondatrices est une S.E., la décision du directoire de faire participer la société à la constitution d'une filiale commune doit être approuvée par le conseil de surveillance.

Article 36

1. L'acte constitutif et les statuts doivent être approuvés par toutes les sociétés fondatrices selon la loi qui leur est applicable.

2. Sont applicables aux sociétés fondatrices de droit national toutes les dispositions qui régissent leur participation à la constitution d'une filiale ayant la forme d'une société anonyme de droit national.

3. Sont applicables aux sociétés fondatrices ayant la forme d'une S.E. les dispositions suivantes :

a) L'acte constitutif et les statuts doivent être approuvés par le conseil de surveillance.

b) Le directoire doit entendre le comité européen d'entreprise avant de solliciter l'approbation du conseil de surveillance.

c) Le conseil de surveillance ne peut donner son approbation que s'il est en possession de l'avis du comité européen d'entreprise, à moins que celui-ci n'ait pas donné d'avis dans un délai raisonnable.

d) Si la décision relative à la participation de la S.E. à la constitution fait partie des sujets visés à l'article 83, par. 1 à 3, l'acte constitutif et les statuts doivent être également approuvés par l'assemblée générale.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 36

e) Si la constitution de la filiale commune porte préjudice aux intérêts des travailleurs, le directoire est tenu d'établir un plan social au sens de l'article 126-a définissant les mesures à prendre à leur égard.

Historical Archives of the European Commission

Article 37

Les décisions d'approbation doivent être jointes à la déclaration de la filiale commune à la Cour de justice des Communautés européennes.

Article 37

A la déclaration de la filiale commune à la Cour de justice des Communautés européennes doivent être jointes les décisions du conseil de surveillance et, le cas échéant, des assemblées générales.

Historical Archives of the European Commission

## Cinquième section

## Constitution d'une filiale par une S.E.

### Article 38

1. L'acte constitutif et les statuts de la S.E. doivent mentionner le nom de la société fondatrice.

2. L'article 11, paragraphe 2, b) n'est pas applicable.

### Article 38

1. En cas de constitution par une S.E. d'une filiale sous la forme d'une S.E., le directoire établit un projet d'acte constitutif. Dans ce projet figurent :

a) la dénomination sociale et le siège de la société fondatrice;

b) le bilan d'ouverture de la filiale et ses commentaires;

c) le rapport du commissaire-vérificateur;

d) l'exposé des motifs économiques de la constitution.

2. Au projet d'acte constitutif sont joints :

a) le projet de statuts de la filiale;

b) le texte mis à jour des statuts de la société fondatrice.

3. Les dispositions de l'article 35-a- sont applicables au bilan d'ouverture et à ses commentaires.

4. Les dispositions de l'article 35-b- sont applicables au rapport.

5. L'article 35-c est applicable.

Historical Archives of the European Commission

Article 39

L'acte constitutif et ses annexes doivent être approuvés par le conseil de surveillance de la société fondatrice.

Article 39

1. L'acte constitutif et les statuts de la S.E. doivent être approuvés conformément aux dispositions de l'article 36, paragraphe 3.

2. Les dispositions de l'article 37 sont applicables à la déclaration de la S.E. à la Cour de justice des Communautés européennes.

Historical Archives of the European Commission

TITRE III

| CAPITAL - ACTIONS ET DROITS DES ACTIONNAIRES - OBLIGATIONS | CAPITAL - ACTIONS - OBLIGATIONS |
|---|---|

Première section

Capital

| Article 40 | Article 40 |
|---|---|
| 1. Le capital de la S.E. est exprimé en unités de compte C.E. ou en monnaie d'un des Etats membres. | 1. inchangé. |
| 2. Le capital de la S.E. est divisé en actions. Il doit être intégralement libéré, soit en numéraire, soit par apports en nature. La restitution des apports est interdite, sauf en cas de réduction du capital. | 2. inchangé. |
| 3. Tous les apports autres qu'en numéraire sont des apports en nature. Sont considérés comme tels, les apports de valeurs immatérielles pour autant que celles-ci soient transmissibles. | 3. Tous les apports autres qu'en numéraire sont des apports en nature. Sont considérés comme tels les apports de biens immatériels pour autant qu'ils soient susceptibles de réalisation. |

Historical Archives of the European Commission

Article 41

1. Toute augmentation du capital exige une décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

2. L'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves disponibles ou par nouveaux apports qui doivent être entièrement versés.

3. Une augmentation du capital par nouveaux apports peut aussi s'effectuer sous forme de création de capital autorisé. Celui-ci ne peut excéder la moitié du capital fixé par les statuts. L'autorisation peut être donnée pour cinq ans au maximum, à moins que la création de capital autorisé accompagne une émission d'obligations convertibles.

Cf. article 42 paragraphe 3 de la proposition initiale.

Article 41

1. L'augmentation du capital se fait soit par de nouveaux apports qui doivent être entièrement libérés soit par incorporation de réserves disponibles. Elle nécessite une modification des statuts.

Cf. article 42 paragraphe 1 du nouveau texte.

2. Si les nouveaux apports consistent en tout ou en partie en apports en nature, un rapport relatif à leur évaluation doit être soumis à l'assemblée générale. Ce rapport est établi et signé soit par un ou plusieurs experts nommés par le tribunal du siège de la société, soit par le commissaire aux comptes de la S.E. Le choix de l'une ou l'autre formule incombe au directoire moyennant approbatio du conseil de surveillance. Les dispositio de l'article 15 paragraphes 2 et 3 sont ap plicables aux experts nommés par le tribun

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Article 41 | Article 41 |
| --- | --- |
| | 3. A partir du jour de la convocation de l'assemblée générale, les actionnaires peuvent obtenir gratuitement des copies du rapport visé au paragraphe précédent. Cette possibilité doit être indiquée dans l'avis de convocation. |
| Cf. article 42 paragraphe 4 de la proposition initiale. | 4. En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves disponibles, les nouvelles actions sont distribuées aux actionnaires proportionnellement à leur participation antérieure.<br><br>Toutefois, dans sa décision sur l'augmentation du capital, l'assemblée générale peut disposer que les nouvelles actions seront distribuées en tout ou en partie au personnel de la S.E. |

Historical Archives of the European Commission

| Article 42 | Article 42 |
| --- | --- |
| 1. En cas d'augmentation du capital par nouveaux apports, les actionnaires disposent d'un droit de souscription proportionnel à leur participation antérieure. Le directoire doit donner avis dans les journaux de la société du montant de l'émission et du délai dans lequel le droit de souscription doit être exercé. Ce délai est d'au moins un mois, à compter du jour de la publication. | Cf. article 43 paragraphe 1 du nouveau texte |
| 2. Dans sa décision sur l'augmentation du capital par nouveaux apports, l'assemblée générale peut en tout ou en partie supprimer le droit de souscription. Dans ce cas, elle devra au préalable avoir pris connaissance d'un rapport, rédigé par le directoire et justifiant la suppression totale ou partielle du droit de souscription, ainsi que le prix d'émission proposé. A compter de la convocation de l'assemblée générale, les actionnaires peuvent obtenir sans frais et sans délai des copies de ce rapport. Cette possibilité doit être indiquée dans la convocation. | Cf. article 43 paragraphe 2 du nouveau texte |
| 3. Si les nouveaux apports consistent en tout ou en partie en apports en nature, un rapport relatif à leur évaluation, signé par au moins deux experts comptables indépendants, désignés par le tribunal du siège de la S.E., sera soumis à l'assemblée générale. A compter du jour de la convocation de l'assemblée générale, les actionnaires peuvent obtenir sans frais et sans délai | Cf. article 41 paragraphe 2 du nouveau texte. |

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 42

des copies de ce rapport. Cette possibilité doit être indiquée dans la convocation. Les dispositions des articles 15, paragraphe 2, et 203 sont applicables aux experts comptables.

4. En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves disponibles, les nouvelles actions doivent être distribuées aux actionnaires proportionnellement à leur participation antérieure.

Cf. article 41 paragraphe 3 de la proposition initiale.

Cf. article 43 paragraphe 1 de la proposition initiale.

Article 42

Cf. article 41 paragraphe 4 du nouveau texte.

1. L'assemblée générale peut également autoriser, par une modification des statuts, une augmentation future du capital. Le montant du capital autorisé et la durée de l'autorisation doivent être fixés dans les statuts.

2. L'autorisation ne peut être donnée pour une durée de plus de 5 ans. Le capital autorisé ne peut excéder, au total, la moitié du capital souscrit.

3. Le directoire décide, avec l'approbation du conseil de surveillance, de l'utilisation du capital autorisé.

4. Le directoire de la S.E. notifie au registre européen du commerce et fait publier dans les journaux de la société toute émission d'actions dans les limites du capital autorisé. En outre, il rend compte chaque année, dans l'annexe aux comptes annuels, de l'utilisation faite du capital autorisé.

Historical Archives of the European Commission

Article 42

Cf. article 43 paragraphe 3 de la proposition initiale.

Article 42

5. Lorsque le capital autorisé à été entièrement souscrit ou lorsque à l'expiration du délai fixé conformément au paragraphe 2, il n'a été souscrit que partiellement, le texte des statuts est, à la diligence du directoire, modifié en vue d'y inscrire le montant nouveau du capital.

Si l'autorisation n'a pas été utilisée, le directoire fait procéder à l'élimination dans le texte des statuts de la clause d'autorisation prévue au paragraphe premier.

Ces modifications sont publiées dans les journaux de la société.

Historical Archives of the European Commission

| Article 43 | Article 43 |
| --- | --- |
| 1. En cas de création de capital autorisé, le directoire rendra compte chaque année, dans l'annexe aux comptes annuels, de son utilisation. | Cf. article 42 paragraphe 3 du nouveau texte |
| 2. Les paragraphes 1 à 3 de l'article précédent sont applicables. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais, avec l'annexe aux comptes annuels, des copies du rapport mentionné au paragraphe 3 de l'article précédent. | Cf. article 42 paragraphe 2 du nouveau texte |
| 3. Lorsque le capital autorisé est épuisé ou lorsqu'il n'a été utilisé que partiellement mais que le délai imparti à cet effet est expiré, le directoire, en application de la décision de l'assemblée générale autorisant la création du capital autorisé, apportera dans les statuts les corrections nécessaires pour faire apparaître l'augmentation du capital réalisée. | Cf. article 42 paragraphe 5 du nouveau texte |
| Cf. article 42 paragraphe 1 de la proposition initiale. | 1. En cas d'augmentation du capital par apports en numéraire, les actions doivent être offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à leur participation antérieure. Le directoire donne avis dans les journaux de la société du cours de l'émission et du délai dans lequel le droit de souscription doit être exercé. Ce délai est d'au moins un mois à compter du jour de la publication. |

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 43

Cf. article 42 paragraphe 2 de la proposition initiale.

Article 43

2. Dans sa décision d'augmenter le capital par nouveaux apports, l'assemblée générale peut supprimer en tout ou en partie le droit de souscription préférentiel. L'assemblée générale ne peut prendre cette décision qu'après avoir été saisie d'un rapport, établi par le directoire, motivant la suppression ou la limitation du droit de souscription préférentiel ainsi que le prix d'émission proposé.

3. L'assemblée générale peut aussi supprimer en tout ou en partie le droit de souscription préférentiel lors d'une décision d'autorisation d'augmentation future du capital. Elle peut également autoriser le directoire moyennant approbation du conseil de surveillance à décider d'une telle suppression ou limitation. L'assemblée générale ne peut décider de telles mesures que sur base d'un rapport du directoire qui en justifie la nécessité.

Cf. article 42 paragraphe 2 de la proposition initiale.

4. Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement des copies des rapports visés au paragraphe précédent à partir du jour de la convocation de l'assemblée générale. Cette possibilité doit être indiquée dans l'avis de convocation.

Historical Archives of the European Commission

Article 43-a

1. Les membres du directoire de la S.E. répondent solidairement envers la S.E. et les tiers, pendant trois ans à dater du jour de l'inscription d'une augmentation de capital au registre européen du commerce, de toute omission ou inexactitude dans les indications données lors de la déclaration.

2. Ils répondent dans les mêmes conditions de la libération intégrale des nouveaux apports.

3. Un membre du directoire est déchargé de cette responsabilité lorsqu'il n'avait pas connaissance des circonstances de nature à engager sa responsabilité ou ne pouvait en avoir connaissance même en faisant preuve de la diligence qui s'impose à un bon commerçant.

Historical Archives of the European Commission

Article 44

1. Toute réduction du capital exige une décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts. Les motifs de la réduction du capital doivent être indiqués dans la convocation.

2. La réduction du capital s'effectue par diminution du montant nominal des actions. Le montant nominal du capital ne peut cependant être réduit à un montant inférieur à celui du capital minimum. En cas de pertes seulement, l'assemblée générale peut décider de réduire le capital à un montant inférieur à celui du capital minimum : elle doit alors décider en même temps une augmentation du capital ayant pour effet de le porter à un montant égal ou supérieur à celui du capital minimal. Cette disposition ne déroge pas à l'article 249.

3. Si le capital est réduit afin d'en adapter le montant au capital social diminué par suite de pertes et si, par suite de cette réduction, l'actif dépasse le passif, la différence doit être inscrite à un poste de réserve. Pendant le délai de trois ans, ce poste ne peut être utilisé en vue de la distribution de dividendes.

Article 44

1. La réduction du capital exige une modification des statuts. Les motifs de la réduction du capital doivent être indiqués dans la convocation de l'assemblée générale.

2. inchangé

3. Si le capital est réduit afin d'en adapter le montant au patrimoine social diminué par suite de pertes et si, en raison de cette réduction, l'actif excède le passif, l'excédent est inscrit à un poste de réserve. Ce montant ne peut être utilisé en vue de la distribution de dividendes ou de l'octroi d'autres avantages aux actionnaires.

Historical Archives of the European Commission

Article 45

1. Les créanciers qui estiment leurs droits menacés par la réduction du capital peuvent s'adresser au tribunal du siège de la société dans les deux mois du dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale.

2. S'il juge la requête fondée, le tribunal du siège de la société peut exiger le désintéressement des créanciers ou de certains créanciers ou la constitution de sûretés appropriées en leur faveur. La modification des statuts ne peut être transmise pour transcription au registre européen du commerce avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter du dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale.

Article 45

1. Les créanciers dont les créances sont nées avant la réduction du capital peuvent demander dans les deux mois du dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale, la constitution d'une sûreté.

2. Faute d'accord dans les deux semaines de la réception par la S.E. de la demande du créancier, le tribunal du siège de la S.E. peut ordonner la constitution d'une sûreté. A défaut pour la S.E. de constituer cette sûreté dans le mois de la décision du tribunal, la créance devient immédiatement exigible. Le tribunal rejette la demande, si le créancier dispose déjà d'une sûreté suffisante ou s'il est établi que la S.E. est manifestement solvable.

3. La S.E. est dispensée de constituer une sûreté si la dette, même non échue, est remboursée, soit avant la décision du tribunal, soit au plus tard dans le mois de cette décision.

4. Aucun paiement ne peut être fait aux actionnaires aussi longtemps que le tribunal n'a pas statué, que la sûreté ordonnée par le tribunal n'a pas été constituée ou que les créanciers n'ont pas été désintéressés conformément au paragraphe 3.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Article 45

Article 45

5. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la réduction de capital qui a pour but d'en adapter le montant au patrimoine social diminué par suite de pertes.

Historical Archives of the European Commission

Article 46

1. L'acquisition d'actions de la S.E. par la S.E. elle-même, par des tiers pour le compte de la S.E. ou par des entreprises dépendant de la S.E. est interdite. Est assimilée à l'acquisition d'actions propres, la prise en gage de ces actions.

2. Lorsqu'une entreprise passe sous la dépendance d'une S.E. et qu'elle possède des actions de celle-ci, elle doit s'en dessaisir dans le délai d'un an à compter du début de l'état de dépendance. Entretemps, ces actions ne lui confèrent plus de droits. La même

Article 46

1. L'acquisition ou la souscription d'actions de la S.E. par la S.E. elle-même, par des tiers agissant pour son compte ou par des entreprises qui dépendent d'elle ou dont la majorité des parts est en sa possession, est interdite.

2. Cette interdiction ne s'applique pas si la S.E. ou des tiers agissant pour son compte acquièrent, au moyen de prélèvements sur les réserves disponibles, ses propres actions en vue de les distribuer aux travailleurs de la S.E. ou des entreprises du même groupe. Cette acquisition est soumise à l'approbation du conseil de surveillance de la S.E. La valeur de ses propres actions détenues par la S.E., y compris celles acquises par des tiers agissant pour son compte, ne peut excéder 10% de son capital.

3. La S.E. ne peut ni accepter ses propres actions en gage ni acquérir sur celles-ci des droits d'usufruit ou d'autres droits de jouissance.

4-a- Lorsqu'une entreprise passe sous la dépendance d'une S.E. ou lorsque la majorité de ses parts est acquise par la S.E. et qu'elle possède des actions de la S.E., elle doit s'en dessaisir dans les 18 mois à compter du début de l'état de dépendance ou de l'acquisition de la majorité de ses parts par la S.E.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 46

règle s'applique en cas de fusion.

Article 46

Lorsqu'une S.E. acquiert ses propres actions par transmission universelle ou lorsqu'une entreprise dépendante de la S.E. ou dont la majorité des parts est en sa possession acquiert par cette voie des actions de la S.E., ces actions doivent être aliénées dans le même délai.

4-b- Les actions acquises par la S.E. en vue d'être distribuées aux travailleurs et qui ne l'ont pas été dans les douze mois suivant leur acquisition, doivent être aliénées au plus tard dans les six mois suivants.

5. Avant leur aliénation ou leur distribution aux travailleurs, aucun droit ne peut être exercé du chef des actions visées aux paragraphes 4 a et b.

Historical Archives of the European Commission

Article 46-a-

1. Tout actionnaire qui

- directement ou par son conjoint, ses enfants mineurs ou par personne interposée;

- par une entreprise dépendante ou par des tiers agissant pour son compte;

possède au total plus de 10 % du capital d'une S.E. doit, dans les huit jours, informer la S.E. de cette participation, ainsi que de toute modification qui y est apportée, en spécifiant son montant.

2. La S.E. qui, directement ou par une entreprise dépendante ou par des tiers agissant pour son compte, possède, au total plus de 10 % du capital d'une autre société a une obligation analogue vis-à-vis de cette société.

3. La S.E. notifie sans délai au registre européen du commerce

- toute participation à son capital de plus de 10 %;

- toute modification par laquelle, au-delà du seuil de 10 %, cette participation franchit vers le haut ou

./.

Historical Archives of the European Commission

Article 46-a-

vers le bas des paliers successifs correspondant à 5 % du capital;

- toute reduction d'une participation à 10 % ou moins;

qui lui sont communiquées.

4. Tant qu'une communication requis en vertu du paragraphe 1 n'a pas été faite, aucun droit ne peut être exerc du chef d'une telle participation.

Historical Archives of the European Commission

Article 47

1. Toute participation réciproque est interdite lorsqu'une des sociétés intéressées est une S.E.

2. Il y a participation réciproque lorsque chaque société détient, seule ou avec d'autres, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société dépendant d'elle ou de tiers agissant pour son compte, plus de 10% du capital de l'autre.

3. S'il y a participation réciproque, la société dont la participation est la plus faible a l'obligation de réduire celle-ci à 10% dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle lesdites sociétés ont eu connaissance de l'existence de la participation réciproque, à moins qu'elles ne s'accordent dans ce délai sur une autre solution mettant fin à la participation réciproque. Si les participations sont de même importance, cette obligation incombe aux deux sociétés. Toutefois, si une société acquiert une participation de 10% ou plus ou si elle porte la participation qu'elle détient à ce pourcentage après que l'autre société lui a communiqué qu'elle détient une participation de 10%, l'obligation de se dessaisir de la participation incombe à la première.

Article 47

1. Il y a participation réciproque entre une S.E. et une autre société lorsque chacune d'elles possède directement ou par une entreprise dépendante ou des tiers agissant pour son compte, individuellement ou conjointement, plus de 10% du capital de l'autre.

2. S'il y a participation réciproque au sens du paragraphe 1, la première société qui a reçu la communication visée à l'article 46-a doit réduire sa participation à 10% dans le délai de dix-huit mois à dater de la réception de la communication. Si les deux sociétés reçoivent cette communication simultanément, cette obligation incombe à toutes deux.

Toutefois, les sociétés peuvent, dans le délai imparti, convenir entre elles d'un autre mode de suppression de la participation réciproque.

Historical Archives of the European Commission

Article 47

4. Après l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, aucun droit ne peut plus être exercé du chef de ces participations, si elles excèdent 10 %.

5. La S.E. qui détient, seule ou avec d'autres, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une entreprise dépendant d'elle ou de tiers agissant pour son compte, plus de 10 % du capital d'une société, doit sans délai et par écrit informer cette société de cette participation ainsi que de toute modification qui y est apportée, en indiquant son importance. Une obligation analogue de communication incombe à toute société dont la participation à une S.E. atteint cette importance. Tant que cette communication n'a pas été faite, aucun droit ne peut être exercé du chef d'une telle participation, si elle excède 10 %.

Article 47

3. Avant l'aliénation, les droits attachés aux actions de la société tenue à l'aliénation ne peuvent être exercés que jusqu'à concurrence de 10% du capital de l'autre société.

supprimé - voir article 46 a.

4. Lorsqu'une S.E. a une participation majoritaire dans le capital d'une autre société ou si cette dernière dépend de la S.E., le paragraphe 2 n'est pas applicable. L'autre société est tenue de se dessaisir des actions de la S.E. dans les dix-huit mois à compter du début de l'état de dépendance ou de l'acquisition de la majorité de son capital par la S.E. Avant leur aliénation, aucun droit ne peut être exercé du chef de ces actions.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 47

Article 47

5. Si la S.E. est dépendante d'une autre société ou que la majorité de son capital est détenu par une autre société, la S.E. doit se dessaisir des actions de cette autre société dans le délai visé au paragraphe 4. Avant leur aliénation, aucun droit ne peut être exercé du chef de ces actions.

6. Si les deux sociétés dépendent l'une de l'autre ou ont une participation majoritaire l'une dans l'autre, elles sont tenues de réduire leur participation dans le capital de l'autre société à 10%, conformément aux paragraphes 4 et 5 à moins qu'elles ne conviennent entre elles, dans le délai mentionné au paragraphe 4, d'un autre mode de suppression de la participation réciproque.

Historical Archives of the European Commission

Deuxième section

| Actions et droits des actionnaires | Actions |
| --- | --- |
| Article 48 | Article 48 |
| 1. Le montant nominal des actions est exprimé dans la même monnaie que le capital. | 1. Les actions ont une valeur nominale exprimée dans la même unité monétaire que le capital, et divisible par dix. |
| 2. Des actions de valeur nominale différente sont admises. | 2. inchangé |
| 3. Les actions sont indivisibles. En cas de pluralité d'ayants droit sur la même action, les droits qui y sont attachés ne peuvent être exercés que par l'intermédiaire d'un représentant commun. | 3. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

| Article 49 | Article 49 |
|---|---|
| 1. Les actions peuvent conférer des droits différents en ce qui concerne la répartition du bénéfice et de l'actif social. Il est interdit de promettre ou de payer des intérêts fixes. | 1. inchangé |
| 2. Des actions sans droit de vote sont admises aux conditions suivantes :<br>a) leur montant nominal total ne peut dépasser la moitié du capital;<br>b) elles doivent conférer, à l'exception du droit de vote, les droits reconnus à tout actionnaire, étant entendu qu'elles ne donnent droit qu'à la souscription d'actions sans droit de vote;<br>c) elles ne peuvent être prises en compte pour le calcul du quorum ou de la majorité exigé par le présent statut ou par les statuts.<br>Ces dispositions ne portent pas atteinte au paragraphe 5 du présent article ni à l'article 235, paragraphe 2. | 2. inchangé |
| 3. Les actions à vote plural sont interdites. | 3. D'autres limitations ou extensions du droit de vote, notamment les actions à vote plural, sont interdites. |
| 4. Les actions conférant les mêmes droits constituent une catégorie. | 4. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Article 49

5. Pour être valable, toute décision de l'assemblée générale modifiant le rapport entre les diverses catégories d'actions au détriment de l'une d'elles, doit être approuvée par la catégorie défavorisée. Dans ce cas, les détenteurs d'actions sans droit de vote prennent part au vote. Les dispositions du titre VIII sont applicables en ce qui concerne la convocation, le quorum et la majorité.

Article 49

5. Lorsqu'une décision de l'assemblée générale porte préjudice aux détenteurs d'une catégorie d'actions, cette décision, pour être valable, doit être approuvée par les détenteurs d'actions des catégories en cause. Dans ce cas, les porteurs d'actions sans droit de vote prennent part au vote. Les dispositions du titre VIII sont applicables aux détenteurs d'actions des catégories en cause en ce qui concerne la convocation, le quorum et la majorité.

Historical Archives of the European Commission

Article 50

1. Les actions sont au porteur ou nominatives. Les statuts peuvent disposer que l'actionnaire a la faculté de demander la conversion de ses actions au porteur en actions nominatives ou inversement.

2. Les actions nominatives doivent être inscrites au registre des actions de la société, avec le nom et l'adresse de leur titulaire. A tout actionnaire qui le demande, communication doit être donnée du registre des actions.

Article 50

1. inchangé

2. Une S.E. qui émet des actions nominatives doit tenir un registre alphabétique de tous les titulaires de ces actions, mentionnant leur adresse, le nombre et la catégorie des actions qu'ils détiennent. Tout intéressé peut consulter sur demande ce registre au siège de la société.

Historical Archives of the European Commission

| Article 51 | Article 51 |
| --- | --- |
| 1. Tout actionnaire a droit à la délivrance sans frais d'un titre pour chacune de ses actions. | 1. inchangé |
| 2. Avant l'établissement des titres, la société est tenue, à la demande de l'actionnaire, de délivrer des certificats provisoires. Ces certificats doivent être nominatifs. | supprimé |
| 3. Si la teneur des titres est devenue inexacte par suite de modifications survenues dans la situation juridique, le directoire peut déclarer nuls les titres qui, malgré l'invitation adressée à leurs détenteurs, n'ont pas été présentés pour rectification ou échange. Les titres déclarés nuls doivent être remplacés par de nouveaux titres. | inchangé, devient paragraphe 2 |
| 4. Si, en raison de son état de détérioration, un titre ne peut plus être mis en circulation, le titulaire peut, lorsque le contenu essentiel du titre est encore reconnaissable, demander à la société la délivrance d'un nouveau titre en échange de l'ancien. Il doit en supporter les frais et en faire l'avance. | inchangé, devient paragraphe 3 |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Article 51

5. En cas de perte ou de destruction d'un titre, le titulaire peut demander au tribunal du siège de la société l'annulation du titre et la délivrance d'un titre en remplacement. Le demandeur doit, dans les journaux de la société, faire publier un avis au public, invitant quiconque à faire connaître dans les trois mois ses droits éventuels sur le titre. Pour le reste, les dispositions nationales de l'Etat du siège de la société sont applicables.

6. Les dispositions du présent article sont applicables aux certificats provisoires.

Article 51

4. En cas de perte ou de destruction d'un titre d'action, l'ayant droit peut demander l'annulation du titre au tribunal du siège de la société. Le demandeur doit faire publier un avis au public dans les journaux de la société invitant quiconque à faire connaître dans les trois mois ses droits éventuels sur le titre. Si le tribunal annule le titre, l'ayant droit peut demander à la société la remise d'un nouveau titre contre paiement préalable des frais. Après l'annulation, on ne peut plus faire valoir aucun droit à l'égard de la société du chef du titre annulé.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 52

Les actions au porteur se transmettent par tradition.

Article 52

La transmission de l'action au porteur s'opère, à l'égard de la S.E., par la tradition du titre.

Historical Archives of the European Commission

Article 53

1. Les actions nominatives sont transmises par transcription dans le registre des actions de la société.

2. La transcription est effectuée au vu d'une déclaration de cession datée et signée par le cédant et par le cessionnaire.

3. Les statuts peuvent limiter les possibilités de transfert. Ces restrictions doivent apparaître clairement dans les statuts. Elles ne peuvent être telles que l'agrément au transfert soit laissé à l'appréciation de la société, ou que l'action devienne pratiquement incessible.

4. Les déclarations de cession effectuées dans les quatre semaines précédant une assemblée générale ne peuvent donner lieu à une transcription dans le registre des actions qu'après cette assemblée générale.

Article 53

1. Le transfert d'une action nominative s'opère à l'égard de la S.E., par transcription au registre des actions.

2. inchangé

3. inchangé

4. Les déclarations de cession reçues après la convocation d'une assemblée générale ne peuvent donner lieu à transcription au registre des actions qu'après cette assemblée générale.

Historical Archives of the European Commission

Troisième section

Obligations

Article 54

Le directoire peut, avec l'agrément du conseil de surveillance, émettre des obligations. Les dispositions de l'article 60 sont applicables à l'émission d'obligations convertibles.

Article 54

Sans préjudice des articles 60 et 60-a, le directoire peut, avec l'agrément du conseil de surveillance, émettre des obligations.

Historical Archives of the European Commission

Article 55

Toute émission publique d'obligations est précédée d'une publication dans les journaux de la société faite au moins 15 jours auparavant. Cette publication doit indiquer le nombre, le montant nominal, le cours d'émission et le taux d'intérêt des obligations à émettre ainsi que la date et les modalités de leur remboursement.

Article 55

L'émission publique d'obligations est précédée de la publication d'un avis dans les journaux de la société. Cette publication mentionne le nombre, la valeur nominale, le cours d'émission et le taux d'intérêt des obligations à émettre, ainsi que la date et les modalités de leur remboursement. Il mentionne en outre le montant des obligations convertibles précédemment émises par la société, le montant non amorti des autres obligations précédemment émises ainsi que les sûretés qui s'y rattachent, et, enfin, le montant des emprunts garantis par la société, ainsi que, le cas échéant, la fraction garantie de ces emprunts.

Historical Archives of the European Commission

Article 56

1. Les porteurs d'obligations d'une même émission publique forment de plein droit une masse dont les décisions, prises conformément aux dispositions de la présente section, sont obligatoires pour chacun d'eux.

2. L'assemblée de la masse est compétente pour délibérer sur toute proposition de la société relative à l'émission, et notamment sur toute proposition tendant à la modification des conditions d'émission ou à la modification ou à la suppression des sûretés.

Article 56

1. inchangé

2. L'assemblée de la masse est compétente pour statuer sur toute proposition de la société relative à l'emprunt obligataire et notamment sur toute proposition tendant à la modification des conditions d'émission ou à la modification ou à la suppression des sûretés.

Historical Archives of the European Commission

Article 57

1. Lors de l'émission publique d'obligations, la société doit désigner un représentant de la masse, indépendant de la société. L'assemblée de la masse peut à tout moment révoquer le représentant et le remplacer par un autre. En cas d'urgence, tout obligataire peut demander au tribunal du siège de la S.E. de désigner un représentant.

2. Le représentant de la masse représente celle-ci vis-à-vis de la S.E. dans toute action judiciaire ou extra-judiciaire. Il est autorisé à assister aux assemblées générales de la société et à s'y prévaloir, à l'exception du droit de vote, de tous les droits d'un actionnaire, notamment du droit à l'information. La société communique au représentant tous les documents dont les actionnaires sont habilités à prendre connaissance ou à obtenir copie.

Article 57

1. Lors de l'émission publique d'obligations, le directoire de la S.E., désigne, moyennant l'approbation du conseil de surveillance, un représentant de la masse, indépendant de la société. L'assemblée de la masse peut à tout moment révoquer ce représentant et le remplacer par un autre. En cas d'urgence, tout porteur d'obligation peut demander la désignation d'un représentant au tribunal du siège de la S.E.

2. Le représentant de la masse représente celle-ci vis-à-vis de la société dans toute action judiciaire ou extra-judiciaire. Il peut faire valoir vis-à-vis de la société les droits des créanciers obligataires et accepter des sûretés en leur faveur. Il est autorisé à assister aux assemblées générales de la société, à y prendre la parole sur les sujets inscrits pour discussion à l'ordre du jour et à s'y prévaloir du droit à information des actionnaires dans les conditions prévues à l'article 90. La société communique au représentant tous les documents dont les actionnaires sont habilités à prendre connaissance ou à obtenir copie. Elle communique ces documents aux créanciers obligataires qui le demandent.

Historical Archives of the European Commission

Article 58

1. L'assemblée de la masse est convoquée par son représentant ou par le directoire de la S.E. Un ou plusieurs obligataires réunissant 5% des obligations en circulation ou une valeur nominale de 250 000 unités de compte peuvent adresser au représentant ou au directoire une demande écrite tendant à la convocation de l'assemblée.

2. L'assemblée délibère valablement lorsque les trois quarts des obligataires sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée se réunit sur deuxième convocation. Dans ce cas, elle délibère valablement quel que soit le nombre des obligataires présents ou représentés.

3. Les décisions de l'assemblée requièrent toujours une majorité des trois quarts des voix valablement exprimées.

4. Le droit de vote est proportionnel au montant nominal des obligations. Le montant nominal minimum confère une voix.

Article 58

1. L'assemblée de la masse est convoquée par son représentant ou par le directoire de la S.E. Un ou plusieurs porteurs d'obligations réunissant 10% des obligations en circulation ou une valeur nominale de 250.000 unités de compte peuvent adresser au représentant ou au directoire une demande écrite en vue de la convocation de l'assemblée.

2. L'assemblée délibère valablement lorsque des obligataires qui détiennent au moins 50% des obligations encore en circulation sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée se réunit sur deuxième convocation. Dans ce cas, plus aucun quorum n'est exigé. Cette disposition est mentionnée dans la convocation.

3. inchangé.

4. Les obligations confèrent un droit de vote proportionnel à leur valeur nominale; la plus petite valeur nominale confère une voix.

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Article 58 | Article 58 |
| --- | --- |
| 5. La présidence est assurée par le représentant de la masse ou, en son absence, par le directoire de la société. | 5. inchangé |
| 6. Les dispositions régissant la convocation et la tenue des assemblées sont par ailleurs applicables. | 6. Les dispositions régissant la convocation et la tenue des assemblées générales sont par ailleurs applicables.(*) |

(*) Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

| Article 59 | Article 59 |
| --- | --- |
| 1. Les frais occasionnés par la convocation et la tenue des assemblées de la masse, la retribution du représentant et les mesures à prendre dans l'intérêt de la masse et pour la sauvegarde de ses droits sont à charge de la société. | 1. inchangé |
| 2. Les litiges entre la société et la masse sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel la S.E. a son siège. | 2. Les litiges entre la société et la masse sont de la compétence du tribunal du siège de la S.E. |

Historical Archives of the European Commission

Article 60

1. L'émission d'actions convertibles aux titulaires desquelles est reconnu un droit d'échange ou de souscription ne peut être décidée que par l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts. Il est procédé en même temps à la création de capital autorisé, pour lequel les actionnaires renoncent à leur droit de souscription et dont le montant correspond à l'utilisation maximale du droit d'échange ou de souscription.

2. Les actionnaires ont un droit de souscription aux obligations convertibles émises, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

Article 60

1. L'assemblée générale peut autoriser par une modification des statuts l'émission d'obligations convertibles en actions, ou d'obligations assorties d'un droit de souscrire des actions. Cette modification des statuts comporte en même temps la création d'un capital autorisé dont le montant et la durée correspondent à l'utilisation maximale du droit d'échange ou de souscription et pour lequel les actionnaires renoncent à leur droit de souscription préférentiel.

2. Le capital autorisé créé en une ou plusieurs fois pour l'émission d'obligations convertibles ou assorties d'un droit de souscription ne peut excéder au total la moitié du capital souscrit.

3. Les actionnaires ont un droit de souscription aux obligations convertibles proportionnel à leur participation antérieure, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement selon les dispositions de l'article 43.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Article 60

3. Tant que des obligations convertibles sont en circulation, la société ne peut décider aucune modification des statuts diminuant les droits des porteurs de ces obligations convertibles à moins que l'occasion ne leur soit offerte, au moins trois mois avant l'adoption de la décision, par une publication dans les journaux de la société, d'exercer leur droit de souscription ou d'échange ou que la masse n'aît approuvé la modification des statuts.

Article 60

4. inchangé.

5. Lorsque les droits d'échange ou de souscription attachés aux obligations convertibles émises ont été exercés ou lorsqu'ils n'ont été exercés que partiellement mais que le délai imparti à cet effet est expiré, le directoire apporte aux statuts les corrections nécessaires pour faire apparaître le nouveau montant du capital. Si les droits de souscription ou d'échange n'ont pas été exercés dans le délai imparti à cet effet, le directoire fait rayer des statuts la clause relative à l'émission d'obligations convertibles.

6. Ces modifications sont publiées dans les journaux de la société.

Historical Archives of the European Commission

Article 60-a

1. L'assemblée générale, délibérant comme en matière de modification des statuts, peut décider l'émission d'obligations participant aux bénéfices; les droits des porteurs sont établis en fonction du bénéfice de la société.

2. L'article 60 paragraphe 4 est applicable aux obligations participantes émises.

Historical Archives of the European Commission

## Quatrième section

## Autres titres

| | |
|---|---|
| Article 61 | Article 61 |
| L'émission d'autres titres accordant à des personnes qui ne sont pas actionnaires un droit de participation aux bénéfices ou à l'actif social n'est pas autorisée. | inchangé |

Historical Archives of the European Commission

TITRE IV

ORGANES

Première section

Directoire

| | |
|---|---|
| Article 62 | Article 62 |
| La société est gérée par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance. | inchangé |

Historical Archives of the European Commission

Article 63

1. Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance. Le conseil conclut, au nom de la société, avec chacun des membres du directoire, un contrat qui fixe le mode et le montant de sa rémunération.

2. Seules des personnes physiques peuvent être nommées membres du directoire.

3. Lorsqu'il comprend un ou deux membres, le directoire ne peut être composé que de ressortissants des Etats membres. Dans les autres cas, cette exigence s'applique à la majorité de membres du directoire.

4. Ne peuvent être membres du directoire les incapables et les personnes qui, selon la législation d'un Etat membre, se trouvent, en raison de condamnation pénale ou de faillite, déchus d'exercer de telles fonctions.

Article 63

1. Les membres du directoire sont nommés par le conseil de surveillance. Le conseil conclut, au nom de la société, avec chacun des membres du directoire un contrat qui fixe le mode et le montant de sa rémunération. Les membres du premier directoire sont désignés par les statuts de la SE.

2. Les membres du directoire sont nommés pour une durée qui ne peut excéder six ans. Leur mandat peut être renouvelé.

3. inchangé (ancien paragraphe 2)

supprimé.

4. Ne peuvent être membres du directoire les personnes qui

- selon la loi qui leur est applicable ou,
- à la suite d'une décision judiciaire prise conformément à la loi d'un des Etats membres,

ne peuvent exercer une telle activité.

Historical Archives of the European Commission

Article 63

5. Les statuts déterminent le nombre maximum des membres du directoire.

6. Lorsque le directoire est composé de plus d'un membre, le conseil de surveillance peut conférer à l'un d'eux la qualité de président. Le conseil de surveillance désigne également dans ce cas le membre du directoire chargé des questions de personnel et de relations de travail.

7. Le conseil de surveillance peut, en cette qualité, révoquer, pour des motifs graves, les membres du directoire et le président. La révocation entraîne cessation immédiate et définitive des fonctions. Les autres effets de la révocation sont déterminés par le contrat et par le droit qui le régit.

Article 63

5. Inchangé.

6. Si le directoire est composé de plusieurs membres, le conseil de surveillance peut conférer à l'un d'eux la fonction de président.

(voir article 64, paragraphe 2, du nouveau texte.)

7. Le conseil de surveillance peut, pour motif grave, révoquer les membres du directoire ainsi que le président. La décision de révocation, même si elle est invalidée par décision judiciaire, entraîne en tout cas cessation immédiate et définitive des fonctions. Les autres effets de la révocation découlent du contrat et de la loi qui le régit.

Historical Archives of the European Commission

Article 64

1. Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes intéressant la société qui n'ont pas été attribués expressément à d'autres organes par le présent statut.

2. Lorsque le directoire est composé de plus d'un membre, ses membres constituent un collège. Sous réserve de la disposition de l'article 63, paragraphe 6, les membres du directoire peuvent répartir entre eux leurs attributions : dans ce cas cette répartition n'a que des effets internes. Par voie de règlement, le conseil de surveillance peut, à tout moment, pourvoir au fonctionnement interne du directoire.

Article 64

1. Inchangé.

2. Si le directoire est composé de plusieurs membres, ceux-ci forment un collège. Les membres du directoire peuvent répartir entre eux leurs attributions : cette répartition a des effets uniquement internes. Le conseil de surveillance règle l'attribution des compétences, au sein du directoire, pour des questions de personnel et de relations de travail.

3. Par voie de règlement intérieur le conseil peut, le directoire entendu, pourvoir au fonctionnement interne de ce dernier.

Historical Archives of the European Commission

Article 65

1. Lorsque le directoire est composé de plus d'un membre, chacun d'eux a le pouvoir de représenter la société dans ses rapports avec des tiers, à moins que les statuts n'en disposent autrement. Ces clauses statutaires sont inopposables aux tiers.

2. Le directoire peut nommer des fondés de pouvoirs et leur attribuer des pouvoirs de représentation déterminés. Leur nomination et la définition de leurs pouvoirs doivent être approuvés par le conseil de surveillance.

Voir art. 67 de la proposition initiale.

Article 65

1. Inchangé.

2. Le directoire peut, avec l'accord du conseil de surveillance, investir une ou plusieurs personnes d'un pouvoir de représentation général et non limitable. Ce pouvoir de représentation peut être révoqué à tout moment par le directoire.

3. La société est engagée à l'égard des tiers par les actes accomplis par les membres du directoire ou par les personnes investies d'un pouvoir général de représentation, même si ces actes ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'ils ne dépassent les pouvoirs attribués au directoire par ce Statut.

Historical Archives of the European Commission

Article 65

3. Tout changement dans la composition du directoire, toute nomination ou révocation des fondés de pouvoirs, l'étendue des pouvoirs qui leur sont délégués et tout changement dans leurs pouvoirs doivent être notifiés par le directoire au registre européen du commerce.

4. Tant que l'enregistrement de ces notifications n'a pas été publié dans les journaux de la société, celles-ci sont inopposables aux tiers, à moins que la société ne démontre que ceux-ci en ont eu connaissance. Toutefois, les tiers peuvent toujours s'en prévaloir.

5. L'enregistrement des noms des membres du directoire et des fondés de pouvoirs rend toute irrégularité dans leur nomination inopposable aux tiers, à moins que la société ne démontre que ceux-ci en ont eu connaissance.

Article 65

4. Tout changement dans la composition du directoire et toute nomination ou révocation de personnes investies d'un pouvoir général de représentation doit être notifié par le directoire au registre européen du commerce aux fins d'enregistrement et de publication dans les journaux de la société.

5. La nomination et la révocation des membres du directoire et des personnes investies d'un pouvoir général de représentation ont effet à l'égard des tiers, selon les dispositions de l'article 9-a. Après enregistrement au registre européen du commerce, les vices affectant la nomination des membres du directoire ou des personnes investies d'un pouvoir général de représentation ne sont opposables aux tiers que si la société apporte la preuve que ceux-ci en avaient connaissance.

supprimé.

Historical Archives of the European Commission

Article 66

1. Les actes du directoire concernant :

a) l'arrêt ou le transfert de l'entreprise ou de parties importantes de l'entreprise;

b) des restrictions ou extensions importantes de l'activité de l'entreprise;

c) d'importantes modifications dans l'organisation de l'entreprise;

d) l'établissement d'une coopération durable avec d'autres entreprises ou la cessation d'une telle coopération;

doivent être préalablement autorisés par le conseil de surveillance.

Article 66

1. Les actes du directoire concernant:

a) la fermeture ou le déplacement d'établissements ou de parties importantes d'établissements;

b) des restrictions, extensions ou modifications importantes de l'activité de l'entreprise;

c) inchangé.

d) inchangé.

doivent être préalablement autorisés par le conseil de surveillance. L'autorisation du conseil de surveillance est également requise si ces actes concernent une entreprise de groupe dépendant de la SE.

2. Pour l'application du paragraphe 1 il est tenu compte de l'incidence des mesures sur la nature et le volume des activités de l'entreprise ainsi que sur la situation de l'emploi de la SE. et des entreprises de groupe dépendant d'elle.

Historical Archives of the European Commission

Article 66

2. En dehors des cas visés au paragraphe 1, les statuts peuvent subordonner à l'autorisation préalable du conseil de surveillance les actes du directoire qu'ils énumèrent. Dans le cas de l'alinéa 1, comme dans le cas du présent alinéa, l'absence de l'autorisation préalable est inopposable aux tiers.

Article 66

3. En dehors des cas énoncés au paragraphe 1 et des autres cas prévus par le présent statut, les statuts de la S.E. peuvent subordonner à l'autorisation du conseil de surveillance d'autres actes du directoire qu'ils énumèrent.

4. L'absence ou l'irrégularité de l'autorisation préalable des actes du directoire par le conseil de surveillance est inopposable au tiers, à moins que la société ne prouve que le tiers connaissait l'absence ou l'irrégularité de l'autorisation ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

5. Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux pouvoirs de l'assemblée générale, du comité d'entreprise de groupe et du C.E.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 67

Dans ses relations avec les tiers, la société est engagée par les actes accomplis par les membres du directoire, même si ces actes ne relèvent pas de l'objet social, à moins que ces actes ne dépassent les pouvoirs attribués au directoire par ce statut. Les limitations statutaires à ces pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Article 67

Supprimé. Voir article 65, paragraphe 3 du nouveau texte.

Historical Archives of the European Commission

| Article 68 | Article 68 |
| --- | --- |
| 1. Dans le délai de trois mois suivant la clôture de chaque exercice le directoire présente au conseil de surveillance un projet des comptes annuels et du rapport de gestion de l'exercice écoulé. | Supprimé. |
| 2. Une fois par trimestre au moins, le directoire présente au conseil de surveillance un rapport sur la marche des affaires de la société et de ses sociétés dépendantes. Il joint à ce rapport la situation comptable trimestrielle. | Supprimé. |
| 3. En outre, le directoire communique sans retard au président du conseil de surveillance toute affaire importante. Tout événement survenant dans une société dépendante, susceptible d'avoir une influence considérable sur la S.E. est considéré comme affaire importante. Ces communications au président du conseil de surveillance sont incorporées dans le rapport trimestriel suivant. | Supprimé. |

Historical Archives of the European Commission

Article 69

1. Aucun membre du directoire ne peut faire partie du conseil de surveillance.

2. Un membre du directoire ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, ni accepter d'être nommé au conseil de surveillance d'une autre société, que sous la condition d'y avoir été autorisé spécialement par le conseil de surveillance.

3. Il est interdit aux membres du directoire de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société ou de ses sociétés dépendantes, de se faire consentir par elles un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elles leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique au conjoint, aux ascendants et descendants des membres du directoire, ainsi qu'à toute personne interposée.

4. Toute convention à laquelle la société est partie et dans laquelle l'un des membres du directoire a un intérêt même indirect doit être autorisée au préalable par le conseil de surveillance. A cette fin le membre du directoire intéressé doit donner avis écrit de la convocation projetée au conseil de surveillance. L'absence de cette autorisation est inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que le tiers savait que l'autorisation n'avait pas été donnée.

Article 69

1. inchangé.

2. inchangé

3. inchangé

4. Toute convention à laquelle la société est partie et dans laquelle l'un des membres du directoire a un intérêt même indirect doit être autorisée au préalable par le conseil de surveillance.

Le membre intéressé ne peut prendre part à la délibération du directoire sur la convention en cause.

Tout membre du directoire ou du conseil de surveillance qui apprend qu'une telle convention est imminente doit en informer les deux organes. Le conseil de surveillance informe chaque année l'assemblée générale des autorisations qu'il a données.

A l'égard des tiers l'article 66, paragraphe 4, est applicable.

Historical Archives of the European Commission

| Article 70 | Article 70 |
| --- | --- |
| 1. Les membres du directoire doivent apporter, dans leur gestion, les soins d'un administrateur diligent et promouvoir les intérêts de la société et de son personnel. | 1. Inchangé. |
| 2. Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des informations ayant trait à la société ou aux entreprises dépendantes et présentant un caractère confidentiel. Ils sont tenus à cette obligation, même après la cessation de leurs fonctions. | 2. Inchangé. |

Historical Archives of the European Commission

Article 71

1. Les membres du directoire sont solidairement responsables envers la société, tant des infractions aux dispositions de ce statut que des violations des statuts de la société et des fautes commises dans leur gestion.

2. Ils sont déchargés de leur responsabilité s'ils démontrent qu'aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces actes ou omissions au conseil de surveillance, par écrit et sans délai, après qu'ils en ont eu connaissance.

3. L'autorisation donnée par le conseil de surveillance n'exonère pas les membres du directoire de leur responsabilité.

4. Toute action en responsabilité contre les membres du directoire se prescrit par trois ans à compter de l'acte incriminé ou, s'il a été dissimulé, de sa révélation.

Article 71

1. Les membres du directoire répondent envers la société du préjudice résultant de toute violation des dispositions du présent Statut ou des statuts de la société, ou de tout autre manquement à leurs obligations.

2. Les membres du directoire engagent leur responsabilité solidairement et indéfiniment. Chacun des membres peut cependant être exonéré de sa responsabilité s'il démontre qu'aucune faute ne lui est imputable et s'il a dénoncé par écrit au conseil de surveillance l'acte ou l'omission dommageable dès qu'il en a eu connaissance.

3. L'autorisation donnée par le conseil de surveillance n'exonère pas les membres du directoire de leur responsabilité.

4. Les membres du directoire ne sont pas davantage exonérés de leur responsabilité par la décharge donnée par l'assemblée générale ni par une autorisation de celle-ci.

5. inchangé (ancien paragraphe 4).

Historical Archives of the European Commission

Article 71

5. En cas de faillite de la société, l'action en responsabilité contre les membres du directoire peut être également intentée par le syndic.

supprimé.

Voir. article 72 paragraphe 5 du nouveau texte.

Historical Archives of the European Commission

Article 72

1. Le conseil de surveillance et l'assemblée générale ont la faculté de décider d'intenter l'action sociale en responsabilité contre les membres du directoire ou l'un d'eux. L'action est intentée par le conseil. Toutefois, l'assemblée peut désigner un mandataire spécial chargé d'intenter l'action.

2. L'action sociale peut aussi être intentée, au nom et pour compte de la société, par un ou plusieurs actionnaires, disposant de cinq pour cent du capital ou d'un montant nominal d'actions correspondant à 100.000 unités de compte. A cette fin, les actionnaires, s'il y en a plusieurs, désignent un mandataire spécial, chargé de conduire le procès.

Article 72

1. L'action sociale en responsabilité contre les membres du directoire, ou l'un d'eux, est ouverte au conseil de surveillance et à l'assemblée générale. La majorité requise pour la décision de l'assemblée générale ne peut être supérieure à la majorité simple des voix valablement émises.

2. L'action sociale est intentée par le conseil de surveillance. Si c'est l'assemblée générale qui décide de l'intenter, elle peut désigner à cet effet un mandataire spécial.

3. inchangé. (ancien paragraphe 2)

4. L'action en responsabilité contre les membres du directoire peut aussi être intentée par tout créancier de la société qui apporte la preuve qu'il ne peut se faire désintéresser par elle.

Historical Archives of the European Commission

Article 72

3. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société, à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués. Si la demande est accueillie, les frais de la procédure incombent entièrement à la société.

4. Si la demande prévue à l'alinéa 2 du présent article est rejetée, les demandeurs peuvent être condamnés personnellement aux dépens, tant ceux de la société que ceux des défendeurs, et même, en cas d'action abusive, aux dommages-intérêts envers les défendeurs ou la société.

Article 72

5. En cas de faillite de la société, l'action sociale contre les membres du directoire peut aussi être intentée par le syndic de la faillite.

6. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société. Si l'action aboutit, les dommages-intérêts sont alloués à la société. Dans ce cas, la société est tenue de supporter les frais encourus par le demandeur, pour autant qu'ils ne soient pas payés par le ou les défendeurs.

supprimé.

Historical Archives of the European Commission

Article 72-a-

1. Les membres du directoire répondent envers les actionnaires de la SE. et des tiers du préjudice subi personnellement par ceux-ci et résultant d'une violation des dispositions du présent Statut, des statuts de la société ou de tout autre manquement aux obligations qui incombent aux membres du directoire dans l'exercice de leurs fonctions.

2. L'article 71, paragraphes 2 à 5, est applicable.

Historical Archives of the European Commission

## Deuxième section

## Conseil de surveillance

### Article 73

1. Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. Tous les trois mois au moins le directoire présente au conseil de surveillance un rapport sur la gestion de la société et de ses filiales ou divisions. Ce rapport concerne en particulier les relations de la société avec les entreprises qui ont un lien de groupe avec elle.

Le conseil de surveillance peut à tout moment demander au directoire un rapport spécial sur la gestion de la société et sur des points particuliers de ses relations d'affaires. Il peut également demander des renseignements sur des événements survenus au sein d'entreprises qui ont avec la société des liens de groupe, lorsque ces événements peuvent avoir une influence très importante sur la situation de la société.

Le directoire est obligé d'informer de lui-même et sans délai le conseil de surveillance s'il a eu connaissance de tels événements.

2. Le conseil de surveillance donne ses avis au directoire, soit sur la demande de celui-ci, soit de sa propre initiative, sur toute question importante pour la société.

### Article 73

1. Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire.

2. Inchangé.

Historical Archives of the European Commission

Article 73

3. Sauf les cas spécialement prévus par ce statut, le conseil de surveillance ne peut intervenir directement dans la gestion de la société, ni la représenter vis-à-vis des tiers. Vis-à-vis des membres du directoire ou de l'un d'eux, il représente la société en justice ou lors des conventions intervenant directement entre la société et un membre du directoire.

4. En cas de vacance d'une place au sein du directoire ou en cas d'empêchement d'un ou de plusieurs membres du directoire, le conseil de surveillance peut désigner, pour une période déterminée d'avance et n'excédant pas un an, un ou plusieurs de ses membres comme remplaçants. Tant qu'ils exercent cette fonction ils ne peuvent exercer celle de membre du conseil de surveillance. Les dispositions de la première section de ce titre sont applicables aux remplaçants.

Article 73

3. Le conseil de surveillance ne peut intervenir directement dans la gestion de la société ni la représenter vis-à-vis des tiers. Vis-à-vis des membres du directoire ou de l'un d'eux, il représente la société en justice ou lors de la conclusion de contrats entre la société et un membre du directoire.

Supprimé.

Historical Archives of the European Commission

Article 73-a

1. Le directoire présente au conseil de surveillance au moins tous les trois mois un rapport sur la gestion et l'état des affaires de la société et des entreprises qui dépendent d'elle. Il joint à ce rapport un compte d'exploitation trimestriel.

2. Le directoire informe sans délai le président du conseil de surveillance de toute question importante, y compris de tout évènement survenu dans une entreprise dépendante de nature à avoir des répercussions sensibles sur la situation de la S.E. Ces informations sont reprises dans le rapport trimestriel suivant.

3. Le conseil de surveillance peut à tout moment demander au directoire un rapport spécial sur des questions intéressant la société ou les entreprises qui dépendent d'elle.

4. Le conseil de surveillance, ou un tiers de ses membres, peuvent demander au directoire la communication de renseignements sur les affaires de la société ou des entreprises qui dépendent d'elle. Le directoire est tenu de communiquer les renseignements et documents demandés simultanément à tous les membres du conseil de surveillance.

Historical Archives of the European Commission

Article 73-a-

5. Le conseil de surveillance, ou un tiers de ses membres, ont le droit d'examiner les livres sociaux, la correspondance, les procès-verbaux, ainsi que toutes les écritures de la société. Le conseil de surveillance, ou un tiers de ses membres, peuvent confier l'exercice de ce droit à un ou plusieurs membres du conseil.

Le conseil de surveillance ou un tiers de ses membres peuvent charger un ou plusieurs experts des contrôles qui leur paraissent nécessaires.

Tous les membres du conseil de surveillance sont informés simultanément et sans délai du résultat de ces examens et contrôles.

6. Chacun des membres du conseil de surveillance est autorisé à prendre connaissance de tous les documents et renseignements communiqués par le directoire au conseil de surveillance.

Historical Archives of the European Commission

Article 74

1. Le nombre des membres du conseil de surveillance doit être divisible par trois. Si la S.E. a des établissements stables dans plusieurs Etats membres, son conseil de surveillance sera composé de douze membres au moins.

2. Seules des personnes physiques peuvent être membres du conseil de surveillance. Leur nombre maximum est fixé par les statuts. Le paragraphe 4 de l'article 63 leur est applicable.

Article 74

supprimé.

1. Seules les personnes physiques peuvent être membre du conseil de surveillance.

Aucun membre ne peut faire partie de l'organe de surveillance de plus de dix sociétés. Si l'un des membres du conseil de surveillance siège dans plusieurs conseils de surveillance au sein d'un groupe d'entreprises, ces sièges ne sont comptés que pour deux au plus. Aucun membre du conseil de surveillance de la S.E. ne peut faire partie de l'organe de gestion d'une entreprise dépendant de la S.E.

2. Ne peuvent être membre du conseil de surveillance les personnes qui

- selon la loi qui leur est applicable ou
- à la suite d'une décision judiciaire prise conformément à la loi d'un des Etats membres

ne peuvent exercer une telle activité.

Historical Archives of the European Commission

Article 74

3. Sous réserve des dispositions de l'article 137, les membres du conseil de surveillance sont nommés par l'assemblée générale pour une durée fixée par les statuts, n'excédant pas cinq ans.

Article 74

supprimé.
voir article 74-a- du nouveau texte.

3. Le nombre des membres du conseil de surveillance est fixé par les statuts. Il doit être impair et divisible par trois.

Il est de 9 au moins lorsque la S.E. a des établissements dans plusieurs Etats membres.

Si la S.E. est l'entreprise dominante d'un groupe, les établissements des entreprises de groupe dépendantes de la S.E. sont considérés comme des établissements de la S.E. pour l'application du présent paragraphe.

4. Si, en application du paragraphe précédent, le nombre des membres du conseil de surveillance doit être augmenté, la composition du conseil restera inchangée jusqu'à la prochaine assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels.

Historical Archives of the European Commission

Article 74-a-

1. Le conseil de surveillance se compose pour un tiers de représentants des actionnaires, pour un tiers de représentants des travailleurs et pour un tiers de membres cooptés par ces deux groupes.

2. Les représentants des actionnaires sont désignés conformément à l'article 75.

3. Les représentants des travailleurs sont désignés conformément à l'article 137.

4. Les membres cooptés du conseil de surveillance sont désignés conformément aux articles 75-a et 75-b.

5. Le directoire notifie immédiatement au registre européen du commerce la composition du conseil de surveillance ainsi que tout changement intervenu dans cette composition.

Historical Archives of the European Commission

Article 74-b-

1. Après la constitution de la S.E., le conseil de surveillance exerce ses fonctions uniquement par l'intermédiaire des membres représentant les actionnaires jusqu'au jour de l'élection des représentants des travailleurs.

2. A partir de cette date le conseil de surveillance exerce pleinement ses fonctions, même en l'absence de ces membres du troisième tiers qui n'ont pas encore été élus.

Historical Archives of the European Commission

Article 74-c-

1. La durée du mandat du conseil de surveillance est de 4 ans. Les membres du conseil de surveillance peuvent être réélus.

2. Si à l'expiration du mandat du conseil de surveillance de nouveaux membres n'ont pas encore été élus, les membres sortant restent en fonction jusqu'à ce que l'élection ait eu lieu, pour une période maximum de six mois.

3. Le mandat des premiers membres élus ou désignés expire 4 ans après la constitution de la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 74-d-

1. Le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin également par démission et par perte des conditions d'égilibilité.

2. Tout membre du conseil de surveillance dont le mandat expire ou qui est exclu du conseil par décision judiciaire ou qui est empêché de manière permanente est remplacé par son suppléant.

3. S'il n'a pas été procédé à l'élection d'un suppléant pour un membre ou si le suppléant est empêché d'entrer en fonction, un nouveau membre est élu dans les conditions ci-après, pour la durée restant à courir.

S'il s'agit de remplacer un membre représentant les actionnaires ou les travailleurs, le remplaçant est élu par le groupe de membres du conseil de surveillance correspondant. S'il s'agit de remplacer un membre du troisième tiers le remplaçant est coopté par tous les membres restant du conseil de surveillance.

Historical Archives of the European Commission

Article 74-e-

1. Le tribunal du siège de la S.E. peut sur requête exclure un membre du conseil de surveillance pour violation grave des obligations qui lui incombent en vertu du présent Statut.

La requête peut être présentée par l'assemblée des actionnaires, l'organe de représentation des travailleurs et le conseil de surveillance.

La requête peut également être présentée par un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de 10% du capital de la S.E. ou d'un montant nominal d'actions correspondant à 200.000 U.C. ou

- par un quart des travailleurs ayant le droit de vote conformément à l'article 2 de l'annexe III du présent Statut.

2. Par organe de représentation des travailleurs au sens du paragraphe 1, on entend

a) le comité européen d'entreprise

b) lorsqu'un comité européen d'entreprise ne doit pas être institué :

Historical Archives of the European Commission

Article 74-3-

aa) l'organe de représentation des travailleurs existant dans la S.E. au niveau de l'entreprise ou, en l'absence d'un organe central de représentation, l'ensemble des organes de représentation des travailleurs constitués au niveau des établissements au sens de l'annexe I au présent Statut;

bb) les représentants reconnus des travailleurs dans l'entreprise de la S.E. dans les Etats membres où il n'existe pas d'organes de représentation des travailleurs au sens de l'annexe I du présent Statut;

c) lorsque un comité d'entreprise de groupe doit être institué auprès d'une S.E., il est également organe de représentation des travailleurs au sens de la présente disposition.

Historical Archives of the European Commission

Article 75

1. Les membres du conseil de surveillance sont rééligibles.

2. Les membres nommés par l'assemblée générale peuvent à tout moment être révoqués par elle.

3. Si les statuts ont fixé une limite d'âge, le membre du conseil qui atteint cette limite reste en fonction jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale.

Article 75

supprimé.

Voir article 74.c- paragraphe 1 du nouveau texte.

1. Les membres du conseil de surveillance représentant les actionnaires sont élus par l'assemblée générale. L'assemblée générale peut élire des suppléants en nombre égal à celui de ses membres. Les membres représentant les actionnaires au sein du premier conseil sont désignés par les statuts de la S.E.

2. Pour l'élection des membres du conseil de surveillance, les statuts peuvent, par dérogation à la règle de l'article 91, paragraphe 2, prévoir des modalités de vote permettant également à une minorité d'actionnaires d'élire un ou plusieurs membres du conseil.

3. Les membres désignés par l'assemblée générale ou par les statuts peuvent être remplacés à tout moment par l'assemblée générale.

4. Les statuts peuvent fixer une limite d'âge pour les membres du conseil qui représentent les actionnaires. Le membre du conseil de surveillance qui atteint cette limite d'âge reste en fonction jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels.

Historical Archives of the European Commission

| Article 75 | Article 75 |
| --- | --- |
| 4. Lorsque le nombre des membres du conseil devient inférieur au minimum légal, le directoire doit convoquer immédiatement l'assemblée générale en vue de compléter l'effectif du conseil. | supprimé. |
| 5. Tout changement dans la composition du conseil de surveillance doit être notifié immédiatement par le directoire au registre européen du commerce. | supprimé. Voir article 74-a-, paragraphe 5, du nouveau texte. |

Historical Archives of the European Commission

Article 75-a-

1. Ont qualité pour proposer des membres du troisième tiers à coopter au conseil de surveillance

- l'assemblée générale;
- l'organe de représentation des travailleurs;
- le directoire.

2. Par organe de représentation des travailleurs au sens de la présente disposition, il faut entendre :

a) le comité européen d'entreprise,

b) lorsqu'un comité européen d'entreprise ne doit pas être institué :

aa) l'organe de représentation des travailleurs existant dans la S.E. au niveau de l'entreprise ou, en l'absence d'un organe central de représentation, l'ensemble des organes de représentation des travailleurs constitués au niveau des établissements au sens de l'annexe I au présent Statut;

bb) les représentants reconnus des travailleurs dans l'entreprise de la S.E. dans les Etats membres où il n'existe pas d'organes de représentation des travailleurs au sens de l'annexe I au présent Statut;

cc) les représentants des travailleurs au conseil de surveillance en l'absence d'une représentation définie aux littera aa) et bb).

Historical Archives of the European Commission

Article 75-a-

c) Lorsqu'un comité d'entreprise de groupe doit être institué auprès d'une S.E., il est également organe de représentation des travailleurs au sens de la présente disposition.

3. Seules peuvent être proposées des personnes représentant des intérêts de caractère général, qui ont la compétence nécessaire et qui ne sont pas directement liées aux intérêts des actionnaires, des travailleurs ou de leurs organisations respectives.

4. Lors de la Constitution d'une S.E., les organes des sociétés fondatrices compétents pour approuver l'acte constitutif ont qualité pour proposer des candidats à la place de l'assemblée générale de la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 75-b-

1. Est élu, parmi les candidats proposés comme membres à coopter, celui qui réunit au moins les deux tiers des voix. De la même façon un suppléant peut être élu pour chacun des membres à coopter.

2. Si, pour un ou plusieurs membres à coopter, la majorité requise n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, il y a lieu de procéder, pour ces membres, à un autre vote sur la base de nouvelles propositions.

3. L'assemblée générale et l'organe de représentation des travailleurs au sens de l'article 75-a- peuvent habiliter une ou plusieurs personnes à faire de nouvelles propositions en leur nom. Si personne n'a été habilitée, les représentants des actionnaires et les représentants des travailleurs au conseil de surveillance sont réputés habilités à faire de nouvelles propositions, les premiers au nom de l'assemblée générale et les seconds au nom de l'organe de représentation des travailleurs.

4. Si, après deux nouveaux tours de scrutins, la majorité requise n'est pas atteinte pour l'élection d'un ou de plusieurs membres cooptés, une juridiction d'arbitrage procède à leur nomination.

Historical Archives of the European Commission

Article 75-b-

5. La juridiction d'arbitrage se compose de deux assesseurs et d'un président. Les assesseurs sont désignés, l'un, par les représentants des actionnaires l'autre, par les représentants des travailleurs au conseil de surveillance. Le président est désigné de commun accord par les assesseurs. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur la personne du président, ce dernier est désigné par le président du tribunal du siège de la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 76

1. Le conseil de surveillance élit en son sein un président et un vice-président.

2. Le président du conseil de surveillance convoque le conseil soit d'office, soit sur demande motivée d'un des membres du conseil ou du directoire. S'il n'est pas satisfait à cette demande dans un délai de quinze jours, le conseil peut être convoqué par ceux qui ont fait la demande.

3. Les membres du directoire participent aux réunions du conseil de surveillance, à moins que ce dernier n'en décide autrement. Ils y ont voix consultative.

Article 76

1. Le conseil de surveillance élit en son sein un président et un ou plusieurs vice-présidents.

2. Le président convoque le conseil de surveillance soit d'office, soit à la demande d'un membre du conseil de surveillance soit à la demande du directoire. La demande doit indiquer les motifs de la convocation. S'il n'est pas satisfait à cette demande, dans un délai de quinze jours, le conseil de surveillance peut être convoqué par celui qui a fait la demande.

3. inchangé.

Historical Archives of the European Commission

Article 77

1. Le directoire fournit une documentation écrite sur toutes les questions portées à l'ordre du jour, qui est arrêté par le président du conseil. L'ordre du jour et cette documentation sont envoyés par le directoire à chacun des membres du conseil.

2. Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

3. A moins que les statuts ne prévoient une majorité plus forte, les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

4. Les membres du conseil absents peuvent prendre part aux décisions, soit en donnant pouvoir de les représenter à un membre présent, soit en transmettant par son intermédiaire un vote écrit.

5. Dans les conditions prévues par les statuts, il peut y avoir décision par écrit, notamment par échange de télégrammes ou télex, sur un point déterminé et si aucun membre ne s'oppose à cette façon de procéder.

Article 77

1. L'ordre du jour est arrêté par le Président. Le directoire fournit en temps utile une documentation écrite sur toutes les questions portées à l'ordre du jour. L'ordre du jour et cette documentation sont adressés en temps utile à chacun des membres du conseil de surveillance. Tout membre du conseil de surveillance ou le directoire peuvent demander que d'autres sujets soient inscrits à l'ordre du jour.

2. Le conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. (*)

(devient le paragraphe 4 du nouveau texte.)

3. Les membres absents peuvent prendre part aux décisions en donnant pouvoir de les représenter à un membre présent.

4. A moins que les statuts ne prévoient une majorité plus forte, les décisions sont prises à la majorité des membres présents et représentés.

5. Dans les conditions prévues par les statuts, il peut y avoir décision par écrit, notamment par échange de télégrammes ou de télex, sur un point déterminé et si aucun membre ne s'oppose à cette procédure. (*)

(*) Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

Article 77

6. Un procès-verbal des décisions prises par le conseil est établi par les soins du directoire : il est vérifié et signé par le président du conseil. Pour autant que les membres du directoire ne sont pas présents à la réunion du conseil ou que celui-ci prend une décision par écrit, le président désigne un membre du conseil qui prend soin du procès-verbal.

Article 77

6. Les décisions du conseil de surveillance sont consignées dans un procès-verbal signé par son président. Des copies de ce procès-verbal sont adressées sans délai aux membres du conseil de surveillance.

Historical Archives of the European Commission

Article 78

Le conseil de surveillance a un droit illimité de regard et de contrôle sur toutes les opérations de la société; il peut prendre connaissance, sur place, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

supprimé.

voir article 73-a, paragraphe 5.

Historical Archives of the European Commission

Article 79

1. Les statuts ou, à défaut, l'assemblée générale peuvent allouer aux membres du conseil de surveillance une rémunération.

2. Il est interdit aux membres du conseil de surveillance de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société ou de ses sociétés dépendantes, de se faire consentir par elles un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elles leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des membres du conseil, ainsi qu'à toute personne interposée.

3. Toute convention à laquelle la société est partie et à laquelle l'un des membres du conseil de surveillance a un intérêt même indirect, doit être autorisée au préalable par le conseil. L'absence de cette autorisation est inopposable aux tiers, à moins que la société ne prouve que le tiers était de mauvaise foi. Le membre intéressé, qui doit formuler la demande d'autorisation par écrit, ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Article 79

1. inchangé.

2. Il est interdit aux membres du conseil de surveillance de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société ou de ses sociétés dépendantes, de se faire consentir par elles un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elles leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des membres du conseil de surveillance, ainsi qu'à toute personne interposée.(*)

3. Toute convention à laquelle la société est partie et à laquelle l'un des membres du conseil de surveillance a un intérêt même indirect, doit être autorisée au préalable par le conseil de surveillance.

Le membre intéressé ne doit pas prendre part à la délibération sur l'octroi de l'autorisation.

Tout membre du directoire ou du conseil de surveillance qui apprend qu'une telle convention est imminente doit en informer les deux organes. Le conseil de surveillance informe chaque année l'assemblée générale des autorisations qu'il a données.

A l'égard des tiers, l'article 66, paragraphe 4, est applicable.

(*) Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

| Article 80 | Article 80 |
| --- | --- |
| 1. Les membres du conseil de surveillance doivent veiller, dans l'exécution de leur fonction, aux intérêts de la société et de son personnel. | 1. Inchangé |
| 2. Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des informations ayant trait à la société ou à ses sociétés dépendantes et présentant un caractère confidentiel. Ils sont tenus à cette obligation, même après la cessation de leurs fonctions. | 2. Inchangé |

Historical Archives of the European Commission

Article 81

1. Les membres du conseil de surveillance sont solidairement responsables, envers la société, des infractions aux dispositions de ce statut ou des violations des statuts de la société.

2. Ils sont déchargés de leur responsabilité, quant aux actes auxquels il n'ont pas pris part, s'ils démontrent qu'aucune faute ne leur est imputable et qu'ils ont dénoncé ces actes au président du conseil, par écrit et sans délai, après qu'ils en ont eu connaissance.

3. Toute action en responsabilité contre les membres du conseil de surveillance se prescrit par trois ans à compter de l'acte incriminé ou, s'il a été dissimulé, de sa révélation.

Article 81

1. Les membres du conseil de surveillance répondent envers la société du préjudice résultant de toute violation des dispositions du présent statut ou des statuts de la société, ou de tout autre manquement à leurs obligations.

2. Les membres du conseil de surveillance engagent leur responsabilité solidairement et indéfiniment. Chacun des membres peut cependant être exonéré de sa responsabilité s'il démontre qu'aucune faute ne lui est imputable et s'il a dénoncé par écrit au président du conseil l'acte ou l'omission dommageable dès qu'il en a eu connaissance.

3. Les membres du conseil de surveillance ne sont pas exonérés de leur responsabilité par la décharge donnée par l'assemblée générale ni par une autorisation de celle-ci.

4. inchangé.
(ancien paragraphe 3).

Historical Archives of the European Commission

| Article 81 | Article 81 |
| --- | --- |
| 4. En cas de faillite de la société, l'action en responsabilité contre les membres du conseil peut être également intentée par le syndic. | Supprimé. voir le nouveau paragraphe 5 |
| 5. L'action en responsabilité contre les membres du conseil de surveillance est ouverte à l'assemblée générale et aux actionnaires dans les conditions fixées à l'article 72. | 5. L'action en responsabilité contre les membres du conseil de surveillance est ouverte à l'assemblée générale, aux actionnaires, aux créanciers de la société et, en cas de faillite, au syndic de la faillite, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 72. |

Historical Archives of the European Commission

Article 81-a-

1. Les membres du conseil de surveillance répondent envers les actionnaires de la SE et des tiers du préjudice subi personnellement par ceux-ci et résultant d'une violation des dispositions du présent Statut, des statuts de la société ou de tout autre manquement aux obligations qui incombent aux membres du directoire dans l'exercice de leurs fonctions.

2. L'article 81, paragraphes 2, 3 et 4, est applicable.

Historical Archives of the European Commission

Troisième section

Obligations particulières des membres du directoire, du conseil de surveillance, des vérificateurs des comptes et des actionnaires principaux

| Article 82 | Article 82 |
| --- | --- |
| 1. Dans le cas où les actions de la société sont cotées en bourse, les membres du directoire et du conseil de surveillance et les personnes chargées du contrôle des comptes de la société sont tenus, dans un délai de vingt jours qui suit leur acquisition, soit de faire mettre sous la forme nominative, soit de déposer en banque les actions de la S.E. qui appartiennent, directement ou par personne interposée, à eux-mêmes, à leur conjoint ou à leurs enfants mineurs. | 1. alinéa premier inchangé. |
| Sous réserve de la disposition de l'article 47, paragraphe 5, la même obligation incombe à toute personne possédant, directement ou par personne interposée, soit seule, soit ensemble avec son conjoint et ses enfants mineurs, plus de 10% du capital de la société. | Sous réserve de la disposition de l'article 46-a, la même obligation incombe à toute personne possédant, directement ou par personne interposée, soit seule, soit ensemble avec son conjoint et ses enfants mineurs, plus de 10% du capital de la société. |
| 2. Les personnes qui acquièrent une des qualités mentionnées au paragraphe 1 sont tenues de notifier sans délai au registre européen du commerce, aux fins d'inscription à ce registre, le nombre, | 2. inchangé. |

Historical Archives of the European Commission

Article 82

la valeur nominale et le cas échéant la catégorie des actions visées à ce paragraphe, en indiquant le nom et la qualité de leur propriétaire. Un extrait du registre des actions nominatives ou une attestation de la banque qui a reçu le dépôt est joint à l'appui de la notification.

3. Les mêmes personnes sont tenues en outre de déclarer au registre européen du commerce, aux fins d'inscription, dans un délai de 15 jours suivant chaque trimestre de l'exercice comptable, les opérations d'achat ou de vente portant sur des actions visées au paragraphe 1 qui ont été effectuées au cours de ce trimestre, avec indication du prix payé ou reçu.

4. Le registre européen du commerce tient à jour, pour chacune des personnes mentionnées au paragraphe 1, l'état du nombre, de la valeur nominale et le cas échéant de la catégorie des actions détenues par elles, ainsi qu'un relevé des opérations notifiées en vertu du paragraphe 3. Tout intéressé peut prendre connaissance de ces mentions au registre et en obtenir copie moyennant paiement des frais.

Article 82

3. inchangé.

4. inchangé.

Historical Archives of the European Commission

../...

| Article 82 | Article 82 |
| --- | --- |
| 5. Tout profit retiré par une personne mentionnée au paragraphe 1 à la suite d'opérations d'achat et de revente d'actions, ou vice-versa, faites dans un délai de six mois, pour son compte, celui de son conjoint ou de ses enfants mineurs, est de plein droit acquis à la S.E. Le montant correspondant doit être versé à la S.E. dans les huit jours du dénouement de l'opération qui a entraîné le profit. | 5. inchangé. |

Historical Archives of the European Commission

| Article 83 | Article 83 |
| --- | --- |
| L'assemblée générale a, dans les limites prescrites par ce statut, les pouvoirs de prendre des décisions sur les sujets suivants : | 1. L'assemblée générale décide en matière de : |
| a) augmentation ou réduction du capital; | a) augmentation ou réduction du capital; |
| b) émission d'obligations convertibles en actions; | b) émission d'obligations convertibles en actions oú assorties d'un droit de souscription et d'obligations participant aux bénéfices; |
| c) nomination ou révocation des membres du conseil de surveillance; | c) nomination ou révocation des membres du conseil de surveillance qui représentent les actionnaires; |
| d) exercice de l'action sociale; | d) inchangé |
| e) nomination des commissaires aux comptes; | e) inchangé |
| | f) adoption des comptes annuels, pour autant qu'ils ne soient pas adoptés par le directoire et le conseil de surveillance, dans le cas réglé à l'article 214; |
| f) destination du profit annuel; | g) affectation du profit annuel selon les dispositions de l'article 217; |
| g) modification des statuts; | h) inchangé |
| h) dissolution de la société et nomination de liquidateurs; | i) inchangé |
| i) transformation de la société; | j) inchangé |

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 83 | Articolo 83 |
|---|---|
| | k) fusion de la société avec une autre société; |
| j) fusion ou transfert de la totalité ou d'une partie importante de l'actif de la société; | l) transfert de l'actif de la société. |
| k) agrément aux contrats par lesquels la S.E. s'engage : | 2. L'autorisation de l'assemblée générale est requise pour la conclusion de contrats par lesquels la société s'engage : |
| - à mettre en commun en tout ou en partie son bénéfice ou le bénéfice d'un ou plusieurs de ses établissements avec le bénéfice mis en commun d'autres entreprises ou d'un ou plusieurs de ses établissements ou de partager le bénéfice mis en commun; | - à mettre en commun la totalité ou une partie de son bénéfice avec celui d'autres entreprises ou de parties de celles-ci, ou à répartir les bénéfices ainsi mis en commun, |
| - à donner son entreprise en location à une autre ou à la lui confier à un autre titre; | - inchangé |
| - à exercer son entreprise pour le compte d'une autre. | - inchangé |
| | L'absence ou l'irrégularité de l'autorisation de l'assemblée générale est inopposable au tiers, à moins que la société ne prouve que le tiers connaissait l'absence ou l'irrégularité de l'autorisation ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. |
| | 3. Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux pouvoirs du conseil de surveillance et du C.E.E. |

Historical Archives of the European Commission

| Article 84 | Article 84 |
| --- | --- |
| 1. L'assemblée générale est convoquée par le directoire. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, notamment afin d'examiner les comptes annuels et le rapport de gestion. Le délai peut être prolongé, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande du directoire, par décision rendue en dernier ressort par le tribunal du siège de la société. | 1. Inchangé |
| 2. Le directoire peut à tout moment convoquer l'assemblée. Il est tenu de le faire si le conseil de surveillance le demande. | 2. Inchangé |
| 3. Si le directoire néglige de convoquer une assemblée générale prescrite par ce Statut ou par les statuts ou demandée par le conseil de surveillance, ce dernier peut la convoquer. | 3. Inchangé |

Historical Archives of the European Commission

| Article 85 | Article 85 |
| --- | --- |
| 1. Un ou plusieurs actionnaires, réunissant au moins cinq pour cent du capital ou une valeur nominale d'au moins 100.000 unités de compte, ont la faculté de requérir par écrit, avec mention de leurs motifs et des sujets de l'ordre du jour, la convocation d'une assemblée générale. Les statuts pourront réduire ce pourcentage et cette quote-part. | 1. Inchangé |
| 2. S'il n'est pas donné suite à la requête visée à l'alinéa 1 dans le délai d'un mois, le ou les requérants peuvent demander en justice la convocation. Le tribunal du siège de la S.E. statue sur cette demande par décision insusceptible d'appel. S'il trouve, après avoir entendu la société, la demande justifiée, il autorise le ou les requérants à convoquer l'assemblée générale aux frais de la société, il en arrête l'ordre du jour et il en désigne le président. | 2. Inchangé |
| 3. Le ou les actionnaires visés à l'alinéa 1 du présent article ont la faculté de requérir, avant la convocation, l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine | supprimé. |

Historical Archives of the European Commission

Article 85

Article 85

assemblée générale de certains sujets. Si le directoire n'agrée pas cette inscription dans le délai d'un mois, le ou les requérants peuvent la demander en justice. Le tribunal du siège de la S.E. statue sur cette demande par décision insusceptible d'appel. S'il trouve, après avoir entendu la société, la demande justifiée, il ordonne au directoire d'inscrire un ou plusieurs des sujets, formant l'objet de la demande, à l'ordre du jour.

Historical Archives of the European Commission

Article 86

1. L'assemblée générale est convoquée par une publication dans les journaux de la société au moins quatre semaines avant la date de l'assemblée.

2. La publication contient l'ordre du jour et les propositions sur chacun des sujets à l'ordre du jour.

3. Le ou les actionnaires visés à l'alinéa 1 de l'article 85 ont la faculté de requérir, dans un délai d'une semaine après la publication visée à l'alinéa précédent, que des contre-propositions se limitant strictement aux sujets à l'ordre du jour, soient publiées de la même manière que ce dernier et pas plus tard que dix jours avant l'assemblée, à moins qu'elles ne tendent à une décision contraire à ce Statut ou aux statuts de la société ou qu'une contre-proposition identique n'aît été repoussée par une assemblée générale pendant les cinq années précédentes.

Article 86

1. L'assemblée générale est convoquée au moins un mois avant la date de la réunion.

La convocation est faite par publication dans les journaux de la société. Si la société à émis des actions nominatives, elle convoque en outre les titulaires de ces actions individuellement par écrit.

2. L'avis de convocation contient l'ordre du jour et les propositions sur ses différents points.

3. Les actionnaires qui, individuellement ou conjointement, réunissent les conditions de l'article 85, paragraphe 1, peuvent dans le délai d'une semaine à compter de la convocation, demander par lettre recommandée au directoire que de nouveaux sujets soient inscrits à l'ordre du jour ou que des contre-propositions sur les points inscrits à l'ordre du jour soient traitées.

Les nouveaux sujets de l'ordre du jour et les contre-propositions doivent être publiés dans les mêmes conditions que la convocation et ce au plus tard 10 jours avant la date de l'assemblée.

Historical Archive of the European Commission

Article 86

4. L'assemblée générale ne peut décider, sur des questions qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour régulièrement publié, qu'à l'unanimité des actionnaires représentant l'intégralité du capital.
Néanmoins, elle peut révoquer un ou plusieurs membres du conseil de surveillance nommés par elle et procéder à leur remplacement sans que la question figure à l'ordre du jour, à condition que la moitié du capital soit présente ou représentée.

Article 86

4. L'assemblée ne peut décider sur des questions qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour régulièrement publié qu'à l'unanimité des actionnaires représentant l'intégralité du capital. A défaut de cette unanimité, elle ne peut décider que la convocation d'une nouvelle assemblée générale sur un nouvel ordre du jour.

Historical Archives of the European Commission

| Article 87 | Article 87 |
| --- | --- |
| 1. Les membres du directoire et du conseil de surveillance assistent à l'assemblée générale avec voix consultative. | 1. Les membres du directoire et du conseil de surveillance prennent part à l'assemblée générale. Ils ont en cette qualité voix consultative. |
| 2. Tout actionnaire, ainsi que tout porteur de certificats d'actions ou d'obligations convertibles en actions, peut participer à l'assemblée générale. | 2. Tout actionnaire, ainsi que tout représentant d'une masse d'obligations, désigné conformément à l'article 57, peut participer à l'assemblée générale. |
| 3. Les statuts peuvent soumettre la participation à l'assemblée à la condition que les titres soient déposés auprès d'une banque au moins quinze jours avant l'assemblée générale et jusqu'à la fin de celle-ci. Dans ce cas, les banques doivent communiquer, sans délai, à la société le dépôt, la nature et la valeur nominale des titres, ainsi que les noms et adresses des déposants. | 3. Inchangé |
| 4. Les statuts peuvent aussi, au lieu du dépôt visé à l'alinéa 3, exiger la notification, par écrit ou télégraphique, au moins huit jours avant l'assemblée, de la participation à celle-ci. Dans ce cas, les mêmes indications que celles visées à l'alinéa 3 doivent être communiquées à la société. | 4. Inchangé |
| 5. Lorsque les statuts contiennent une clause visée aux alinéas 3 et 4, la publication de la convocation doit s'y référer. | 5. Inchangé |

Historical Archives of the European Commission

Article 88

1. Un actionnaire, ayant droit de vote, peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire. Ne peuvent être mandataires, les membres du directoire, les membres du conseil de surveillance, les préposés de la société ou de ses sociétés dépendantes.

2. Le mandat doit être gratuit et établi sous forme écrite. Il doit spécifier les titres dont les droits de vote seront exercés. La procuration doit être déposée auprès de la société avant la tenue de l'assemblée.

3. Le mandat ne peut être conféré pour une durée de plus de six mois. Il est révocable à tout moment. Un sous-mandat n'est pas admis.

4. Il est interdit de voter, sous son propre nom, avec des actions appartenant à autrui, sans procuration régulièrement déposée. Cette interdiction ne s'applique pas aux sociétés qui gèrent des fonds de placement.

Article 88

1. Un actionnaire ayant droit de vote peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire. Ne peuvent être mandataires, les membres du directoire, les membres du conseil de surveillance, les préposés de la société ou des entreprises qui dépendent d'elle. Les statuts peuvent prévoir des restrictions supplémentaires sans empêcher toutefois que les actionnaires puissent se faire représenter par d'autres actionnaires.
La convocation doit mentionner de telles restrictions.

2. La procuration doit être gratuite et établie par écrit. Elle doit spécifier le nombre et la valeur nominale des titres dont les droits de vote seront exercés. Elle doit être déposée auprès de la société avant la tenue de l'assemblée générale, et conservée par celle-ci pendant au moins trois ans.

3. La procuration n'est valable que pour une seule assemblée générale et, le cas échéant, pour une assemblée générale ultérieure ayant le même ordre du jour. La délégation des pouvoirs est admise. La procuration peut être revoquée à tout moment.

supprimé.

voir article 88-b.

Historical Archives of the European Commission

Article 88-a-

1. Si quelqu'un fait publiquement l'offre de solliciter les procurations des actionnaires afin de les représenter à l'assemblée générale, soit par lui-même soit par une tierce personne, les dispositions suivantes s'appliquent, outre celles de l'article 88 :

a) la demande de procuration doit être adressée par écrit à tous les actionnaires dont le nom et l'adresse sont connus;

b) la demande de procuration doit contenir au moins les indications suivantes :

aa) l'ordre du jour de l'assemblée générale;

bb) les textes de propositions sur chacun des sujets à l'ordre du jour;

cc) l'indication que les documents visés à l'article 216 sont à la disposition de l'actionnaire qui les demande;

dd) la demande d'instructions pour l'exercice du droit de vote sur chacun des sujets à l'ordre du jour;

ee) l'indication du sens dans lequel le mandataire exercera son droit de vote en l'absence d'instructions de l'actionnaire;

Historical Archives of the European Commission

Articolo 88-a-

c) le droit de vote doit être exercé selon les instructions de l'actionnaire ou, en l'absence de celles-ci, selon les indications fournies à l'actionnaire.

d) Toutefois, le mandataire peut s'écarter des instructions de l'actionnaire ou des indications données à celui-ci, en raison de circonstances inconnues lors de l'envoi des instructions ou de la demande de procuration et que l'exécution des instructions risquerait sinon de compromettre les intérêts de cet actionnaire;

e) lorsque le droit de vote a été exercé dans un sens contraire aux instructions de l'actionnaire ou aux indications données à celui-ci, le mandataire doit en informer sans délai l'actionnaire et lui en faire connaître les motifs.

2. Lorsqu'une institution de crédit sollicite les procurations de personnes qui ont des actions en dépôt chez elle, les dispositions du paragraphe 1 sont également applicables. Par dérogation au littera 1 a, cette demande ne doit être adressée qu'aux actionnaires titulaires des actions en dépôt auprès de l'institution de crédit.

Historical Archives of the European Commission

Voir art. 88 par. 4

Article 88-b-

Il est interdit de voter, sous son propre nom, avec des actions appartenant à autrui, sans procuration régulièrement déposée.

Historical Archives of the European Commission

Article 89

1. Sauf disposition contraire des statuts, l'assemblée générale est présidée par le président du conseil de surveillance, en son absence par le vice-président du conseil ou, à défaut de celui-ci, par le doyen d'âge du conseil. A défaut d'un membre du conseil de surveillance, l'assemblée élit son président elle-même.

2. Une feuille de présence est dressée par un notaire. Avant l'ouverture des délibérations, cette feuille est mise à la disposition des participants, dans la salle de réunion. Elle mentionne les nom et domicile de tous les porteurs de titres présents et représentés, ainsi que le nombre, la nature, la valeur nominale et, s'il existe plusieurs catégories, la catégorie de leurs titres. Si un représentant participe également en son nom propre comme actionnaire à l'assemblée, les mentions doivent être faites séparément.

3. Tout participant à l'assemblée générale peut y demander la parole sur le sujet de l'ordre du jour, soumis aux débats par le président. Tout actionnaire peut faire des contre-propositions sur chaque sujet de l'ordre du jour. Le président dirige les débats et peut prendre toute mesure d'ordre qui lui semble opportune.

Article 89

1. Inchangé

2. A chaque assemblée générale, une feuille de présence doit être établie avant l'ouverture des délibérations. Elle contient les indications suivantes :

a) le nom et le domicile des actionnaires présents;

b) le nom et le domicile des actionnaires représentés et de leurs mandataires;

c) le nombre, la catégorie et la valeur nominale des actions de chaque actionnaire présent ou représenté.

3. Inchangé

Historical Archives of the European Commission

Article 89

4. Le président décide l'ordre des votes s'il y a plusieurs propositions sur le même sujet. Les statuts peuvent prévoir que les votes, relatifs à la nomination ou à la révocation des membres du conseil de surveillance, donnent lieu au scrutin secret; l'assemblée générale peut toujours, à la majorité des voix, décider autrement. Les votes relatifs aux nominations peuvent se faire par acclamation si aucun des actionnaires, ayant droit de vote, ne s'y oppose.

Article 89

4. Inchangé

Historical Archives of the European Commission

Article 90

1. Au cours de l'assemblée générale, tout actionnaire qui en fait la demande a le droit d'être informé par le directoire des affaires de la société dans la mesure où l'information demandée est nécessaire pour se prononcer en connaissance de cause sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. Cette obligation d'informer s'étend aux relations juridiques et d'affaires existant entre la S.E. et les sociétés dépendantes ou dominantes ou les entreprises liées à elle à l'intérieur d'un groupe.

2. L'information doit répondre aux exigences d'un compte rendu sérieux et de bonne foi.

3. Le directoire peut refuser l'information dans la mesure :

a) où selon l'appréciation d'un commerçant raisonnable, elle serait de nature à nuire dans une mesure considérable à la S.E. ou à une société dépendante ou dominante;

b) où, en la divulgant, il commetrait une infraction pénale.

4. Lorsque l'information est refusée à l'actionnaire, celui-ci peut demander l'inscription au procès-verbal de l'assemblée générale de sa question et du motif du refus qui lui a été opposé.

Article 90

1. Au cours de l'assemblée générale tout actionnaire qui en fait la demande a le droit d'être informé par le directoire des affaires de la société dans la mesure où l'information demandée est nécessaire pour se prononcer en connaissance de cause sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. Cette obligation d'informer s'étend aux relations juridiques et d'affaires existant entre la S.E. et les entreprises dépendantes ou dominantes et les entreprises liées à elle à l'intérieur d'un groupe.

2. Inchangé.

3. Le directoire peut refuser l'information dans la mesure :

a) où selon l'appréciation d'un commerçant raisonnable, elle serait de nature à nuire dans une mesure considérable à la S.E. ou à une entreprise dépendante ou dominante ou à une entreprise liée à elle à l'intérieur d'un groupe.

b) Inchangé.

4. Inchangé.

Historical Archives of the European Commission

Article 90

5. L'actionnaire à qui l'information a été refusée pourra saisir du bien-fondé de ce refus le tribunal du siège de la S.E. Celui-ci statuera par décision insusceptible d'appel. La demande devra être introduite dans le délai de deux semaines à compter de la date de clôture de l'assemblée générale.

6. Si le droit à l'information est reconnu au demandeur, le directoire doit publier dans les quatre semaines qui suivent, dans les journaux de la société, en même temps que la question, l'information correspondante.

Article 90

5. L'actionnaire à qui l'information a été refusée peut saisir du bien-fondé de ce refus le tribunal du siège de la S.E.. Celui-ci statue en dernier ressort. La demande doit être introduite dans le délai de deux semaines à compter de la clôture de l'assemblée générale. Les débats ont lieu en chambre du Conseil.

6. Inchangé

Historical Archives of the European Commission

Article 91

1. Chaque action confère de plein droit, sous réserve de la disposition de l'article 49, alinéa 2, un droit de vote proportionnel à la partie du capital qu'elle représente; chaque action donne droit à une voix au moins.

2. L'assemblée statue à la majorité des voix valablement exprimées, sauf dans les cas où ce statut exige une majorité plus importante.

3. Dans les cas où ce statut n'exige pas une majorité spéciale, il est loisible aux statuts d'en prévoir une sans qu'elle puisse dépasser quatre cinquième des voix valablement exprimées.

Voir art. 92 paragraphe 3 de la proposition initiale

Article 91

1. Inchangé

2. L'assemblée générale statue à la majorité des voix valablement exprimées, sauf dans les cas où le présent statut exige une majorité plus forte. Les statuts de la société peuvent prescrire des majorités spéciales, sans qu'elles puissent, en aucun cas, dépasser quatre cinquième des voix valablement exprimées.

3. Un actionnaire ou son mandataire ne peut exercer le droit de vote attaché à ses propres actions ou à des actions appartenant à des tiers, si la décision de l'assemblée générale a pour objet

a) de faire valoir des revendications de la société envers cet actionnaire;

b) de décharger cet actionnaire d'obligations qu'il a envers la société ou

c) d'approuver des contrats passés entre la société et cet actionnaire.

Historical Archives of the European Commission

| Article 92 | Article 92 |
| --- | --- |
| 1. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier. Toutefois, dans les délibérations modificatives des statuts, il appartient au nu-propriétaire. | 1. Inchangé |
| 2. Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage. A cet effet, pendant les quinze jours avant l'assemblée générale et jusqu'à la fin de celle-ci, le créancier gagiste dépose, à la demande de son débiteur, les actions qu'il détient en gage auprès d'une banque, désignée par la société à la demande du débiteur. | 2. Inchangé |
| 3. Un actionnaire ne peut exercer son droit de vote ou le faire exercer par un autre, à l'occasion d'une décision sur sa décharge, ou sur toute autre décision à laquelle il a un intérêt opposé à celui de la société. | Supprimé<br>Voir article 91, paragraphe 3 du nouveau texte. |

Historical Archives of the European Commission

Article 93

1. Les actionnaires peuvent, à titre gratuit, convenir de laisser à l'un d'eux ou à un tiers le soin d'exercer le droit de vote. Sont cependant nulles toutes conventions par lesquelles les actionnaires s'engagent à voter sur instructions du directoire ou du conseil de surveillance ou dans le sens des propositions de ces organes.

2. La convention doit être communiquée à la société. Elle ne prendra effet à l'égard de la société qu'à partir de la notification. Les votes intervenus en vertu d'une telle convention, mais avant la notification, sont nuls.

3. Les noms des parties à cette convention ainsi que le montant total de leurs actions doivent être mentionnés dans le rapport de gestion. Doit être mentionnée de la même façon la date à laquelle la convention prend fin.

Article 93

1. Les actionnaires peuvent, à titre gratuit, convenir de laisser à l'un d'eux ou à un tiers le soin d'exercer le droit de vote. Sont cependant nulles toutes conventions par lesquelles les actionnaires s'engagent à voter sur instruction du directoire ou du conseil de surveillance ou dans le sens des propositions de ces organes. Il en va de même lorsque les instructions ou les propositions émanent du ou des organes de l'entreprise dépendante.

2. La convention doit être écrite et notifiée à la société. Les votes émis en vertu d'une telle convention, mais avant sa notification, sont nuls. La résiliation de la convention doit être également notifiée à la société.

3. Lorsqu'une convention de vote a été notifiée à la société, les noms des parties, ainsi que le montant total de leurs actions, doivent être mentionnés dans le rapport de gestion. Il en va de même lorsque la résiliation de la convention a été notifiée à la société.

Historical Archives of the European Commission

| Article 94 | Article 94 |
| --- | --- |
| 1. Le procès-verbal de l'assemblée générale est établi par notaire; il fait mention des points discutés, des interventions dont il a été demandé acte et des décisions prises par l'assemblée générale. | 1. Inchangé |
| 2. La feuille de présence et les documents justificatifs de la convocation sont joints en annexe au procès-verbal, ainsi que les rapports présentés aux actionnaires sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. | 2. Inchangé |
| 3. Le directoire dépose, aussitôt après l'assemblée générale, deux copies légalisées du procès-verbal et de ses annexes auprès du registre européen du commerce. | 3. Inchangé |

Historical Archives of the European Commission

Article 95

1. Sous réserve des procédures et dispositions spéciales prévues dans ce statut, les décisions de l'assemblée générale peuvent être annulées pour violation des dispositions de ce statut ou des statuts de la société dans les conditions suivantes.

2. L'action en annulation peut être intentée par tout actionnaire et par tout autre intéressé, sous condition que puisse être invoqué un intérêt raisonnable à ce que la disposition violée fût respectée.

3. L'action en annulation est portée, dans les trois mois après le dépôt du procès-verbal de l'assemblée auprès du registre européen du commerce, devant le tribunal du siège de la S.E. Elle est dirigée contre la société. Si la cause d'annulation a été dissimulée, on peut s'en prévaloir dans les trois mois qui suivent sa révélation.

Article 95

1. Inchangé

2. L'action en annulation peut être intentée par tout actionnaire ou tout autre intéressé, sous condition que puisse être invoqué un intérêt au respect de la disposition violée et que la décision de l'assemblée générale a pu être modifiée ou influencée par cette violation.

3. Inchangé

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 95 | Articolo 95 |
| --- | --- |
| 4. Sur requête du demandeur, le juge peut, après avoir entendu la société, suspendre l'exécution de la décision attaquée. Le juge peut également, sur requête de la société, après avoir entendu le demandeur, ordonner que celui-ci fournisse caution pour le dommage éventuel causé par son action ou par la suspension de l'exécution de la décision, dans le cas où l'action serait rejetée comme dénuée de tout fondement. | 4. inchangé. |
| 5. Les jugements prononçant l'annulation ou la suspension de la décision produisent leurs effets à l'égard de tous, sous réserve des droits acquis à l'égard de la société par des tiers de bonne foi. Le directoire dépose, sans retard, deux copies légalisées du jugement ou de l'ordonnance auprès du registre européen du commerce. | 5. inchangé. |
| 6. L'annulation d'une décision ne peut plus être prononcée par le juge si cette décision a été remplacée par une autre, prise en conformité avec le statut et les statuts de la société. Le juge peut, même d'office, accorder le délai nécessaire pour que l'assemblée puisse prendre cette nouvelle décision. | 6. inchangé. |

Historical Archives of the European Commission

| Article 96 | Art. 16 [illegible] |
| --- | --- |
| 1. Les décisions de l'assemblée générale qui, dans leur contenu, violent l'ordre public ou les bonnes mœurs sont nulles de plein droit. | supprimé. |
| 2. Tout intéressé peut se prévaloir de la nullité visée à l'alinéa premier dans les trois ans qui suivent la décision. Si la cause de la nullité a été dissimulée, on peut s'en prévaloir dans les trois ans qui suivent sa révélation. | supprimé. |

Historical Archives of the European Commission

Cinquième section

Contrôle spécial des organes

Article 97

1. Lorsqu'il existe des présomptions sérieuses que le directoire ou le conseil de surveillance ou l'un de leurs membres a commis une violation grave des obligations lui incombant ou que ces organes ou l'un d'eux ne sont plus en mesure de remplir normalement leur mission et qu'il pourrait en résulter un préjudice spécialement important pour la société :

- les actionnaires qui possèdent ensemble soit 10 % du capital social, soit des actions d'une valeur de 200 000 unités de compte,
- le représentant d'une masse de porteurs d'obligations,
- le Comité européen d'entreprise,

peuvent demander, par requête motivée, la désignation d'un ou plusieurs commissaires spéciaux au tribunal du siège de la société ou à la juridiction que les Etats membres auraient spécialement désignée pour recevoir cette demande.

Article 97

1. Lorsqu'il existe des présomptions sérieuses que le directoire ou le conseil de surveillance ou l'un de leurs membres a commis une violation grave des obligations lui incombant ou que ces organes ou l'un d'eux ne sont plus en mesure de remplir normalement leur mission et qu'il pourrait en résulter un préjudice spécialement important pour la société :

- les actionnaires qui possèdent ensemble soit 10 % du capital social, soit des actions d'une valeur de 200 000 unités de compte,
- le Comité européen d'entreprise ou
- le représentant d'une masse de porteurs d'obligations

peuvent demander, par requête motivée, la désignation d'un ou plusieurs commissaires spéciaux au tribunal compétent.

2. Est compétent le tribunal du siège de la société pour autant que l'Etat membre intéressé n'a pas attribué une compétence exclusive pour la désignation de commissaires spéciaux à un tribunal spécialement désigné.

Historical Archives of the European Commission

| Article 98 | Article 98 |
| --- | --- |
| 1. Le tribunal instruit la demande et procède à l'audition des parties en chambre du conseil. | 1. Le tribunal informe la société et les personnes directement concernées du dépôt de la requête . Il instruit la demande et procède à l'audition des intéressés en chambre du conseil. |
| 2. Si le tribunal estime la requête fondée, il nomme, aux frais de la société, un ou plusieurs commissaires spéciaux et précise la situation de fait sur laquelle doivent porter leurs investigations. En cours de vérification, la mission des commissaires spéciaux peut, sur leur demande et après audition de la société, être étendue par le tribunal. | 2. Si le tribunal estime prima facie la requête fondée, il nomme, aux frais de la société, un ou plusieurs commissaires spéciaux et précise la situation de fait sur laquelle doivent porter leurs investigations. En cours de vérification, la mission des commissaires spéciaux peut, sur leur demande et après audition de la société, être étendue par le tribunal. |
| 3. La décision de nomination des commissaires spéciaux et, le cas échéant, celle d'extension de leur mission ne sont pas susceptibles d'appel. Elles sont publiées dans les journaux de la société. | 3. inchangé. |
| 4. Le tribunal peut exiger de la société le dépôt d'une somme d'argent ou d'une garantie bancaire en vue du paiement des honoraires des commissaires spéciaux. Leur rémunération est fixée par le tribunal au terme de leur mission et après leur audition. Pendant le cours de la vérification, le tribunal peut élever le montant du dépôt de garantie. | 4. inchangé. |

Historical Archives of the European Commission

| Article 98 | Article 98 |
| --- | --- |
| 5. Les commissaires spéciaux ont les mêmes pouvoirs que les commissaires aux comptes. | 5. inchangé. |
| 6. Au terme de leur mission, les commissaires spéciaux doivent déposer leur rapport auprès du tribunal qui les a nommés.<br><br>voir article 99, paragraphe 1, de la proposition initiale. | 6. Au terme de leur mission, les commissaires spéciaux doivent déposer leur rapport auprès du tribunal qui les a nommés. Le greffier donne immédiatement avis aux parties du dépôt du rapport des commissaires spéciaux. Les intéressés peuvent obtenir copie du rapport. |

Historical Archives of the European Commission

Article 99

1. Le greffier donne immédiatement avis aux parties du dépôt du rapport des commissaires spéciaux. Les parties peuvent obtenir copie du rapport. Le tribunal est saisi à la requête de la partie la plus diligente.

2. En se fondant sur les éléments contenus dans le rapport, le tribunal peut, après l'audition des parties :

- suspendre de leurs fonctions un ou plusieurs membres des organes

Article 99

supprimé.

voir article 98 paragraphe 6 du nouveau texte.

1. Chacun des intéressés peut saisir le tribunal dans un délai de deux mois à dater du dépôt du rapport. A défaut, le tribunal prononce la clôture de la procédure.

2. Le tribunal statue en se fondant sur les éléments recueillis, après audition des intéressés. Il n'est pas lié par les requêtes. Il ordonne les mesures d'instruction qu'il estime nécessaires.

3. Le tribunal arrête les mesures appropriées à la situation. Il peut :

- suspendre provisoirement de leurs fonctions un ou plusieurs membres du directoire ou du conseil de surveillance de la société,

Historical Archives of the European Commission

| Article 99 | Article 99 |
| --- | --- |
| - les révoquer<br>- nommer à titre provisoire de nouveaux membres de ces organes. | - les révoquer<br>- nommer à titre provisoire de nouveaux membres de ces organes,<br>- suspendre ou annuler des décisions et délibérations du directoire, du conseil de surveillance ou de l'assemblée générale,<br>- dissoudre la société.<br>Le tribunal peut surseoir à l'adoption de mesures à condition que la société mette fin aux anomalies incriminées dans un délai fixé par le tribunal. |
| 3. Le tribunal règle les conséquences des mesures qu'il prend. Il peut abréger ou prolonger, sur demande de la société, la durée des mesures de suspension. Il fixe la rémunération que la société doit payer aux personnes nommées à titre provisoire. | 4. inchangé (ancien paragraphe 3) |
| 4. Le tribunal peut ordonner l'exécution provisoire des décisions prises en application des alinéas 2 ou 3. Ces mesures n'ont d'effet vis-à-vis des tiers qu'au jour de leur publication dans les journaux de la société. Elles | 5. Le tribunal peut ordonner l'exécution provisoire des décisions prises en application des paragraphes 3 ou 4, à l'exception de la dissolution de l'entreprise. |

Historical Archives of the European Commission

../...

Article 99

doivent également être inscrites au registre européen du commerce.

Article 99

Les décisions du tribunal prises en vertu des paragraphes 1, 3 ou 4 sont inscrites au registre européen du commerce et publiées dans les journaux de la société. Les mesures ordonnées par le tribunal n'ont effet vis-à-vis des tiers qu'à dater de leur publication dans les journaux de la société.

Historical Archives of the European Commission

# TITRE V

## LA REPRESENTATION DES TRAVAILLEURS DANS LA S.E.

### Première section

### Le comité européen d'entreprise

### PREMIERE SOUS-SECTION

### GENERALITES

Article 100

Dans toute société anonyme européenne ayant des établissements dans plusieurs Etats membres, il est institué un comité européen d'entreprise.

Article 100

Dans toute S.E. ayant au moins deux établissements occupant chacun au moins cinquante travailleurs et situés dans des Etats membres différents, il est institué un comité européen d'entreprise (C.E.E.).

Historical Archives of the European Commission

Article 101

Pour autant que le présent Statut n'en dispose pas autrement, les organes de représentation des travailleurs instituées dans les établissements de la société anonyme européenne en vertu des législations nationales subsistent avec les attributions et pouvoirs qui leur sont conférés selon le droit national.

Article 101

Pour autant que le présent Statut n'en dispose pas autrement, les organes de représentation des travailleurs institués dans les établissements de la S.E. en vertu des législations nationales subsistent avec les attributions et pouvoirs qui leur sont conférés par le droit national.*

Historical Archives of the European Commission

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Article 102

Constituent des organes de représentation des travailleurs au sens de la première section du présent titre, pour les établissements situés :

- en république fédérale d'Allemagne : die Betriebsräte créés par la loi du 11 octobre 1952;

- en Belgique : de ondernemingsraden, les conseils d'entreprise créés par la loi du 20 septembre 1948;

- en France : les comités d'entreprise créés par l'ordonnance du 22 février 1945;

- en Italie : le commissioni interne d'azienda issues de la convention collective du 18 avril 1966;

- au Luxembourg : les délégations ouvrières principales créées par la loi du 20 novembre 1962 et les délégations d'employés créées par la loi du 20 avril 1962;

- aux Pays-Bas : les ondernemingsraden créés par la loi du 4 mai 1950.

Article 102

1. Les organes de représentation des travailleurs existant dans les différents Etats membres, auxquels se réfèrent les dispositions du présent titre, sont énumérés dans l'annexe I du présent Statut.

2. La Commission des Communautés européennes procèdera à la mise à jour de cette annexe sur la base des modifications apportées aux dispositions nationales et aux conventions collectives régissant la représentation des travailleurs, dès qu'un Etat membre lui aura donné communication de telles modifications.

Historical Archives of the European Commission

cf. article 116 paragraphe 2 de la proposition initiale.

Article 102-a-

Au sens des dispositions du présent titre, la qualité de syndicat représenté dans un établissement est régie par le droit de l'Etat membre où se trouve cet établissement.

Historical Archives of the European Commission

## DEUXIEME SOUS-SECTION

## COMPOSITION ET ELECTION

Article 103

1. Les membres du comité européen d'entreprise sont élus par les travailleurs de chaque établissement de la société anonyme européenne.

cf. article 105 de la proposition initiale.

Article 103

1. Les membres du C.E.E. sont élus par les travailleurs des établissements de la S.E. à l'intérieur de la Communauté occupant au moins cinquante travailleurs.

2. Dans chaque établissement de la S.E., sont élus au comité européen d'entreprise :

- pour 50 à 199 travailleurs: un représentant;
- pour 200 à 499 travailleurs: deux représentants;
- pour 500 à 999 travailleurs: trois représentants;
- pour 1000 à 2999 travailleurs: quatre représentants;
- pour 3000 à 4999 travailleurs: cinq représentants;
- à partir de 5000 travailleurs, par tranche supplémentaire de 5000 travailleurs : un représentant.

Il est élu un nombre identique de membres suppléants.

Historical Archives of the European Commission

Article 103

2. Lorsque l'ensemble du patrimoine d'une société anonyme européenne ayant des établissements dans plusieurs Etats membres est transféré à une autre société anonyme européenne, les membres du comité européen d'entreprise de la société anonyme européenne absorbée deviennent membres du comité européen d'entreprise de la société anonyme européenne absorbante.

supprimé (cf. article 103 a)

3. Lorsque l'ensemble du patrimoine d'une société de droit national ou d'une société anonyme européenne n'ayant des établissements que dans un seul Etat membre est transféré à une société anonyme européenne, le comité européen d'entreprise de la société anonyme européenne absorbante est élargi afin d'accueillir les membres qu'élisent les organes de représentation de la sociétéabsorbée.

supprimé (cf. article 103 a)

Historical Archives of the European Commission

Article 103-a-

(cf. article 103 paragraphes 2 et 3 de la proposition initiale)

1. Lorsque l'ensemble du patrimoine d'une S.E. est transféré à une autre S.E. et qu'il a été constitué, dans les deux sociétés, un C.E.E., les membres du C.E.E. de la S.E. absorbée deviennent membres du C.E.E. de la S.E. absorbante.

2. Lorsqu'une S.E. dans laquelle a été constitué un C.E.E. acquiert, dans d'autres conditions que celles fixées au paragraphe 1, un ou plusieurs établissements occupant au moins 50 travailleurs ou lorsqu'elle ouvre un ou plusieurs nouveaux établissements occupant chacun au moins 50 travailleurs, le C.E.E. de la S.E. est élargi pour accueillir les membres qui sont élus dans ces établissements conformément à l'article 103 paragraphe 2, à moins que ces établissements aient été acquis ou ouverts moins de 15 mois avant l'expiration du mandat du C.E.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 104

L'élection des membres à déléguer au comité européen d'entreprise est soumise aux règles applicables à l'élection des membres travailleurs des organes de représentation désignés à l'article 102.

Article 104

L'élection des membres à déléguer au C.E.E. est soumise aux règles figurant à l'annexe II du présent Statut. Ces règles font partie intégrante du Statut.

Historical Archives of the European Commission

Article 105

Dans chaque établissement de la S.E. seront élus au comité européen d'entreprise :

- pour 200 à 999 travailleurs : 2 représentants;
- pour 1 000 à 2 999 travailleurs : 3 représentants;
- pour 3 000 à 4 999 travailleurs: 4 représentants;
- à partir de 5 000 travailleurs, par tranche supplémentaire de 5 000 travailleurs : 1 représentant.

Un nombre identique de membres suppléants est élu.

supprimé (cf. article 103 du nouveau texte)

Historical Archives of the European Commission

Article 106

Le scrutin doit avoir lieu dans les deux mois suivant la constitution de la société anonyme européenne.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

## TROISIEME SOUS-SECTION

## DUREE DU MANDAT

| Article 107 | Article 107 |
| --- | --- |
| 1. Le Comité européen d'entreprise est élu pour une durée de trois ans. | 1. Le C.E.E. est élu pour une durée de quatre ans. Ce mandat prend cours le jour de la réunion constitutive du comité. Il est renouvelable. |
| 2. L'élection d'un travailleur au sein du comité européen d'entreprise n'affecte pas sa qualité éventuelle de membre des organes de représentation désignés à l'article 102. | 2. L'élection d'un travailleur au sein du C.E.E. n'affecte pas sa qualité éventuelle de membre des organes de représentation énumérés à l'annexe I du présent Statut. |

Historical Archives of the European Commission

Article 108

Le mandat des membres du comité européen d'entreprise prend fin à l'expiration du mandat du comité européen d'entreprise, par démission, par rupture du contrat de travail et par perte des conditions d'éligibilité.

(cf. article 110 de la proposition initiale)

Article 108

1. Le mandat des membres du C.E.E. prend fin à l'expiration du mandat du comité ou lors de la dissolution du comité, et, dans les cas prévus à l'article 103 a , à l'expiration du mandat du C.E.E. de la société absorbante. Le mandat expire également par démission, par rupture du contrat de travail et par perte des conditions d'éligibilité fixées à l'annexe II du présent Statut.

2. Tout membre du C.E.E. dont le mandat expire avant terme ou qui est exclu du comité ou qui est empêché de manière permanente ou temporaire est remplacé par son suppléant.

3. Si les nouveaux représentants d'un établissement n'ont pas encore été élus au moment de la réunion constitutive du C.E.E., les représentants de cet établissement au C.E.E. sortant restent en fonction jusqu'à ce que l'élection ait eu lieu.

Historical Archives of the European Commission

Article 108-a-

1. L'exclusion d'un membre du C.E.E. et la dissolution du C.E.E., pour violation grave des obligations qui leur incombent au titre du présent Statut, peuvent être requises devant la juridiction compétente en vertu de la législation nationale par un quart au moins des travailleurs ayant droit de vote, par le directoire de la S.E. ou par un syndicat représenté dans l'établissement de la S.E.

L'exclusion d'un membre peut également être demandée par le C.E.E.

2. En cas de dissolution du C.E.E., le tribunal du siège de la S.E. institue sans délai une commission électorale qui organise de nouvelles élections.

Historical Archives of the European Commission

| Article 109 | Article 109 |
| --- | --- |
| 1. Deux mois avant l'expiration du mandat du comité européen d'entreprise, il est procédé à l'élection des membres qui composeront le comité européen d'entreprise pendant la période suivante. | supprimé |
| (cf article 111, paragraphe 1 de la proposition initiale) | 1. Le C.E.E. élu pour la première fois est convoqué en réunion constitutive par le directoire de la S.E. au plus tard 100 jours après la constitution de la S.E. ou après la date à laquelle les conditions de l'article 100 ont été réunies, à moins que le nombre de membres du C.E.E. élus soit inférieur à la moitié. |
| 2. Le nouveau comité européen d'entreprise est convoqué pour sa réunion constitutive par le président de l'ancien comité européen d'entreprise au plus tard un mois après l'expiration du mandat de ce dernier. | 2. Le C.E.E. nouvellement élu tient sa réunion constitutive au plus tard trente jours après l'expiration du mandat du comité précédent. Il est convoqué par le président de l'ancien comité. |
| 3. Jusqu'à la réunion constitutive du nouveau comité européen d'entreprise l'ancien continue à expédier les affaires courantes. | 3. inchangé |
| | 4. Un délai d'au moins 15 jours doit s'écouler entre la convocation et la réunion constitutive du C.E.E. |

Historical Archives of the European Commission

Article 110

Tout membre du comité européen d'entreprise dont le mandat expire avant terme ou qui est temporairement empêché doit être remplacé par un membre suppléant.

supprimé
(cf. article 108 paragraphe 2)

Historical Archives of the European Commission

## QUATRIEME SOUS-SECTION

## FONCTIONNEMENT

| Article 111 | Article 111 |
| --- | --- |
| 1. Après la constitution de la société anonyme européenne, le comité européen d'entreprise est convoqué par le directoire pour sa réunion constitutive dans le délai d'un mois à compter de la date du scrutin. | supprimé<br>voir article 109 paragraphe 1 de la nouvelle version. |
| 2. Les membres présents élisent un président et se donnent un règlement intérieur. | 1. Lors de la réunion constitutive du C.E.E., les membres présents du comité élisent un président et un vice-président et arrêtent un règlement intérieur. |
| 3. Le mandat du comité européen d'entreprise au sens de l'article 107 débute le jour de la réunion constitutive. | supprimé<br>voir article 107 paragraphe 1 de la nouvelle version. |
| | 2. Au cours de cette réunion, le C.E.E. ne peut prendre de décisions que si tous ses membres ont été invités à la réunion et si la moitié au moins d'entre eux sont présents. |

Historical Archives of the European Commission

Article 111

3. [illegible], A l'exception de l'assemblée constitutive, les membres absents peuvent prendre part aux décisions en donnant pouvoir de les représenter à un membre présent.

4. Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents et représentés.

5. Le C.E.E. peut constituer des groupes de travail auxquels il délègue certaines de ses tâches.

Historical Archives of the European Commission

Article 112

Aucun travailleur, membre effectif ou suppléant du comité européen d'entreprise, ne peut être licencié durant son mandat au sein du comité européen d'entreprise ni durant les trois années suivant l'expiration de ce mandat si ce n'est pour un motif autorisant la société anonyme européenne, selon le droit national, à rompre le contrat de travail sans préavis.

Article 112

1. Aucun travailleur, membre effectif ou suppléant du C.E.E., ne peut être licencié durant son mandat au sein du C.E.E. ni durant les deux années suivant l'expiration de ce mandat si ce n'est pour un motif autorisant la S.E., selon le droit national, à rompre le contrat de travail sans préavis. Dans ce dernier cas, le C.E.E. devra être préalablement consulté.

2. Les candidats au C.E.E. bénéficient des mêmes garanties depuis le moment où ils posent leur candidature, jusqu'à l'expiration du troisième mois à compter de la proclamation des résultats des élections.

3. Tout licenciement prononcé en violation de ces dispositions est nul.

Historical Archives of the European Commission

Article 113

1. Durant leur mandat, les membres du comité européen d'entreprise sont dispensés de leurs obligations professionnelles dans la mesure où ils l'estiment nécessaire à l'exécution de leurs tâches au sein du comité européen d'entreprise.

2. Les membres du comité européen d'entreprise continuent de percevoir les salaires et traitements y compris toutes allocations et gratifications qui leur étaient payés avant leur élection au comité européen d'entreprise. Ils bénéficient de tous les avantages et augmentations de salaires, traitements, allocations et gratifications.

Article 113

1. Durant leur mandat, les membres du C.E.E. sont dispensés de leurs obligations professionnelles dans la mesure où le C.E.E. l'estime nécessaire à l'exécution de leurs tâches au sein du C.E.E.

2. Leurs fonctions au sein du C.E.E. ne doivent entraîner pour les membres aucun désavantage, notamment quant à leurs rémunérations et leur carrière professionnelle. Ils bénéficient de toutes les augmentations de salaires ou traitements, allocations, gratifications et autres avantages.

Historical Archives of the European Commission

Article 114

Les membres et les anciens membres du comité européen d'entreprise sont tenus à une obligation particulière à l'égard des secrets d'entreprise et d'affaires dont ils auront eu connaissance du fait de leur appartenance au comité européen d'entreprise et lorsque ces secrets auront été déclarés tels par le directoire. Il en est de même des membres suppléants.

Article 114

1. Les membres et les anciens membres du C.E.E. ainsi que leurs suppléants sont tenus de ne pas divulguer les secrets d'entreprise ou d'affaires dont ils auront eu connaissance du fait de leur appartenance au C.E.E. et lorsque ces secrets auront été déclarés tels par le directoire. Cette obligation vaut pour la période indiquée par ce dernier.

La même obligation s'impose aux délégués syndicaux visés à l'article 116 et aux experts visés à l'article 117.

2. L'obligation au secret au sens du paragraphe 1 n'existe pas à l'égard des membres du conseil de surveillance de la S.E. et des membres du comité d'entreprise de groupe.

3. Le C.E.E. a la faculté de saisir le tribunal du siège de la S.E. de la question de savoir si le directoire a, à juste titre, déclaré confidentielles certaines informations. Le tribunal siège à huis clos et statue par voie d'ordonnance sans appel.

Historical Archives of the European Commission

Article 115

Les frais de fonctionnement du comité européen d'entreprise sont à la charge de la société anonyme européenne.

Article 115

Les frais occasionnés par l'élection et le fonctionnement du C.E.E. sont à la charge de la S.E.

Historical Archives of the European Commission

| Article 116 | Article 116 |
| --- | --- |
| 1. Sur demande d'un sixième des membres du comité européen d'entreprise, celui-ci peut décider, à la majorité, qu'un délégué d'un syndicat représenté dans un établissement de la société anonyme européenne a le droit de participer à certaines réunions du comité avec voix consultative. | Le C.E.E. peut décider, à la majorité, qu'un délégué d'un syndicat représenté dans un établissement de la S.E. a le droit de participer à certaines réunions du comité avec voix consultative. |
| 2. La qualité de syndicat représenté dans un établissement de la société anonyme européenne est réglée par la loi du lieu de cet établissement. | supprimé<br>voir article 102-a- de la nouvelle proposition. |

Historical Archives of the European Commission

Article 117

Pour l'étude de certaines questions, le comité européen d'entreprise peut faire appel à un ou à plusieurs experts s'il estime nécessaire à la bonne exécution de ses tâches. Le directoire doit mettre à la disposition des experts tous les documents nécessaires à leur travail, à moins que des intérêts impérieux de la société ne s'y opposent. Les frais occasionnés par la consultation des experts sont à la charge de la société anonyme européenne.

Article 117

Pour létude de certaines questions, le C.E.E. peut faire appel à un ou à plusieurs experts si les difficultés que ces questions présentent le justifient. Le directoire doit mettre gratuitement à la disposition des experts tous les documents nécessaires à leur travail, à moins que des intérêts impérieux de la société ne s'y opposent. Les frais occasionnés par la consultation sont supportés par la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 118

1. Le comité européen d'entreprise informe régulièrement les travailleurs de ses travaux sous la forme qui lui semble la plus appropriée.

2. Les informations données doivent tenir compte des intérêts de la société anonyme européenne et ne pas divulguer des secrets d'exploitation ou de fabrication spécialement protégés dans un des Etats membres.

Article 118

1. Le C.E.E. informe régulièrement de son activité les travailleurs et leurs représentants sous la forme qui lui semble la plus appropriée.

2. Les informations données doivent tenir compte des intérêts de la S.E. et ne doivent notamment pas divulguer des secrets d'entreprise ou d'affaires.

Historical Archives of the European Commission

## CINQUIEME SOUS-SECTION
## MISSION ET POUVOIRS

### Article 119

1. Le comité européen d'entreprise a pour mission de représenter les intérêts des travailleurs de la société anonyme européenne.

2. La compétence du comité européen d'entreprise est limitée aux affaires qui concernent l'ensemble de la société anonyme européenne ou plusieurs de ses établissements. Sa compétence ne s'étend pas aux affaires faisant l'objet d'une convention collective au sens de la quatrième section du présent titre.

3. Le comité européen d'entreprise a l'obligation de veiller à faire observer les dispositions légales existant en faveur des travailleurs de la société anonyme européenne, les conventions collectives conclues conformément aux dispositions de la quatrième section et les accords d'entreprise conclus par ses soins.

### Article 119

1. Le C.E.E. a pour mission de représenter les intérêts des travailleurs de la S.E. (*)

2. La compétence du C.E.E. s'étend aux questions qui concernent plusieurs établissements situés dans des Etats membres différents et qui ne peuvent être réglées par les organes nationaux de représentation des travailleurs au niveau de ces établissements. Dans la mesure où des points sont réglés par une convention collective, ils ne sont pas de la compétence du C.E.E.

Le C.E.E. ne peut négocier ni conclure d'accords concernant les conditions de travail des travailleurs à moins qu'une convention collective européenne ne lui donne expressément l'autorisation de conclure des accords complémentaires.

3. Le C.E.E. a l'obligation de veiller à faire observer les dispositions légales existant en faveur des travailleurs de la S.E., les conventions collectives conclues conformément aux dispositions de la quatrième section et les accords d'entreprise conclus par ses soins. (*

(*) Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

Article 120

1. Le directoire et le comité européen d'entreprise se réunissent à intervalles réguliers pour des délibérations communes.

2. Le directoire de la société anonyme européenne informe régulièrement le comité européen d'entreprise de la situation économique générale de la société anonyme européenne et de son évolution future. A cet effet, il lui fait parvenir chaque trimestre un rapport sur le trimestre écoulé. Le rapport doit contenir au moins :

- un aperçu général de l'évolution des secteurs économiques dans lesquels la société anonyme européenne exerce ses activités;

- un aperçu de l'évolution des affaires de la société anonyme européenne;

Article 120

1. Le directoire et le C.E.E. se réunissent à intervalles réguliers et au moins quatre fois par an.

2. Le directoire présente au moins une fois tous les trois mois au C.E.E. un rapport sur la situation économique générale de la S.E. et son évolution future. Dans ce rapport, le directoire doit en temps utile et de manière complète renseigner le C.E.E. au moins sur les questions suivantes :

- l'évolution générale des secteurs économiques dans lesquels la S.E. et les entreprises de groupe qui dépendent d'elle exercent leurs activités;

- la situation économique et financière de la S.E. le cas échéant compte tenu de ses relations avec d'autres entreprises, soit qu'elles appartiennent au même groupe qu'elle, soit qu'elles se trouvent dans une situation de dépendance ou de domination par rapport à elle;

- l'évolution des affaires ainsi que la situation de la production et de la vente de la S.E.;

Historical Archives of the European Commission

| Article 120 | Article 120 |
| --- | --- |
| - un exposé de l'évolution probable et de ses répercussions sur la situation de l'emploi; | - la situation et l'évolution probable de l'emploi dans la S.E. et dans les entreprises de groupe qui dépendent d'elle; |
| - un aperçu des investissements décidés. | - le programme de production et d'investissement; |
| | - les projets de rationalisation; |
| | - les méthodes de fabrication et de travail, en particulier l'introduction de nouvelles méthodes de travail; |
| | - toute procédure et tout projet pouvant affecter substantiellement les intérêts des travailleurs de la S.E. |
| 3. Le directoire informe le comité européen d'entreprise de tout événement important. | 3. Inchangé. |

Historical Archives of the European Commission

| Article 121 | Article 121 |
| --- | --- |
| 1. Le comité européen d'entreprise reçoit les mêmes communications et documents que les actionnaires. | 1. Le C.E.E. reçoit les mêmes communications et documents que les actionnaires. * |
| 2. Les comptes annuels, après leur adoption, ainsi que le rapport de gestion sont transmis au comité européen d'entreprise. | 2. Après leur adoption, sont notamment transmis pour information au C.E.E. et dûment commentés, les comptes annuels et le rapport de gestion ainsi que les comptes consolidés ou les comptes consolidés partiels et le rapport de gestion consolidé établis par la S.E. |

Historical Archives of the European Commission

* Cette modification ne concerne que le texte français.

| Article 122 | Article 122 |
| --- | --- |
| 1. Sur toute question qui lui apparaît d'importance, le comité européen d'entreprise peut demander au directoire des renseignements écrits et émettre son avis. | 1. Le directoire est tenu de fournir des renseignements écrits sur toute question qui de l'avis du C.E.E. apporte des intérêts essentiels de la S.E. ou de ses travailleurs. Le C.E.E. peut émettre un avis à leur sujet. |
| 2. Le comité européen d'entreprise peut inviter tout membre du directoire à ses réunions et lui demander de fournir des renseignements ou des éclaircissements sur certaines opérations. | 2. Le C.E.E. peut inviter tout membre du directoire à ses réunions et lui demander de fournir des renseignements ou des éclaircissements sur certaines opérations. (*) |

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

| Article 123 | Article 123 |
|---|---|
| 1. Le directoire ne peut prendre de décision qu'avec l'agrément du comité européen d'entreprise sur les questions concernant : | 1. Le directoire ne peut prendre de décision qu'avec l'agrément du C.E.E.* sur les questions concernant : |
| a) les principes en matière d'embauche, de promotion professionnelle et de licenciement des travailleurs; | a) inchangé |
| b) la mise en oeuvre de la formation professionnelle; | b) inchangé |
| c) la détermination des principes en matière de rémunération, et l'introduction de nouvelles méthodes de rémunération; | c) inchangé |
| d) les mesures dans le domaine de la sécurité, de la santé et de l'hygiène; | d) inchangé |
| e) la mise en place et l'administration d'oeuvres sociales; | e) inchangé |
| f) le début et la fin du temps de travail; | f) l'établissement des principes relatifs au début et à la fin du temps de travail; |
| g) l'établissement du plan de congés. | g) l'établissement des principes relatifs au plan de congés. |
| 2. Toute décision prise par le directoire dans les domaines mentionnés au paragraphe précédent sans l'agrément du comité européen d'entreprise, est sans effet. | 2. Toute décision prise par le directoire dans les domaines mentionnés au paragraphe précédent sans l'agrément du C.E.E., est sans effet.* |

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

| Article 123 | Article 123 |
| --- | --- |
| 3. Si le comité européen d'entreprise refuse de donner son agrément ou ne se prononce pas dans un délai approprié, l'agrément peut être donné par la juridiction d'arbitrage désignée à l'article 128. | 3. Si le C.E.E. refuse de donner son agrément ou ne se prononce pas dans un délai approprié, l'agrément peut être donné par la juridiction d'arbitrage désignée à l'article 128. (*) |
| 4. Pour les décisions visées au paragraphe 1, les organes de représentation des travailleurs constitués auprès des établissements ne peuvent exercer les droits de participation que leur accorde le droit national que lorsque le comité européen d'entreprise n'est pas compétent selon l'article 119, paragraphe 2, première phrase. | 4. Pour les décisions visées au paragraphe 1, les organes de représentation des travailleurs constitués auprès des établissements ne peuvent exercer les droits de participation que leur accorde le droit national que lorsque le C.E.E. n'est pas compétent selon l'article 119, paragraphe 2, première phrase. (*) |

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

| Article 124 | Article 124 |
| --- | --- |
| 1. Le directoire est tenu de prendre l'avis du comité européen d'entreprise avant toute décision concernant : | 1. Le directoire est tenu de prendre l'avis du C.E.E.* avant toute décision concernant : |
| a) l'évaluation des postes de travail ; | a) inchangé |
| b) le régime des salaires à la tâche ou à la pièce. | b) inchangé |
| | c) l'introduction et l'utilisation d'installations techniques destinées à contrôler le comportement et le rendement des travailleurs. |
| 2. L'article 123, paragraphe 2 est applicable. | 2. Toute décision prise par le directoire dans les domaines énoncés au paragraphe précédent sans l'avis du C.E.E. est sans effet. |
| 3. Le directoire peut prendre sa décision sans l'avis du comité européen d'entreprise si celui-ci ne lui est pas communiqué dans un délai approprié. | 3. Le directoire peut prendre sa décision sans l'avis du C.E.E. si celui-ci ne lui est pas communiqué dans un délai approprié. (*) |

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

| Article 125 | Article 125 |
| --- | --- |
| 1. Le directoire est également tenu de prendre l'avis du comité européen d'entreprise avant toute décision concernant : | 1. Le directoire est également tenu de prendre l'avis du C.E.E.* avant toute décision concernant : |
| a) l'arrêt ou le transfert de l'entreprise ou de parties importantes de l'entreprise ; | a) la fermeture ou le déplacement d'un établissement ou de parties importantes d'un établissement ; |
| b) des restrictions ou extensions importantes de l'activité de l'entreprise ; | b) des restrictions, extensions ou modifications importantes de l'activité de l'entreprise ; |
| c) d'importantes modifications dans l'organisation de l'entreprise ; | c) inchangé |
| d) l'établissement d'une coopération durable avec d'autres entreprises ou la cessation d'une telle coopération. | d) inchangé |
| | Pour l'application de ces dispositions, il est tenu compte des effets de ces mesures sur la nature et le volume des activités de l'entreprise ainsi que de la situation de l'emploi. |
| 2. Dans les cas visés au paragraphe précédent, le conseil de surveillance ne peut accorder l'autorisation requise selon l'article 66, paragraphe 1 qu'après que le comité européen d'entreprise ait donné son avis, à moins que le délai approprié donné au comité européen d'entreprise soit expiré. | 2. Dans les cas visés au paragraphe précédent, le conseil de surveillance ne peut accorder l'autorisation requise selon l'article 66 paragraphe 1 qu'après que le C.E.E.* a donné son avis, à moins que le délai approprié donné au C.E.E.* soit expiré. |

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

Article 126

1. Le directoire consulte le comité européen d'entreprise par écrit en lui exposant les motifs qui l'amènent à prendre la décision ainsi que les conséquences probables de la décision sur le plan économique et pour le personnel.

2. Si le directoire ne tient pas compte des recommandations formulées dans l'avis du comité européen d'entreprise, il doit lui en donner les raisons.

Article 126

1. La consultation visée aux articles 124 et 125 a lieu sur base d'un rapport du directoire dans lequel il expose et commente les motifs pour lesquels la décision est envisagée, ainsi que les effets probables de la décision sur les plans juridique, économique et social.

Dans les cas énoncés à l'article 125, le rapport comporte éventuellement un plan social, établi par le directoire, portant sur les mesures à prendre à l'égard des travailleurs et destiné à servir de base aux négociations visées à l'article 126-a-.

2. Si le directoire ne tient pas compte des recommandations formulées dans l'avis du C.E.E.* il doit lui en donner les raisons.

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

Article 126-a-

1. Si, dans les cas visés à l'article 125 paragraphe 1, le C.E.E. estime que la décision envisagée est de nature à porter préjudice aux intérêts des travailleurs, le directoire est tenu, avant que le conseil de surveillance prenne une décision quant à l'autorisation préalable visée à l'article 66, d'engager des négociations avec le C.E.E. en vue d'aboutir à un accord sur les mesures à prendre à l'égard des travailleurs.

2. En cas d'accord, celui-ci est consigné par écrit. Ses effets sont ceux d'un accord d'entreprise au sens de l'article 127.

3. Le directoire informe le conseil de surveillance du résultat des négociations. Le C.E.E. peut également émettre un avis à leur sujet.

4. Si aucun accord n'est intervenu à la suite des négociations et que le conseil de surveillance autorise la décision envisagée par le directoire, chacune des parties aux négociations peut, dans un délai d'un mois, saisir la juridiction d'arbitrage visée à l'article 128. La juridiction d'arbitrage arrête les mesures à prendre en faveur des travailleurs lors de la mise en oeuvre de la décision du directoire.

Historical Archives of the European Commission

Article 126-a-

5. Le recours à la juridiction d'arbitrage n'a pas d'effet suspensif de la décision du directoire.

Historical Archives of the European Commission

Article 127

1. Le comité européen d'entreprise peut, dans les limites de sa compétence, conclure des accords d'entreprise avec le directoire de la société anonyme européenne dans les domaines mentionnés aux articles 123 et 124.

2. Les accords d'entreprise conclus par le comité européen d'entreprise priment les accords d'entreprise conclus par les représentations désignées à l'article 102.

Article 127

1. Le C.E.E. peut, dans les limites de sa compétence, conclure des accords d'entreprise avec le directoire de la S.E. dans les domaines mentionnés à l'article 123.

2. Les accords d'entreprise conclus par le C.E.E. priment les accords d'entreprise conclus par les représentations désignées à l'annexe I du présent Statut. Ils ne portent toutefois pas atteinte aux dispositions plus favorables contenues dans les accords d'entreprise nationaux.

3. Les dispositions des accords d'entreprise conclus par le C.E.E. ne peuvent être modifiés dans un sens défavorable aux travailleurs par des contrats individuels.

Historical Archives of the European Commission

## SIXIEME SOUS-SECTION

## PROCEDURE D'ARBITRAGE

| Article 128 | Article 128 |
| --- | --- |
| 1. Pour régler les différends entre le comité européen d'entreprise et le directoire de la société anonyme européenne, une juridiction d'arbitrage est instituée. | 1. Une juridiction d'arbitrage est instituée pour régler les différends entre le C.E.E. et le directoire de la S.E. Elle est compétente pour les questions de procédure dans les domaines où la consultation ou l'information du C.E.E. sont prescrites. Dans les cas où l'agrément du C.E.E. est nécessaire en vertu de l'article 123, elle décide sur le fond. |
| 2. La juridiction d'arbitrage est composée d'assesseurs désignés pour moitié par le comité européen d'entreprise et pour moitié par le directoire de la société anonyme européenne et d'un président impartial désigné d'un commun accord par les deux parties. Si un accord ne peut être réalisé sur la personne du président ou sur la totalité des assesseurs, ceux-ci sont désignés par le tribunal du siège de la société. | 2. La juridiction d'arbitrage est composée d'assesseurs désignés pour moitié par le C.E.E. et pour moitié par le directoire de la S.E. et d'un président impartial désigné d'un commun accord par les deux parties. Si un accord ne peut être réalisé sur la personne du président, celui-ci est désigné par le tribunal du siège de la société. En cas de désaccord sur le nombre des assesseurs, celui-ci est fixé par le tribunal du siège de la société. |
| 3. Les membres de la juridiction d'arbitrage sont soumis à des obligations particulières en matière de secret professionnel. | 3. Les membres de la juridiction d'arbitrage sont tenus de ne pas divulguer les secrets d'entreprise ou d'affaires. |
| 4. Les décisions prises par la juridiction d'arbitrage sont obligatoires pour les deux parties. | 4. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

| Article 129 | Article 129 |
| --- | --- |
| 1. Pour régler les différends entre le comité européen d'entreprise et les organes de représentation désignés à l'article 102, une juridiction d'arbitrage est instituée. | 1. Une juridiction d'arbitrage est instituée pour régler les différends entre le C.E.E. et les organes de représentation désignés à l'annexe I. |
| 2. L'article 128, paragraphes 2, 3 et 4, est applicable. | 2. inchangé |

Historical Archives of the European Commission

## Deuxième section

## Le comité d'entreprise de groupe

| Article 130 | Article 130 |
| --- | --- |
| 1. Auprès de toute société anonyme européenne, entreprise dominante d'un groupe, ayant des établissements dans plusieurs Etats membres ou dont les entreprises dépendantes ont des établissements dans plusieurs Etats membres, est institué un comité d'entreprise de groupe, même si la société anonyme européenne dominante dépend elle-même d'une autre société. | Un comité d'entreprise de groupe est institué au sein de toute S.E., entreprise dominante d'un groupe au sens de l'article 223, lorsque ce groupe comprend au moins deux entreprises ayant leur siège dans des Etats membres différents et employant chacune au moins 50 travailleurs. Cette disposition s'applique également lorsque la S.E. dépend elle-même d'une autre entreprise de groupe, à moins que les travailleurs de la S.E. et des entreprises de groupe qui dépendent d'elle disposent au niveau de cette entreprise d'un organe de représentation équivalent au comité d'entreprise de groupe de la S.E.. |
| 2. Au lieu du comité d'entreprise de groupe, d'autres formes de représentation commune des travailleurs vis-à-vis du directoire de la société anonyme européenne dominante peuvent être créées. Ces représentations ont vis-à-vis du directoire de la société anonyme européenne dominante les mêmes droits et obligations que le comité d'entreprise du groupe. | Supprimé |

Historical Archives of the European Commission

Article 131

Les membres du comité d'entreprise du groupe sont délégués :

- par les comités européens d'entreprise des sociétés du groupe, lorsqu'elles sont des sociétés anonymes européennes et qu'un comité européen d'entreprise doit être institué auprès d'elles selon l'article 100;

- par les organes de représentation désignés à l'article 102 des entreprises du groupe, lorsqu'elles sont des sociétés de droit national ou des sociétés européennes auprès desquelles il n'y a pas lieu d'instituer un comité européen d'entreprise.

Article 131

Les membres du comité d'entreprise de groupe sont désignés :

- dans les sociétés anonymes européennes dans lesquelles un C.E.E. doit être institué en vertu de l'article 100, par les comités européens d'entreprise;

- dans les entreprises de groupe qui ont été fondées conformément à la législation d'un des Etats membres ou de sociétés anonymes européennes dans lesquelles il n'y a pas lieu d'instituer un C.E.E.

a) par les organes de représentation des travailleurs existant au niveau de l'entreprise.

A défaut d'organe central de représentation des travailleurs, conjointement par les organes de représentation des travailleurs constitués au niveau des établissements, au sens de l'annexe I du présent statut;

b) par les représentants reconnus des travailleurs dans les entreprises de groupe établies dans des Etats membres où il n'existe pas d'organes de représentation des travailleurs au sens de l'annexe I susmentionnée,

c) par l'assemblée générale des travailleurs occupés dans les entreprises où il n'existe pas d'organes de représentation des travailleurs au sens de l'annexe I ni de représentants reconnus des travailleurs.

Historical Archives of the European Commission

Article 132

Les organes de représentation visés à l'article 131 désignent en leur sein les personnes qu'ils délèguent au comité d'entreprise du groupe à raison de :

- 1 représentant pour chaque entreprise ayant moins de 1 000 travailleurs,

- 2 représentants pour chaque entreprise ayant de 1 000 à 4 999 travailleurs,

- 3 représentants pour chaque entreprise ayant de 5 000 à 9 999 travailleurs,

- 4 représentants pour chaque entreprise ayant de 10 000 à 19 999 travailleurs,

plus un représentant par tranche supplémentaire de 10 000 travailleurs.

Article 132

1. Les organes de représentation visés à l'article 131 désignent en leur sein les personnes qu'ils délèguent au comité d'entreprise de groupe à raison de :

- un représentant pour chaque entreprise occupant de 50 à 999 travailleurs,

- inchangé

- inchangé

- inchangé

plus un représentant par tranche supplémentaire de 10 000 travailleurs. Il est désigné un nombre identique de membres suppléants.

2. Lorsqu'une entreprise doit désigner des représentants au comité d'entreprise de groupe, le directoire de la S.E. dominante en informe immédiatement le président de l'organe de représentation des travailleurs existant au niveau de l'entreprise ou, à défaut d'un tel organe, l'organe de gestion de cette entreprise. La personne ou l'organe ainsi informé fait procéder à la

./.

Historical Archives of the European Commission

Article 132

désignation des représentants conformément aux dispositions de l'article 131. Il communique les noms et adresses des représentants désignés et de leurs suppléants au directoire de la SE dominante et, au président du comité d'entreprise de groupe si celui-ci est déjà entré en fonction.

3. En cas de litige portant sur l'appartenance d'une entreprise à un groupe dominé par une SE, cette entreprise ne peut déléguer de représentant au comité d'entreprise de groupe tant que la Cour de justice des Communautés européennes n'a pas statué sur son appartenance au groupe conformément aux dispositions de l'article 225.

Historical Archives of the European Commission

Article 133

Les dispositions des articles 111 à 118 sont applicables au fonctionnement du comité d'entreprise du groupe.

Article 133

Les dispositions des articles 107 à 118 s'appliquent à la durée du mandat et au fonctionnement du comité d'entreprise de groupe.

Historical Archives of the European Commission

Article 134

1. Le comité d'entreprise du groupe a pour mission de défendre les intérêts des travailleurs occupés dans les entreprises du groupe.

2. Le comité d'entreprise du groupe n'est compétent que pour les affaires qui concernent plusieurs entreprises dépendantes ou au moins une entreprise dépendante et la S.E. dominante. Sa compétence ne s'étend pas aux affaires faisant l'objet d'une convention collective au sens de la 4e section du présent titre.

3. Les dispositions des articles 120 à 127 sont applicables aux relations entre le comité d'entreprise du groupe et le directoire de la société anonyme européenne dominante.

Article 134

1. Le comité d'entreprise de groupe a pour mission de défendre les intérêts des travailleurs qui exercent leurs activités au sein du groupe dominé par la S.E.

2. La compétence du comité d'entreprise de groupe ne s'étend qu'aux questions qui concernent le groupe ou plusieurs entreprises de groupe et qui ne peuvent être réglées par les organes de représentation des travailleurs existant dans les entreprises du groupe. Dans la mesure où des points sont réglés par une convention collective, ils ne sont pas de la compétence du comité d'entreprise de groupe.

Le comité d'entreprise de groupe ne peut négocier ni conclure d'accords concernant les conditions de travail des travailleurs à moins qu'une convention collective européenne ne lui donne expressément l'autorisation de conclure des accords complémentaires.

Supprimé.

Historical Archives of the European Commission

Article 135

1. A l'autorisation du comité européen d'entreprise prescrite à l'article 123 est substituée l'autorisation du comité d'entreprise du groupe pour autant que celui-ci soit compétent. L'article 123 paragraphe 4 est applicable aux organes de représentation nationaux.

Article 135

1. Le directoire de la S.E. doit renseigner le comité d'entreprise de groupe sur toute procédure et sur tout projet pouvant affecter substantiellement les intérêts des travailleurs du groupe ou des entreprises de groupe dominés par la S.E.. Les dispositions des articles 120 à 122 sont applicables.

2. Lorsque le directoire de la S.E. prend des décisions sur les questions énumérées dans les articles 123 à 125 et que ces décisions concernant plusieurs entreprises de groupe, le comité d'entreprise de groupe se substitue au C.E.E.

3. A l'autorisation du C.E.E. prévue à l'article 123 se substitue l'autorisation du comité d'entreprise de groupe pour autant que celui-ci soit compétent. L'article 123, paragraphe 4, est applicable aux droits de participation aux décisions, reconnus aux organes nationaux de représentation au sens de l'annexe I.

./.

Historical Archives of the European Commission

Article 135

2. Les accords d'entreprise conclus par le comité d'entreprise du groupe priment les accords d'entreprises conclus par les comités européens d'entreprise ou par les organes de représentation désignés à l'article 102.

Article 135

4. Les accords d'entreprise conclus par le comité d'entreprise de groupe priment les accords d'entreprise conclus par les comités européens d'entreprise ou par les organes de représentation spécifiés à l'annexe I du présent statut sans préjudice des dispositions plus favorables contenues dans ces accords d'entreprise.

5. Les dispositions des accords d'entreprise conclus par le comité d'entreprise de groupe ne peuvent être modifiées dans un sens défavorable aux travailleurs par des contrats individuels.

Historical Archives of the European Commission

Article 136

1. Des juridictions d'arbitrage sont instituées pour régler les différends entre le comité d'entreprise de groupe et le directoire de la société anonyme européenne dominante, ou entre les comités européens du groupe et le comité d'entreprise ou les organes de représentation désignés à l'article 102 des entreprises appartenant au groupe.

2. Les dispositions de l'article 128 paragraphes 2, 3 et 4, sont applicables. La compétence de la juridiction visée à l'article 128, paragraphe 2, deuxième phrase, est déterminée par le siège de la société anonyme européenne dominante.

Article 136

1. Une juridiction d'arbitrage est instituée pour régler les différends entre le comité d'entreprise de groupe et le directoire de la S.E. dominante. Elle est compétente pour les questions de procédure, dans les domaines où la consultation ou l'information du comité d'entreprise de groupe sont prescrites. Elle décide sur le fond dans les cas où l'agrément du comité d'entreprise de groupe est nécessaire.

2. Une juridiction d'arbitrage est également instituée pour régler les différends entre le comité d'entreprise de groupe et la C.E.E. ou les organes de représentation des travailleurs des entreprises qui dépendent de la S.E. désignés à l'annexe I.

3. Les dispositions de l'article 128 paragraphes 2, 3 et 4 sont applicables aux deux juridictions d'arbitrage. La compétence de la juridiction visée à l'article 128 paragraphe 2 deuxième phrase est déterminée selon le siège de la S.E. dominante.

Historical Archives of the European Commission

Troisième section

Représentation des travailleurs au conseil de surveillance

Article 137

1. Les travailleurs de la société anonyme européenne sont représentés au conseil de surveillance de la société. Ils délèguent un membre pour deux désignés par l'assemblée générale. Les statuts peuvent fixer un nombre plus élevé de représentants des travailleurs.

2. Si le nombre des représentants des travailleurs au conseil de surveillance n'est pas supérieur à trois, l'un des représentants au moins doit être une personne qui n'est pas occupée dans un établissement de la société anonyme européenne; si le nombre des représentants des travailleurs est égal ou supérieur à quatre, deux au moins doivent être des personnes qui ne sont pas occupées dans un établissement de la société anonyme européenne.

Article 137

1. Les représentants des travailleurs au sein du conseil de surveillance de la S.E. sont élus par les travailleurs de cette société et de ses entreprises de groupe dépendantes. L'élection a lieu conformément aux règles prescrites à l'annexe III du présent Statut. Ces règles font partie intégrante du Statut.

2. Les représentants des travailleurs doivent être occupés dans un établissement de la S.E. ou une entreprise de groupe dépendante. Si le nombre des représentants des travailleurs au conseil de surveillance est de trois, l'un des représentants peut être une personne qui n'est pas occupée dans un tel établissement. Lorsque le nombre des représentants des travailleurs est supérieur à trois, cette possibilité s'applique à deux d'entre eux.

3. Les dispositions de la présente section et de l'annexe III s'appliquent aux entreprises de groupe dépendant de la S.E. même lorsque celle-ci dépend elle-même d'une autre entreprise, à moins que cette autre entreprise soit une société dans les organes de laquelle les travailleurs de la S.E. et des entreprises de groupe dépendant d'elle sont représentés selon une réglementation équivalente à celle applicable à la S.E.

Historical Archives of the European Commission

4. Au sens des dispositions de la présente section et de l'annexe III, seules les entreprises ayant leur siège au sein de la Communauté sont considérées comme des entreprises de groupe dépendant de la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 138

1. Il n'y a pas de représentation des travailleurs au conseil de surveillance si les deux tiers au moins des travailleurs de la société anonyme européenne en décident ainsi.

2. Cette décision ne peut être prise qu'une seule fois au cours du mandat du conseil de surveillance.

Article 138

1. Il n'y a pas de représentation des travailleurs au conseil de surveillance si la majorité des travailleurs ayant le droit de vote conformément à l'article 2 de l'annexe III au présent Statut en décide ainsi.

2. Cette décision vaut pour toute la durée du mandat en cours du conseil de surveillance de la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Article 139

1. Les membres des organes de représentation désignés à l'article 102 élisent les représentants des travailleurs au conseil de surveillance. Ils ne sont pas liés par les décisions et instructions des organes dont ils font partie.

supprimé

2. Chaque membre a un nombre de voix égal au quotient du nombre des travailleurs de son établissement par le nombre des membres de l'organe de représentation formé dans cet établissement. La fraction de voix supérieure à une moitié est comptée pour une voix entière.

supprimé

3. L'élection a lieu par scrutin de liste.

supprimé

4. La liste des propositions doit proposer autant de candidats qu'il y a de postes à pourvoir au conseil de surveillance. Pour chaque candidat un suppléant doit être désigné.

supprimé

5. La liste des propositions doit tenir compte de la proportion visée à l'article 137 paragraphe 2. Elle doit présenter des candidats de différentes nationalités, en proportion du nombre des travailleurs employés dans les différents Etats membres.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 139

6. La liste adoptée est celle qui réunit le plus de voix et au moins la moitié des voix exprimées.

supprimé

7. Si la majorité exigée ne se dégage pas au premier scrutin, un deuxième scrutin a lieu. Pour ce scrutin, seules restent en lice les deux listes qui ont réuni le plus de voix lors du premier scrutin. La liste adoptée est celle qui réunit le plus de voix.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 140

1. Des listes électorales peuvent être présentées par les organes de représentation désignés à l'article 102, par le comité européen d'entreprise, par les syndicats représentés dans les établissements de la société anonyme européenne et par les travailleurs de la société anonyme européenne. Pour le scrutin en vue de la composition du conseil de surveillance d'une société anonyme européenne qui est entreprise dominante d'un groupe au sens de l'article 223, le comité d'entreprise du groupe peut également présenter des listes électorales.

supprimé

2. Les listes électorales présentées par des travailleurs doivent être signées par au moins un dixième du nombre total des travailleurs de la société anonyme européenne ou par au moins 100 travailleurs de la S.E.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 141

1. Le scrutin a lieu dans les deux mois suivant la constitution de la société anonyme européenne.

supprimé

2. Deux mois avant l'expiration du mandat du conseil de surveillance, il est procédé à l'élection des représentants des travailleurs pour le mandat suivant.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 142

Si l'élection des représentants des travailleurs n'a pas eu lieu dans les deux mois suivant la constitution de la société anonyme européenne ou avant le début d'un nouveau mandat du conseil de surveillance, celui-ci est néanmoins habilité à exercer ses compétences avec les seuls membres élus par l'assemblée générale, jusqu'à la date à laquelle interviendra la désignation des représentants des travailleurs.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 143

1. Avant le scrutin, une commission électorale est constituée. supprimé

2. Incombent à la commission électorale la préparation et les opérations de scrutin ainsi que le vote prévu à l'article 138. supprimé

3. La commission électorale est composée de membres des organes de représentation désignés à l'article 102 en proportion des travailleurs qu'ils représentent. Le nombre de ces membres ne peut dépasser vingt-cinq. supprimé

4. Les membres de la commission électorale ne sont pas liés par des décisions ou instructions des organes de représentation dont ils font partie. supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 144

Le mandat des membres du conseil de surveillance élus par les travailleurs a la même durée que celui des membres désignés par l'assemblée générale. Les dispositions des articles 108 et 110 sont applicables.

supprimé

Historical Archives of the European Commission

Article 145

Les représentants des travailleurs au conseil de surveillance ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres membres du conseil de surveillance. Ils bénéficient de la même protection en matière de licenciement que les membres du comité européen d'entreprise.

Article 145

1. Les représentants des travailleurs au conseil de surveillance ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres membres du conseil de surveillance. L'élection d'un représentant des travailleurs n'affecte pas sa qualité de membre du comité européen de groupe, du C.E.E. ou des organes de représentation désignés à l'annexe I.

2. Les représentants employés par la S.E. ou par une entreprise de groupe dépendant d'elle, ainsi que leurs suppléants, bénéficient de la même protection en matière de licenciement que les membres du C.E.E. Durant leur mandat, les membres du conseil de surveillance sont dispensés de leurs obligations professionnelles dans la mesure où le conseil de surveillance l'estime nécessaire à l'exécution de leurs tâches au sein du conseil de surveillance. L'article 113 paragraphe 2 s'applique par analogie.

Historical Archives of the European Commission

## Quatrième section

## Règlementation des conditions de travail

| Article 146 | Article 146 |
| --- | --- |
| Les conditions de travail applicables aux travailleurs de la société anonyme européenne peuvent être réglées par une convention collective conclue entre la société anonyme européenne et les syndicats représentés dans ses établissements. | 1. Les conditions de travail applicables aux travailleurs de la S.E.* peuvent être réglées par une convention collective conclue entre la S.E.* et les syndicats représentés dans ses établissements.<br><br>2. Ces conventions ne portent pas atteinte aux clauses plus avantageuses en vigueur dans un ou plusieurs établissements de la S.E. |

* Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

Article 147

1. Les conditions de travail réglées par convention collective s'appliquent directement et obligatoirement à tous les travailleurs de la société anonyme européenne qui sont membres d'un syndicat ayant souscrit à la convention collective.

2. Il peut être stipulé dans le contrat de travail conclu entre la société anonyme européenne et un travailleur à qui la convention collective n'est pas directement applicable selon le paragraphe précédent que les conditions de travail applicables seront celles prévues par la convention collective.

Article 147

1. Les conditions de travail réglées par convention collective s'appliquent directement et obligatoirement à tous les travailleurs de la S.E. qui sont membres d'un syndicat ayant souscrit à la convention collective. (*)

2. Il peut être stipulé dans le contrat de travail conclu entre la S.E. et un travailleur à qui la convention collective n'est pas directement applicable selon le paragraphe précédent que les conditions de travail applicables seront celles prévues par la convention collective. (*)

(*) Cette modification ne concerne que le texte français.

Historical Archives of the European Commission

# KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(75) 150 endg.
Luxemburg, den 30. April 1975

TEIL I

Geänderter Vorschlag einer

VERORDNUNG DES RATES

über das Statut für Europäische Aktiengesellschaften

- Erwägungsgründe
- Titel I bis V (Artikel 1 bis 147)

(gemäß Artikel 149 Absatz 2 des EWG-Vertrages von der Kommission dem Rat vorgelegt)

Historical Archives of the European Commission

KOM(75) 150 endg.
TEIL I

# I N H A L T


| | |
|---|---|
| 1. Teil: | Erwägungsgründe<br>Titel I bis V (Artikel 1 bis 147) |
| 2. Teil: | Titel VI bis XIV (Artikel 148 bis 284<br>Anhang I bis IV |
| 3. Teil: | Erläuterungen zum Statut und dessen Anhang I bis IV |


## 1. T E I L


| | | Seite |
|---|---|---|
| - Erwägungsgründe | | 1 |
| - Titel I: | Allgemeine Vorschriften (Artikel 1 bis 10 c) | 14 |
| - Titel II: | Gründung (Artikel 11 bis 39) | 28 |
| - Titel III: | Kapital - Aktien - Schuldverschreibungen (Artikel 40 bis 61) | 82 |
| - Titel IV: | Organe (Artikel 62 bis 99) | 120 |
| - Titel V: | Die Vertretung der Arbeitnehmer in der S.E. (Artikel 100 bis 147) | 196 |


Historical Archives of the European Commission

URSPRÜNGLICHER VORSCHLAG

VORSCHLAG EINER VERORDNUNG DES RATES ÜBER DAS STATUT FÜR EUROPÄISCHE AKTIENGESELLSCHAFTEN

(von der Kommission dem Rat vorgelegt am 30. Juni 1970)

Der Rat der Europäischen Gemeinschaften -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 235,

gestützt auf den Vorschlag der Kommission,

nach Anhörung des Europäischen Parlaments,

nach Anhörung des Wirtschafts- und Sozialausschusses,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die harmonische Entwicklung des Wirtschaftslebens innerhalb der Gemeinschaft erfordert den Übergang von der Zollunion in die Wirtschaftsunion. Die Verwirklichung der Wirtschaftsunion setzt voraus, daß außer der Beseitigung der Handelshemmnisse vor allem die Produktions- und Absatzbedingungen entsprechend der Größe der Gemeinschaft neu gegliedert werden, damit der erweiterte Markt wie ein nationaler Markt funktionieren kann. Hierzu ist es uner-

GEÄNDERTER VORSCHLAG

VORSCHLAG EINER VERORDNUNG DES RATES ÜBER DAS STATUT FÜR EUROPÄISCHE AKTIENGESELLSCHAFTEN

Der Rat der Europäischen Gemeinschaften -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 235,

gestützt auf den Vorschlag der Kommission,

nach Anhörung des Europäischen Parlaments (1),

nach Anhörung des Wirtschafts- und Sozialausschusses (2),

in Erwägung nachstehender Gründe:

Eine harmonische Entwicklung des Wirtschaftslebens innerhalb der Gemeinschaft sowie eine beständige und ausgewogene Wirtschaftsausweitung erfordern den Übergang von der Zollunion in die Wirtschaftsunion. Die Verwirklichung der Wirtschaftsunion setzt voraus, daß außer der Beseitigung der Handelshemmnisse vor allem die Produktions- und Absatzbedingungen entsprechend der Größe der Gemeinschaft neu gegliedert werden, damit der erweiterte

(1) ABl. C 93 vom 7.8.1974, S. 22
(2) ABl. C 131 vom 13.12.1972, S. 32

Historical Archives of the European Commission

läßlich, daß die Unternehmen, deren Tätigkeit sich nicht auf die Befriedigung rein örtlicher Bedürfnisse beschränkt, die Neuordnung ihrer Tätigkeiten auf Gemeinschaftsebene ausrichten und betreiben können und daß sie ihre Aktionsmöglichkeiten und ihre Wettbewerbskraft unmittelbar auf dieser Ebene verstärken. Wenn diese Verstärkung aber ausschließlich auf nationaler Ebene verwirklicht würde, könnte diese Tendenz zum Abschluß der nationalen Märkte auslösen und damit ein Hindernis für die Wirtschaftsintegration darstellen.

Eine strukturelle Reorganisation auf der Ebene der Gemeinschaft setzt voraus, daß die Möglichkeit geschaffen wird, das Potential bereits bestehender Unternehmen mehrerer Mitgliedstaaten durch Konzentrations- und Fusionsmaßnahmen zusammenzufassen. Solche Maßnahmen können jedoch nur unter Einhaltung der Wettbewerbsregeln durchgeführt werden. Die Gründung von europäischen Unternehmen bietet sich als das augenscheinliche und normale Mittel an, mit dessen Hilfe dieses Ergebnis unter den bestmöglichen Bedingungen erzielt werden kann. Daher handelt es sich um ein notwendiges Mittel zur Verwirklichung eines der Ziele der Gemeinschaft.

Markt wie ein nationaler Markt funktionieren kann. Hierzu ist es unerläßlich, daß die Unternehmen, deren Tätigkeit sich nicht auf die Befriedigung rein örtlicher Bedürfnisse beschränkt, die Neuordnung ihrer Tätigkeiten auf der Ebene der Gemeinschaft ausrichten und betreiben können und daß sie ihre Aktionsmöglichkeiten und ihre Wettbewerbskraft unmittelbar auf dieser Ebene verstärken. Wenn diese Verstärkung aber ausschließlich auf nationaler Ebene verwirklicht würde, könnte sie Tendenzen zum Abschluß der nationalen Märkte auslösen und damit ein Hindernis für die wirtschaftliche Integration darstellen.

Eine strukturelle Reorganisation auf der Ebene der Gemeinschaft setzt voraus, daß die Möglichkeit geschaffen wird, das Potential bereits bestehender Unternehmen mehrerer Mitgliedstaaten durch Konzentrations- und Fusionsmaßnahmen zusammenzufassen. Solche Maßnahmen können jedoch nur unter Einhaltung der Wettbewerbsregeln durchgeführt werden.

Die Gründung von europäischen Unternehmen drängt sich als das augenscheinliche und normale Mittel auf, mit dessen Hilfe diese Ziele unter den bestmöglichen Bedingungen erreicht werden können.

Daher handelt es sich um ein Mittel, das erforderlich ist, um die genannten Ziele der Gemeinschaft zu verwirklichen. ./.

Historical Archives of the European Commission

Der Gründung solcher Unternehmen stehen jedoch rechtliche, steuerliche und psychologische Schwierigkeiten entgegen. Die im Vertrag vorgesehenen Möglichkeiten hinsichtlich der Harmonisierung der Rechtsvorschriften und des Abschlusses von Übereinkommen zur Ermöglichung der Freizügigkeit von Gesellschaften durch Sitzverlegung und Fusion sind zwar geeignet, bei verschiedenen dieser Schwierigkeiten Abhilfe zu schaffen, sie bieten aber keine Möglichkeit, dem Zwang zu entgehen, sich für eine bestimmte nationale Rechtsordnung zu entscheiden, um einer wirtschaftlich als europäisches Unternehmen geltenden Gesellschaft die unerläßliche Rechtsform der Handelsgesellschaft zu verleihen. Noch viel weniger beseitigen sie für die Unternehmen, deren Namen und Tradition mit einem bestimmten Staat verbunden sind, den Hinderungsgrund des Wechsels der Staatszugehörigkeit.

unverändert

Somit entspricht der rechtliche Rahmen, in dem die europäischen Unternehmen sich noch bewegen müssen und der immer noch national bestimmt bleibt, nicht mehr dem wirtschaftlichen Rahmen, in dem sie sich entfalten sollen, um der Gemeinschaft die Möglichkeit zu geben, ihre Ziele zu verwirklichen.

unverändert

./.

Historical Archives of the European Commission

Dieser Zustand ist vor allem infolge der hierdurch bedingten psychologischen Wirkungen geeignet, Zusammenschlüsse zwischen Gesellschaften verschiedener Länder erheblich zu behindern.

Die einzige Lösung, die die Möglichkeit bietet, gleichzeitig die wirtschaftliche und die rechtliche Einheit des europäischen Unternehmens zu verwirklichen, besteht daher in einer Regelung, die es erlaubt neben Gesellschaften, die einzelstaatlichem Recht unterliegen, Gesellschaften zu gründen, die ausschließlich einem einheitlichen und in allen Mitgliedstaaten unmittelbar anwendbaren Recht unterworfen sind, für diese Gesellschaftsform also die Beachtung einer rechtlichen Bindung an ein bestimmtes Land beseitigt.

Die Einführung dieses einheitlichen Rechtssystems für die gesamte Gemeinschaft erscheint daher notwendig, um eine ungestörte Gründung und Führung von Unternehmen europäischen Ausmaßes zu ermöglichen, die aus der Zusammenfassung der Kräfte von Unternehmen der einzelnen Mitgliedstaaten hervorgegangen sind.

unverändert

Die einzige Lösung, welche die Möglichkeit bietet, gleichzeitig die wirtschaftliche und die rechtliche Einheit des europäischen Unternehmens zu verwirklichen, besteht daher in einer Regelung, die es erlaubt, neben Gesellschaften, die einzelstaatlichem Recht unterliegen, Gesellschaften zu gründen, die ausschließlich einem einheitlichen und in allen Mitgliedstaaten unmittelbar anwendbaren Recht unterworfen sind, für diese Gesellschaftsform also die Beachtung einer rechtlichen Bindung an ein bestimmtes Land beseitigt. (x)

Die Einführung dieses einheitlichen Rechtssystems für die gesamte Gemeinschaft erscheint daher erforderlich, um eine ungehinderte Gründung und Führung von Unternehmen europäischen Ausmaßes zu ermöglichen, die aus der Zusammenfassung der Kräfte von Unternehmen der einzelnen Mitgliedstaaten hervorgegangen sind. (x)

./.

(x) Diese Änderungen betreffen nur den deutschen Text

Historical Archives of the European Commission

Die für die Ausarbeitung dieses Rechtssystems erforderlichen Befugnisse sind im Vertrag nicht vorgesehen.

Das den Rechtsvorschriften für eine europäische Handelsgesellschaft zugrundeliegende wesentliche Ziel fordert auf alle Fälle, unbeschadet künftiger wirtschaftlicher Erfordernisse, daß eine Europäische Aktiengesellschaft gegründet werden kann, um Fusionen zwischen Gesellschaften verschiedener Mitgliedstaaten zu verwirklichen und um solchen Gesellschaften die Möglichkeit zu geben, Holding- und gemeinsame Tochtergesellschaften zu gründen. Ferner genügt es zur Erreichung der verfolgten wirtschaftlichen Ziele bei gleichzeitiger Erleichterung der Gründung im Wege der Fusion und der Errichtung von Holding-Gesellschaften, wenn als Gründer einer Europäischen Aktiengesellschaft außer anderen Europäischen Aktiengesellschaften nur Gesellschaften des einzelstaatlichen Rechts in der Rechtsform der Aktiengesellschaft zugelassen werden.

Die Europäische Aktiengesellschaft selbst muß eine Kapitalgesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft sein, die vom Standpunkt der Finanzierung und vom Standpunkt der Geschäftsführung aus am besten den Bedürfnissen der auf euro-

unverändert

Das den Rechtsvorschriften für eine Europäische Aktiengesellschaft zugrundeliegende wesentliche Ziel fordert auf alle Fälle, unbeschadet künftiger wirtschaftlicher Erfordernisse, daß eine Europäische Aktiengesellschaft gegründet werden kann, um Gesellschaften verschiedener Mitgliedstaaten die Möglichkeit zu geben, sich zu verschmelzen und eine Holdinggesellschaft zu errichten und um Gesellschaften und anderen wirtschaftlich tätigen juristischen Personen aus verschiedenen Mitgliedstaaten die Errichtung gemeinsamer Tochtergesellschaften zu ermöglichen. Im Falle der Gründung einer Europäischen Aktiengesellschaft im Wege der Verschmelzung und der Errichtung einer Holdinggesellschaft genügt es zur Erreichung der verfolgten wirtschaftlichen Ziele, wenn außer anderen Europäischen Aktiengesellschaften nur Gesellschaften nationalen Rechts in der Rechtsform der Aktiengesellschaft als Gründer einer Europäischen Aktiengesellschaft bei gleichzeitiger Erleichterung der Gründung zugelassen werden.

unverändert

./.

päischer Ebene tätigen Unternehmen entspricht. Um eine vernünftige Unternehmensgröße dieser Gesellschaften zu gewährleisten, muß ein Mindestkapital festgesetzt werden, das voll einzuzahlen ist und die Gewähr dafür bietet, daß diese Gesellschaften eine ausreichende Vermögensgrundlage haben, ohne jedoch die Gründung von europäischen Gesellschaften durch mittlere Unternehmen des einzelstaatlichen Rechts zu behindern. Im Falle der Gründung von Tochtergesellschaften muß jedoch für das Mindestkapital ein geringerer Betrag gefordert werden.

Um sämtliche Vorteile der Einheitlichkeit der Regelung zu verwirklichen, müssen sämtliche Vorschriften über die Gründung, die Struktur, die Arbeitsweise und die Liquidation der Europäischen Aktiengesellschaft von der Anwendung der einzelstaatlichen Rechte ausgenommen werden. Zu diesem Zweck muß ein Statut der Europäischen Aktiengesellschaft geschaffen werden, das ein vollständigs System von Normativbestimmungen enthält. Ferner muß zur Lösung von Rechtsfragen hinsichtlich der Gegenstände, die durch dieses Statut behandelt, jedoch dort nicht ausdrücklich geregelt werden, auf die allgemeinen Grundsätze verwiesen werden, die den Rechten der Mitgliedstaaten gemeinsam sind.

Um sämtliche Vorteile der Einheitlichkeit der Regelung zu verwirklichen, müssen sämtliche Vorschriften über die Gründung, die Struktur, die Arbeitsweise und die Abwicklung der Europäischen Aktiengesellschaft von der Anwendung der einzelstaatlichen Rechte ausgenommen werden. Zu diesem Zweck muß ein Statut der Europäischen Aktiengesellschaft geschaffen worden, das ein vollständiges System von Normativbestimmungen enthält. Ferner muß zur Lösung von Rechtsfragen hinsichtlich der Gegenstände, die durch dieses Statut behandelt, jedoch dort nicht ausdrücklich geregelt werden, auf die allgemeinen Grundsätze verwiesen werden, die den Rechten der Mitgliedstaaten gemeinsam sind. (*)

./.

(*) diese Änderung betrifft nur den deutschen Text

Historical Archives of the European Commission

Um auch die Einheitlichkeit der Regelung sicherzustellen, muß die Gründung der Europäischen Aktiengesellschaft einem Verfahren der Eintragung in einem zentralen Register unter gerichtlicher Kontrolle unterworfen werden, das es erlaubt, jede Möglichkeit einer Nichtigkeit einer gegründeten Gesellschaft auszuschließen. Ein einheitliches europäisches Gericht muß mit der Wahrnehmung dieser Aufsicht betraut werden. Andernfalls besteht die Gefahr einer uneinheitlichen Beurteilung bei der Prüfung der von den Gründern vorgelegten Urkunden und Unterlagen. Die erforderliche Zuständigkeit muß selbstverständlich dem Rechtssprechungsorgan der Gemeinschaften, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften übertragen werden.

Der Gerichtshof muß außerdem unter Ausschluß der einzelstaatlichen Gerichte die Befugnis erhalten, die Frage zu entscheiden, ob eine Europäische Aktiengesellschaft einem Konzern im Sinne des Titels VII dieser Verordnung angehört. Die Existenz eines Konzerns, die für die Geschäftsführung und für die Aktionäre einer Konzerngesellschaft schwerwiegende rechtliche Folgen mit sich bringt, läßt sich, wenn Zweifel bestehen, häufig erst nach einer Untersuchung der Beziehungen zwischen Gesellschaften verschiedener Länder

Die Gründung der Europäischen Aktiengesellschaft muß, ebenfalls um die Einheitlichkeit der Regelung sicherzustellen, einem Verfahren der Eintragung in einem zentralen Register unter gerichtlicher Kontrolle unterworfen werden, das es erlaubt, jede Möglichkeit einer Nichtigkeit einer gegründeten Gesellschaft auszuschließen. Ein einheitliches europäisches Gericht muß mit der Wahrnehmung dieser Aufsicht betraut werden. Andernfalls besteht die Gefahr einer uneinheitlichen Beurteilung bei der Prüfung der von den Gründern vorgelegten Urkunden und Unterlagen. Die erforderliche Zuständigkeit muß dem Rechtsprechungsorgan der Gemeinschaften, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften übertragen werden. (*)

**) siehe Seite 11

(*) diese Änderung betrifft nur den deutschen Text

Historical Archives of the European Commission

feststellen, also nach einer Untersuchung der tatsächlichen Beziehungen, die in diesen Ländern zu würdigen sind. Eine derartige Untersuchung würde einem einzelstaatlichen Gericht, dessen Ermittlungsbefugnis nicht über die Grenzen des betreffenden Landes hinausreicht, erhebliche Schwierigkeiten bereiten.

Um der Europäischen Aktiengesellschaft alle Möglichkeiten einer effizienten Geschäftsführung zu geben, gleichzeitig aber deren wirksame Überwachung sicherzustellen, ist es erforderlich, ein System klarer Trennung der Verantwortlichkeit einzuführen und der Europäischen Aktiengesellschaft einen Vorstand zu geben, der die Geschäfte unter der Überwachung eines Aufsichtsrats ausübt und von diesem bestellt wird.

Um eine harmonische Entwicklung des Wirtschaftslebens innerhalb der Gemeinschaft, eine größere Stabilität sowie eine Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmer zu fördern, ist es erforderlich, die Arbeitnehmer am Leben der Europäischen Aktiengesellschaft zu beteiligen. Aus den besonderen rechtlichen und tatsächlichen Beziehungen der Arbeitnehmer zu den Unternehmen sind in allen Mitgliedstaaten konkrete Folgerungen gezogen worden. Bei allen Unterschieden der Ausgestaltung im einzelnen liegtden Regelungen die gemeinsame Überzeugung

./.

Historical Archives of the European Commission

Die starken Unterschiede in den Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Vertretung der Arbeitnehmer in den Organen des Unternehmens und über die Art der Beteiligung ihrer Vertreter an der Beschlußfassung in den Organen der Europäischen Aktiengesellschaft erlauben es nicht, die Regelung dieser Frage den einzelstaatlichen Rechten zu überlassen. Andernfalls geht die Einheitlichkeit der Vorschriften über die Verwaltung der Europäischen Aktiengesellschaften verloren.

zugrunde, daß den Arbeitnehmern eines Unternehmens die Möglichkeit der gemeinsamen Vertretung ihrer Interessen innerhalb des Unternehmens und der Mitwirkung an bestimmten Entscheidungen gegeben werden muß.

Die starken Unterschiede in den Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Vertretung der Arbeitnehmer in den Organen des Unternehmens und über die Art der Beteiligung ihrer Vertreter an der Beschlußfassung in den Organen der Europäischen Aktiengesellschaft erlauben es nicht, die Regelung dieser Frage den einzelstaatlichen Rechten zu überlassen. Andernfalls ginge die Einheitlichkeit der Vorschriften über die Verwaltung der Europäischen Aktiengesellschaft verloren.

Die Arbeitnehmer müssen im Aufsichtsrat der Europäischen Aktiengesellschaft in gleicher Weise wie die Aktionäre vertreten sein, damit bei wichtigen wirtschaftlichen Entscheidungen, bei der Kontrolle der Unternehmensleitung und bei der Bestellung des Vorstandes den Interessen beider am Unternehmen der Europäischen Aktiengesellschaft beteiligten Gruppen Rechnung getragen wird.

Um außerdem eine Vertretung breiterer Interessen als die der unmittelbar betroffenen Aktionäre und Arbeitnehmer in der Europäischen Aktiengesellschaft zu ermöglichen, ist es er-

./.

Historical Archives of the European Commission

...Dabei können die einzelstaatlichen Vorschriften über die Vertretung der Arbeitnehmer auf Betriebsebene weiterhin Anwendung finden. Es ist aber erforderlich, daß bei Europäischen Aktiengesellschaften mit Betriebsstätten in mehreren Mitgliedstaaten ein Europäischer Betriebsrat mit eigenen Befugnissen gebildet wird, der für diejenigen Angelegenheiten zuständig ist, die mehrere Betriebsstätten betreffen. Weiter ist es notwendig, die Vertretung der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat zu ermöglichen, um deren Gesichtspunkten bei wichtigen wirtschaftlichen Entscheidungen, bei der Kontrolle der Unternehmensleitung und bei der Bestellung des Vorstands Geltung zu verschaffen.

forderlich, daß dem Aufsichtsrat der Europäischen Aktiengesellschaft auch Personen angehören, die allgemeine Interessen vertreten und von den Aktionären und den Arbeitnehmern unabhängig sind.

Die einzelstaatlichen Vorschriften über die Vertretung der Arbeitnehmer auf Betriebsebene können weiterhin Anwendung finden. Es ist aber erforderlich, daß bei Europäischen Aktiengesellschaften mit Betrieben in mehreren Mitgliedstaaten ein Europäischer Betriebsrat als Vertretung der Interessen der in der Europäischen Aktiengesellschaft tätigen Arbeitnehmer mit eigenen Informations-, Anhörungs- und Mitbestimmungsrechten gebildet wird, der für diejenigen Angelegenheiten zuständig ist, die mehrere Betriebe betreffen.

Um zu gewährleisten, daß die von den Arbeitnehmern bestellten Mitglieder des Aufsichtsrats und die Mitglieder des Europäischen Betriebsrats in allen Mitgliedstaaten von den Arbeitnehmern in einheitlicher Weise und nach demokratischen Grundsätzen gewählt werden, ist die Einführung einheitlicher Wahlvorschriften erforderlich.

Die Europäische Aktiengesellschaft muß einheitlichen Vorschriften über die Rechnungslegung unterliegen, die einen getreuen Einblick in die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft gestatten.

./.

Historical Archives of the European Commission

Die Zusammensetzung von Unternehmen unter einheitlicher Leitung hat eine solche wirtschaftliche Bedeutung bekommen, daß ein Statut für Europäische Aktiengesellschaften eine Regelung enthalten muß, die den wirtschaftlichen und funktionellen Gegebenheiten der Unternehmensverbindungen Rechnung trägt. Der Europäischen Aktiengesellschaft muß dieses Mittel einer flexiblen Unternehmenspolitik in einem rechtlich gefestigten Rahmen zur Verfügung gestellt werden. Gleichzeitig sind aber den konzernunabhängigen Aktionären, den Arbeitnehmern und den Gläubigern der Konzernunternehmen ausreichende Schutzgarantien zu gewähren.

**) siehe Seite 7

**) Der Gerichtshof muß unter Ausschluß der einzelstaatlichen Gerichte die Befugnis erhalten, die Frage zu entscheiden, ob zwischen einer Europäischen Aktiengesellschaft und einem anderen Unternehmen ein Konzern im Sinne des Titels VII dieser Verordnung besteht. Die Existenz eines Konzerns, die für die Geschäftsführung, die Aktionäre und Arbeitnehmer einer Konzerngesellschaft weitgehende rechtliche Folgen mit sich bringt, läßt sich, wenn Zweifel bestehen, häufig erst nach einer Untersuchung der Beziehungen zwischen Gesellschaften verschiedener Länder feststellen, also nach einer Untersuchung der tatsächlichen Beziehungen, die in diesen Ländern zu würdigen sind. Eine derartige Untersuchung würde einen

./.

Historical Archives of the European Commission

einzelstaatlichen Gericht, dessen Ermittlungsbefugnis nicht über die Grenzen des betreffenden Landes hinausreicht, erhebliche Schwierigkeiten bereiten.

Die Europäische Aktiengesellschaft muß die Möglichkeit erhalten, sich je nach ihren wirtschaftlichen Bedürfnissen gegebenenfalls in eine Gesellschaft nationalen Rechts umzuwandeln oder sich mit anderen Europäischen Aktiengesellschaften oder mit Aktiengesellschaften nationalen Rechts zu verschmelzen.

Die Europäische Aktiengesellschaft muß weiterhin den einzelstaatlichen Steuervorschriften unterliegen, da die Ausarbeitung besonderer Steuervorschriften für die Europäische Aktiengesellschaft die Gefahr mit sich bringt, daß sie zur Ursache von Diskriminierungen in dieser oder jener Hinsicht im Verhältnis zu den Aktiengesellschaften des einzelstaatlichen Rechts werden. Bis zu dem Zeitpunkt jedoch, an dem die Besteuerung der Einkommen von Gesellschaften zur ausschließlichen Zuständigkeit des Staates ihres steuerlichen Sitzes gehört, muß für die Berechnung des zu versteuernden Gewinns der Europäischen Aktiengesellschaft in diesem Staat denjenigen Verlusten Rechnung getragen werden, die bei den Betriebsstätten oder den Tochtergesellschaften dieser Gesellschaft in anderen Staaten entstanden sind. Außerdem muß ein Verfahren zur Schlichtung von Streitigkeiten über die Bestimmung des Steuer-

unverändert

./.

Historical Archives of the European Commission

sitzes der Europäischen Aktiengesellschaft und zur Regelung der Einzelheiten und Folgen der Verlegung des Steuersitzes von einem Land in ein anderes vorgesehen werden. Im übrigen soll die Europäische Aktiengesellschaft genau so wie die Gesellschaften des einzelstaatlichen Rechts in den Genuß der Vorschriften der Richtlinie des Rates über das gemeinsame Steuersystem für Mutter- und Tochtergesellschaften verschiedener Mitgliedstaaten und der Richtlinie des Rates über das gemeinsame Steuersystem für Fusionen, Spaltungen und die Einbringung von Unternehmensteilen, die Gesellschaften verschiedener Mitgliedstaaten betreffen, kommen, die vom Rat am ... angenommen worden sind,

Um zu verhindern, daß Verstöße der Mitglieder der leitenden Organe der Europäischen Aktiengesellschaft gegen ihre Verpflichtungen straflos bleiben, müssen die Mitgliedstaaten in ihr Strafrecht geeignete einheitliche Strafvorschriften einführen, nach denen sich die Straftatbestände bestimmen. Es ist notwendig, daß alle Mitgliedstaaten die gleichen Tatbestände und nur diese mit Strafe bedrohen, damit Unterschiede vermieden werden, die für die Einheitlichkeit der Regelung schädlich sind -

hat folgende Verordnung erlassen:

Um zu verhindern, daß Verstöße gegen Verpflichtungen aus dem Statut für Europäische Aktiengesellschaften straflos bleiben, müssen die Mitgliedstaaten geeignete Vorschriften einführen, um diese Verstöße zu ahnden. Es ist notwendig, daß alle Mitgliedstaaten die gleichen Tatbestände und nur diese mit Strafe oder Geldbuße bedrohen, damit Unterschiede vermieden werden, die für die Einheitlichkeit der Regelung schädlich sind -

hat folgende Verordnung erlassen:

Historical Archives of the European Commission

# TITEL I

## ALLGEMEINE VORSCHRIFTEN

| Artikel 1 | Artikel 1 |
|---|---|
| 1. Handelsgesellschaften können im gesamten Gebiet der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft in der Form Europäischer Aktiengesellschaften ("Societas Europaea - S.E.") unter den Voraussetzungen und in der Weise gegründet werden, die in dieser Verordnung vorgesehen sind. | 1. unverändert |
| 2. Die S.E. ist eine Gesellschaft, deren Kapital in Aktien zerlegt ist. Die Aktionäre haften für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft nur bis zur Höhe ihrer Einlage. | 2. unverändert |
| 3. Die S.E. ist Handelsgesellschaft ohne Rücksicht auf den Gegenstand des Unternehmens. | 3. unverändert |
| 4. Die S.E. besitzt eigene Rechtspersönlichkeit. Vorbehaltlich der Vorschriften dieses Statuts hat sie in allen Mitgliedstaaten in jeder Hinsicht die gleichen Rechte und Befugnisse wie eine Aktiengesellschaft nationalen Rechts. | 4. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Artikel 2

Aktiengesellschaften, die nach den Rechten der Mitgliedstaaten gegründet worden sind und von denen mindestens zwei verschiedenen Rechtsordnungen unterliegen, können eine S.E. durch Fusion, Errichtung einer Holdinggesellschaft oder einer gemeinsamen Tochtergesellschaft gründen.

Artikel 2

1. Aktiengesellschaften, die nach den Rechten der Mitgliedstaaten gegründet worden sind, können eine S.E. durch Verschmelzung oder Errichtung einer Holdinggesellschaft gründen, sofern mindestens zwei von ihnen verschiedenen Rechtsordnungen unterliegen.

2. Gesellschaften mit Rechtspersönlichkeit einschließlich der Genossenschaften, die nach den Rechten der Mitgliedstaaten gegründet worden sind, sowie sonstige juristische Personen des öffentlichen und privaten Rechts der Mitgliedstaaten, deren Gegenstand darin besteht, eine wirtschaftliche Tätigkeit auszuüben, können eine S.E. durch Errichtung einer gemeinsamen Tochtergesellschaft gründen, sofern mindestens zwei von ihnen verschiedenen Rechtsordnungen unterliegen.

3. Eine Gesellschaft oder sonstige juristische Person, die an der Gründung einer S.E. teilnimmt, muß auf Grund des Übereinkommens über die gegenseitige Anerkennung von Gesellschaften und juristischen Personen vom 29.2.1968 anerkannt sein in den Mitgliedstaaten, deren Rechtsordnung auf eine der an der Gründung beteiligten Gesellschaften oder juristischen Personen Anwendung findet.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 3

1. Eine bestehende S.E. kann mit Europäischen Aktiengesellschaften oder mit Aktiengesellschaften, die nach dem Recht eines Mitgliedstaates gegründet worden sind, eine S.E. durch Fusion, Errichtung einer Holdinggesellschaft oder einer gemeinsamen Tochtergesellschaft gründen.

2. Eine S.E. kann eine Tochtergesellschaft in Form einer S.E. gründen.

Artikel 3

1. Eine S.E. kann mit anderen Europäischen Aktiengesellschaften oder mit Aktiengesellschaften, die nach den Rechten der Mitgliedstaaten gegründet worden sind, eine S.E. durch Verschmelzung oder Errichtung einer Holdinggesellschaft gründen.

2. Eine S.E. kann mit anderen Europäischen Aktiengesellschaften oder mit Gesellschaften und sonstigen juristischen Personen im Sinne des Artikels 2 Absatz 2, die nach den Rechten der Mitgliedstaaten gegründet worden sind, eine S.E. durch Errichtung einer gemeinsamen Tochtergesellschaft gründen.

3. Eine S.E. kann eine Tochtergesellschaft in Form einer S.E. gründen.

4. Nehmen an der Gründung einer S.E. nach den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels Gesellschaften oder sonstige juristische Personen teil, die nach dem Recht verschiedener Mitgliedstaaten gegründet worden sind, so findet Artikel 2 Absatz 3 auf diese Gesellschaften und sonstigen juristischen Personen Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 4

Das Kapital der S.E. muß mindestens betragen

- 500 000 Rechungseinheiten im Falle einer Fusion oder Errichtung einer Holdinggesellschaft,
- 250 000 Rechnungseinheiten im Falle der Errichtung einer gemeinsamen Tochtergesellschaft,
- 100 000 Rechnungseinheiten im Falle der Errichtung einer Tochtergesellschaft.

Artikel 4

Das Kapital der S.E. muß mindestens betragen

- 250 000 RE im Falle einer Verschmelzung oder der Errichtung einer Holdinggesellschaft,
- 100 000 RE im Falle der Errichtung einer gemeinsamen Tochtergesellschaft,
- 100 000 RE im Falle der Errichtung einer Tochtergesellschaft.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 5 | Artikel 5 |
| --- | --- |
| 1. Sitz der S.E. ist der Ort, den die Satzung bestimmt. Sie hat einen Ort innerhalb der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft zu bestimmen. | 1. unverändert |
| 2. Die Satzung kann mehrere Sitze bestimmen. | 2. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 6 | Artikel 6 |
| --- | --- |
| 1. Für die Anwendung dieses Statuts sind abhängige Unternehmen rechtlich selbständige Unternehmen, auf die ein anderes Unternehmen (herrschendes Unternehmen) unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluß ausüben kann, wenn eines der betroffenen Unternehmen eine S.E. ist. | 1. unverändert |
| 2. Ein Unternehmen gilt unwiderleglich als abhängig, wenn ein anderes Unternehmen die Möglichkeit hat, | 2. Ein Unternehmen gilt unwiderleglich als abhängig, wenn ein anderes Unternehmen unmittelbar oder mittelbar die Möglichkeit hat, |
| a) über mehr als die Hälfte der Stimmrechte in dem anderen Unternehmen zu verfügen; | a) unverändert |
| b) mehr als die Hälfte der Mitglieder des Geschäftsführungs- oder Kontrollorgans des anderen Unternehmens zu bestellen; | b) unverändert |
| c) auf Grund von Verträgen einen überwiegenden Einfluß auf die Geschäftsführung des anderen Unternehmens auszuüben. | c) entfällt |
| 3. Es wird vermutet, daß ein beherrschender Einfluß ausgeübt wird, wenn ein Unternehmen an dem Kapital eines anderen Unternehmens mit Mehrheit beteiligt ist. | 3. Es wird vermutet, daß ein beherrschender Einfluß ausgeübt wird, wenn ein Unternehmen unmittelbar oder mittelbar an dem Kapital eines anderen Unternehmens mit Mehrheit beteiligt ist. |
| 4. Zu den dem herrschenden Unternehmen gehörenden Kapitalanteilen werden auch diejenigen Anteile gerechnet, die einem von ihm abhängigen Unternehmen gehören. Dasselbe gilt für Anteile, die einem anderen für Rechnung des herrschenden Unternehmens selbst oder eines von diesem abhängigen Unternehmen gehören. | 4. Zu den dem herrschenden Unternehmen gehörenden Kapitalanteilen werden auch diejenigen Anteile gerechnet, die einem anderen für Rechnung des herrschenden Unternehmens selbst oder eines von diesem abhängigen Unternehmen gehören. |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 7 | Artikel 7 |
|---|---|
| 1. Vorbehaltlich entgegenstehender Vorschriften sind die von dem Statut behandelten Gegenstände selbst hinsichtlich der Rechtsfragen, die nicht ausdrücklich geregelt werden, der Anwendung des Rechts der Mitgliedstaaten entzogen. Ist eine Rechtsfrage nicht ausdrücklich geregelt, wird sie entschieden | 1. unverändert |
| a) nach den allgemeinen Grundsätzen, auf denen dieses Statut beruht; | a) unverändert |
| b) falls diese allgemeinen Grundsätze keine Lösung der Rechtsfragen bieten, nach den gemeinsamen Regeln oder den gemeinsamen allgemeinen Grundsätzen der Rechte der Mitgliedstaaten. | b) unverändert |
| | Für die Anwendung dieser Verordnung gehören zu deren Bestandteilen die in Buchstabe b) angeführten Regeln und allgemeinen Grundsätze der Rechte der Mitgliedstaaten. |
| 2. Die in dem vorliegenden Statut nicht behandelten Gegenstände werden nach dem im Einzelfall anwendbaren Recht der Mitgliedstaaten beurteilt. | 2. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 8

1. Jede S.E. wird in dem beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften einzurichtenden Handelsregister eingetragen.

2. Die Einzelheiten der Errichtung und der Tätigkeit des europäischen Handelsregisters werden auf Vorschlag der Kommission durch eine Verordnung des Rates festgelegt.

3. Jeder Mitgliedstaat errichtet in seinem Gebiet eine Zweigstelle des europäischen Handelsregisters, bei der Europäische Aktiengesellschaften mit Sitz im Gebiet dieses Staates gleichfalls einzutragen sind. Im Falle einer Abweichung von Eintragungen oder Zweitschriften bei einer Zweigstelle sind die Eintragungen im europäischen Handelsregister und die Schriftstücke, die sich dort befinden, maßgebend.

4. Die Einsicht in das europäische Handelsregister und in die Register seiner Zweigstellen sowie in die zum Handelsregister eingereichten Schriftstücke ist jedem gestattet.

Artikel 8

1. Jede S.E. wird in dem beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften einzurichtenden Handelsregister eingetragen. Die in diesem Statut zur Veröffentlichung vorgesehenen Schriftstücke sind dort zu hinterlegen.

2. unverändert

3. Jeder Mitgliedstaat errichtet in seinem Gebiet eine Zweigstelle des Europäischen Handelsregisters, bei der Europäische Aktiengesellschaften mit Sitz im Gebiet dieses Staates gleichfalls einzutragen sind. Bei den Zweigstellen ist eine Zweitschrift der beim europäischen Handelsregister hinterlegten Schriftstücke zu hinterlegen. Die Eintragungen im europäischen Handelsregister und die dort hinterlegten Schriftstücke sind im Falle einer Abweichung maßgebend.

4. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9

1. Alle Bekanntmachungen hinsichtlich der S.E. werden in dem Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften, in den amtlichen Bekanntmachungsorganen für Aktiengesellschaften des Mitgliedstaats, in dem die S.E. ihren Sitz hat, sowie in einer Tageszeitung dieses Staates veröffentlicht.

2. Die in Absatz 1 genannten Bekanntmachungsorgane werden in diesem Statut als Gesellschaftsblätter bezeichnet.

3. Ist in diesem Statut für den Anfang einer Frist die Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern bestimmt, so beginnt die Frist am Tage der zuletzt erfolgten Veröffentlichung.

Artikel 9

1. Alle Bekanntmachungen hinsichtlich der S.E. werden in dem Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften und in den amtlichen Bekanntmachungsorganen für Aktiengesellschaften des Mitgliedstaates, in dem die S.E. ihren Sitz hat, veröffentlicht. Die Bekanntmachung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften ist nur in deren Originalsprache verbindlich.

2. unverändert

3. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9 -a-

1. Schriftstücke, die zum Handelsregister einzureichen sind und Angaben, die in das Handelsregister einzutragen sind, können einem Dritten erst nach der Bekanntmachung nach Artikel 9 entgegengesetzt werden, es sei denn, die Gesellschaft beweist, daß der Dritte die Schriftstücke oder Angaben schon vorher kannte.

Bei Vorgängen, die sich vor dem sechszehnten Tag nach dem Tage der Bekanntmachung nach Artikel 9 ereignen, können die Schriftstücke und Angaben einem Dritten nicht entgegengesetzt werden, der beweist, daß es ihm nicht möglich war, die Schriftstücke oder Angaben zu kennen.

2. Dritte können sich jedoch stets auf die in Absatz 1 erwähnten Schriftstücke und Angaben berufen, für welche die Formalitäten der Bekanntmachung noch nicht erfüllt worden sind, es sei denn, daß jene sich auf die Gründung der S.E. beziehen.

3. Ist eine Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern über eine einzutragende Angabe oder ein einzureichendes Schriftstück unrichtig, so kann sich ein Dritter auf den Inhalt berufen, es sei denn, daß die S.E. nachweist, der Dritte habe den Inhalt der in das Register eingetragenen Angabe oder der zum Register eingereichten Schriftstücke gekannt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 10

Die S.E. hat auf Briefen und Bestellscheinen die Nummer ihrer Eintragung in das europäische Handelsregister, ihren Sitz, ihr Kapital und gegebenenfalls den Umstand anzugeben, daß sich die Gesellschaft in Liquidation befindet.

Artikel 10

Die S.E. hat auf von ihr ausgehenden Schriftstücken die Nummer ihrer Eintragung in das europäische Handelsregister, ihren Sitz und ihr Kapital anzugeben. Gegebenenfalls hat sie auch anzugeben, daß sie sich in Liquidation befindet.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 10-a-

Für die Anwendung des Übereinkommens über die gerichtliche Zuständigkeit und die Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen vom 27. September 1968, insbesondere der Artikel 16 Ziffer 2 und Artikel 53/Satz 1, sowie für die Anwendung der Vorschriften dieses Statuts, welche die Zuständigkeit des Gerichts des Sitzes der Gesellschaft vorsehen, sind als Sitz der S.E. nur der oder die nach Artikel 5 in der Satzung bestimmten Sitze anzusehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 10-b-

Werden Klagen, die eine S.E. betreffen und die im Zusammenhang stehen, bei Gerichten verschiedener Mitgliedstaaten erhoben und ist jedes von ihnen ausschließlich zuständig, so hat das später angerufene Gericht von Amts wegen die Entscheidung solange auszusetzen, bis über die Klage vor dem zuerst angerufenen Gericht rechtskräftig entschieden worden ist, sofern es sich nicht nach Artikel 22 Absatz 2 des Übereinkommens über die gerichtliche Zuständigkeit und die Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen vom 27. September 1968 für unzuständig erklärt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 10-c-

Hat eine S.E. mehrere Sitze, so können die Anerkennung und Vollstreckung einer Entscheidung eines Gerichts eines Mitgliedstaates, dessen Zuständigkeit sich daraus ergibt, daß die S.E. in diesem Staat einen Sitz hat, nicht deshalb abgelehnt werden, weil sich in dem Staat, in dem die Anerkennung geltend gemacht oder die Vollstreckung betrieben wird, ein anderer Sitz der S.E. befindet.

Historical Archives of the European Commission

# TITEL II

## GRÜNDUNG

### 1. Abschnitt

### Allgemeines

Artikel 11

1. Die S.E. ist bei dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften zur Eintragung in das europäische Handelsregister anzumelden.

2. Der Anmeldung sind beizufügen

a) der durch die Gründungsgesellschaften genehmigte Gründungsakt nebst Anlagen

b) die Satzungen der Gründungsgesellschaften

3. Die Anmeldung hat außerdem je nach Gründungsart den Vorschriften eines der folgenden Abschnitte dieses Titels zu entsprechen.

Artikel 11

1. Die S.E. ist von den Gründungsgesellschaften bei dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften zur Eintragung in das europäische Handelsregister anzumelden.

2. Der Anmeldung sind der Gründungsakt und die Satzung der S.E. sowie die in den folgenden Abschnitten für die einzelnen Gründungsarten vorgeschriebenen weiteren Unterlagen beizufügen.

3. Gründungsgesellschaften im Sinne der Vorschriften dieses Titels sind die Gesellschaften und sonstigen juristischen Personen, die gemäß Artikel 2 und 3 an der Gründung einer S.E. in den einzelnen Gründungsarten teilnehmen können.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 12 | Artikel 12 |
| --- | --- |
| 1. Der Gründungsakt enthält eine zusammenfassende Übersicht, aus der hervorgeht, daß die Gründung den in Titel I vorgeschriebenen Gründungsvoraussetzungen entspricht, und in der ferner die wirtschaftlichen Erwägungen dargelegt werden, die der Gründung der S.E. zugrunde liegen. | Der Gründungsakt der S.E. ist von den Gründungsgesellschaften nach den Vorschriften eines der folgenden Abschnitte dieses Titels zu errichten. Er ist notariell zu beurkunden. |
| 2. Dem Gründungsakt sind als Anlagen beizufügen<br>a) die Satzung der S.E.;<br>b) die Eröffnungsbilanz der S.E. nebst ihren Erläuterungen;<br>c) der Prüfungsbericht;<br>d) die Zusammensetzung des ersten Vorstands und des ersten Aufsichtsrats der S.E., falls diese nicht in der Satzung aufgenommen ist. | entfällt |
| 3. Der Gründungsakt und die in Absatz 2 a) und d) erwähnten Anlagen sind notariell zu beurkunden. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 13

Die Satzung der S.E. muß mindestens enthalten

a) die Firma der Gesellschaft, der die Abkürzung "S.E." hinzuzufügen ist;

b) den Sitz der Gesellschaft;

c) eine genaue Bezeichnung des Gegenstandes des Unternehmens;

d) die Höhe des Kapitals sowie den Nennwert und die Zahl der Aktien mit der Angabe, ob es sich um Inhaber- oder Namensaktien handelt; sind mehrere Gattungen von Aktien vorhanden, ist die Gattung der einzelnen Aktien anzugeben;

e) die Rechnungswährung der Gesellschaft;

Artikel 13

1. Die Satzung der S.E. muß von den Gründungsgesellschaften nach den Vorschriften eines der folgenden Abschnitte dieses Titels genehmigt werden. Sie ist notariell zu beurkunden.

2. Die Satzung muß mindestens enthalten

a) die Firma der Gesellschaft, die als Bestandteil die Abkürzung "S.E." enthalten muß;

b) den Sitz der Gesellschaft;

c) den Gegenstand des Unternehmens;

d) die Höhe des Kapitals sowie den Nennwert und die Zahl der Aktien mit der Angabe, ob es sich um Inhaber- oder Namensaktien handelt; sind mehrere Gattungen von Aktien vorhanden, sind der Nennwert und die Zahl der Aktien sowie die damit verbundenen Rechte für jede Gattung anzuführen;

entfällt

Historical Archives of the European Commission

.../...

Artikel 13

f) die Dauer der Gesellschaft, soweit sie begrenzt ist.

Artikel 13

e) die Dauer der Gesellschaft, soweit sie begrenzt ist;

f) die Namen der Mitglieder des ersten Vorstands;

g) die Namen der Mitglieder des ersten Aufsichtsrates, die von den Aktionären zu bestellen sind.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 14 | Artikel 14 |
|---|---|
| 1. Die Eröffnungsbilanz der S.E. muß ebenso wie ihre Erläuterungen den Vorschriften dieses Statuts über die Bilanz und deren Erläuterungen im Anhang des Jahresabschlusses entsprechen. | ". - entfällt; siehe Art. 22-a- Abs.1, Art. 30 Abs. 3, Art.35 a , Art. 38 Abs. 3 |
| 2. Aus den Erläuterungen muß der Gesamtbetrag der Ausgaben in voraussehbarer Höhe ersichtlich sein, die von der S.E. im Zusammenhang mit der Gründung und deren Vorbereitung übernommen werden. | ". - entfällt; siehe die zu Abs. 1 zitierten Bestimmungen |
| 3. Aus den Erläuterungen müssen sich gleichfalls die Sacheinlagen, deren Bewertung und die Namen der Einleger ergeben. Ferner sind der Nennwert und die Gattung der Aktien anzugeben, die dem Einleger für seine Sacheinlagen gewährt werden. | ". - entfällt; siehe Art. 35a |
| 4. In den Erläuterungen sind sämtliche Vorteile und Vergünstigungen aufzuführen, die jeder an der Gründung der S.E. beteiligten Person zugesagt worden sind. | ". - entfällt; siehe die zu Abs. 1 zitierten Bestimmungen |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 15

1. Der Prüfungsbericht wird von einem oder mehreren, durch die Gründungsgesellschaften zu bestellenden Gründungsprüfer erstattet.

2. Als Gründungsprüfer können nur Personen bestellt werden, die eine für die Ausübung dieser Tätigkeit ausreichende Ausbildung und Erfahrung auf Grund eines gesetzlich geregelten Zulassungs- und besonderen Fachprüfungsverfahrens nachweisen und daraufhin in einem der Mitgliedstaaten zur Prüfung des Jahresabschlusses von Aktiengesellschaften zugelassen sind, deren Aktien an der Börse gehandelt werden. Die Gründungsprüfer dürfen in keiner Weise von den Gründungsgesellschaften abhängig sein.

3. Der Prüfungsbericht enthält eine Prüfung des gesamten Gründungsvorgangs insbesondere

a) der Eröffnungsbilanz der S.E. nebst ihren Erläuterungen;

b) der Bewertung der Sacheinlagen;

c) der Volleinzahlung des Kapitals.

Artikel 15

1. Das Verwaltungsorgan jeder Gründungsgesellschaft hat einen oder mehrere Gründungsprüfer zur Prüfung des Entwurfs des Gründungsaktes zu bestellen. Dieselbe Person kann nur bei einer Gesellschaft bestellt werden.

2. Als Gründungsprüfer können nur Personen bestellt werden, die eine für die Ausübung dieser Tätigkeit ausreichende Ausbildung und Erfahrung auf Grund eines gesetzlich geregelten oder anerkannten Zulassungs- und besonderen Fachprüfungsverfahrens nachweisen und daraufhin in einem der Mitgliedstaaten zur Prüfung des Jahresabschlusses von Aktiengesellschaften zugelassen sind, deren Aktien an einer Börse gehandelt werden. Die Gründungsprüfer dürfen von den Gründungsgesellschaften weder abhängig sein, noch in den letzten drei Jahren vor Erstellung des Prüfungsberichts abhängig gewesen sein. Die Gründungsprüfer dürfen die Personen sein, die mit der Rechnungsprüfung der Gründungsgesellschaften befasst sind.

entfällt

Historical Archives of the European Commission

Artikel 15

3. Ein Gründungsprüfer haftet der S.E., den Aktionären der S.E. und Dritten gegenüber unbeschränkt für den Schaden, der diesen durch eine Verletzung der Bestimmungen dieses Statuts sowie durch jede andere Verletzung der ihm bei der Erfüllung seiner Aufgaben obliegenden Pflichten entstanden ist.

Sind von einer Gründungsgesellschaft mehrere Gründungsprüfer bestellt worden, haften diese gesamtschuldnerisch. Ein Gründungsprüfer kann sich jedoch von seiner Haftung befreien, wenn er nachweist, dass ihn kein Verschulden trifft.

Die Haftung besteht für die Dauer von drei Jahren vom Tage der Eintragung der S.E. in das Europäische Handelsregister oder, wenn die schädigende Handlung oder Unterlassung verheimlicht worden ist, von deren Entdeckung an.

4. Für die Erhebung der Haftungsklage der S.E. / Artikel 72 entsprechende Anwendung findet

Historical Archives of the Europe Commission

Artikel 16

1. Erwirbt die S.E. innerhalb von zwei Jahren seit ihrer Gründung Vermögensgegenstände, die einer Gründungsgesellschaft, einem ihrer Aktionäre oder einem Aktionär der S.E. gehören und bei denen die Gegenleistung den zehnten Teil des Kapitals der S.E. übersteigt, so unterliegt dieser Erwerb ebenfalls der Prüfung. Artikel 15 Absatz 1 und 2 finden Anwendung. Die Hauptversammlung hat dem Erwerb zuzustimmen. Das Ergebnis des Prüfungsberichts ist in den Gesellschaftsblättern zu veröffentlichen.

2. Absatz 1 findet keine Anwendung, wenn der Erwerb bei der Gründung der S.E. bereits vereinbart und in den Erläuterungen der Eröffnungsbilanz aufgeführt worden war.

Artikel 16

entfällt; siehe Artikel 35-c-

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 17 | Artikel 17 |
|---|---|
| 1. Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften prüft die Ordnungsmäßigkeit des Gründungsherganges. Die Regelung des Verfahrens bleibt einer Verfahrensordnung vorbehalten. | 1. unverändert |
| 2. Der Gerichtshof kann sich bei der Prüfung des Gründungshergangs auf Kosten der Gründungsgesellschaften und ohne Angabe von Gründen der Hilfe eines sachverständigen Wirtschaftsprüfers bedienen. | 2. entfällt |
| 3. Der Gerichtshof hat die Eintragung in das europäische Handelsregister abzulehnen, wenn<br>a) die Gründung den Vorschriften dieses Statuts nicht entspricht;<br>b) der Gründungsakt oder seine Anlagen unvollständig sind;<br>c) die Satzung den Vorschriften dieses Statuts nicht entspricht;<br>d) aus dem Prüfungsbericht nicht hervorgeht, daß die Volleinzahlung des Kapitals gesichert ist, insbesondere, daß der Wert der Sacheinlagen mindestens dem Nennwert der dafür zu gewährenden Aktien entspricht. | 2. Der Gerichtshof hat die Eintragung in das europäische Handelsregister abzulehnen, wenn die Gründungsvorschriften dieses Statuts nicht eingehalten worden sind oder wenn die Satzung der S.E. den Vorschriften dieses Statuts nicht entspricht. |
| 4. Der Gerichtshof ist berechtigt, von den Gründungsgesellschaften jede von ihm gewünschte Auskunft zu verlangen. Er kann ihnen die Möglichkeit zur Ergänzung oder Berichtigung ihrer Anmeldung geben. | 3. Der Gerichtshof ist berechtigt, von den Gründungsgesellschaften jede von ihm gewünschte Auskunft zu verlangen. Er kann ihnen die Möglichkeit zur Ergänzung oder Berichtigung der Anmeldung und der eingereichten Gründungsunterlagen geben. |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 17

5. Liegen keine Gründe zur Ablehnung oder Aussetzung der Eintragung vor, ordnet der Gerichtshof die Eintragung der S.E. ins europäische Handelsregister an und übersendet diesem die Anmeldung der S.E. zusammen mit dem Gründungsakt und dessen Anlagen.

Artikel 17

4. Liegen keine Gründe zur Ablehnung oder Aussetzung der Eintragung vor, ordnet der Gerichtshof die Eintragung der S.E. ins Europäische Handelsregister an und übersendet diesem die Anmeldung zusammen mit den nach Artikel 11 eingereichten Unterlagen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 18

1. Die Eintragung in das europäische Handelsregister enthält

a) die Firma der Gesellschaft;

b) den Sitz der Gesellschaft;

c) den Gegenstand des Unternehmens;

d) die Höhe des Kapitals;

e) die Namen der Mitglieder des Vorstands;

f) die Angabe, welcher der in Artikel 2 und 3 erwähnten Gründungsfälle vorliegt;

g) die Angabe der Gründungsgesellschaften;

h) die Bezeichnung der Gesellschaftsblätter.

2. Die Eintragung wird zusammen mit den in Absatz 1 erwähnten Angaben und dem Ergebnis des Prüfungsberichts in den Gesellschaftsblättern veröffentlicht.

Artikel 18

1. Die Eintragung in das Europäische Handelsregister enthält

a) unverändert

b) unverändert

c) unverändert

d) unverändert

e) die Namen der Mitglieder des Vorstandes und der Mitglieder des Aufsichtsrates, die von den Aktionären bestellt werden;

f) unverändert

g) unverändert

entfällt

h) die Angabe, dass jedes Mitglied des Vorstands zur Vertretung der Gesellschaft Dritten gegenüber berechtigt ist.

2. Die Eintragung mit den in Absatz 1 erwähnten Angaben wird in den Gesellschaftsblättern veröffentlicht.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 19

1. Die S.E. entsteht mit der Bekanntmachung der Eintragung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften. Von diesem Zeitpunkt an können Gründungsmängel nicht mehr geltend gemacht werden.

2. Wer vor dem Tag der Bekanntmachung im Namen der S.E. handelt, haftet persönlich. Handeln mehrere, so haften sie als Gesamtschuldner.

Artikel 19

1. Die S.E. entsteht an dem der Bekanntmachung der Eintragung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften folgenden Tag. Von diesem Zeitpunkt an können Gründungsmängel nicht mehr geltend gemacht werden.

2. Wer vor diesem Zeitpunkt [illegible] im Namen der S.E. handelt, haftet Dritten gegenüber persönlich für die eingegangenen Verbindlichkeiten. Handeln mehrere gemeinsam, so haften sie als Gesamtschuldner.

3. Die S.E. kann eine derartige Verbindlichkeit übernehmen. Die Personen, die im Namen der S.E. gehandelt haben, werden dadurch von ihrer Haftung nach Absatz 2 befreit.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 20

1. Die Gründungsgesellschaften und deren verantwortliche Personen haften der S.E. und Dritten gegenüber als Gesamtschuldner für die Dauer von drei Jahren vom Tage der Eintragung in das europäische Handelsregister für die Vollständigkeit und Richtigkeit aller bei der Anmeldung gemachten Angaben.

2. Von dieser Haftung sind die Gründungsgesellschaften und deren verantwortliche Personen befreit, wenn sie die Unvollständigkeit oder Unrichtigkeit der gemachten Angaben weder kannten noch bei Anwendung der Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmanns kennen mußten. Die Kenntnis der für eine Gründungsgesellschaft verantwortlichen Personen wird der Gesellschaft zugerechnet.

3. Die Gründungsprüfer haften der S.E. und Dritten gegenüber für die Dauer von drei Jahren vom Tage der Eintragung in das europäische Handelsregister für die Vollständigkeit und Richtigkeit ihres Prüfungsberichts, es sei denn, daß sie nachweisen, daß sie die für die Ausübung ihres Berufes erforderliche Sorgfalt angewandt haben.

Artikel 20

1. Die Gründungsgesellschaften und die Mitglieder ihrer Verwaltungsorgane haften der S.E. und Dritten gegenüber als Gesamtschuldner für die Dauer von drei Jahren vom Tage der Eintragung in das europäische Handelsregister an dafür, daß die bei der Anmeldung gemachten Angaben vollständig und richtig sind.

2. In gleicher Weise haften die Gründungsgesellschaften und die Mitglieder ihrer Verwaltungsorgane dafür, daß das Kapital der S.E. in bar voll eingezahlt oder durch Sacheinlagen voll eingebracht worden ist.

3. Von dieser Haftung sind diejenigen Mitglieder der Verwaltungsorgane einer Gründungsgesellschaft befreit, die Umstände, welche eine Haftung nach den vorigen Absätzen begründen, nicht kannten noch bei Anwendung der Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmanns kennen mußten.

siehe Art. 15 Absatz 3

Historical Archives of the European Commission

## 2. Abschnitt

## Gründung durch Verschmelzung

### Artikel 21

Bei der Gründung einer S.E. durch Fusion von Aktiengesellschaften geht deren Vermögen als Ganzes gegen Gewährung von Aktien der S.E. an die Aktionäre der fusionierenden Aktiengesellschaften auf die S.E. über. Barzuzahlungen zum Ausgleich übersteigender Beträge sind bis zu einer Höhe von 10 % des Nennwertes der Aktien der S.E. zulässig.

### Artikel 21

1. Bei der Gründung einer S.E. durch Verschmelzung von Aktiengesellschaften geht deren gesamtes Aktiv- und Passivvermögen im Wege der Auflösung ohne Abwicklung auf die S.E. über. Die Aktionäre der verschmelzenden Aktiengesellschaften erhalten Aktien der S.E.; bare Zuzahlungen zum Ausgleich übersteigender Beträge sind bis zu einer Höhe von 10 % des Nennwertes der Aktien der S.E. zulässig.

2. Eine Aktiengesellschaft kann sich an der Gründung einer S.E. durch Verschmelzung auch dann beteiligen, wenn sie sich in Abwicklung befindet, sofern noch nicht mit der Verteilung ihres Vermögens an ihre Aktionäre begonnen worden ist.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 22

1. Die Gründungsgesellschaften stellen einen Fusionsplan auf, der enthält

) den Entwurf des in Art. 12 vorgesehenen Gründungsaktes und seiner Anlagen;

) Angaben, in welchem Verhältnis die Aktien der Gründungsgesellschaften gegen Aktien der S.E. umgetauscht werden;

) die mit einem Bestätigungsvermerk eines Gründungsprüfers versehene Begründung der Bewertung des Umtauschverhältnisses der Aktien der Gründungsgesellschaften gegen Aktien der S.E.;

d) Angaben, unter welchen Bedingungen die Aktien der S.E. ausgegeben werden;

) Vorschläge, wie die Rechte der Gläubiger gesichert werden;

) Vorschläge, in welcher Weise Gewinnansprüche Dritter (Nichtaktionäre) berücksichtigt werden sollen.

Artikel 22

1. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften stellen den Entwurf eines Gründungsaktes auf. Dieser enthält

a) die Firma und den Sitz der Gründungsgesellschaften;

b) die Eröffnungsbilanz der S.E. nebst ihren Erläuterungen;

c) das Umtauschverhältnis der Aktien und gegebenenfalls die Höhe der baren Zuzahlung;

d) die Einzelheiten hinsichtlich der Übertragung der Aktien der S.E.;

e) die Rechte, die die S.E. den Aktionären der Gründungsgesellschaften mit Sonderrechten und den Inhabern anderer Wertpapiere als Aktien gewährt oder die für diese Personen vorgeschlagenen Maßnahmen;

f) die in Artikel 23 vorgesehenen Berichte der Gründungsprüfer;

g) die in Artikel 23 -a- vorgesehenen Berichte der Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 22

2. Dem Fusionsplan sind als Anlagen beizufügen

a) die auf den letzten Stand gebrachten Satzungen der Gründungsgesellschaften;

b) die Bilanzen, Gewinn- und Verlustrechnungen der drei letzten Geschäftsjahre jeder Gründungsgesellschaft; die letzte festgestellte Bilanz soll auf einen Stichtag lauten, der höchstens sechs Monate vor der Einberufung der nach Artikel 24 vorgesehenen Hauptversammlung der betreffenden Gesellschaft liegt; ist sie älter, muß sie auf den Stand des ersten Tages des zweiten Monats vor dem Tag der Einberufung der Hauptversammlung gebracht werden. Eine neue Inventur ist nicht durchzuführen. Die in der letzten Bilanz enthaltenen Bewertungen sind nur nach Maßgabe der Buchbewegungen zu verändern. Die zwischenzeitlichen Abschreibungen und Rückstellungen sowie wichtige, nicht in den Büchern erscheinende Veränderungen des Realwerts sind jedoch zu berücksichtigen.

Artikel 22

2. Dem Entwurf des Gründungsaktes sind als Anlagen beizufügen

a) der Entwurf der Satzung der S.E.;

b) die geltende Fassung der Satzungen der Gründungsgesellschaften;

c) die Bilanzen, die Gewinn- und Verlustrechnungen und die Geschäftsberichte der Gründungsgesellschaften für die letzten drei Geschäftsjahre oder, wenn eine Gesellschaft noch keine drei Geschäftsjahre besteht, für die seit ihrem Entstehen vollendeten Geschäftsjahre;

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 22

d) sofern die letzte Bilanz sich auf ein mehr als sechs Monate vor der Aufstellung des Entwurfs des Gründungsakts abgelaufenes Geschäftsjahr bezieht, eine Zwischenbilanz auf den ersten Tag des zweiten der Aufstellung des Entwurfs des Gründungsakts vorausgehenden Monats;

e) sofern eine Gesellschaft noch kein Geschäftsjahr vollendet hat, ihre Eröffnungsbilanz oder, sofern sie keine Eröffnungsbilanz erstellt hat oder diese bei Aufstellung des Entwurfs des Gründungsakts älter als sechs Monate ist, eine Zwischenbilanz auf den ersten Tag des zweiten der Aufstellung des Entwurfs des Gründungsakts vorausgehenden Monats.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 22 - a -

1. Die Eröffnungsbilanz der S.E. und deren Erläuterungen müssen den Vorschriften dieses Statuts über die Bilanz und deren Erläuterungen im Anhang des Jahresabschlusses entsprechen. In den Erläuterungen sind anzugeben

a) der voraussichtliche Gesamtbetrag der Ausgaben, die von der S.E. im Zusammenhang mit der Gründung und deren Vorbereitung übernommen werden müssen;

b) besondere Vergünstigungen und Vergütungen, die aus Anlaß der Gründung der S.E. zugesagt worden sind.

2. Die Zwischenbilanz nach Artikel 22 Absatz 2 Buchstabe d) ist nach denselben Methoden und in derselben Gliederung zu erstellen wie die letzte Jahresbilanz. Es gilt jedoch folgendes:

a) eine neue körperliche Bestandsaufnahme ist nicht durchzuführen;

b) die Bewertungen der letzten Bilanz sind nur nach Maßgabe der Bewegungen in den Büchern zu verändern; zu berücksichtigen sind aber

- Abschreibungen, Wertberichtigungen und Rückstellungen für die Zwischenzeit;

- wesentliche, aus den Büchern nicht ersichtliche Veränderungen der wirklichen Werte.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 22 - a -

3. Die Zwischenbilanz nach Artikel 22 Absatz 2 Buchstabe e) ist nach denselben Methoden und in derselben Gliederung zu erstellen wie eine Jahresbilanz der betreffenden Gesellschaft.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 23

Jeder Gründungsprüfer hat das Recht, alle erforderlichen Auskünfte und Unterlagen bei den fusionierenden Aktiengesellschaften einzuholen und alle notwendigen Sachprüfungen vorzunehmen.

(jetzt Abs. 4)

Artikel 23

1. Für jede Gründungsgesellschaft prüfen ein oder mehrere Gründungsprüfer den Entwurf des Gründungsaktes und erstellen einen Bericht für die Aktionäre.

2. In ihrem Bericht müssen die Gründungsprüfer insbesondere erklären, ob das Umtauschverhältnis nach ihrer Ansicht gerechtfertigt ist oder nicht. Diese Erklärung ist zumindest durch folgende Angaben zu begründen

a) das Verhältnis der Reinvermögen der Gesellschaften auf der Grundlage der tatsächlichen Werte;

b) das Verhältnis der Ertragswerte der Gesellschaften unter Berücksichtigung der Zukunftsaussichten;

c) die Kriterien für die Bewertung der Reinvermögen und der Ertragswerte.

3. In dem Bericht ist außerdem auf besondere Schwierigkeiten bei der Bewertung, soweit solche aufgetreten sind, hinzuweisen.

4. Jeder Gründungsprüfer hat das Recht, bei den Gründungsgesellschaften alle zweckdienlichen Auskünfte und Unterlagen zu erhalten und alle erforderlichen Nachprüfungen vorzunehmen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 23 - a -

1. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften erstellen einen [illegible] Bericht, in dem der Entwurf des Gründungsaktes und vor allem das Umtauschverhältnis der Aktien rechtlich und wirtschaftlich erläutert und begründet werden.

2. In diesem Bericht werden auch die rechtlichen, wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der Verschmelzung auf die Arbeitnehmer für einen Zeitraum von mindestens zwei Jahren erläutert sowie gegebenenfalls die für die Arbeitnehmer zu treffenden Maßnahmen bezeichnet.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 23-b-

1. Von der Einberufung der Hauptversammlung an die über die Verschmelzung zu beschliessen hat, erteilen die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften kostenlos jedem Interessierten auf Verlangen eine Abschrift des Entwurfs des Gründungsaktes und seiner Anlagen.

2. Zwischen der Einberufung und dem Zusammentreten der Hauptversammlung muss ein Zeitraum von mindestens zwei Monaten liegen.

3. Bei der Einberufung der Hauptversammlung ist auf die nach Absatz 1 gegebene Möglichkeit hinzuweisen. Gleichzeitig ist darauf hinzuweisen, dass nur denjenigen Aktionären, die in der Hauptversammlung gegen den Entwurf des Gründungsakts gestimmt und Widerspruch zu Protokoll erhoben haben, ein Anfechtungsrecht zusteht.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 23-c-

1. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften erörtern mit den Vertretern der Arbeitnehmer die rechtlichen, wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der Verschmelzung auf die Arbeitnehmer sowie die in dem in Artikel 23-a- vorgesehenen Bericht enthaltenen Maßnahmen für die Arbeitnehmer innerhalb einer Frist von 2 Wochen nach Veröffentlichung des Entwurfs des Gründungsakts.

2. a) Vertreter der Arbeitnehmer im Sinne dieser Vorschrift sind diejenigen Einrichtungen, Organisationen oder Personen, die nach den auf die Gründungsgesellschaften anwendbaren Bestimmungen bei Verschmelzungen von Gesellschaften angehört werden müssen.

b) Ist eine Europäische Aktiengesellschaft als Gründungsgesellschaft an der Verschmelzung beteiligt und hat diese Gesellschaft einen Europäischen Betriebsrat, so ist dieser als Vertretung der Arbeitnehmer im Sinne dieser Vorschrift anzusehen.

3. Sofern die Vertreter der Arbeitnehmer der Meinung sind, daß durch die Verschmelzung Interessen der Arbeitnehmer nachteilig berührt werden, ist das Verwaltungsorgan der betreffenden

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 23-c-

Gesellschaft verpflichtet, vor der Beschlußfassung der Hauptversammlung über die Verschmelzung mit den Vertretern der Arbeitnehmer Verhandlungen aufzunehmen, um zu einer Einigung über die für die Arbeitnehmer zu treffenden Maßnahmen zu gelangen. Wird eine Einigung erzielt, ist diese schriftlich niederzulegen.

4. Ist bei den Verhandlungen keine Einigung erzielt worden, so können die Vertreter der Arbeitnehmer zu den Auswirkungen der Verschmelzung auf die Arbeitnehmer und zu dem Ergebnis der Erörterungen und Verhandlungen mit dem Verwaltungsorgan der betreffenden Gesellschaft schriftlich Stellung nehmen.

5. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften unterrichten die Hauptversammlung, die über die Verschmelzung zu beschließen hat, in einem Bericht über das Ergebnis der Erörterungen und Verhandlungen mit den Vertretern der Arbeitnehmer. In diesen Bericht ist gegebenenfalls eine nach Absatz 3 erzielte Einigung oder eine nach Absatz 4 abgegebene Stellungnahme der Arbeitnehmer aufzunehmen. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften haben Abschriften dieses Berichts jedem Interessierten spätestens acht Tage vor dem Zusammentreten der Hauptversammlung auf Verlangen kostenlos zur Verfügung zu stellen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 23-d-

1. Ist bei den Verhandlungen nach Artikel 23-c- Absatz 3 keine Einigung erzielt worden und hat die Hauptversammlung der betreffenden Gesellschaft die Verschmelzung genehmigt, so kann jede an den Verhandlungen beteiligte Partei innerhalb eines Monats eine Schiedsstelle anrufen.

2. Die Schiedsstelle setzt sich zusammen aus Beisitzern, die zu gleichen Teilen von dem Verwaltungsorgan und den Arbeitnehmervertretern der betreffenden Gesellschaft bestellt werden und einem unparteiischen Vorsitzenden, der mit Zustimmung beider Parteien bestellt wird. Kommt eine Einigung über die Person des Vorsitzenden oder über die Gesamtzahl der Beisitzer nicht zustande, werden diese durch das Gericht des Sitzes der betreffenden Gründungsgesellschaft bestimmt.

3. Die Schiedsstelle bestimmt nach Anhörung der Parteien die für die Arbeitnehmer im Falle der Verschmelzung durch die Gründungsgesellschaft oder die S.E. zu treffenden Maßnahmen. Ihre Entscheidung ist schriftlich niederzulegen und den Parteien zuzustellen.

4. Entsteht die S.E. während des Schiedsverfahrens, so tritt sie als Partei des Verfahrens an die Stelle der Gründungsgesellschaft...

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 24 | Artikel 24 |
| --- | --- |
| 1. Die Hauptversammlung jeder Gründungsgesellschaft hat den Fusionsplan zu genehmigen. Der hierzu notwendige Beschluss muss den Voraussetzungen entsprechen, die für den Beschluss zur Auflösung der Gründungsgesellschaft gelten. Dabei darf das gegebenenfalls erforderliche Quorum jedoch für eine erste Hauptversammlung nicht höher sein als die Hälfte, für eine zweite Hauptversammlung nicht höher als ein Viertel aller Stimmberechtigten Aktien. Für den Genehmigungsbeschluss darf keine höhere Mehrheit verlangt werden als drei Viertel der abgegebenen Stimmen. Sieht das nationale Recht kein Quorum vor, darf für den Genehmigungsbeschluss keine grössere Mehrheit als drei Viertel der abgegebenen Stimmen und vier fünftel des bei der Beschlussfassung vertretenen Grundkapitals verlangt werden. | 1. Die Hauptversammlung jeder Gründungsgesellschaft hat den Gründungsakt und die Satzung der S.E. zu genehmigen. Der hierzu notwendige Beschluss muss den Voraussetzungen entsprechen, die nach dem Recht der jeweiligen Gründungsgesellschaft für Verschmelzungen oder, mangels solcher Vorschriften, für deren Auflösung gelten. |
| 2. Von der Einberufung der Hauptversammlung an erteilen die Gründungsgesellschaften jedem Interessierten auf Verlangen gegen Erstattung der tatsächlichen Kosten unverzüglich eine Abschrift des Fusionplans mit allen Anlagen. Auf diese Möglichkeit ist bei der Einberufung der Hauptversammlung hinzuweisen. Gleichzeitig ist in der Einberufung darauf hinzuweisen, dass nur denjenigen Aktionären, die in der Hauptversammlung gegen den Fusionsplan gestimmt und Widerspruch zu Protokoll erhoben haben, ein Anfechtungsrecht zusteht. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 24

3. Zwischen den Hauptversammlungen und ihrer Einberufung muß ein Zeitraum von mindestens einem Monat liegen.

4. Soweit das nationale Recht kein weitergehendes Auskunftsrecht vorsieht, ist jedem Aktionär auf Verlangen in der Hauptversammlung über alle für die Beurteilung der Fusion wesentlichen Angelegenheiten Auskunft zu erteilen, auch über diejenigen, welche sich auf die Gesellschaften beziehen, mit denen fusioniert werden soll.

5. Über die Hauptversammlung jeder Gründungsgesellschaft ist ein notarielles Protokoll zu errichten.

6. Die Niederschriften der Hauptversammlung sind unverzüglich, spätestens aber zwei Wochen nach Ablauf der Hauptversammlung, in der ein Beschluß gefaßt wurde, zur kostenlosen Einsichtnahme durch jeden Interessierten zu hinterlegen. Die Hinterlegung findet an der Stelle statt, an der nach den Vorschriften des nationalen Rechts jeder Gründungsgesellschaft deren Satzung zu hinterlegen ist. Abschriften der Niederschriften sind den Aktionären und jedem in Artikel 22 Absatz 1 erwähnten Dritten auf Verlangen gegen Erstattung der tatsächlichen Kosten auszuhändigen.

Artikel 24

entfällt

2. Soweit das auf die Gründungsgesellschaften anwendbare Recht kein weitergehendes Auskunftsrecht vorsieht, ist jedem Aktionär auf Verlangen in der Hauptversammlung über alle für die Beurteilung der Gründung wesentlichen Angelegenheiten Auskunft zu erteilen, auch über diejenigen, welche sich auf die anderen Gründungsgesellschaften beziehen.

3. Über die Hauptversammlung jeder Gründungsgesellschaft ist ein notarielles Protokoll zu errichten.

4. Die Niederschriften der Hauptversammlung sind unverzüglich, spätestens aber zwei Wochen nach Ablauf der Hauptversammlung, in der ein Beschluß gefaßt wurde, an der Stelle zu hinterlegen, an der nach den Vorschriften des Rechts jeder Gründungsgesellschaft deren Satzung zu hinterlegen ist. Abschriften der Niederschriften sind jedem Interessierten auf Verlangen kostenlos zur Verfügung zu stellen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 25

1. Die Anfechtung der Beschlüsse der Hauptversammlungen steht nur denjenigen Aktionären zu, die in der jeweiligen Hauptversammlung gegen den Fusionsplan gestimmt und Widerspruch zu Protokoll erhoben haben. Die Klage muß ungeachtet des Grundes, auf dem sie beruht, binnen einem Monat nach der Beschlußfassung vor dem zuständigen nationalen Gericht erhoben werden.

2. Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften kann einem Aktionär, dem die Möglichkeit des ersten Absatzes nicht offengestanden hat und der sich vor der Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister unter Angabe von Gründen an den Gerichtshof wendet, nach Anhörung der Gründungsgesellschaft eine Frist zur Einreichung einer Anfechtungs- oder Nichtigkeitsklage bei dem zuständigen nationalen Gericht gewähren, falls dem Gerichtshof glaubhaft gemacht worden ist, daß wesentliche Vorschriften der Satzung oder des anwendbaren nationalen Rechts verletzt wurden.

3. Solange über eine Anfechtungs- oder Nichtigkeitsklage nicht rechtskräftig entschieden worden ist, kann der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die Anmeldung der S.E. nicht an das europäische Handelsregister zur Eintragung weiterleiten.

Artikel 25

1. Die Beschlüsse der Hauptversammlungen können nur von denjenigen Aktionären angefochten werden, die in der jeweiligen Hauptversammlung gegen den Gründungsakt gestimmt und Widerspruch zu Protokoll erhoben haben. Die Klage muß ungeachtet des Grundes, auf dem sie beruht, innerhalb von 45 Tagen nach der Beschlußfassung vor dem zuständigen nationalen Gericht erhoben werden.

2. Der Europäische Gerichtshof kann einem Aktionär, der die Anfechtungsmöglichkeit nach Abs. 1 nicht genutzt hat und der sich vor der Eintragung der S.E. in das Europäische Handelsregister an den Gerichtshof wendet, nach Anhörung der Gründungsgesellschaften eine Frist zur Einreichung einer Anfechtungs- oder Nichtigkeitsklage bei dem zuständigen nationalen Gericht gewähren, falls dem Gerichtshof glaubhaft gemacht wird, daß der Aktionär ohne sein Verschulden an der Erfüllung der Voraussetzungen des Abs. 1 gehindert war und daß wesentliche Vorschriften der Satzung der Gründungsgesellschaft, an der er beteiligt ist, oder des auf sie anwendbaren Rechts verletzt wurden.

3. Der Europäische Gerichtshof ordnet die Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister nicht an, bevor die in Abs. 1 bestimmte oder eine von ihm nach Abs. 2 eingeräumte Frist zur Erhebung einer Anfechtungs- oder Nichtigkeitsklage abgelaufen ist und, falls

.../.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 25

eine Anfechtungs- oder Nichtigkeitsklage erhoben wurde, bevor über diese (rechtskräftig) entschieden worden ist.

4. Nachdem die Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften bekanntgemacht worden ist, sind die Beschlüsse der Hauptversammlungen nicht mehr anfechtbar.

4. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 26

Der Anmeldung der S.E. beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften sind die Niederschriften der Hauptversammlungen sowie die Nachweise der ordnungsmäßigen Hinterlegung dieser Niederschriften beizufügen.

Artikel 26

1. Der Anmeldung der S.E. beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften sind die Niederschriften der Hauptversammlungen sowie die Nachweise der ordnungsmäßigen Hinterlegung dieser Niederschriften beizufügen.
Das Verwaltungsorgan jeder Gründungsgesellschaft hat dem Gerichtshof mitzuteilen, ob und gegebenenfalls bei welchem Gericht der Beschluß der Hauptversammlung angefochten worden ist.

2. Mit Ablauf des Tages, an dem die Eintragung der S.E. im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften bekanntgemacht wird, erlöschen die Gründungsgesellschaften. Von diesem Zeitpunkt an haftet die S.E. an Stelle der Gründungsgesellschaften und werden die Aktionäre der Gründungsgesellschaften Aktionäre der S.E.

3. Die Handelsregister oder die Gerichte der Sitze der Gründungsgesellschaften haben, nachdem die Eintragung der S.E. bekanntgemacht worden ist, von Amts wegen die bei ihnen aufbewahrten Urkunden und sonstigen Schriftstücke der Zweigstelle des Europäischen Handelsregisters im Lande, in welchem die Gründungsgesellschaft ihren Sitz hatte, zur Aufbewahrung zu übersenden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 27

1. Die in Artikel 22 Abs. 1 e) und f) erwähnten Gläubiger und Dritten können sich, falls sie glauben, daß ihre Rechte durch die Fusion beeinträchtigt werden, innerhalb von zwei Monaten nach der Hinterlegung der Niederschrift gemäß Artikel 24 Absatz 6 an den Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften unter Angabe der Gründe wenden, auf die sie ihre Einwendungen stützen. Solange diese Frist läuft, kann der Gerichtshof die Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister nicht anordnen.

2. Hält der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften nach Anhörung der Gründungsgesellschaften die Einwendung für berechtigt, kann er von der betroffenen Gründungsgesellschaft angemessene Sicherheiten verlangen.

Artikel 27

1. Die Gläubiger der Gründungsgesellschaften können innerhalb von drei Monaten nach deren Erlöschen die Leistung einer Sicherheit durch die S.E. verlangen.

2. Ist innerhalb von zwei Wochen, nachdem die S.E. den Antrag des Gläubigers erhalten hat, keine Einigung erzielt worden, kann das Gericht des Sitzes der S.E. auf Antrag des Gläubigers die Leistung einer Sicherheit anordnen. Wenn die S.E. diese Sicherheit nicht bis zum Ablauf eines Monats nach der gerichtlichen Entscheidung leistet, wird die Forderung sofort fällig. Das Gericht weist den Antrag ab, wenn der Gläubiger schon über eine ausreichende Sicherheit verfügt oder wenn nachgewiesen wird, daß die S.E. offensichtlich zahlungsfähig ist.

3. Die S.E. ist von der Leistung einer Sicherheit befreit, wenn die Schuld, auch vor Fälligkeit, entweder vor der gerichtlichen Entscheidung oder spätestens bis zum Ablauf eines Monats nach dieser Entscheidung getilgt wird.

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 27

4. Die Vorschriften dieses Artikels gelten nicht für Anleihegläubiger einer Gründungsgesellschaft, wenn eine Versammlung der Anleihegläubiger, der das Recht der Gründungsgesellschaft die Zuständigkeit für die Zustimmung zu einer Verschmelzung gibt, der Verschmelzung zugestimmt hat oder wenn die Anleihegläubiger einzeln der Verschmelzung zugestimmt haben.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 28

1. Die Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister wird in den Gesellschaftsblättern der S.E. bekanntgemacht. Die Fusion wird ferner nach den Vorschriften der nationalen Rechte der Gründungsgesellschaften über die Auflösung eingetragen und bekanntgemacht.

2. Am Tage, an dem die Bekanntmachung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften erfolgt ist, erlöschen die Gründungsgesellschaften ohne Abwicklung. Von diesem Tage an haftet die S.E. an Stelle der Gründungsgesellschaften.

3. Mit der Bekanntmachung werden die Aktionäre der Gründungsgesellschaften Aktionäre der S.E.

4. Die Handelsregister oder die Gerichte der Sitze der Gründungsgesellschaften haben, nachdem die im ersten Absatz erwähnte Veröffentlichung der Auflösung der Gründungsgesellschaften durchgeführt worden ist, von Amts wegen die bei ihnen aufbewahrten Urkunden und sonstigen Schriftstücke der Zweigstelle des europäischen Handelsregisters im Lande, in welchem die Gründungsgesellschaft ihren Sitz hatte, zur Aufbewahrung zu übersenden.

Artikel 28

1. Die Vorschriften der Artikel 21 bis 27 sind auch dann anwendbar, wenn einer der Gründungsgesellschaften alle oder ein Teil der Aktien einer der anderen Gesellschaften gehören. In diesem Fall erlöschen die Aktien der Gründungsgesellschaften, die einer S.E. als Rechtsnachfolgerin einer anderen Gründungsgesellschaft zufallen.

2. Gehören einer der Gründungsgesellschaften alle Aktien einer anderen Gründungsgesellschaft, kann abweichend von Artikel 15 Absatz 1 dieselbe Person als Gründungsprüfer für beide Gesellschaften bestellt werden.

3. entfällt

4. entfällt

Historical Archives of the European Commission

## 3. Abschnitt
## Gründung einer Holding-S.E.

| | |
|---|---|
| Artikel 29 | Artikel 29 |
| 1. Bei Gründung einer Holding-S.E. gehen alle Aktien der Gründungsgesellschaften auf die Holding-S.E. gegen Gewährung von Aktien der Holding-S.E. | 1. unverändert |
| 2. Die Gründungsgesellschaften bestehen fort. | 2. Die Gründungsgesellschaften bestehen fort. Nationale Vorschriften, welche eine Auflösung dieser Gesellschaften vorsehen, wenn deren Anteile in einer Hand sind, finden keine Anwendung. |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 30

1. Die Gründungsgesellschaften stellen den Entwurf eines Gründungsaktes auf, der den in Artikel 12 Absatz 1 bestimmten Voraussetzungen entspricht. Dieser Entwurf enthält

a) einen Vorschlag, in welchem Verhältnis die Aktien der Gründungsgesellschaften gegen Aktien der S.E. umgetauscht werden,

b) Vorschläge, unter welchen Bedingungen die Aktien der S.E. ausgegeben werden und

c) die mit einem Bestätigungsvermerk eines Gründungsprüfers versehene Begründung der Bewertung des Umtauschverhältnisses der Aktien der Gründungsgesellschaften gegen Aktien der S.E.
Dieser Entwurf ist notariell zu beurkunden.

2. Dem Entwurf des Gründungsaktes sind außer den in Artikel 12 Absatz 2 vorgesehenen Anlagen die Bilanzen, Gewinn- und Verlustrechnungen der drei letzten Geschäftsjahre jeder Gründungsgesellschaft beizufügen; die letzte festgestellte Bilanz soll auf einen Stichtag lauten, der höchstens sechs Monate vor der Einberufung der nach Artikel 32 vorgesehenen ersten Hauptversammlung der betreffenden Gesellschaft liegt; ist sie älter, muß sie auf den Stand des ersten Tages des zweiten Monats vor dem Tag der Einberufung der Hauptversammlung gebracht werden. Eine neue Inventur ist nicht durchzuführen.
Die in der letzten Bilanz enthaltenen Be-

Artikel 30

1. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften stellen den Entwurf eines Gründungsaktes auf. Dieser Entwurf enthält die in Artikel 22 Absatz 1 Buchstaben a) bis e) vorgesehenen Angaben sowie die in Artikel 31 und 31a vorgesehenen Berichte der Gründungsprüfer und der Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften.

2. Dem Entwurf des Gründungsaktes sind die in Artikel 22 Absatz 2 angeführten Anlagen beizufügen.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Artikel 30

Bewertungen sind nur nach Maßgabe der Buchbewegungen zu verändern. Die zwischenzeitlichen Abschreibungen und Rückstellungen sowie wichtige, nicht in den Büchern erscheinende Veränderungen des Realwertes sind jedoch zu berücksichtigen.

Artikel 30

3. Auf die Eröffnungsbilanz der S.E. und deren Erläuterungen sowie gegebenenfalls die Zwischenbilanzen der Gründungsgesellschaften findet Artikel 22 -a- Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 31

Jeder Gründungsprüfer hat das Recht, alle erforderlichen Auskünfte und Unterlagen bei den die Holding-S.E. gründenden Aktiengesellschaften einzuholen und alle notwendigen Sachprüfungen vorzunehmen.

Artikel 31

Für jede der Gründungsgesellschaften prüfen ein oder mehrere Gründungsprüfer den Entwurf des Gründungsakts und erstellen einen Bericht für die Aktionäre. Für diesen Bericht gelten die Bestimmungen von Artikel 23 Absatz 2 bis 4.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 31-a-

1. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften erstellen einen Bericht, in dem der Entwurf des Gründungsaktes und vor allem das Umtauschverhältnis der Aktien rechtlich und wirtschaftlich erläutert und begründet werden.

2. In diesem Bericht werden auch die rechtlichen, wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der Gründung der Holding-S.A. auf die Arbeitnehmer für einen Zeitraum von mindestens zwei Jahren erläutert sowie gegebenenfalls die für die Arbeitnehmer zu treffenden Maßnahmen bezeichnet.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 31-b-

1. Von der Einberufung der Hauptversammlung an, die über die Gründung der Holding-S.E. zu beschließen hat, erteilen die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften kostenlos jedem Interessierten auf Verlangen eine Abschrift des Entwurfs des Gründungsaktes und seiner Anlagen.

2. Artikel 23-b- Absatz 2 und 3 findet auf die Einberufung der Hauptversammlung der Gründungsgesellschaften Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 31-c-

1. Die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften erörtern mit den Vertretern der Arbeitnehmer die rechtlichen, wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der Gründung der Holding-S.E. auf die Arbeitnehmer sowie die in dem in Artikel 31-a- vorgesehenen Bericht enthaltenen Maßnahmen für die Arbeitnehmer innerhalb einer Frist von zwei Wochen nach Veröffentlichung des Entwurfs des Gründungsakts.

2. Artikel 23-c- Absatz 2 bis 5 und Artikel 23-d- Absatz 1 bis 3 finden entsprechende Anwendung.

Dabei ist unter "Verschmelzung" die Gründung der Holding-S.E. zu verstehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 32

1. Die Hauptversammlung jeder Gründungsgesellschaft hat den Entwurf des Gründungsaktes und seine Anlagen zu genehmigen. Der hierzu erforderliche Beschluß muß den Voraussetzungen entsprechen, die für den Beschluß zur Auflösung der Gründungsgesellschaft gelten. Dabei darf das gegebenenfalls erforderliche Quorum jedoch für eine erste Hauptversammlung nicht höher sein als die Hälfte, für eine zweite Hauptversammlung nicht höher als ein Viertel aller stimmberechtigten Aktien. Für den Genehmigungsbeschluß darf keine größere Mehrheit verlangt werden als drei Viertel der abgegebenen Stimmen. Sieht das nationale Recht kein Quorum vor, darf für den Genehmigungsbeschluß keine größere Mehrheit als drei Viertel der abgegebenen Stimmen und vier Fünftel des bei der Beschlußfassung vertretenen Grundkapitals verlangt werden.

2. Von der Einberufung der Hauptversammlung an erteilen die Gründungsgesellschaften jedem Interessierten auf Verlangen gegen Erstattung der tatsächlichen Kosten unverzüglich eine Abschrift des Entwurfs des Gründungsaktes mit allen Anlagen. Auf diese Möglichkeit ist bei der Einberufung der Hauptversammlung hinzuweisen. Gleichzeitig ist in der Einberufung darauf hinzuweisen, daß nur denjenigen Aktionären, die in der Hauptversammlung gegen den Entwurf des Gründungsaktes gestimmt und Widerspruch zu Protokoll erhoben haben, ein Anfechtungsrecht zusteht.

Artikel 32

Die Hauptversammlung jeder Gründungsgesellschaft hat den Gründungsakt und die Satzung der S.E. zu genehmigen. Für den hierzu notwendigen Beschluß gelten die Bestimmungen des Artikels 24.

entfällt

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Artikel 32 | Artikel 32 |
|---|---|
| 3. Zwischen den Hauptversammlungen und ihrer Einberufung muß ein Zeitraum von mindestens einem Monat liegen. | entfällt |
| 4. Soweit das nationale Recht kein weitergehendes Auskunftsrecht vorsieht, ist jedem Aktionär auf Verlangen in der Hauptversammlung über alle für die Beurteilung der Gründung der Holding-S.E. wesentlichen Angelegenheiten Auskunft zu erteilen. | entfällt |
| 5. Über die Hauptversammlung jeder Gründungsgesellschaft ist ein notarielles Protokoll zu errichten. | entfällt |
| 6. Die Niederschriften der Hauptversammlungen sind unverzüglich, spätestens aber zwei Wochen nach Ablauf der Hauptversammlung, in der ein Beschluß gefaßt wurde, zur kostenlosen Einsichtnahme durch jeden Aktionär zu hinterlegen. Die Hinterlegung findet an der Stelle statt, an der nach den Vorschriften des nationalen Rechts jeder Gründungsgesellschaft deren Satzung zu hinterlegen ist. Abschriften der Niederschriften sind den Aktionären auf Verlangen gegen Erstattung der tatsächlichen Kosten auszuhändigen. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 33 | Artikel 33 |
| --- | --- |
| 1. Die Anfechtung der Beschlüsse der Hauptversammlungen steht nur denjenigen Aktionären zu, die in der jeweiligen Hauptversammlung gegen den Entwurf des Gründungsaktes gestimmt und Widerspruch zu Protokoll erhoben haben. Die Klage muß ungeachtet des Grundes, auf dem sie beruht, binnen einem Monat nach der Beschlußfassung vor dem zuständigen nationalen Gericht erhoben werden. | Die Beschlüsse der Hauptversammlungen können nur unter den Voraussetzungen des Artikels 25 angefochten oder für nichtig erklärt werden. |
| 2. Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften kann einem Aktionär, dem die Möglichkeit des ersten Absatzes nicht offengestanden hat und der sich vor der Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister unter Angabe von Gründen an den Gerichtshof wendet, nach Anhörung der Gründungsgesellschaften eine Frist zur Einreichung einer Anfechtungs- oder Nichtigkeitsklage bei dem zuständigen nationalen Gericht gewähren, falls dem Gerichtshof glaubhaft gemacht worden ist, daß wesentliche Vorschriften der Satzung oder des anwendbaren Rechts verletzt wurden. | 2. entfällt |
| 3. Solange über eine Anfechtungs- oder Nichtigkeitsklage nicht rechtskräftig entschieden worden ist, kann der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die Anmeldung der S.E. nicht an das europäische Handelsregister weiterleiten. | 3. entfällt |

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 33 | Artikel 33 |
| --- | --- |
| 4. Nachdem im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften die Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister bekanntgemacht worden ist, sind die Beschlüsse der Hauptversammlungen nicht mehr anfechtbar. | entfällt |
| 5. Mit der Bekanntmachung werden die Aktionäre der Gründergesellschaften Aktionäre der S.E. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 34

Der Anmeldung der S.E. beim Europäischen Gerichtshof durch die Gründungsgesellschaften sind die Niederschriften der Hauptversammlungen sowie die Nachweise der ordnungsmäßigen Hinterlegung dieser Niederschriften beizufügen.

Artikel 34

1. Für die Anmeldung der S.E. beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften gelten die Bestimmungen des Artikels 26 Absatz 1.

2. Mit Ablauf des Tages, an dem die Eintragung der S.E. in das europäische Handelsregister im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften bekanntgegeben wird, werden die Aktionäre der Gründungsgesellschaften Aktionäre der S.E.

Historical Archives of the European Commission

## 4. Abschnitt

## Gründung einer gemeinsamen Tochtergesellschaft

### Artikel 35

Im Gründungsakt und in der Satzung der S.E. sind die Namen der Gründungsgesellschaften und die Höhe ihrer Beteiligungen an der gemeinsamen Tochtergesellschaft anzugeben.

### Artikel 35

1. Bei der Gründung einer gemeinsamen Tochtergesellschaft in Form einer S.E. stellen die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften den Entwurf eines Gründungsaktes auf. Dieser Entwurf enthält:

a) Firma, Sitz und Rechtsform der Gründungsgesellschaften;

b) die Eröffnungsbilanz der S.E. nebst ihren Erläuterungen;

c) die Höhe der Beteiligungen der Gründungsgesellschaften an der S.E.;

d) die in Artikel 35-b- vorgesehenen Berichte der Gründungsprüfer;

e) eine wirtschaftliche Erläuterung der Gründung.

2. Dem Entwurf des Gründungsaktes sind als Anlagen beizufügen:

a) der Entwurf der Satzung der S.E.;

b) die geltende Fassung der Satzungen der Gründungsgesellschaften.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 35-a-

1. Die Eröffnungsbilanz der S.E. und deren Erläuterungen müssen den Vorschriften dieses Statuts über die Bilanz und deren Erläuterungen im Anhang des Jahresabschlusses entsprechen.

2. In den Erläuterungen sind anzugeben:

a) der voraussichtliche Gesamtbetrag der Ausgaben, die von der S.E. im Zusammenhang mit der Gründung und deren Vorbereitung übernommen werden müssen;

b) besondere Vergünstigungen und Vergütungen, die aus Anlaß der Gründung der S.E. zugesagt worden sind;

c) die Sacheinlagen, deren Bewertung und die Namen der Einleger. Ferner sind der Nennwert und die Gattung der Aktien anzugeben, die dem Einleger für seine Sacheinlagen gewährt werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 35-b-

1. Für jede Gründungsgesellschaft prüfen ein oder mehrere Gründungsprüfer den Entwurf des Gründungsaktes und erstellen einen Bericht für die Verwaltungsorgane der Gründungsgesellschaften.

2. Der Prüfungsbericht enthält insbesondere eine begründete Stellungnahme zu

a) der Eröffnungsbilanz der S.E. nebst ihren Erläuterungen;

b) der Bewertung der Sacheinlagen.

3. Für diesen Bericht gelten die Bestimmungen von Artikel 23 Absatz 3 und 4.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 35-c-

1. Erwirbt die S.E. innerhalb von zwei Jahren seit ihrer Gründung Vermögensgegenstände, die einer Gründungsgesellschaft, einem ihrer Aktionäre oder einem Aktionär der S.E. gehören und bei denen die Gegenleistung den zehnten Teil des Kapitals der S.E. übersteigt, so unterliegt dieser Erwerb ebenfalls der Prüfung. Die Prüfung obliegt dem Abschlußprüfer der S.E. oder, sofern dieser noch nicht gewählt ist, den Gründungsprüfern der S.E. Die Hauptversammlung hat dem Erwerb zuzustimmen. Das Ergebnis des Prüfungsberichts ist in den Gesellschaftsblättern zu veröffentlichen.

2. Absatz 1 findet keine Anwendung, wenn der Erwerb bei der Gründung der S.E. bereits vereinbart und in den Erläuterungen der Eröffnungsbilanz aufgeführt worden ist.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 36

Ist eine der Gründungsgesellschaften eine S.E., ist die Entscheidung des Vorstandes, die Gesellschaft an der Gründung einer gemeinsamen Tochtergesellschaft zu beteiligen, von dem Aufsichtsrat zu genehmigen.

Artikel 36

1. Der Gründungsakt und die Satzung müssen von allen Gründungsgesellschaften nach den auf sie anwendbaren Rechtsvorschriften genehmigt werden.

2. Bei Gründungsgesellschaften nationalen Rechts finden alle Vorschriften Anwendung, die für deren Beteiligung an der Gründung einer Tochtergesellschaft in der Form einer Aktiengesellschaft nationalen Rechts gelten.

3. Bei Gründungsgesellschaften in der Form einer S.E. finden die nachfolgenden Vorschriften Anwendung:

a) Der Gründungsakt und die Satzung müssen vom Aufsichtsrat [illegible] genehmigt werden.

b) Der Vorstand ist verpflichtet, den EBR zu hören, bevor er die Genehmigung beantragt.

c) Der Aufsichtsrat kann seine Zustimmung nur dann erteilen, wenn die Stellungnahme des EBR vorliegt, es sei denn, der EBR habe innerhalb einer angemessenen Frist keine Stellungnahme abgegeben.

d) Fällt die Beteiligung der S.E. an der Gründung unter einen der im Artikel 83 Absatz 1 bis 3 aufgeführten Gegenstände, so müssen der Gründungsakt und die Satzung auch von der Hauptversammlung genehmigt werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 36

e) Sofern durch die Gründung der gemeinsamen Tochtergesellschaft Interessen der Arbeitnehmer nachteilig berührt werden, muß der Vorstand einen Sozialplan im Sinne des Artikels 126 a über die für die Arbeitnehmer zu treffenden Maßnahmen aufstellen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 37

Der Anmeldung der gemeinsamen Tochtergesellschaft beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften sind die Genehmigungsbeschlüsse beizufügen.

Artikel 37

Der Anmeldung der gemeinsamen Tochtergesellschaft beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften sind die Beschlüsse des Aufsichtsrats und gegebenenfalls der Hauptversammlungen beizufügen.

Historical Archives of the European Commission

5. Abschnitt

Gründung einer Tochtergesellschaft durch eine S.E.

Artikel 38

1. Im Gründungsakt und in der Satzung der S.E. ist der Name der Gründungsgesellschaft anzugeben.

2. Artikel 11 Absatz 2 b) findet keine Anwendung.

Artikel 38

1. Bei Gründung einer Tochtergesellschaft in Form einer S.E. durch eine S.E. stellt der Vorstand der S.E. den Entwurf eines Gründungsaktes auf. Dieser Entwurf enthält:

a) Firma und Sitz der Gründungsgesellschaft;

b) die Eröffnungsbilanz der Tochtergesellschaft nebst ihren Erläuterungen;

c) den Bericht des Gründungsprüfers;

d) eine wirtschaftliche Erläuterung der Gründung.

2. Dem Entwurf des Gründungsaktes sind als Anlagen beizufügen:

a) der Entwurf der Satzung der Tochtergesellschaft;

b) die geltende Fassung der Satzung der Gründungsgesellschaft.

3. Für die Eröffnungsbilanz und deren Erläuterungen gilt Artikel 35-a-.

4. Für den Prüfungsbericht gilt Artikel 35-b- entsprechend.

5. Artikel 35-c- findet entsprechende Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 39

Der Gründungsakt und seine Anlagen sind von dem Aufsichtsrat der Gründungsgesellschaft zu genehmigen.

Artikel 39

1. Der Gründungsakt und die Satzung der S.E. müssen gemäß den Bestimmungen des Art. 36 Absatz 3 genehmigt werden.

2. Für die Anmeldung der S.E. [illegible] beim Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften gilt Artikel 37 entsprechend.

Historical Archives of the European Commission

TITEL III

| KAPITAL - AKTIEN UND SCHULDVERSCHREIBUNGEN - RECHTE DER AKTIONÄRE | KAPITAL - AKTIEN - SCHULDVERSCHREIBUNGEN |
|---|---|

1. Abschnitt

Kapital

| Artikel 40 | Artikel 40 |
|---|---|
| 1. Das Kapital der S.E. lautet auf EG-Rechnungseinheiten oder auf die Währung eines der Mitgliedstaaten. | 1. unverändert |
| 2. Das Kapital der S.E. ist in Aktien zerlegt. Es ist entweder bar voll einzuzahlen oder voll durch Sacheinlagen zu erbringen. Die Rückerstattung von Einlagen ist außer im Falle einer Kapitalherabsetzung unzulässig. | 2. unverändert |
| 3. Sacheinlagen sind alle Einlagen, die nicht in bar eingezahlt werden; hierunter sind auch immaterielle Werte zu verstehen, soweit sie übertragbar sind. | 3. Sacheinlagen sind alle Einlagen, die nicht in bar eingezahlt werden; hierunter sind auch immaterielle Gegenstände zu verstehen, soweit sie verwertbar sind. |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 41

1. Eine Kapitalerhöhung bedarf eines satzungsändernden Beschlusses der Hauptversammlung.

2. Die Kapitalerhöhung erfolgt durch Umbuchung vorhandener Reserven oder durch Neueinlagen, die voll eingezahlt werden müssen.

3. Eine Kapitalerhöhung durch Neueinlagen kann auch in der Weise erfolgen, daß genehmigtes Kapital geschaffen wird. Dieses darf nicht mehr als die Hälfte des in der Satzung bestimmten Kapitals betragen. Die Genehmigung kann für höchstens fünf Jahre erteilt werden, es sei denn, daß das genehmigte Kapital in Verbindung mit der Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen geschaffen wird.

Vgl. Artikel 42 Absatz 3 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages.

Artikel 41

1. Eine Kapitalerhöhung erfolgt durch Neueinlagen, die voll eingezahlt werden müssen oder durch Umbuchung verfügbarer Rücklagen. Sie bedarf einer entsprechenden Satzungsänderung

Vgl. Artikel 42 Absatz 1 der Neufassung.

2. Besteht die Neueinlage ganz oder teilweise in Sacheinlagen, so ist der Hauptversammlung ein Bericht über die Bewertung der Sacheinlagen vorzulegen. Dieser Bericht ist entweder von einem oder mehreren von dem Gericht des Sitzes der Gesellschaft zu bestellenden Sachverständigen oder von dem Abschlußprüfer der S.E. zu erstellen und zu unterschreiben. Die Wahl zwischen diesen beiden Möglichkeiten hat der Vorstand mit Genehmigung des Aufsichtsrats zu treffen. Auf die vom Gericht zu bestellenden Sachverständigen findet Artikel 15 Absatz 2 und 3 Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 41

Vgl. Artikel 42 Absatz 4 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages.

Artikel 41

3. Abschriften des im vorigen Absatz erwähnten Berichts sind den Aktionären vom Tage der Einberufung der Hauptversammlung an kostenlos zur Verfügung zu stellen. In der Einberufung der Hauptversammlung ist darauf hinzuweisen.

4. Bei einer Kapitalerhöhung durch Umbuchung verfügbarer Rücklagen sind die neuen Aktien an die Aktionäre im Verhältnis ihrer bisherigen Beteiligung anzugeben.

Die Hauptversammlung kann jedoch in ihrem Beschluß über die Kapitalerhöhung bestimmen, daß die neuen Aktien ganz oder zum Teil an die von der S.E. beschäftigten Arbeitnehmer ausgegeben werden sollen.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 42 | Artikel 42 |
|---|---|
| 1. Bei einer Kapitalerhöhung durch Neueinlagen ist den Aktionären ein Bezugsrecht im Verhältnis ihrer bisherigen Beteiligung zu gewähren. Der Vorstand hat den Ausgabebetrag und die Frist für die Ausübung des Bezugsrechts in den Gesellschaftsblättern bekanntzugeben. Diese Frist muß mindestens einen Monat betragen. Sie beginnt mit der Bekanntmachung. | Vgl. Art. 43 Abs. 1 der Neufassung |
| 2. Die Hauptversammlung kann in ihrem Beschluß über die Kapitalerhöhung durch Neueinlagen das Bezugsrecht ganz oder zum Teil ausschließen. Die Ausschließung kann nur beschlossen werden, wenn der Hauptversammlung ein vom Vorstand abgefaßter Bericht vorgelegt worden ist, in dem der Vorschlag zur Ausschließung des Bezugsrechts und der vorgeschlagene Emissionspreis begründet werden. Abschriften dieses Berichts können die Aktionäre vom Tage der Einberufung der Hauptversammlung an kostenlos und unverzüglich erhalten. Bei der Einberufung ist darauf hinzuweisen. | Vgl. Art. 43 Abs. 2 der Neufassung |
| 3. Besteht die Neueinlage nicht in Bargeld, sondern ganz oder teilweise in Sacheinlagen, so ist der Hauptversammlung ein von mindestens zwei unabhängigen, von dem Gericht des Sitzes zu bestellenden, Sachverständigen unterschriebener Bericht über die Bewertung der Sacheinlagen vorzulegen. Abschriften dieses Berichts können die Aktionäre vom Tage der Einberufung der Hauptversammlung an | Vgl. Art. 41 Abs. 2 der Neufassung |

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 42

kostenlos und unverzüglich erhalten. Bei der Einberufung ist darauf hinzuweisen. Auf die vom Gericht bestellten Sachverständigen finden die Vorschriften der Artikel 15 Absatz 2 und 203 Absatz 3 Anwendung.

4. Bei einer Kapitalerhöhung durch Umbuchung freier Rücklagen sind die neuen Aktien an die Aktionäre im Verhältnis ihrer bisherigen Beteiligung auszugeben.

Vgl. Art. 41 Abs. 3 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages.

Vgl. Art. 43 Abs. 1 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages.

Artikel 42

Vgl. Art. 41 Abs. 4 der Neufassung.

1. Die Hauptversammlung kann durch Satzungsänderung auch eine künftige Erhöhung des Kapitals genehmigen. Die Höhe des genehmigten Kapitals und die Geltungsdauer der Genehmigung sind in der Satzung anzugeben.

2. Eine solche Genehmigung kann nur für höchstens fünf Jahre erteilt werden. Das genehmigte Kapital darf insgesamt nicht mehr als die Hälfte des gezeichneten Kapitals betragen.

3. Über die Verwendung der Genehmigung entscheidet der Vorstand mit Zustimmung des Aufsichtsrats.

4. Jede Ausgabe von Aktien auf Grund der Genehmigung ist vom Vorstand der S.E. dem Europäischen Handelsregister mitzuteilen und in den Gesellschaftsblättern zu veröffentlichen. Der Vorstand hat ferner jährlich im Anhang des Jahresabschlusses über die Verwendung der Genehmigung zu berichten.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 42

Vgl. Art. 43 Abs. 3 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages

Artikel 42

5. Ist das genehmigte Kapital voll gezeichnet worden oder ist bei nur teilweiser Zeichnung die gemäß Absatz 2 bestimmte Frist abgelaufen, verändert der Vorstand den Text der Satzung, um den neuen Betrag des Kapitals zum Ausdruck zu bringen.

Ist von der Genehmigung zur Erhöhung des Kapitals kein Gebrauch gemacht worden, so veranlaßt der Vorstand die Beseitigung der nach Absatz 1 aufgenommenen Satzungsbestimmung über die Genehmigung.

Diese Änderungen werden in den Gesellschaftsblättern veröffentlicht.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 43

1. Im Falle der Bildung genehmigten Kapitals hat der Vorstand über dessen Verwendung jährlich im Anhang des Jahresabschlusses Rechenschaft zu legen.

2. Die Absätze 1 bis 3 des vorigen Artikels finden Anwendung. Abschriften des in Absatz 3 des vorigen Artikels erwähnten Berichts können die Aktionäre mit dem Anhang des Jahresabschlusses kostenlos erhalten.

3. Ist das genehmigte Kapital erschöpft oder ist bei nur teilweiser Verwendung des genehmigten Kapitals die dafür gesetzte Frist abgelaufen, hat der Vorstand in Ausführung des Beschlusses der Hauptversammlung, durch den das genehmigte Kapital geschaffen wurde, die Satzung dahingehend zu berichtigen, daß die erfolgte Kapitalerhöhung auch in der Satzung zum Ausdruck gebracht wird.

Vgl. Art. 42 Abs. 1 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages

Artikel 43

Vgl. Art. 42 Abs. 3 der Neufassung

Vgl. Art. 42 Abs. 2 der Neufassung

Vgl. Art. 42 Abs. 5 der Neufassung

1. Bei einer Kapitalerhöhung in Geld durch Neueinlagen ist den Aktionären ein Bezugsrecht im Verhältnis ihrer bisherigen Beteiligung zu gewähren. Der Vorstand hat den Ausgabebekurs und die Frist für die Ausübung des Bezugsrechts in den Gesellschaftsblättern bekanntzugeben. Diese Frist muß mindestens einen Monat betragen. Sie beginnt mit der Bekanntmachung.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 43

Vgl. Art. 42 Abs. 2 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages

vgl. Artikel 42 Absatz 2 des ursprünglichen Vorschlages

Artikel 43

2. Die Hauptversammlung kann in ihrem Beschluß über die Kapitalerhöhung durch Neueinlagen das Bezugsrecht der Aktionäre ganz oder teilweise unter der Voraussetzung ausschließen, daß ihr vom Vorstand ein Bericht vorgelegt worden ist, worin die Aufhebung oder Beschränkung des Bezugsrechts sowie der vorgeschlagene Ausgabekurs begründet werden.

3. Die Hauptversammlung kann auch bei der Genehmigung einer künftigen Kapitalerhöhung das Bezugsrecht der Aktionäre ganz oder teilweise ausschließen. Sie kann auch den Vorstand ermächtigen, mit Zustimmung des Aufsichtsrats das Bezugsrecht zu beschränken oder auszuschließen. Diese Maßnahmen können von der Hauptversammlung nur aufgrund eines Berichts des Vorstands beschlossen werden, in dem ihre Notwendigkeit begründet wird.

4. Abschriften der in den vorigen Absätzen erwähnten Berichte sind den Aktionären vom Tage der Einberufung der Hauptversammlung an kostenlos zur Verfügung zu stellen. Bei der Einberufung der Hauptversammlung ist darauf hinzuweisen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 43 -a-

1. Die Mitglieder des Vorstandes der S.E. haften der S.E. und Dritten gegenüber als Gesamtschuldner für die Dauer von drei Jahren vom Tage der Eintragung einer Kapitalerhöhung in das Europäische Handelsregister an dafür, daß die bei der Anmeldung gemachten Angaben vollständig und richtig sind.

2. Sie haften in gleicher Weise dafür, daß die neuen Einlagen voll eingebracht worden sind.

3. Von dieser Haftung sind diejenigen Mitglieder des Vorstandes befreit, die Umstände, welche eine Haftung begründen, nicht kannten noch bei Anwendung der Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmanns kennen mußten.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 44

1. Eine Kapitalherabsetzung bedarf eines satzungsändernden Beschlusses der Hauptversammlung. In der Einberufung zu dieser Hauptversammlung sind die Gründe für die Kapitalherabsetzung anzugeben.

2. Die Kapitalherabsetzung erfolgt durch Herabsetzung des Nennbetrags der Aktien. Dabei darf der Nennbetrag des Kapitals nicht unter den des Mindestkapitals herabgesetzt werden. Nur im Falle eines Verlustes kann die Hauptversammlung beschließen, das Kapital unter den Betrag des Mindestkapitals herabzusetzen, wenn sie gleichzeitig beschließt, das Kapital auf einen Betrag zu erhöhen, der den des Mindestkapitals erreicht oder übersteigt. Artikel 249 bleibt unberührt.

3. Wird das Kapital herabgesetzt, um dessen Betrag dem durch Verluste verminderten Gesellschaftsvermögen anzugleichen, so muß , wenn infolge der Kapitalherabsetzung die Aktiva die Passiva übersteigen, der Differenzbetrag in eine Rücklage eingestellt werden. Dieser Betrag darf drei Jahre lang nicht zur Verteilung von Dividenden verwendet werden.

Artikel 44

1. Eine Kapitalherabsetzung erfolgt durch Satzungsänderung. In der Einberufung der Hauptversammlung sind die Gründe für die Kapitalherabsetzung anzugeben.

2. unverändert

3. Wird das Kapital herabgesetzt, um dessen Betrag dem durch Verluste verminderten Gesellschaftsvermögen anzugleichen so muß, wenn infolge der Herabsetzung die Aktiva die Passiva übersteigen, der Differenzbetrag in eine Rücklage gestellt werden. Dieser Betrag darf nicht zur Verteilung von Dividenden oder in anderer Weise zu Gunsten der Aktionäre verwendet werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 45

1. Gläubiger, die ihre Rechte durch die Kapitalherabsetzung für gefährdet halten, können sich binnen zwei Monaten nach der Hinterlegung der Niederschrift der Hauptversammlung an das Gericht des Sitzes wenden.

2. Das Gericht des Sitzes kann, wenn es die Einwendung für berechtigt hält, eine Befriedigung der Gläubiger oder bestimmter Gläubiger oder angemessene Sicherheiten für die Gläubiger verlangen. Die Satzungsänderung kann vor Ablauf von zwei Monaten nach Hinterlegung der Niederschrift der Hauptversammlung nicht an das Europäische Handelsregister zur Eintragung weitergeleitet werden.

Artikel 45

1. Gläubiger, deren Ansprüche vor der Kapitalherabsetzung entstanden sind, können innerhalb von zwei Monaten nach der Hinterlegung der Niederschrift der Hauptversammlung die Leistung einer Sicherheit verlangen.

2. Ist innerhalb von zwei Wochen, nachdem die S.E. den Antrag des Gläubigers erhalten hat, keine Einigung erzielt worden, kann das Gericht des Sitzes der S.E. auf Antrag des Gläubigers die Leistung einer Sicherheit anordnen. Wenn die S.E. diese Sicherheit nicht bis zum Ablauf eines Monats nach der gerichtlichen Entscheidung leistet, wird die Forderung sofort fällig. Das Gericht weist den Antrag ab, wenn der Gläubiger schon über eine ausreichende Sicherheit verfügt oder wenn nachgewiesen wird, daß die S.E. offensichtlich zahlungsfähig ist.

3. Die S.E. ist von der Leistung einer Sicherheit befreit, wenn die Schuld, auch vor der Fälligkeit entweder vor der gerichtlichen Entscheidung oder spätestens bis zum Ablauf eines Monats nach dieser Entscheidung getilgt wird.

4. Solange das Gericht nicht entschieden hat oder die vom Gericht angeordnete Sicherheit nicht geleistet worden ist oder die Gläubiger nicht gemäß Absatz 3 befriedigt sind, können keine Zahlungen an die Aktionäre vorgenommen werden.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 45

Artikel 45

5. Die Vorschriften dieses Artikels gelten nicht bei einer Kapitalherabsetzung, die zum Ziel hat, das Kapital dem durch Verluste verminderten Gesellschaftsvermögen anzugleichen.

Historical Archives of the European Commission

1. Artikel 46

1. Der Erwerb eigener Aktien durch die S.E. durch Dritte für Rechnung der S.E. oder durch von der S.E. abhängige Unternehmen ist untersagt. Dem Erwerb eigener Aktien steht es gleich, wenn eigene Aktien als Pfand genommen werden.

2. Wenn ein Unternehmen von einer S.E. abhängig wird und sich Aktien der S.E. im Besitz dieses Unternehmens befinden, so hat diese die Aktien der S.E. innerhalb eines Jahres nach Eintritt der Abhängigkeit zu veräußern. Aus diesen Aktien stehen dem abhängigen Unternehmen in der Zwischenzeit keine

Artikel 46

1. Der Erwerb und die Zeichnung von Aktien der S.E. durch die S.E., durch Dritte für Rechnung der S.E., durch Unternehmen, die von der S.E. abhängig sind oder deren Anteile mehrheitlich von der S.E. gehalten werden, ist untersagt.

2. Ausgenommen ist der Erwerb eigener Aktien durch die S.E. oder durch Dritte für ihre Rechnung zur Ausgabe an die Arbeitnehmer der S.E. oder der Unternehmen, die zu demselben Konzern wie die S.E. gehören, mit Mitteln aus den verfügbaren Reserven. Ein solcher Erwerb bedarf der Zustimmung des Aufsichtsrats der S.E. Der Besitz der S.E. an eigenen Aktien, einschliesslich die durch Dritte für ihre Rechnung erworbenen, darf 10% des Kapitals nicht übersteigen.

3. Die S.E. darf weder eigene Aktien als Pfand nehmen noch daran ein Nießbrauchs- oder anderes Nutzungsrecht erwerben.

4-a- Wenn ein Unternehmen von einer S.E. abhängig wird oder wenn seine Anteile von der S.E. mehrheitlich erworben werden und sich Aktien der S.E. im Besitz dieses Unternehmens befinden, hat dieses Unternehmen innerhalb einer Frist von 18 Monaten nach Eintritt der Abhängigkeit oder nach

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 46

Rechte zu. Das gleiche gilt im Falle einer Fusion.

Artikel 46

Erwerb des Mehrheitsbesitzes seiner Anteile durch die S.E. die Aktien der S.E. zu veräussern.

Erwirbt eine S.E. eigene Aktien im Wege der Gesamtrechtsnachfolge oder erwirbt ein Unternehmen, das von der S.E. abhängig ist oder dessen Anteile mehrheitlich von der S.E. gehalten werden, auf diesem Wege Aktien der S.E., so sind diese Aktien innerhalb der gleichen Frist zu veräussern.

4-b- Die von der S.E. gemäss Absatz 2 zur Ausgabe an die Arbeitnehmer erworbenen Aktien müssen, wenn sie nicht innerhalb von 12 Monaten nach ihrem Erwerb an die Arbeitnehmer ausgegeben worden sind, spätestens nach weiteren sechs Monaten veräussert werden.

5. Bis zu ihrer Veräusserung oder bis zur Ausgabe an die Arbeitnehmer können aus den in Absatz 4 a und b genannten Aktien keine Rechte ausgeübt werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 46-a-

1. Jeder Aktionär, der

- direkt oder durch seinen Ehegatten oder durch seine minderjährigen Kinder oder durch eine vorgeschobene Person;

- durch ein abhängiges Unternehmen oder durch Dritte für seine Rechnung;

insgesamt mit mehr als 10 % am Kapital einer S.E. beteiligt ist, hat diese Beteiligung sowie jede Veränderung dieser Beteiligung unter Angabe ihrer Höhe der S.E. innerhalb von acht Tagen mitzuteilen.

2. Eine gleiche Mitteilungspflicht obliegt einer S.E., die direkt oder durch ein abhängiges Unternehmen oder durch Dritte für ihre Rechnung insgesamt mit mehr als 10 % am Kapital einer anderen Gesellschaft beteiligt ist, gegenüber dieser Gesellschaft.

3. Eine S.E. hat jede ihr mitgeteilte

- Beteiligung von mehr als 10 %;

- Veränderung einer Beteiligung, bei der ab 10 % ansteigende Schwellen-

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 46-a-

sätze von 5 % des Kapitals der S.E. über- oder unterschritten werden;

- Herabsetzung einer Beteiligung auf 10 % oder weniger;

unverzüglich dem Europäischen Handelsregister mitzuteilen.

4. Solange eine Mitteilungspflicht nach Absatz 1 nicht erfüllt ist, können Rechte aus einer davon betroffenen Beteiligung nicht ausgeübt werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 47

1. Wechselseitige Beteiligungen sind unzulässig, wenn eine der beteiligten Gesellschaften eine S.E. ist.

2. Eine wechselseitige Beteiligung liegt vor, wenn jede Gesellschaft entweder direkt oder durch ein abhängiges Unternehmen oder durch Dritte für ihre Rechnung einzeln oder zusammen mit mehr als zehn Prozent am Kapital der anderen Gesellschaft beteiligt ist.

3. Liegt eine wechselseitige Beteiligung vor, hat die Gesellschaft, welche die prozentual niedrigere Beteiligung besitzt, die Pflicht, innerhalb eines Jahres, nachdem das Vorliegen der wechselseitigen Beteiligung den Gesellschaften bekannt geworden ist, die Beteiligung bis auf zehn Prozent herabzusetzen, es sei denn, daß die Gesellschaften sich innerhalb dieser Frist über eine anderweitige Auflösung der wechselseitigen Beteiligung verständigen. Liegen gleichhohe Beteiligungen vor, trifft diese Pflicht beide Gesellschaften. Erwirbt jedoch eine Gesellschaft eine Beteiligung von zehn Prozent oder mehr oder erhöht sie ihre auf einen solchen Prozentsatz, nachdem die andere Gesellschaft ihr mitgeteilt hat, daß sie eine Beteiligung von zehn Prozent besitzt, so trifft die Verpflichtung zur Veräußerung jene Gesellschaft.

Artikel 47

1. Eine wechselseitige Beteiligung zwischen einer S.E. und einer anderen Gesellschaft liegt vor, wenn jede Gesellschaft direkt oder durch ein abhängiges Unternehmen oder durch Dritte für ihre Rechnung insgesamt mit mehr als zehn Prozent am Kapital der anderen Gesellschaft beteiligt ist.

2. Liegt eine wechselseitige Beteiligung im Sinne des Absatzes 1 vor, so hat die Gesellschaft, welche zuerst eine Mitteilung nach Artikel 46-a- empfangen hat, die Pflicht, innerhalb 18 Monaten nach Empfang der Mitteilung ihre Beteiligung bis auf zehn Prozent herabzusetzen. Haben beide Gesellschaften die Mitteilung gleichzeitig empfangen, so trifft diese Pflicht beide Gesellschaften.

Die Gesellschaften können jedoch für den Abbau der wechselseitigen Beteiligung innerhalb der dafür festgesetzten Frist eine abweichende Regelung vereinbaren.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 47

4. Nach Ablauf der im vorigen Absatz erwähnten Frist können keine Rechte mehr aus jeder der Beteiligungen ausgeübt werden, sofern diese zehn Prozent überschreitet.

5. Die S.E., die direkt oder durch ein abhängiges Unternehmen oder durch Dritte für ihre Rechnung einzeln oder zusammen mit mehr als zehn Prozent am Kapital einer Gesellschaft beteiligt ist, hat diese Beteiligung sowie jede Änderung unter Angabe ihrer Höhe unverzüglich dieser Gesellschaft schriftlich mitzuteilen. Eine gleiche Mitteilungspflicht obliegt jeder Gesellschaft, deren Beteiligung an einer S.E. diese Höhe erreicht. Solange diese Mitteilung nicht gemacht worden ist, können keine Rechte aus einer solchen Beteiligung ausgeübt werden, insofern sie zehn Prozent überschreitet.

Artikel 47

3. Aus der Beteiligung derjenigen Gesellschaft, die zur Veräußerung verpflichtet ist, können bis zur Veräußerung Rechte nur für höchstens 10% des Kapitals der anderen Gesellschaft ausgeübt werden.

entfällt - siehe Artikel 46-a-

4. Ist bei einer wechselseitigen Beteiligung eine S.E. mit Mehrheit am Kapital einer anderen Gesellschaft beteiligt oder ist die andere Gesellschaft von der S.E. abhängig, so findet Absatz 2 keine Anwendung. Die andere Gesellschaft muß die Aktien der S.E. innerhalb einer Frist von 18 Monaten nach Eintritt der Abhängigkeit oder nach Erwerb des Mehrheitsbesitzes ihrer Aktien durch die S.E. veräußern. Bis zur Veräußerung können aus diesen Aktien keine Rechte ausgeübt werden.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 47

Artikel 47

5. Ist die S.E. von einer anderen Gesellschaft abhängig oder ist diese Gesellschaft mit Mehrheit am Kapital der S.E. beteiligt, so muß die S.E. die von ihr gehaltenen Aktien der anderen Gesellschaft innerhalb der in Absatz 4 genannten Frist veräußern. Bis zur Veräußerung können aus diesen Aktien keine Rechte ausgeübt werden.

6. Sind bei einer wechselseitigen Beteiligung beide Gesellschaften voneinander abhängig oder sind beide Gesellschaften mit Mehrheit am Kapital der anderen Gesellschaft beteiligt, müssen beide Gesellschaften nach Maßgabe der Absätze 4 und 5 ihre Beteiligung am Kapital der anderen Gesellschaft bis auf zehn Prozent herabsetzen, sofern sie nicht innerhalb der in Absatz 4 genannten Frist eine abweichende Regelung für den Abbau der wechselseitigen Beteiligung vereinbaren.

Historical Archives of the European Commission

## 2. Abschnitt

| Aktien und Rechte der Aktionäre | Aktien |
|---|---|
| Artikel 48 | Artikel 48 |
| 1. Die Aktien lauten auf einen Nennbetrag in gleicher Währung wie das Kapital | 1. Die Aktien lauten auf einen Nennbetrag in gleicher Währung wie das Kapital, der durch 10 teilbar sein muß. |
| 2. Aktien verschiedener Nennwerte sind zulässig. | 2. unverändert |
| 3. Die Aktien sind unteilbar. Mehrere Berechtigte können Rechte aus einer Aktie nur durch einen gemeinschaftlichen Vertreter ausüben. | 3. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 49 | Artikel 49 |
|---|---|
| 1. Die Aktien können hinsichtlich der Verteilung des Gewinns und des Gesellschaftsvermögens unterschiedliche Rechte gewähren. Zinsen dürfen den Aktionären weder zugesagt noch geleistet werden. | 1. unverändert |
| 2. Stimmrechtslose Aktien sind unter folgenden Bedingungen zulässig: | 2. unverändert |
| a) sie dürfen nur bis zu einem Gesamtbetrag in Höhe der Hälfte des Kapitals ausgegeben werden; | a) unverändert |
| b) sie gewähren mit Ausnahme des Stimmrechts die jedem Aktionär aus der Aktie zustehenden Rechte mit der Maßgabe, daß sich ihr Bezugsrecht nur auf Aktien ohne Stimmrecht bezieht; | b) unverändert |
| c) sie sind für die Berechnung einer für die Beschlußfähigkeit oder Kapitalmehrheit nach diesem Statut oder nach der Satzung erforderlichen Mindestzahl nicht zu berücksichtigen. | c) sie sind bei der Berechnung eines Quorums oder einer Mehrheit, die nach diesem Statut oder nach der Satzung erforderlich sind, nicht zu berücksichtigen. (*) |
| Absatz 5 dieses Artikels und Artikel 235 Absatz 2 bleiben unberührt. | |
| 3. Mehrstimmrechtsaktien sind unzulässig. | 3. Aktien mit anderen Beschränkungen oder Erweiterungen des Stimmrechts, insbesondere Mehrstimmrechtsaktien, sind unzulässig. |
| 4. Aktien mit gleichen Rechten bilden eine Gattung. | 4. unverändert. |

(*) betrifft nur die deutsche Fassung

Historical Archives of the European Commission

Artikel 49

5. Wird das bisherige Verhältnis mehrerer Gattungen von Aktien infolge eines Beschlusses der Hauptversammlung zum Nachteil einer Gattung geändert, bedarf dieser Beschluss zu seiner Wirksamkeit der Zustimmung der Aktionäre der benachteiligten Gattung. Stimmrechtslose Aktien stimmen in diesem Falle mit. Für die Einberufung, die Beschlussfähigkeit und die erforderliche Mehrheit gelten die Vorschriften des Titels VIII.

Artikel 49

5. Werden die Inhaber einer Gattung von Aktien durch einen Beschluss der Hauptversammlung benachteiligt, benötigt dieser Beschluss zu seiner Wirksamkeit die Zustimmung der Aktionäre der betroffenen Gattung. Stimmrechtslose Aktien gewähren für diesen Fall ein Stimmrecht. Für die Einberufung, die Beschlussfähigkeit und die für die Zustimmung erforderliche Mehrheit der Aktionäre der betroffenen Gattung gelten die Vorschriften des Titels VIII entsprechend.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 50

1. Die Aktien lauten auf den Inhaber oder auf den Namen. Die Satzung kann bestimmen, daß auf Verlangen des Aktionärs seine Inhaberaktie in eine Namensaktie oder seine Namensaktie in eine Inhaberaktie umzuwandeln ist.

2. Namensaktien sind unter Bezeichnung des Rechtsinhabers unter Angabe des Namens und der Anschrift in das Aktienbuch der Gesellschaft einzutragen. Jedem Aktionär ist auf Verlangen Einsicht in das Aktienbuch zu gewähren.

Artikel 50

1. unverändert

2. Eine S.E., die Namensaktien ausgibt, hat ein alphabetisches Verzeichnis aller Rechtsinhaber dieser Aktien unter Angabe ihrer Anschrift und der von ihnen gehaltenen Namensaktien zu errichten. Jedem Interessierten ist am Sitz der Gesellschaft auf Verlangen Einsicht in dieses Aktienregister zu gewähren.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 51 | Artikel 51 |
| --- | --- |
| 1. Jeder Aktionär hat Anspruch auf kostenlose Ausstellung einer Urkunde für jede seiner Aktien. | 1. unverändert |
| 2. Bis zur Herstellung der Urkunden ist die Gesellschaft verpflichtet, auf Verlangen des Aktionärs Zwischenscheine auszugeben. Zwischenscheine müssen auf den Namen lauten. | entfällt |
| 3. Ist der Inhalt der Aktienurkunden durch Veränderung der rechtlichen Verhältnisse unrichtig geworden, so kann der Vorstand die Aktienurkunden, die trotz Aufforderung nicht zur Berichtigung oder zum Austausch eingereicht werden, für kraftlos erklären. An Stelle der für kraftlos erklärten Aktienurkunden sind den Berechtigten neue Aktienurkunden auszuhändigen. | unverändert als Absatz 2 |
| 4. Ist eine Aktienurkunde wegen Beschädigung zum Umlauf nicht mehr geeignet, so kann der Berechtigte, wenn der wesentliche Inhalt der Urkunde noch erkennbar ist, von der Gesellschaft die Erteilung einer neuen Urkunde gegen Aushändigung der alten verlangen. Die Kosten hat er zu tragen und auszulegen. | unverändert als Absatz 3 |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Artikel 51

5. Ist eine Aktienurkunde abhanden gekommen oder vernichtet, so kann der Berechtigte beim Gericht des Sitzes der Gesellschaft die Kraftloserklärung der Urkunde und die Aushändigung einer Ersatzurkunde beantragen. Der Antragsteller hat in den Gesellschaftsblättern eine Aufforderung an die Öffentlichkeit zu richten, Rechte an der Aktienurkunde innerhalb von drei Monaten anzumelden. Im übrigen finden auf das Verfahren die einzelstaatlichen Vorschriften des Sitzstaates Anwendung.

6. Die für Aktienurkunden geltenden Vorschriften dieses Artikels gelten entsprechend für Zwischenscheine.

Artikel 51

4. Ist eine Aktienurkunde abhanden gekommen oder vernichtet, so kann der Berechtigte beim Gericht des Sitzes der Gesellschaft die Kraftloserklärung der Urkunde beantragen. Der Antragsteller hat in den Gesellschaftsblättern eine Aufforderung an die Öffentlichkeit zu richten, Rechte an der Aktienurkunde innerhalb von drei Monaten bei dem Gericht anzumelden. Hat das Gericht die Urkunde für kraftlos erklärt, so kann der Berechtigte von der Gesellschaft gegen vorherige Erstattung der Kosten die Ausstellung einer neuen Urkunde verlangen. Nach der Kraftloserklärung können ausschließlich der Aktienurkunde der Gesellschaft gegenüber keine Rechte mehr [illegible] geltend gemacht werden.

5. entfällt

Historical Archives of the European Commission

Artikel 52

Inhaberaktien werden durch Übergabe der Aktienurkunde übertragen.

Artikel 52

Die Übertragung einer Inhaberaktie wird der S.E. gegenüber durch Übergabe der Aktienurkunde wirksam.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 53

1. Namensaktien werden durch Umschreibung im Aktienbuch der Gesellschaft übertragen.

2. Die Umschreibung wird auf Grund einer datierten Übertragungserklärung vorgenommen, die vom Übertragenden und vom Übertragungsempfänger zu unterzeichnen ist.

3. Die Satzung kann die Möglichkeit der Übertragung beschränken. Die Beschränkungen müssen aus der Satzung klar ersichtlich sein. Sie können nicht so weit gehen, daß die Zustimmung zur Übertragung dem freien Ermessen der Gesellschaft überlassen bleibt oder daß die Aktie praktisch unübertragbar wird.

4. Übertragungserklärungen, die in den letzten vier Wochen vor einer Hauptversammlung eingehen, können erst nach dieser Hauptversammlung zu einer Umschreibung im Aktienbuch führen.

Artikel 53

1. Die Übertragung einer Namensaktie wird der S.E. gegenüber durch Umschreibung in deren Aktienregister wirksam.

2. unverändert

3. unverändert

4. Übertragungserklärungen, die nach der Einberufung einer Hauptversammlung eingehen, können erst nach dieser Hauptversammlung zu einer Umschreibung im Aktienregister führen.

Historical Archives of the European Commission

## 3. Abschnitt

## Schuldverschreibungen

Artikel 54

Der Vorstand kann mit Genehmigung des Aufsichtsrates Schuldverschreibungen ausgeben. Bei Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen findet Artikel 60 Anwendung.

Artikel 54

Vorbehaltlich der Artikel 60 und 60 a kann der Vorstand mit Genehmigung des Aufsichtsrates Schuldverschreibungen ausgeben.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 55

Der öffentlichen Ausgabe von Schuldverschreibungen muß eine Bekanntmachung vorausgehen, die mindestens vierzehn Tage vorher in den Gesellschaftsblättern zu veröffentlichen ist. Diese Bekanntmachung muß Zahl, Nennbetrag, Ausgabekurs und Zinssatz der auszugebenden Schuldverschreibungen sowie Zeitpunkt und Bedingungen ihrer Einlösung enthalten.

Artikel 55

Der öffentlichen Ausgabe von Schuldverschreibungen muß eine Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern vorausgehen. Diese Bekanntmachung muß Zahl, Nennbetrag, Ausgabekurs und Zinssatz der auszugebenden Schuldverschreibungen sowie Zeitpunkt und Bedingungen ihrer Einlösung enthalten. Ferner sind darin der Betrag der vorher von der Gesellschaft ausgegebenen Wandelschuldverschreibungen, der nicht amortisierte Betrag der vorher ausgegebenen sonstigen Schuldverschreibungen sowie die damit verbunddenen Sicherheiten und der Betrag der von der Gesellschaft verbürgten Anleihen sowie gegebenenfalls der verbürgte Teilbetrag dieser Anleihen anzugeben.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 56

1. Die Inhaber von Schuldverschreibungen ein und derselben öffentlichen Ausgabe bilden von Rechts wegen eine Masse, deren Beschlüsse, die unter Berücksichtigung der Vorschriften dieses Abschnitts gefaßt worden sind, für alle Inhaber von Schuldverschreibungen dieser Ausgabe verbindlich sind.

2. Die Versammlung der Masse ist zuständig, über alle Vorschläge der Gesellschaft bezüglich der Ausgabe zu beschließen, einschließlich solcher Vorschläge, die eine Änderung der Ausgabebedingungen oder eine Änderung oder Aufhebung der Sicherheiten betreffen.

Artikel 56

1. unverändert

2. Die Versammlung der Masse ist zuständig, über alle Vorschläge der Gesellschaft bezüglich der Schuldverschreibungen zu beschließen, einschließlich solcher Vorschläge, die eine Änderung der Ausgabebedingungen oder eine Änderung oder Aufhebung der Sicherheiten betreffen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 57

1. Die Gesellschaft hat bei der öffentlichen Ausgabe von Schuldverschreibungen einen von der Gesellschaft unabhängigen Vertreter der Masse zu bestellen. Die Versammlung der Masse kann den Vertreter jederzeit abberufen und durch einen anderen ersetzen. Bei Dringlichkeit kann jeder Inhaber von Schuldverschreibungen bei dem Gericht des Sitzes der S.E. die Ernennung eines Vertreters beantragen.

2. Der Vertreter der Masse vertritt die Masse der Gesellschaft gegenüber gerichtlich und außergerichtlich. Er ist berechtigt, den Hauptversammlungen der Gesellschaft beizuwohnen und dabei alle Rechte eines Aktionärs, insbesondere das Recht auf Auskunft, jedoch nicht das Stimmrecht ausüben. Dem Vertreter sind von der Gesellschaft alle Schriftstücke zuzusenden, hinsichtlich derer den Aktionären ein Recht auf Einsichtnahme oder Abschrift zusteht.

Artikel 57

1. Bei der öffentlichen Ausgabe von Schuldverschreibungen bestellt der Vorstand der S.E. mit Zustimmung des Aufsichtsrates einen von der Gesellschaft unabhängigen Vertreter der Masse. Die Versammlung der Masse kann den Vertreter jederzeit abberufen und durch einen anderen ersetzen. Bei Dringlichkeit kann jeder Inhaber von Schuldverschreibungen bei dem Gericht des Sitzes der S.E. die Ernennung eines Vertreters beantragen.

2. Der Vertreter der Masse vertritt die Masse der Gesellschaft gegenüber gerichtlich und außergerichtlich. Er kann die den Massegläubigern zustehenden Rechte der Gesellschaft gegenüber geltend machen und für die Massegläubiger Sicherheiten in Besitz nehmen. Er ist berechtigt, an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilzunehmen und darf zu den zur Erörterung gestellten Gegenständen der Tagesordnung das Wort ergreifen und das Auskunftsrecht der Aktionäre nach Maßgabe des Art. 90 ausüben. Dem Vertreter sind von der Gesellschaft alle Schriftstücke zuzusenden, hinsichtlich derer den Aktionären ein Recht auf Einsichtnahme oder Abschrift zusteht. Inhabern von Schuldverschreibungen sind diese Schriftstücke auf deren Verlangen zugänglich zu machen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 58

1. Die Versammlung der Masse wird von ihrem Vertreter oder vom Vorstand der S.E. einberufen. Inhaber von Schuldverschreibungen, die zusammen entweder 5 % der im Umlauf befindlichen Schuldverschreibungen oder Schuldverschreibungen im Nennwert von 250 000 RE besitzen, können den Vertreter oder den Vorstand schriftlich zur Einberufung der Versammlung auffordern.

2. Die Versammlung ist beschlußfähig, wenn drei Viertel der Inhaber von Schuldverschreibungen anwesend oder vertreten sind. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so wird die Versammlung zum zweiten Male einberufen. Sie kann in diesem Falle ungeachtet der Zahl der anwesenden oder vertretenen Inhaber von Schuldverschreibungen beschließen.

3. Die Beschlüsse der Versammlung bedürfen stets einer Mehrheit von drei Vierteln der gültig abgegebenen Stimmen.

4. Das Stimmrecht wird nach dem Nennbetrag der Schuldverschreibungen ausgeübt. Der Mindestnennbetrag gewährt eine Stimme.

Artikel 58

1. Die Versammlung der Masse wird von ihrem Vertreter oder vom Vorstand der S.E. einberufen. Inhaber von Schuldverschreibungen, die zusammen entweder 10 % der im Umlauf befindlichen Schuldverschreibungen oder Schuldverschreibungen im Nennwert von 250 000 RE besitzen, können den Vertreter oder den Vorstand schriftlich zur Einberufung der Versammlung auffordern.

2. Die Versammlung ist beschlußfähig, wenn Inhaber von mindestens 50 % der noch umlaufenden Schuldverschreibungen anwesend oder vertreten sind. Ist diese Bedingungen nicht erfüllt, so wird die Versammlung zum zweiten Male einberufen. Sie kann in diesem Falle ungeachtet der Zahl der anwesenden oder vertretenen Inhaber beschließen. In der Einberufung ist hierauf hinzuweisen.

3. unverändert

4. Die Schuldverschreibungen gewähren ein ihrem Nennbetrag entsprechendes Stimmrecht; der Mindestnennbetrag gewährt eine Stimme.

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 58 | Artikel 58 |
| --- | --- |
| 5. Den Vorsitz führt der Vertreter der Masse oder in seiner Abwesenheit der Vorstand der Gesellschaft. | 5. unverändert |
| 6. Im übrigen finden die Vorschriften über die Einberufung und Abhaltung einer Hauptversammlung sinngemäß Anwendung. | 6. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 59

1. Die Kosten für die Einberufung und Abhaltung von Versammlungen der Masse, für die Vergütung des Vertreters und für die im Interesse der Masse und zur Wahrung ihrer Rechte zu treffenden Maßnahmen sind von der Gesellschaft zu tragen.

2. Für Streitigkeiten zwischen der Gesellschaft und der Masse ist das Gericht zuständig, in dessen Amtsbezirk die S.E. ihren Sitz hat.

Artikel 59

1. unverändert

2. Für Streitigkeiten zwischen der Gesellschaft und der Masse ist das Gericht des Sitzes der S.E. zuständig.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 60

1. Die Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen, bei denen den Inhabern ein Umtausch- oder Bezugsrecht auf Aktien eingeräumt wird, darf nur auf Grund eines satzungsänderaden Beschlusses der Hauptversammlung beschlossen werden. Dabei ist zu gleicher Zeit unter Verzicht der Aktionäre auf ihr Bezugsrecht genehmigtes Kapital in Höhe der weitestmöglichen Ausübung des Umtausch- oder Bezugsrechts bereitzustellen.

2. Bei der Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen haben die Aktionäre ein Bezugsrecht, sofern die Hauptversammlung nichts Gegenteiliges beschließt.

Artikel 60

1. Die Hauptversammlung kann durch Satzungsänderung die Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen beschließen, bei denen den Inhabern ein Umtausch- oder Bezugsrecht auf Aktien eingeräumt wird. Durch diese Satzungsänderung ist gleichzeitig unter Verzicht der Aktionäre auf ihr Bezugsrecht genehmigtes Kapital bereitzustellen, dessen Höhe und Geltungsdauer der weitestmöglichen Ausübung des Umtausch- oder Bezugsrechts entsprechen muß.

2. Das für die Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen bereitgestellte Kapital darf insgesamt nicht mehr als die Hälfte des gezeichneten Kapitals betragen.

3. Auf die ausgegebenen Wandelschuldverschreibungen haben die Aktionäre ein Bezugsrecht im Verhältnis ihrer bisherigen Beteiligungen, sofern die Hauptversammlung nicht unter entsprechender Anwendung der Bestimmungen des Artikels 43 etwas Gegenteiliges beschließt.

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 60

3. Solange Wandelschuldverschreibungen im Umlauf sind, darf die Gesellschaft keinen satzungsändernden Beschluß fassen, durch den die Rechte der Inhaber dieser Wandelschuldverschreibungen geschmälert werden, es sei denn, daß diesen wenigstens drei Monate vor der Beschlußfassung durch eine Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern Gelegenheit geboten wird, ihr Bezugs- oder Umtauschrecht auszuüben oder sich die Masse mit der Satzungsänderung einverstanden erklärt hat.

Artikel 60

4. Solange Wandelschuldverschreibungen im Umlauf sind, darf die Gesellschaft keine Satzungsänderung beschließen, durch die die Rechte der Inhaber dieser Wandelschuldverschreibungen geschmälert werden, es sei denn, ihnen wird wenigstens drei Monate vor der Beschlußfassung durch eine Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern Gelegenheit geboten, ihr Bezugs- oder Umtauschrecht auszuüben oder die Masse der Inhaber der Wandelschuldverschreibungen hat sich mit der Satzungsänderung einverstanden erklärt. (*)

5. Sind die durch die ausgegebenen Wandelschuldverschreibungen eingeräumten Umtausch- oder Bezugsrechte ausgeübt worden oder ist bei nur teilweiser Ausübung die für die Ausübung festgesetzte Frist abgelaufen, verändert der Vorstand den Text der Satzung, um den neuen Betrag des Kapitals zum Ausdruck zu bringen. Ist von den Bezugs- oder Umtauschrechten in der dafür festgesetzten Frist kein Gebrauch gemacht worden, so veranlaßt der Vorstand die Beseitigung der Satzungsbestimmung über die Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen.

Diese Änderungen werden in den Gesellschaftsblättern veröffentlicht.

(*) Diese Änderung betrifft nur den deutschen Text

Historical Archives of the European Commission

Artikel 60-a-

1. Die Hauptversammlung kann durch einen Beschluß, der den Voraussetzungen einer Satzungsänderung entsprechen muß, die Ausgabe von Gewinnschuldverschreibungen beschließen, bei denen die Rechte der Gläubiger in Abhängigkeit vom Gewinn der Gesellschaft ausgestaltet sind.

2. Auf die ausgegebenen Gewinnschuldverschreibungen findet Artikel 60 Absatz 4 entsprechende Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

## 4. Abschnitt

## Sonstige Wertpapiere

| Artikel 61 | Artikel 61 |
| --- | --- |
| Sonstige Wertpapiere, durch die Nichtaktionären ein Recht auf Beteiligung am Gewinn oder am Gesellschaftsvermögen gegeben wird, sind unzulässig. | unverändert |

Historical Archives of the European Commission

TITEL IV

ORGANE

1. Abschnitt

Vorstand

Artikel 62

Die Gesellschaft wird von einem Vorstand verwaltet. Dieser übt seine Befugnisse unter der Kontrolle des Aufsichtsrates aus.

Artikel 62

Die Gesellschaft wird von einem Vorstand geleitet*. Dieser übt seine Befugnisse unter der Kontrolle des Aufsichtsrates aus.

* Diese Änderung betrifft nur den deutschen, englischen und italienischen Text.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 63

1. Die Vorstandsmitglieder werden vom Aufsichtsrat bestellt. Der Aufsichtsrat schließt im Namen der Gesellschaft mit jedem einzelnen Vorstandsmitglied einen Vertrag, in dem Art und Höhe seiner Bezüge festgesetzt werden.

2. Mitglied des Vorstands kann nur eine natürliche Person sein.

3. Besteht der Vorstand aus einem oder zwei Mitgliedern, müßen diese Staatsangehörige eines der Mitgliedstaaten sein. In den übrigen Fällen gilt dies für die Mehrheit der Mitglieder des Vorstandes.

4. Mitglieder des Vorstandes können nicht Geschäftsunfähige oder Personen sein, die nach dem Recht eines Mitgliedstaates durch eine strafrechtliche Verurteilung oder durch Konkurseröffnung der Ausübung solcher Ämter für verlustig erklärt worden sind.

Artikel 63

1. Die Vorstandsmitglieder werden vom Aufsichtsrat bestellt. Der Aufsichtsrat schließt im Namen der Gesellschaft mit jedem einzelnen Vorstandsmitglied einen Vertrag, in dem Art und Höhe seiner Bezüge festgesetzt werden. Die Mitglieder des ersten Vorstandes werden durch die Satzung der S.E. benannt.

2. Die Vorstandsmitglieder werden für eine Zeitdauer bestellt, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Wiederholte Bestellung ist zulässig.

3. der bisherige Absatz 2 unverändert

entfällt

4. Mitglieder des Vorstandes können nicht Personen sein, die

- nach dem auf sie anwendbaren Recht oder
- infolge gerichtlicher Entscheidung nach dem Recht eines der Mitgliedstaaten

eine derartige Tätigkeit nicht ausüben können.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 63

5. Die Satzung bestimmt die Höchstzahl der Vorstandsmitglieder.

6. Besteht der Vorstand aus mehreren Mitgliedern, so kann der Aufsichtsrat ein Mitglied zum Vorsitzenden des Vorstands bestellen. Der Aufsichtsrat bezeichnet ebenfalls das Mitglied des Vorstands, das mit der Behandlung von Personalfragen und Fragen der Arbeitsbeziehungen beauftragt ist.

7. Der Aufsichtsrat kann die Bestellung zum Vorstandsmitglied und zum Vorsitzenden des Vorstands widerrufen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Der Widerruf hat die sofortige und endgültige Beendigung der Amtsausübung zur Folge. Die übrigen Folgen des Widerrufs ergeben sich aus dem Vertrag und dem für diesen geltenden Recht.

Artikel 63

5. unverändert

6. Besteht der Vorstand aus mehreren Mitgliedern, so kann der Aufsichtsrat ein Mitglied zum Vorsitzenden des Vorstands bestellen.

(vgl. auch Artikel 64 Absatz 2)

7. Der Aufsichtsrat kann die Bestellung zum Vorstandsmitglied und zum Vorsitzenden des Vorstands widerrufen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Der Beschluß des Widerrufs hat in jedem Fall die sofortige und endgültige Beendigung der Amtsausübung zur Folge, selbst, wenn er vor Gericht erfolgreich angegriffen wird. Die übrigen Folgen des Widerrufs ergeben sich aus dem mit dem Vorstandsmitglied geschlossenen Vertrag und dem für diesen geltenden Recht.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 64

1. Der Vorstand hat die weitestgehenden Befugnisse, alle diejenigen Rechtsgeschäfte für die Gesellschaft vorzunehmen, die von diesem Statut nicht ausdrücklich anderen Gesellschaftsorganen zugewiesen sind.

2. Besteht der Vorstand aus mehreren Mitgliedern, so bilden diese ein Kollegium. Vorbehaltlich der Vorschrift des Artikels 63 Abs. 6 können die Vorstandsmitglieder ihre Befugnisse unter sich aufteilen; die Aufteilung hat nur interne Wirkung. Der Aufsichtsrat kann jederzeit die interne Arbeitsweise des Vorstands durch Erlaß einer Geschäftsordnung festlegen.

Artikel 64

1. unverändert

2. Besteht der Vorstand aus mehreren Mitgliedern, so bilden diese ein Kollegium. Die Vorstandsmitglieder können ihre Befugnisse unter sich aufteilen; die Aufteilung hat nur interne Wirkung. Der Aufsichtsrat hat die Zuständigkeit für Personalfragen und Arbeitsbeziehungen innerhalb des Vorstandes zu regeln.

3. Der Aufsichtsrat kann die interne Arbeitsweise des Vorstands nach dessen Anhörung durch Erlaß einer Geschäftsordnung festlegen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 65

1. Besteht der Vorstand aus mehreren Mitgliedern, so ist jedes Mitglied zur Vertretung der Gesellschaft in ihren Rechtsbeziehungen Dritten gegenüber befugt, sofern die Satzung nichts anderes bestimmt. Solche Satzungsbestimmungen können Dritten nicht entgegengehalten werden.

2. Der Vorstand kann Prokuristen bestellen und ihnen bestimmte Vertretungsbefugnisse zuweisen. Die Bestellung und die Festlegung der Befugnisse der Prokuristen bedürfen der Zustimmung des Aufsichtsrats.

vgl. Artikel 67 des ursprünglichen Vorschlages.

Artikel 65

1. unverändert

2. Der Vorstand kann mit Zustimmung des Aufsichtsrats einer oder mehreren Personen allgemeine und unbeschränkbare Vertretungsmacht einräumen. Die Einräumung dieser Vertretungsmacht kann vom Vorstand jederzeit widerrufen werden.

3. Die Gesellschaft wird in ihren Rechtsbeziehungen zu Dritten durch Rechtsgeschäfte, die Vorstandsmitglieder oder Personen mit allgemeiner Vertretungsmacht vorgenommen haben, selbst dann verpflichtet, wenn diese Rechtsgeschäfte außerhalb des Gesellschaftszwecks liegen, es sei denn, diese Rechtsgeschäfte überschreiten die Befugnisse, die dem Vorstand durch dieses Statut zugewiesen sind.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 65

3. Der Vorstand hat dem europäischen Handelsregister jede Änderung in der Zusammensetzung des Vorstands, jede Bestellung oder Abberufung eines Prokuristen, den Umfang der den einzelnen Prokuristen übertragenen Befugnisse sowie jede Änderung dieser Befugnisse mitzuteilen.

4. Solange die Eintragung dieser Mitteilungen nicht in den Gesellschaftsblättern bekanntgemacht worden ist, können sie Dritten nicht entgegengehalten werden, es sei denn, die Gesellschaft weist nach, daß diese davon Kenntnis hatten. Dritte können sich aber stets auf sie berufen.

5. Nach Eintragung der Namen der Vorstandsmitglieder und Prokuristen können Unregelmäßigkeiten bei ihrer Ernennung Dritten nicht entgegengehalten werden, es sei denn, die Gesellschaft weist nach, daß diese davon Kenntnis hatten.

Artikel 65

4. Der Vorstand hat dem Europäischen Handelsregister jede Änderung in der Zusammensetzung des Vorstandes und jede Bestellung oder Abberufung eines Bevollmächtigten mit allgemeiner Vertretungsmacht zur Eintragung und Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern mitzuteilen.

5. Dritten gegenüber wirkt die Ernennung und Abberufung von Vorstandsmitgliedern und Bevollmächtigten mit allgemeiner Vertretungsmacht nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels 9-a-. Nach der Eintragung im Europäischen Handelsregister können Mängel der Bestellung von Vorstandsmitgliedern oder Personen mit allgemeiner Vertretungsmacht einem Dritten nur entgegengehalten werden, wenn die Gesellschaft beweist, daß er davon Kenntnis gehabt hat.

entfällt

Historical Archives of the European Commission

Artikel 66

1. Entscheidungen des Vorstands, die

a) die Stillegung oder Verlegung des Unternehmens oder erheblicher Unternehmensteile,

b) wichtige Beschränkungen oder Erweiterungen der Unternehmenstätigkeit,

c) wichtige Änderungen in der Unternehmensorganisation oder

d) den Beginn und die Beendigung dauernder Zusammenarbeit mit anderen Unternehmen

betreffen, bedürfen der Zustimmung des Aufsichtsrats.

Artikel 66

1. Entscheidungen des Vorstands, die

a) die Stillegung oder Verlegung von Betrieben oder von erheblichen Betriebsteilen,

b) wichtige Beschränkungen, Erweiterungen oder Änderungen der Unternehmenstätigkeit,

c) unverändert

d) unverändert

zum Gegenstand haben, bedürfen der Zustimmung des Aufsichtsrats. Die Zustimmung ist auch dann erforderlich, wenn diese Entscheidungen ein von der S.E. abhängiges Konzernunternehmen betreffen.

2. Bei der Anwendung von Absatz 1 [illegible] a, b [illegible] werden die Auswirkungen der Maßnahmen auf Art und Ausmaß der Unternehmenstätigkeit sowie auf die Beschäftigungslage der S.E. und der von ihr abhängigen Konzernunternehmen berücksichtigt.

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 66

2. Ausser den in Absatz 1 vorgesehenen Fällen kann die Satzung bestimmte, im einzelnen aufgezählte Rechtsgeschäfte des Vorstands von der Zustimmung des Aufsichtsrats abhängig machen. Das Fehlen dieser Zustimmung kann Dritten weden in den Fällen des Absatzes 1 noch in denen dieses Absatzes entgegengehalten werden.

Artikel 66

3. Ausser den in Absatz 1 und den übrigen in diesem Statut vorgesehenen Fällen kann die Satzung bestimmte, im einzelnen aufgezählte Entscheidungen des Vorstands von der Zustimmung des Aufsichtsrates abhängig machen.

4. Das Fehlen oder die Unrechtmässigkeit der Zustimmung des Aufsichtsrats zu Entscheidungen des Vorstands kann einem Dritten nicht entgegengehalten werden, es sei denn, die Gesellschaft beweist, dass dem Dritten das Fehlen oder die Unrechtmässigkeit bekannt war oder dass er darüber nach den Umstanden nicht in Unkenntnis sein konnte.

5. Die Zuständigkeit der Hauptversammlung, des Konzernunternehmensrats und des EBR bleibt unberührt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 67

Die Gesellschaft wird in ihren Rechtsbeziehungen zu Dritten durch Rechtsgeschäfte, die die Vorstandsmitglieder vorgenommen haben, selbst dann verpflichtet, wenn diese Rechtsgeschäfte außerhalb des Gesellschaftszwecks liegen, es sei denn, diese Rechtsgeschäfte überschreiten die Befugnisse, die dem Vorstand durch dieses Statut zugewiesen sind. Satzungsbestimmungen, die diese Befugnisse beschränken, können Dritten nicht entgegengehalten werden.

Artikel 67

entfällt
vgl. Artikel 65 Absatz 3 der Neufassung

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 68 | Artikel 68 |
|---|---|
| 1. Spätestens drei Monate nach Ablauf eines Geschäftsjahrs legt der Vorstand dem Aufsichtsrat den Entwurf eines Jahresabschlusses und eines Lageberichts für das abgelaufene Geschäftsjahr vor. | entfällt |
| 2. Der Vorstand berichtet dem Aufsichtsrat mindestens vierteljährlich über den Gang der Geschäfte der Gesellschaft und der von ihr abhängigen Gesellschaften. Er fügt diesem Bericht die vierteljährliche Betriebsrechnung bei. | entfällt |
| 3. Der Vorstand teilt im übrigen dem Aufsichtsratvorsitzenden unverzüglich alle wichtigen Angelegenheiten mit. Als wichtige Angelegenheit gilt auch jedes Ereignis in einer abhängigen Gesellschaft, das auf die Lage der S.E. von erheblichem Einfluß sein kann. Diese Mitteilungen an den Aufsichtsratsvorsitzenden werden in den nächstfolgenden Vierteljahresbericht aufgenommen. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 69

1. Vorstandsmitglieder dürfen dem Aufsichtsrat nicht angehören.

2. Ein Vorstandsmitglied darf weder eine andere berufliche Tätigkeit ausüben noch die Bestellung zum Aufsichtsratsmitglied einer anderen Gesellschaft annehmen, wenn er hierzu nicht ausdrücklich durch den Aufsichtsrat ermächtigt worden ist.

3. Vorstandsmitgliedern ist es untersagt, Kredite in irgendeiner Form bei der Gesellschaft oder bei den von ihr abhängigen Gesellschaften aufzunehmen, sich Kontoüberziehungen auf Kontokorrent oder in anderer Weise gewähren oder eigene Verpflichtungen Dritten gegenüber durch die genannten Gesellschaften verbürgen oder avalieren zu lassen. Dieses Verbot gilt auch für den Ehegatten und für Verwandte der Vorstandsmitglieder in aufsteigender und absteigender Linie sowie für jede vorgeschobene Person.

4. Jede Vereinbarung, an der die Gesellschaft beteiligt ist und die auch nur mittelbar die Interessen eines Vorstandsmitglieds berührt, bedarf der Zustimmung des Aufsichtsrats. Das betreffende Vorstandsmitglied hat zu diesem Zweck die beabsichtigte Vereinbarung dem Aufsichtsrat schriftlich anzuzeigen. Das Fehlen der Zustimmung kann Dritten nicht entgegengehalten werden, es sei denn, die Gesellschaft weist nach, daß dem Dritten das Fehlen der Zustimmung bekannt war.

Artikel 69

1. unverändert

2. unverändert

3. unverändert

4. Jede Vereinbarung, an der die Gesellschaft beteiligt ist und die auch nur mittelbar die Interessen eines Vorstandsmitglieds berührt, bedarf der Zustimmung des Aufsichtsrats.

Das betroffene Mitglied darf an der Beratung und Beschlussfassung des Vorstands über die Vereinbarung nicht teilnehmen.

Jedes Mitglied des Vorstands oder des Aufsichtsrats, das vom Bevorstehen einer solchen Vereinbarung erfährt, hat beide Organe davon zu unterrichten. Der Aufsichtsrat unterrichtet die Hauptversammlung jährlich über die erteilten Zustimmungen.

Gegenüber Dritten findet für die Zustimmung Artikel 66 Absatz 4 Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 70 | Artikel 70 |
| --- | --- |
| 1. Die Vorstandsmitglieder haben bei ihrer Geschäftsführung die Sorgfalt eines gewissenhaften Verwalters anzuwenden und das Wohl der Gesellschaft und ihrer Belegschaft zu fördern. | 1. unverändert |
| 2. Sie sind verpflichtet, Informationen vertraulich zu behandeln, die die Gesellschaft oder die von ihr abhängigen Unternehmen betreffen und vertraulichen Charakter haben. Diese Verpflichtung gilt auch dann, wenn sie ihr Amt nicht mehr ausüben. | 2. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 71

1. Die Vorstandsmitglieder haften der Gesellschaft als Gesamtschuldner für Verletzungen der Bestimmungen dieses Statuts oder der Satzung der Gesellschaft sowie für jedes schuldhafte Verhalten in ihrer Geschäftsführung.

2. Sie sind von ihrer Haftung befreit, wenn sie nachweisen, daß sie kein Verschulden trifft, und wenn sie die Handlung oder Unterlassung dem Aufsichtsrat unverzüglich schriftlich angezeigt haben, sobald sie von ihr Kenntnis hatten.

3. Die Genehmigung durch den Aufsichtsrat entbindet die Vorstandsmitglieder nicht von ihrer Haftung.

4. Haftungsklagen gegen Vorstandsmitglieder verjähren drei Jahre nach der beanstandeten Handlung oder, falls diese verheimlicht worden ist, nach deren Aufdeckung.

Artikel 71

1. Die Vorstandsmitglieder haften der Gesellschaft gegenüber für den Schaden, der durch eine Verletzung der Bestimmungen dieses Statuts oder der Satzung der Gesellschaft sowie durch jede andere Verletzung der ihnen obliegenden Pflichten entstanden ist.

2. Jedes Vorstandsmitglied haftet gesamtschuldnerisch und unbeschränkt. Es kann sich jedoch von seiner Haftung befreien, wenn es nachweist, daß es kein Verschulden trifft und wenn es die schädigende Handlung oder Unterlassung dem Aufsichtsrat unverzüglich schriftlich angezeigt hat, sobald es davon Kenntnis hatte.

3. Die Genehmigung durch den Aufsichtsrat schließt die Haftung der Vorstandsmitglieder nicht aus.

4. Die Vorstandsmitglieder werden von ihrer Haftung auch nicht dadurch befreit, daß die Hauptversammlung ihnen Entlastung erteilt oder ihr Verhalten genehmigt hat.

5. unverändert der bisherige Absatz 4

Historical Archives of the European Commission

Artikel 71

5. Ist über das Vermögen der Gesellschaft der Konkurs eröffnet worden, so kann eine Haftungsklage gegen die Vorstandsmitglieder auch vom Konkursverwalter erhoben werden.

Artikel 71

5. entfällt

vgl. Artikel 72 Absatz 5 der Neufassung

Historical Archives of the European Commission

Artikel 72

1. Der Aufsichtsrat und die Hauptversammlung können beschließen, eine Haftungsklage gegen die Vorstandsmitglieder oder eines von ihnen zu erheben. Die Klage wird vom Aufsichtsrat erhoben. Die Hauptversammlung kann jedoch einen besonderen Bevollmächtigten mit der Erhebung dieser Klage beauftragen.

2. Die Haftungsklage kann auch im Namen und auf Rechnung der Gesellschaft von einem oder mehreren Aktionären erhoben werden, die über 5 % des Kapitals oder über Aktien im Nennwert von 100 000 Rechnungseinheiten verfügen. Zu diesem Zweck bestellen die Aktionäre, wenn es sich um mehrere handelt, einen besonderen Bevollmächtigten, der mit der Führung des Prozesses beauftragt wird.

Artikel 72

1. Der Aufsichtsrat und die Hauptversammlung können beschließen, eine Haftungsklage gegen die Vorstandsmitglieder oder eines von ihnen zu erheben. Für den Beschluß der Hauptversammlung darf keine größere Mehrheit als die Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen verlangt werden.

2. Die Haftungsklage wird vom Aufsichtsrat erhoben. Beschließt die Hauptversammlung die Erhebung der Klage, kann sie diese [illegible] durch einen von ihr bestellten Bevollmächtigten erheben lassen.

3. der bisherige Absatz 2 [illegible] unverändert

4. Die Haftungsklage gegen die Vorstandsmitglieder kann auch von einem Gläubiger der Gesellschaft, der nachweist, daß er von dieser keine Befriedigung erlangen kann, geltend gemacht werden.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 72

3. Die Kläger sind berechtigt, den Ersatz des der Gesellschaft entstandenen Gesamtschadens zu fordern, der im Fall des Prozeßgewinns der Gesellschaft zugesprochen wird. Wird der Klage stattgegeben, erstattet die Gesellschaft den Klägern die Prozeßkosten.

4. Wird die nach Absatz 2 erhobene Klage abgewiesen, können die Kläger persönlich zu den der Gesellschaft und den Beklagten entstandenen Kosten und bei mißbräuchlicher Klageerhebung zur Leistung von Schadenersatz an die Beklagten oder an die Gesellschaft verurteilt werden.

Artikel 72

5. Ist über das Vermögen der Gesellschaft der Konkurs eröffnet worden, so kann eine Haftungsklage gegen die Vorstandsmitglieder auch vom Konkursverwalter erhoben werden.

6. Die Kläger sind berechtigt, den Ersatz des gesamten der Gesellschaft entstandenen Schadens zu verlangen. Hat die Klage Erfolg, wird der Schadensersatz der Gesellschaft zugesprochen. Die Gesellschaft hat den Klägern in diesem Fall die ihnen entstandenen Kosten

zu erstatten, soweit diese nicht von dem oder den Beklagten erstattet werden.

entfällt

Historical Archives of the European Commission

Artikel 72-a-

1. Die Vorstandsmitglieder haften Aktionären der S.E. und Dritten gegenüber für den Schaden, der diesen persönlich durch eine Verletzung der Bestimmungen dieses Statuts oder der Satzung sowie durch jede andere Verletzung der den Vorstandsmitgliedern bei der Erfüllung ihrer Aufgaben obliegenden Pflichten entstanden ist.

2. Artikel 71 Absatz 2 bis 5 findet entsprechende Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

## 2. Abschnitt

## Aufsichtsrat

### Artikel 73

1. Der Aufsichtsrat übt die laufende Überwachung der Verwaltung der Gesellschaft durch den Vorstand aus. Der Vorstand legt dem Aufsichtsrat mindestens alle drei Monate einen Bericht über die Führung der Gesellschaft und ihrer Tochtergesellschaften oder Abteilungen vor. Dieser Bericht hat insbesondere die Beziehungen der Gesellschaft zu den Unternehmen zum Gegenstand, die mit ihr einen Konzern bilden.

Der Aufsichtsrat kann vom Vorstand jederzeit einen Sonderbericht über die Führung der Gesellschaft oder über einzelne Fragen ihrer Geschäftsbeziehungen verlangen. Er kann insbesondere Auskünfte über Ereignisse verlangen, die im Bereich von Unternehmen eingetreten sind, die mit der Gesellschaft einen Konzern bilden, falls diese Ereignisse einen außerordentlich wichtigen Einfluß auf die Geschäftslage der Gesellschaft haben können.

Der Vorstand ist verpflichtet, den Aufsichtsrat unverzüglich von sich aus zu unterrichten, wenn er Kenntnis von solchen Ereignissen erhält.

2. Der Aufsichtsrat berät den Vorstand auf dessen Verlangen oder von sich aus in jeder für die Gesellschaft wichtigen Angelegenheit.

### Artikel 73

1. Der Aufsichtsrat übt die laufende Überwachung der Verwaltung der Gesellschaft durch den Vorstand aus.

2. unverändert

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 73

3. Vorbehaltlich der durch dieses Statut ausdrücklich geregelten Fälle kann der Aufsichtsrat weder unmittelbar in die Verwaltung der Gesellschaft eingreifen noch die Gesellschaft Dritten gegenüber vertreten. Er vertritt jedoch die Gesellschaft den Vorstandsmitgliedern oder einem von ihnen gegenüber gerichtlich oder beim Abschluß eines Vertrags zwischen der Gesellschaft und einem Vorstandsmitglied.

4. Ist die Stelle eines Vorstandsmitglieds unbesetzt oder sind ein oder mehrere Vorstandsmitglieder verhindert, so kann der Aufsichtsrat für eine im voraus bestimmte Frist, die nicht länger als ein Jahr sein darf, eines oder mehrere seiner Mitglieder als Stellvertreter bestellen. Diese dürfen für die Dauer der Amtsausübung ihr Amt als Mitglieder des Aufsichtsrats nicht ausüben. Die Bestimmungen des ersten Abschnitts dieses Titels gelten für die Stellvertreter.

Artikel 73

3. Der Aufsichtsrat kann weder unmittelbar in die Verwaltung der Gesellschaft eingreifen noch die Gesellschaft Dritten gegenüber vertreten. Er vertritt jedoch die Gesellschaft den Vorstandsmitgliedern oder einem von ihnen gegenüber gerichtlich oder beim Abschluß eines Vertrags zwischen der Gesellschaft und einem Vorstandsmitglied.

4. entfällt

Historical Archives of the European Commission

Artikel 73-a-

1. Der Vorstand legt dem Aufsichtsrat mindestens alle drei Monate einen Bericht über Führung und Gang der Geschäfte der Gesellschaft und der von ihr abhängigen Unternehmen vor. Er fügt diesem Bericht eine vierteljährliche Betriebsrechnung bei.

2. Der Vorstand teilt dem Aufsichtsratsvorsitzenden unverzüglich alle wichtigen Angelegenheiten mit. Als wichtige Angelegenheit gilt auch jedes Ereignis in einem abhängigen Unternehmen, das auf die Lage der S.E. von erheblichem Einfluß sein kann. Diese Mitteilungen an den Aufsichtsratsvorsitzenden werden in den nächstfolgenden Vierteljahresbericht aufgenommen.

3. Der Aufsichtsrat kann vom Vorstand jederzeit einen Sonderbericht über Angelegenheiten der Gesellschaft und der von ihr abhängigen Unternehmen verlangen.

4. Der Aufsichtsrat oder ein Drittel seiner Mitglieder können vom Vorstand die Erteilung von Auskünften und die Vorlage von Unterlagen über [illegible] Angelegenheiten der Gesellschaft oder der von ihr abhängigen Unternehmen verlangen. Der Vorstand hat die verlangten Auskünfte und Unterlagen allen Aufsichtsratsmitgliedern gleichzeitig zur Kenntnis zu geben.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 73-a-

5. Der Aufsichtsrat oder ein Drittel seiner Mitglieder haben das Recht, die Bücher der Gesellschaft, den Schriftwechsel, die Niederschriften und alle Schriftstücke der Gesellschaft einzusehen. Der Aufsichtsrat oder ein Drittel seiner Mitglieder können die Ausübung dieses Rechts einem oder mehreren Aufsichtsratsmitgliedern übertragen.

Der Aufsichtsrat oder ein Drittel seiner Mitglieder können einen oder mehrere Sachverständige damit beauftragen, die ihnen erforderlich erscheinenden Prüfungen vorzunehmen.

Vom Ergebnis der Einsichtnahme und der Prüfungen werden alle Aufsichtsratsmitglieder gleichzeitig und unverzüglich unterrichtet.

6. Jedes Mitglied des Aufsichtsrats ist berechtigt, von allen Unterlagen und von allen Auskünften, die der Vorstand dem Aufsichtsrat übermittelt, Kenntnis zu nehmen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74

1. Die Zahl der Mitglieder des Aufsichtsrats muß durch drei teilbar sein. Sie beträgt mindestens zwölf Mitglieder, wenn die S.E. Betriebsstätten in mehreren Mitgliedstaaten hat.

2. Mitglied des Aufsichtsrats kann nur eine natürliche Person sein. Die Höchstzahl der Aufsichtsratsmitglieder wird durch die Satzung bestimmt. Artikel 63 Absatz 4 findet auf sie Anwendung.

Artikel 74

entfällt

1. Mitglied des Aufsichtsrats kann nur eine natürliche Person sein.

Kein Mitglied darf dem Aufsichtsorgan von mehr als zehn Gesellschaften angehören. Hat ein Aufsichtsratsmitglied im Rahmen eines Konzerns mehrere Aufsichtsratssitze inne, so werden diese auf die Höchstzahl nur mit zwei angerechnet. Kein Mitglied des Aufsichtsrats der S.E. darf dem Geschäftsführungsorgan eines von der S.E. abhängigen Unternehmens angehören.

2. Mitglieder des Aufsichtsrats können nicht Personen sein, die

- nach dem auf sie anwendbaren Recht oder
- infolge gerichtlicher Entscheidung nach dem Recht eines der Mitgliedstaaten

eine derartige Tätigkeit nicht ausüben können.

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74

3. Vorbehaltlich des Artikels 137 werden die Mitglieder des Aufsichtsrates von der Hauptversammlung für eine durch die Satzung bestimmte Zeit bestellt, die fünf Jahre nicht überschreiten darf.

Artikel 74

entfällt
vgl. Artikel 74-a- der Neufassung

3. Die Zahl der Mitglieder des Aufsichtsrats wird durch die Satzung bestimmt. Sie muß ungerade und durch drei teilbar sein.

Sie beträgt mindestens 9, wenn die S.E. Betriebe in mehreren Mitgliedstaaten hat.

Ist eine S.E. herrschendes Unternehmen eines Konzerns, so gelten für die Anwendung dieses Absatzes die Betriebe der von ihr konzernabhängigen Unternehmen als Betriebe der S.E.

4. Muß die Zahl der Aufsichtsratsmitglieder in Anwendung des vorangehenden Absatzes erhöht werden, so bleibt der Aufsichtsrat bis zur nächsten Hauptversammlung, die den Jahresabschluß erörtert, in unveränderter Zusammensetzung tätig.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74-a-

1. Der Aufsichtsrat setzt sich zu einem Drittel aus Vertretern der Aktionäre, zu einem Drittel aus Vertretern der Arbeitnehmer und zu einem Drittel aus Personen, die von beiden Gruppen von Vertretern hinzugewählt werden, zusammen.

2. Die Vertreter der Aktionäre werden nach Artikel 75 bestellt.

3. Die Vertreter der Arbeitnehmer werden nach Artikel 137 bestellt.

4. Das hinzuzuwählende Drittel von Aufsichtsratsmitgliedern wird nach Artikel 75-a- und 75-b- bestellt.

5. Der Vorstand hat die Zusammensetzung des Aufsichtsrats sowie jede Änderung in der Zusammensetzung unverzüglich dem europäischen Handelsregister mitzuteilen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74-b-

1. Nach der Gründung der S.E. übt der Aufsichtsrat seine Aufgaben allein durch die Mitglieder, die die Aktionäre vertreten, bis zu dem Tage aus, an dem die Vertreter der Arbeitnehmer gewählt worden sind.

2. Von diesem Zeitpunkt an übt der Aufsichtsrat seine Aufgaben auch in Abwesenheit der noch nicht gewählten Mitglieder des hinzuzuwählenden Drittels aus.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74-c-

1. Die Amtszeit des Aufsichtsrats dauert 4 Jahre. Die Mitglieder des Aufsichtsrats können wiedergewählt werden.

2. Ist bei Ablauf der Amtszeit noch keine Neuwahl für Mitglieder des Aufsichtsrats durchgeführt worden, bleiben die für die abgelaufene Amtszeit bestellten Mitglieder so lange im Amt bis die Neuwahl erfolgt, höchstens jedoch weitere sechs Monate.

3. Die Amtszeit der erstmals gewählten oder bestellten Mitglieder endet vier Jahre nach dem Entstehen der S.E.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74-d-

1. Die Mitgliedschaft im Aufsichtsrat endet auch durch Amtsniederlegung sowie Fortfall der Voraussetzungen der Wählbarkeit.

2. Bei vorzeitiger Beendigung der Mitgliedschaft und bei gerichtlich angeordnetem Ausschluß aus dem Aufsichtsrat sowie bei dauernder Verhinderung wird ein Mitglied des Aufsichtsrats durch das für ihn bestellte Ersatzmitglied ersetzt.

3. Ist für ein Mitglied kein Ersatzmitglied gewählt worden oder ist das Ersatzmitglied an der Amtsaufnahme verhindert, wird für die verbleibende Amtszeit ein neues Mitglied nach den folgenden Bestimmungen hinzugewählt.

Mitglieder, die Vertreter der Aktionäre oder der Arbeitnehmer ersetzen, werden in diesem Fall von der jeweiligen Gruppe von Aufsichtsratsmitgliedern gewählt. Ersatzmitglieder für das gemeinsam hinzugewählte Drittel werden von allen verbleibenden Mitgliedern des Aufsichtsrats gewählt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74-e-

1. Das Gericht des Sitzes der S.E. kann auf Antrag ein Mitglied aus dem Aufsichtsrat ausschließen, wenn es seine Pflichten aus diesem Statut grob verletzt hat. Den Antrag kann

- die Hauptversammlung,
- die Vertretung der Arbeitnehmer sowie
- der Aufsichtsrat

stellen.

Der Antrag kann auch

- von Aktionären, die zusammen entweder 10 % des Kapitals der S.E. oder Aktien im Nennwert von 200 000 RE besitzen oder
- von einem Viertel der nach Artikel 2 des Anhanges III zum Aufsichtsrat wahlberechtigten Arbeitnehmer

gestellt werden.

2. Vertretung der Arbeitnehmer im Sinne des Absatzes 1 ist

a) der Europäische Betriebsrat;

b) wenn kein Europäischer Betriebsrat zu bilden ist

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 74-e-

aa) die in der S.E. auf Unternehmensebene bestehende Arbeitnehmervertretung; besteht keine zentrale Arbeitnehmervertretung, gemeinsam die auf Betriebsebene gebildeten Arbeitnehmervertretungen im Sinne des Anhanges I zu diesem Statut;

bb) die im Unternehmen der S.E. anerkannten Vertreter der Arbeitnehmer in den Mitgliedstaaten, in denen keine Vertretungen der Arbeitnehmer im Sinne des Anhanges I bestehen;

c) hat eine S.E. einen Konzernunternehmensrat zu bilden, so ist auch dieser Vertretung der Arbeitnehmer im Sinne dieser Vorschrift.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 75

1. Die Mitglieder des Aufsichtsrats können wiedergewählt werden.

2. Die von der Hauptversammlung bestellten Mitglieder des Aufsichtsrats können jederzeit durch diese abberufen werden.

3. Hat die Satzung eine Altersgrenze festgesetzt, so bleibt das Aufsichtsratsmitglied, das diese Altersgrenze erreicht hat, bis zur Beendigung der nächsten Hauptversammlung im Amt.

Artikel 75

entfällt
vgl. Artikel 74-c- Absatz 1 der Neufassung

1. Die Mitglieder des Aufsichtsrats, die die Aktionäre vertreten, werden von der Hauptversammlung gewählt. Die Hauptversammlung kann eine gleiche Anzahl von Ersatzmitgliedern wählen. Die Vertreter der Aktionäre im ersten Aufsichtsrat werden durch die Satzung bestellt.

2. Die Satzung kann abweichend von der in Artikel 91 Absatz 2 enthaltenen Regelung ein Wahlverfahren vorsehen, das auch einer Minderheit von Aktionären die Möglichkeit zur Wahl eines oder mehrerer Aufsichtsratsmitglieder eröffnet.

3. Die durch die Hauptversammlung oder durch die Satzung bestellten Mitglieder des Aufsichtsrats können jederzeit durch die Hauptversammlung ersetzt werden.

4. Die Satzung kann für die Mitglieder, die die Aktionäre vertreten, eine Altersgrenze festsetzen. Ein Aufsichtsratsmitglied, das diese Altersgrenze erreicht, bleibt bis zur Beendigung der nächsten Hauptversammlung, die über den Jahresabschluß entscheidet, im Amt.

./.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 75 | Artikel 75 |
| --- | --- |
| 4. Beträgt die Zahl der Aufsichtsratsmitglieder weniger als die gesetzlich vorgeschriebene Mindestzahl, so hat der Vorstand unverzüglich die Hauptversammlung einzuberufen, um eine Ergänzung des Aufsichtsrats durchführen zu lassen. | entfällt |
| 5. Der Vorstand hat jede Änderung in der Zusammensetzung des Aufsichtsrats unverzüglich dem europäischen Handelsregister mitzuteilen. | entfällt<br>vgl. Artikel 74-a- Absatz 5 der Neufassung |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 75-a-

1. Für das hinzuzuwählende Drittel von Aufsichtsratsmitgliedern sind vorschlagsberechtigt

- die Hauptversammlung;

- die Vertretung der Arbeitnehmer;

- der Vorstand.

2. Vertretung der Arbeitnehmer im Sinne des Absatzes 1 ist

a) der Europäische Betriebsrat;

b) wenn kein Europäischer Betriebsrat zu bilden ist

aa) die in der S.E. auf Unternehmensebene bestehende Arbeitnehmervertretung; besteht keine zentrale Arbeitnehmervertretung, gemeinsam die auf Betriebsebene gebildeten Arbeitnehmervertretungen im Sinne des Anhanges I zu diesem Statut;

bb) die im Unternehmen der S.E. anerkannten Vertreter der Arbeitnehmer in den Mitgliedstaaten, in denen keine Vertretungen der Arbeitnehmer im Sinne des Anhanges I bestehen;

cc) die Vertreter der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat der S.E., wenn eine Vertretung nach aa) oder bb) nicht besteht;

Historical Archives of the European Commission

Artikel 75-a-

c) hat eine S.E. einen Konzernunternehmensrat zu bilden [illegible], so ist auch dieser Vertretung der Arbeitnehmer im Sinne dieser Vorschrift.

3. Vorgeschlagen werden kann nur, wer allgemeine Interessen vertritt, die nötige Sachkunde besitzt und nicht in unmittelbarer Abhängigkeit von den Interessen der Aktionäre oder der Arbeitnehmer sowie deren beider Organisationen steht.

4. Bei Gründung einer S.E. sind die für die Genehmigung des Gründungsakts zuständigen Organe der Gründungsgesellschaften an Stelle der Hauptversammlung der S.E. vorschlagsberechtigt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 75-b

1. Gewählt ist unter den für das hinzuzuwählende Drittel vorgeschlagenen Kandidaten nur, wer mindestens zwei Drittel der Stimmen erhält. In gleicher Weise kann für die hinzuzuwählenden Mitglieder auch je ein Ersatzmitglied gewählt werden.

2. Wird die erforderliche Mehrheit für eines oder mehrere der hinzuzuwählenden Mitglieder nicht im ersten Wahlgang erreicht, muß für diese Mitglieder die Wahl auf der Grundlage neuer Vorschläge wiederholt werden.

3. Die Hauptversammlung und die Vertretung der Arbeitnehmer im Sinne des Artikels 75-a- können eine oder mehrere Personen bevollmächtigen, in ihrem Namen neue Vorschläge einzureichen. Ist kein Bevollmächtigter bestellt worden, gelten die Vertreter der Aktionäre einerseits und die Vertreter der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat andererseits als bevollmächtigt, jeweils im Namen der Hauptversammlung und der Arbeitnehmervertretung neue Vorschläge einzureichen.

4. Ist nach zweimaliger Wiederholung des Wahlgangs die nötige Mehrheit für die Wahl eines oder mehrerer der hinzuzuwählenden Mitglieder nicht erreicht worden, entscheidet eine Schiedsstelle über deren Bestellung.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 75-b-

5. Die Schiedsstelle setzt sich zusammen aus zwei Beisitzern und einem Vorsitzenden. Die Vertreter der Aktionäre und der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat der S.E. bestellen je einen Beisitzer. Der Vorsitzende wird von den beiden Beisitzern im gegenseitigen Einvernehmen bestellt. Wird keine Einigung über die Person des Vorsitzenden erzielt, wird dieser vom Präsidenten des Gerichts des Sitzes der S.E. bestimmt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 76

1. Der Aufsichtsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

2. Der Vorsitzende des Aufsichtsrats beruft diesen von Amts wegen oder auf begründeten Antrag eines Mitglieds des Aufsichtsrats oder des Vorstands ein. Wird dem Antrag nicht binnen 15 Tagen stattgegeben, so kann der Aufsichtsrat von dem Antragsteller einberufen werden.

3. Die Mitglieder des Vorstands nehmen an den Sitzungen des Aufsichtsrats teil, sofern dieser nicht anders beschließt. Sie haben dort beratende Stimme.

Artikel 76

1. Der Aufsichtsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende.

2. Der Vorsitzende beruft den Aufsichtsrat von Amts wegen oder auf Antrag eines Mitglieds des Aufsichtsrats oder auf Antrag des Vorstands ein. In dem Antrag sind die Gründe für die beantragte Einberufung anzugeben. Wird dem Antrag nicht binnen 15 Tagen statt gegeben, so kann der Aufsichtsrat von dem Antragsteller einberufen werden.

3. unverändert.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 77

1. Der Vorstand legt zu allen Punkten der Tagesordnung, die von dem Aufsichtsratsvorsitzenden festgelegt wird, schriftliche Unterlagen vor. Die Tagesordnung und diese Unterlagen werden jedem Aufsichtsratsmitglied durch den Vorstand zugesandt.

2. Der Aufsichtsrat ist nur beschlußfähig, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

3. Soweit die Satzung keine größere Mehrheit vorsieht, werden die Beschlüsse mit der Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt.

4. Abwesende Aufsichtsratsmitglieder können an den Beschlüssen teilnehmen, indem sie entweder ein anwesendes Aufsichtsratsmitglied zu ihrer Vertretung bevollmächtigen oder ihre Stimme durch dessen Vermittlung schriftlich abgeben.

5. Im Rahmen der Satzungsbestimmungen ist eine schriftliche Beschlußfassung insbesondere auch durch Austausch von Telegrammen oder Fernschreiben über einen bestimmten Punkt der Tagesordnung zulässig, sofern kein Mitglied gegen ein solches Verfahren Einspruch erhebt.

Artikel 77

1. Die Tagesordnung wird vom Aufsichtsratsvorsitzenden festgelegt. Der Vorstand legt zu allen Punkten der Tagesordnung rechtzeitig schriftliche Unterlagen vor. Die Tagesordnung und diese Unterlagen werden jedem Aufsichtsratsmitglied rechtzeitig zugesandt. Jedes Mitglied des Aufsichtsrats oder der Vorstand können die Ergänzung der Tagesordnung verlangen.

2. unverändert

jetzt Absatz 4 der Neufassung

3. Abwesende Aufsichtsratsmitglieder können an den Beschlüssen teilnehmen, indem sie ein anwesendes Aufsichtsratsmitglied zu ihrer Vertretung bevollmächtigen.

4. Soweit die Satzung keine größere Mehrheit vorsieht, werden die Beschlüsse mit der Mehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder gefaßt.

5. Im Rahmen der Satzungsbestimmungen ist eine schriftliche Beschlußfassung insbesondere auch durch Austausch von Telegrammen oder Fernschreiben über einen bestimmten Punkt zulässig, sofern kein Mitglied gegen ein solches Verfahren Einspruch erhebt. x)

x) diese Berichtigung betrifft nur den deutschen Text

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 77

6. Die Beschlüsse des Aufsichtsrats werden vom Vorstand in einer Niederschrift beurkundet; der Aufsichtsratsvorsitzende prüft und unterzeichnet diese. Nehmen die Vorstandsmitglieder an der Sitzung des Aufsichtsrats nicht teil oder faßt dieser seine Beschlüsse schriftlich, so beauftragt der Vorsitzende ein Mitglied des Aufsichtsrats mit der Fertigung dieser Niederschrift.

Artikel 77

6. Die Beschlüsse des Aufsichtsrats werden in einer Niederschrift festgehalten, die vom Aufsichtsratsvorsitzenden unterzeichnet wird. Abschriften dieser Niederschrift werden den Aufsichtsratsmitgliedern unverzüglich zugesandt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 78

Dem Aufsichtsrat steht ein unbeschränktes Einsichts- und Aufsichtsrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft zu. Er kann die Bücher, den Schriftwechsel, die Niederschriften und ganz allgemein alle Schriftstücke der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen.

Artikel 78

entfällt, entspricht jetzt vgl. Artikel 73-a- Absatz 5 der Neufassung

Historical Archives of the European Commission

Artikel 79

1. Die Satzung oder an ihrer Stelle die Hauptversammlung kann den Mitgliedern des Aufsichtsrates eine Vergütung gewähren.

2. Aufsichtsratsmitgliedern ist es untersagt, Kredite in irgendeiner Form bei der Gesellschaft oder bei den von ihr abhängigen Gesellschaften aufzunehmen, sich Kontoüberziehungen auf Kontokorrent oder in anderer Weise gewähren oder eigene Verpflichtungen Dritten gegenüber durch die genannten Gesellschaften verbürgen oder avalieren zu lassen. Dieses Verbot gilt auch für den Ehegatten und für Verwandte der Aufsichtsratsmitglieder in aufsteigender und absteigender Linie sowie für jede vorgeschobene Person.

3. Jede Vereinbarung, an der die Gesellschaft beteiligt ist und die auch nur mittelbar die Interessen eines Aufsichtsratsmitglieds berührt, bedarf der Zustimmung des Aufsichtsrats. Das Fehlen dieser Zustimmung kann Dritten nicht entgegengehalten werden, es sei denn, die Gesellschaft weist nach, daß der Dritte bösgläubig war. Das betroffene Aufsichtsratsmitglied hat einen schriftlichen Antrag auf Zustimmung einzureichen. Es darf an der Abstimmung über die beantragte Zustimmung nicht teilnehmen.

Artikel 79

1. unverändert

2. unverändert

3. Jede Vereinbarung, an der die Gesellschaft beteiligt ist und die auch nur mittelbar die Interessen eines Aufsichtsratsmitglied s berührt, bedarf der Zustimmung des Aufsichtsrats.

Das betroffene Mitglied darf an der Beratung und Beschlussfassung über die Zustimmung nicht teilnehmen.

Jedes Mitglied des Vorstands oder des Aufsichtsrats, das von Bevorstehen einer solchen Vereinbarung erfährt, hat beide Organe davon zu unterrichten. Der Aufsichtsrat unterrichtet die Hauptversammlung jährlich über die erteilten Zustimmungen.
Gegenüber Dritten findet für die Zustimmung Artikel 66, Absatz 4 Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 80

1. Die Aufsichtsratsmitglieder haben bei ihrer Amtsausübung über das Wohl der Gesellschaft und ihrer Belegschaft zu wachen.

2. Sie sind verpflichtet, Informationen vertraulich zu behandeln, die die Gesellschaft oder die von ihr abhängigen Unternehmen betreffen und vertraulichen Charakter haben. Diese Verpflichtung gilt auch dann, wenn sie ihr Amt nicht mehr ausüben.

Artikel 80

1. unverändert

2. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 81

1. Die Aufsichtsratsmitglieder haften der Gesellschaft als Gesamtschuldner für Verletzungen der Bestimmungen dieses Statuts oder der Satzung der Gesellschaft.

2. Sie sind hinsichtlich der Handlungen, an denen sie nicht teilgenommen haben, von ihrer Haftung befreit, wenn sie nachweisen, daß sie kein Verschulden trifft, und wenn sie die Handlung dem Vorsitzenden des Aufsichtsrats unverzüglich schriftlich angezeigt haben, sobald sie von ihr Kenntnis hatten.

3. Haftungsklagen gegen Aufsichtsratsmitglieder verjähren drei Jahre nach der beanstandeten Handlung oder, falls diese verheimlicht worden ist, nach deren Aufdeckung.

Artikel 81

1. Die Aufsichtsratsmitglieder haften der Gesellschaft gegenüber für den Schaden, der durch eine Verletzung der Bestimmungen dieses Statuts oder der Satzung der Gesellschaft sowie durch jede andere Verletzung der ihnen obliegenden Pflichten entstanden ist.

2. Jedes Aufsichtsratsmitglied haftet gesamtschuldnerisch und unbeschränkt. Es kann sich jedoch von seiner Haftung befreien, wenn es nachweist, daß es kein Verschulden trifft und wenn es die schädigende Handlung oder Unterlassung dem Vorsitzenden des Aufsichtsrats unverzüglich schriftlich angezeigt hat, sobald es davon Kenntnis hatte.

3. Die Aufsichtsratsmitglieder werden von ihrer Haftung auch nicht dadurch befreit, daß die Hauptversammlung ihnen Entlastung erteilt oder ihr Verhalten genehmigt hat.

4. unverändert der bisherige Absatz 3

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 81

4. Ist über das Vermögen der Gesellschaft der Konkurs eröffnet worden, so kann eine Haftungsklage gegen die Aufsichtsratsmitglieder auch vom Konkursverwalter erhoben werden.

5. Die Haftungsklage gegen Aufsichtsratsmitglieder kann von der Hauptversammlung und von Aktionären unter den in Artikel 72 genannten Voraussetzungen erhoben werden.

Artikel 81

entfällt
vgl. den neuen Absatz 5

5. Die Haftungsklage gegen Aufsichtsratsmitglieder kann von der Hauptversammlung, von den Aktionären, von einem Gläubiger der Gesellschaft und im Falle des Konkurses vom Konkursverwalter in entsprechender Anwendung der Bestimmungen des Artikels 72 erhoben werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 81 - a -

1. Die Aufsichtsratsmitglieder haften Aktionären der S.E. und Dritten gegenüber für den Schaden, der diesen persönlich durch eine Verletzung der Bestimmungen dieses Statuts oder der Satzung sowie durch jede andere Verletzung der den Aufsichtsratsmitgliedern bei der Erfüllung ihrer Aufgaben obliegenden Pflichten entstanden ist.

2. Artikel 81 Absatz 2, 3 und 4 findet entsprechende Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

## 3. Abschnitt

### Besondere Verpflichtungen der Mitglieder des Vorstands, des Aufsichtsrats, der Abschlußprüfer und der Großaktionäre

Artikel 82

1. Werden die Aktien der S.E. an einer Börse gehandelt, sind die Mitglieder des Vorstands, des Aufsichtsrats und alle Personen, denen die Kontrolle der Rechnungslegung der Gesellschaft obliegt, verpflichtet, alle Aktien der S.E., die ihnen selbst, ihrem Ehegatten oder ihren minderjährigen Kindern direkt oder durch eine vorgeschobene Person gehören, innerhalb einer Frist von 20 Tagen nach Erwerb entweder in Namensaktien umwandeln zu lassen oder bei einer Bank zu hinterlegen.

Unbeschadet der Vorschrift des Artikels 47 Absatz 5 obliegt dieselbe Verpflichtung jeder Person, die allein oder zusammen mit ihrem Ehegatten oder ihren minderjährigen Kindern direkt oder durch eine vorgeschobene Person mehr als 10 % des Kapitals der Gesellschaft besitzt.

2. Alle Personen, die eine der in Absatz 1 genannten Eigenschaften erwerben, sind verpflichtet, dem Europäischen Handelsregister unverzüglich die Zahl, den Nennwert und gegebenenfalls die Gattung der in diesem Absatz bezeichneten

Artikel 82

1. erster Halbsatz unverändert

Unbeschadet der Vorschrift des Artikels 46 a obliegt dieselbe Verpflichtnng jeder Person, die allein oder zusammen mit ihrem Ehegatten oder ihren minderjährigen Kindern direkt oder durch eine vorgeschobene Person mehr als 10 % des Kapitals der Gesellschaft besitzt.

2. unverändert

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 82

Aktien unter Angabe des Namens und der Eigenschaft ihres Eigentümers zur Eintragung in das Register mitzuteilen. Ein Auszug aus dem Register der Namensaktien oder eine Bescheinigung der Bank, bei der die Aktien hinterlegt worden sind, ist der Mitteilung beizufügen.

3. Die genannten Personen sind ferner verpflichtet, innerhalb einer Frist von 15 Tagen nach Beendigung jedes Trimesters eines Rechnungsjahres alle Käufe und Verkäufe der in Absatz 1 bezeichneten Aktien, die im Laufe des Trimesters durchgeführt worden sind, unter Angabe des gezahlten oder erhaltenen Preises bei dem Europäischen Handelsregister zur Eintragung anzumelden.

4. Das Europäische Handelsregister hält für jede der in Absatz 1 genannten Personen eine Liste mit Zahl, Nennwert und gegebenenfalls Gattung der von diesen besessenen Aktien sowie eine Aufstellung der auf Grund von Absatz 3 mitgeteilten Rechtsgeschäfte auf dem laufenden. Jeder Interessent kann von diesen im Register enthaltenen Angaben Kenntnis nehmen und nach Erstattung der Kosten Abschrift verlangen.

Artikel 82

3. unverändert

4. unverändert

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 82

5. Jeder Gewinn, der von einer der in Absatz 1 genannten Personen durch Kauf und Wiederverkauf von Aktien oder umgekehrt innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten für eigene Rechnung, Rechnung ihres Ehegatten oder ihrer minderjährigen Kinder gemacht worden ist, ist von Rechts wegen durch die S.E. erworben worden. Der entsprechende Betrag muß innerhalb von acht Tagen nach Abwicklung des Rechtsgeschäfts, das zu dem Gewinn geführt hat, an die S.E. abgeführt werden.

Artikel 82

5. unverändert

Historical Archives of the European Commission

## 4. Abschnitt

## Hauptversammlung

| Artikel 83 | Artikel 83 |
|---|---|
| Die Hauptversammlung hat im Rahmen dieses Statuts die Befugnis, über folgende Gegenstände zu beschließen: | 1. Die Hauptversammlung beschließt über: |
| a) Kapitalerhöhung oder Kapitalherabsetzung; | a) Erhöhung oder Herabsetzung des Kapitals; |
| b) Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen; | b) Ausgabe von Wandelschuldverschreibungen und Gewinnschuldverschreibungen; |
| c) Bestellung oder Abberufung der Aufsichtsratsmitglieder; | c) Bestellung oder Abberufung der Aufsichtsratsmitglieder, die die Aktionäre vertreten; |
| d) Erhebung der Haftungsklage; | d) unverändert |
| e) Bestellung der Abschlußprüfer; | e) unverändert |
| | f) Feststellung des Jahresabschlusses, soweit er nicht durch Vorstand und Aufsichtsrat festgestellt wird, in dem in Artikel 214 geregelten Fall; |
| f) Verwendung des Jahresgewinns; | g) Verwendung des Jahresgewinns nach Maßgabe des Artikels 217; |
| g) Satzungsänderungen; | h) unverändert |
| h) Auflösung der Gesellschaft und Bestellung der Abwickler; | i) unverändert |
| i) Umwandlung der Gesellschaft; | j) unverändert |

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 83

j) Fusion oder Übertragung des gesamten oder eines wesentlichen Teils des Vermögens der Gesellschaft;

k) Genehmigung von Verträgen, durch die sich die Gesellschaft verpflichtet,

- ihren Gewinn oder den Gewinn einzelner oder mehrerer ihrer Betriebe ganz oder teilweise mit dem Gewinn anderer Unternehmen oder einzelner oder mehrerer Betriebe derselben zusammenzufassen oder den zusammengefassten Gewinn aufzuteilen;

- ihr Unternehmen an einen anderen zu verpachten oder sonst zu überlassen;

- ihr Unternehmen für Rechnung eines anderen zu betreiben.

Artikel 83

k) die Verschmelzung der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft;

l) die Übertragung des Vermögens der Gesellschaft.

2. Verträge, durch die sich die Gesellschaft verpflichtet,

- ihren Gewinn ganz oder teilweise mit dem Gewinn anderer Unternehmen oder Teilen derselben zusammenzufassen oder den zusammengefassten Gewinn aufzuteilen;

- unverändert

- unverändert

bedürfen der Genehmigung der Hauptversammlung. Das Fehlen oder die Unrechtmässigkeit der Genehmigung der Hauptversammlung kann einem Dritten nicht entgegengehalten werden, es sei denn, die Gesellschaft beweist, dass dem Dritten das Fehlen oder die Unrechtmässigkeit bekannt war oder dass er darüber nach den Umständen nicht in Unkenntnis sein konnte.

3. Die Zuständigkeit des Aufsichtsrats und des Europäischen Betriebsrats bleibt unberührt.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 84 | Artikel 84 |
|---|---|
| 1. Die Hauptversammlung wird durch den Vorstand einberufen. Sie tritt mindestens einmal jährlich, spätestens sechs Monate nach Abschluß des Geschäftsjahres, in erster Linie zur Erörterung des Jahresabschlusses und des Lageberichts zusammen. Diese Frist kann bei Vorliegen außergewöhnlicher Umstände auf Antrag des Vorstandes durch unanfechtbaren Beschluß des Gerichts des Sitzes der Gesellschaft verlängert werden. | 1. unverändert |
| 2. Der Vorstand kann die Hauptversammlung jederzeit einberufen. Er hat die Hauptversammlung einzuberufen, wenn der Aufsichtsrat es verlangt. | 2. unverändert |
| 3. Versäumt der Vorstand, eine in diesem Statut oder in der Satzung vorgeschriebene oder vom Aufsichtsrat verlangte Hauptversammlung einzuberufen, kann diese vom Aufsichtsrat einberufen werden. | 3. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 85 | Artikel 85 |
|---|---|
| 1. Ein oder mehrere Aktionäre, deren Anteile zusammen mindestens 5 % des Kapitals oder den Nennbetrag von mindestens 100 000 RE erreichen, können die Einberufung einer Hauptversammlung schriftlich unter Angabe ihrer Gründe und der Punkte der Tagesordnung verlangen. Die Satzung kann den Prozentsatz oder den Mindestnennbetrag herabsetzen. | 1. unverändert |
| 2. Wird dem in Absatz 1 genannten Verlangen nicht innerhalb eines Monats entsprochen, können der oder die Aktionäre, die die Einberufung der Hauptversammlung verlangt haben, die Einberufung gerichtlich beantragen. Das Gericht des Sitzes entscheidet durch unanfechtbaren Beschluß über diesen Antrag. Hält das Gericht nach Anhörung der Gesellschaft den Antrag für begründet, ermächtigt es die Aktionäre, die die Einberufung der Hauptversammlung verlangt haben, die Hauptversammlung auf Kosten der Gesellschaft einzuberufen; zugleich legt es die Tagesordnung der Hauptversammlung fest und bestimmt ihren Vorsitzenden. | 2. unverändert |
| 3. Der oder die in Absatz 1 dieses Artikels genannten Aktionäre können vor der Einberufung verlangen, daß bestimmte Gegenstände auf die Tages- | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Artikel 85 Artikel 85

ordnung der nächsten Hauptversammlung gesetzt werden. Entspricht der Vorstand diesem Verlangen nicht innerhalb eines Monats, können der oder die Aktionäre, die das Verlangen vorgebracht haben, dieses vor Gericht geltend machen. Das Gericht des Sitzes entscheidet durch unanfechtbaren Beschluß über diesen Antrag. Hält das Gericht nach Anhörung der Gesellschaft den Antrag für begründet, weist es den Vorstand an, einen oder mehrere der Gegenstände, hinsichtlich derer der Antrag gestellt worden ist, auf die Tagesordnung zu setzen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 86

1. Die Hauptversammlung wird mindestens vier Wochen vor dem Tage der Versammlung durch Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern einberufen.

2. Die Bekanntmachung enthält die Tagesordnung und die Vorschläge zu den einzelnen Gegenständen der Tagesordnung.

3. Der oder die in Artikel 85 Absatz 1 genannten Aktionäre können binnen einer Woche nach der im vorigen Absatz vorgesehenen Bekanntmachung verlangen, daß Gegenanträge, die sich streng auf die Gegenstände der Tagesordnung beschränken, in gleicher Weise wie diese selbst und nicht später als zehn Tage vor der Versammlung bekanntgemacht werden, sofern diese Gegenanträge nicht auf einen Beschluß abzielen, der diesem Statut oder der Satzung der Gesellschaft zuwiderläuft, oder ein ähnlicher Gegenantrag nicht in den letzten fünf Jahren von einer Hauptversammlung abgelehnt worden ist.

Artikel 86

1. Die Hauptversammlung wird mindestens einen Monat vor dem Tag der Sitzung einberufen.

Die Einberufung erfolgt durch Bekanntmachung in den Gesellschaftsblättern. Hat die Gesellschaft Namensaktien ausgegeben, beruft sie die Inhaber dieser Aktien außerdem einzeln schriftlich ein.

2. Die Einberufung enthält die Tagesordnung und die Vorschläge zu den einzelnen Gegenständen der Tagesordnung.

3. Aktionäre, die einzeln oder zusammen die Voraussetzungen des Artikels 85 Absatz 1 erfüllen, können spätestens bis zehn Tage nach der Einberufung vom Vorstand durch eingeschriebenen Brief verlangen, daß die Tagesordnung um einen oder mehrere Gegenstände ergänzt wird oder daß Gegenanträge, die sich auf Gegenstände der Tagesordnung beziehen, behandelt werden.

Diese neuen Gegenstände der Tagesordnung und die Gegenanträge müssen in gleicher Weise wie die Einberufung und nicht später als zehn Tage vor der Hauptversammlung bekannt gemacht werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 86

4. Über Fragen, die nicht auf der ordnungsgemäß bekanntgemachten Tagesordnung stehen, kann die Hauptversammlung nur durch einstimmigen Beschluß der das gesamte Kapital vertretenden Aktionäre entscheiden. Sie kann jedoch ein oder mehrere der von ihr bestellten Mitglieder des Aufsichtsrats abberufen und ersetzen, ohne daß diese Frage auf der Tagesordnung steht, sofern die Hälfte des Grundkapitals anwesend oder vertreten ist.

Artikel 86

4. Über Fragen, die nicht auf der ordnungsgemäß bekanntgemachten Tagesordnung stehen, kann die Hauptversammlung nur durch einstimmigen Beschluß der das gesamte Kapital vertretenden Aktionäre entscheiden. Kommt ein einstimmiger Beschluß nicht zustande, so kann sie nur die Einberufung einer neuen Hauptversammlung mit einer neuen Tagesordnung beschließen.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 87 | Artikel 87 |
| --- | --- |
| 1. Die Mitglieder des Vorstands und des Aufsichtsrats wohnen der Hauptversammlung mit beratender Stimme bei. | 1. Die Mitglieder des Vorstands und des Aufsichtsrats nehmen an der Hauptversammlung teil. Sie haben in dieser Eigenschaft beratende Stimme. |
| 2. Jeder Aktionär sowie jeder Inhaber von Aktienzertifikaten oder von Wandelschuldverschreibungen kann an der Hauptversammlung teilnehmen. | 2. Jeder Aktionär sowie jeder nach Artikel 57 bestellte Vertreter einer Masse von Schuldverschreibungen kann an der Hauptversammlung teilnehmen. |
| 3. Die Satzung kann die Teilnahme an der Hauptversammlung davon abhängig machen, daß die Urkunden mindestens fünfzehn Tage vor der Hauptversammlung bei einer Bank bis zur Beendigung der Hauptversammlung hinterlegt werden. In diesem Falle haben die Banken der Gesellschaft unverzüglich die Hinterlegung, die Art und den Nennwert der Titel sowie die Namen und Anschriften der Hinterleger mitzuteilen. | 3. unverändert |
| 4. Die Satzung kann auch an Stelle der in Absatz 3 erwähnten Hinterlegung vorschreiben, daß die Teilnahme an der Hauptversammlung mindestens acht Tage vor der Versammlung schriftlich oder telegrafisch mitgeteilt wird. In diesem Falle sind der Gesellschaft die gleichen Angaben wie unter Absatz 3 mitzuteilen. | 4. unverändert |
| 5. Enthält die Satzung eine Bestimmung im Sinne von Absatz 3 oder 4, so ist in der Bekanntmachung der Einberufung darauf hinzuweisen. | 5. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 88

1. Stimmberechtigte Aktionäre können sich in der Hauptversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen. Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder sowie Angestellte der Gesellschaft oder der von ihr abhängigen Gesellschaften können nicht Bevollmächtigte sein.

2. Die Vollmacht wird unentgeltlich erteilt und bedarf der schriftlichen Form. Sie hat die Titel anzugeben, für die das Stimmrecht ausgeübt wird. Die Vollmachtsurkunde ist vor der Hauptversammlung bei der Gesellschaft zu hinterlegen.

3. Die Vollmacht darf nur für höchstens 6 Monate erteilt werden. Sie ist jederzeit widerruflich. Untervollmachten sind nicht zulässig.

4. Es ist unzulässig, im eigenen Namen ohne ordnungsgemäß hinterlegte Vollmachtsurkunde mit Aktien zu stimmen, die einem anderen gehören. Dieses Verbot gilt nicht für Gesellschaften, die Kapitalanlagefonds verwalten.

Artikel 88

1. Stimmberechtigte Aktionäre können sich in der Hauptversammlung durch Bevollmächtigte vertreten lassen. Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder sowie Angestellte der Gesellschaft oder der von ihr abhängigen Unternehmen können nicht Bevollmächtigte sein. Die Satzung kann zusätzliche Beschränkungen vorsehen; ein Aktionär muß sich jedoch stets von anderen Aktionären vertreten lassen können. In der Einberufung ist auf solche Beschränkungen hinzuweisen.

2. Die Vollmacht wird unentgeltlich erteilt und bedarf der Schriftform. In der Vollmacht sind Zahl und Nennwert der Titel anzugeben, für die das Stimmrecht ausgeübt wird. Die Vollmachtsurkunde ist vor der Hauptversammlung bei der Gesellschaft zu hinterlegen und muß von dieser mindestens drei Jahre lang aufbewahrt werden.

3. Die Vollmacht gilt nur für eine Hauptversammlung und gegebenenfalls für eine später stattfindende Hauptversammlung mit derselben Tagesordnung wie die Hauptversammlung, für die sie erteilt worden ist. Untervollmacht ist zulässig. Die Vollmacht ist jederzeit widerruflich.

4. entfällt
siehe Artikel 88-b-

Historical Archives of the European Commission

Artikel 88-a-

1. Sofern sich jemand öffentlich erbietet, die Vollmacht eines Aktionärs einzuholen, um ihn entweder selbst oder durch dritte Personen auf der Hauptversammlung zu vertreten, gelten zusätzlich zu Artikel 88 folgende Bestimmungen:

a) zur Erteilung der Vollmacht sind alle nach Namen und Wohnort bekannten Aktionäre schriftlich aufzufordern;

b) die Aufforderung zur Erteilung der Vollmacht muß mindestens folgende Angaben enthalten:

aa) die Tagesordnung der Hauptversammlung;

bb) die Vorschläge zu den einzelnen Gegenständen der Tagesordnung;

cc) die Mitteilung, daß dem Aktionär auf Verlangen die in Artikel 216 erwähnten Unterlagen zur Verfügung stehen;

dd) die Aufforderung, Weisungen für die Ausübung des Stimmrechts zu den einzelnen Gegenständen der Tagesordnung zu erteilen;

ee) die Mitteilung, wie der Vertreter das Stimmrecht jeweils ausüben wird, wenn der Aktionär keine Weisung erteilt;

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 88-a-

c) das Stimmrecht ist entsprechend den Weisungen des Aktionärs oder, wenn dieser keine Weisungen erteilt, so auszuüben, wie es dem Aktionär mitgeteilt worden ist;

d) das Stimmrecht kann jedoch abweichend von den Weisungen des Aktionärs oder der ihm zugegangenen Mitteilung ausgeübt werden, wenn Umstände eintreten, die bei Erteilung der Weisungen oder bei Absendung der Aufforderung zur Erteilung der Vollmacht nicht bekannt waren und bei Befolgung der Weisungen die Interessen des Aktionärs gefährdet würden;

e) ist das Stimmrecht abweichend von den Weisungen des Aktionärs oder der ihm zugegangenen Mitteilung ausgeübt worden, muß der Vertreter den Aktionär davon unverzüglich unterrichten und ihm die Gründe des Abweichens mitteilen.

2. Wendet sich ein Kreditinstitut an Personen, die bei ihm Aktien in Verwahrung haben, um von ihnen eine Vollmacht einzuholen, so gelten gleichfalls die Bestimmungen des Absatzes 1. Abweichend von Absatz 1 Buchstabe a sind zur Erteilung der Vollmacht nur die Aktionäre aufzufordern, die bei dem Kreditinstitut Aktien in Verwahrung haben.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 88-b-

siehe Artikel 88 Absatz 4

Es ist unzulässig, im eigenen Namen ohne ordnungsgemäß hinterlegte Vollmachtsurkunde mit Aktien zu stimmen, die einem anderen gehören.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 89

1. Soweit die Satzung nichts anderes bestimmt, wird der Vorsitz in der Hauptversammlung vom Vorsitzenden des Aufsichtsrats, in dessen Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden des Aufsichtsrats und in dessen Abwesenheit vom ältesten Mitglied des Aufsichtsrats wahrgenommen. Ist kein Mitglied des Aufsichtsrats anwesend, wählt die Versammlung ihren Vorsitzenden selbst.

2. Es wird eine Anwesenheitsliste von einem Notar aufgestellt. Diese wird vor Beginn der Beratungen im Versammlungsraum zur Einsichtnahme durch die Versammlungsteilnehmer aufgelegt. Sie enthält Namen und Wohnort aller anwesenden und vertretenen Titelinhaber sowie Zahl, Art, Nennwert und, bei Bestehen mehrerer Gattungen, Gattung ihrer Titel. Nimmt ein Aktionärsvertreter an der Versammlung auch als Aktionär im eigenen Namen teil, hat er die entsprechenden Angaben gesondert zu machen.

3. Jeder Teilnehmer an der Hauptversammlung kann sich zu dem vom Vorsitzenden zur Erörterung gestellten Gegenstand der Tagesordnung zu Wort melden. Jeder Aktionär kann zu jedem Gegenstand der Tagesordnung Gegenanträge einreichen. Der Vorsitzende leitet die Aussprache und kann alle ihm zweckdienlich erscheinenden Ordnungsmaßnahmen treffen.

Artikel 89

1. unverändert

2. Für jede Hauptversammlung ist vor Beginn der Beratungen ein Teilnehmerverzeichnis aufzustellen. Dieses muß folgende Angaben enthalten:

a) Namen und Wohnort der erschienenen Aktionäre;

b) Namen und Wohnort der vertretenen Aktionäre und ihrer Vertreter;

c) Zahl, Gattung und Nennbetrag der Aktien für jeden erschienenen oder vertretenen Aktionär.

3. unverändert

.../...

Historical Archives of the European Commission

Artikel 89

4. Der Vorsitzende bestimmt die Reihenfolge der Abstimmungen, wenn zu einem Gegenstand mehrere Anträge vorliegen. Die Satzung kann für Abstimmungen über die Bestellung oder Abberufung von Aufsichtsratsmitgliedern geheime Stimmabgaben vorsehen; die Hauptversammlung kann stets mit Stimmenmehrheit anderes beschließen. Abstimmungen über Bestellungen können durch Zuruf erfolgen, wenn kein stimmberechtigter Aktionär dagegen Einspruch erhebt.

Artikel 89

4. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 90

1. Jedem Aktionär ist auf Verlangen in der Hauptversammlung vom Vorstand Auskunft über Angelegenheiten der Gesellschaft zu geben, soweit eine solche zur sachgemäßen Beurteilung der Gegenstände der Tagesordnung erforderlich ist. Diese Auskunftspflicht erstreckt sich auch auf die rechtlichen und geschäftlichen Beziehungen der S.E. zu einer abhängigen oder herrschenden Gesellschaft oder zu konzernverbundenen Unternehmen.

2. Die Auskunft hat den Grundsätzen einer gewissenhaften und getreuen Rechenschaft zu entsprechen.

3. Der Vorstand darf die Auskunft verweigern,

a) soweit die Erteilung der Auskunft nach vernünftiger kaufmännischer Beurteilung geeignet ist, der S.E. oder einer abhängigen oder herrschenden Gesellschaft einen erheblichen Nachteil zuzufügen;

b) soweit sich der Vorstand durch die Erteilung der Auskunft strafbar machen würde.

4. Wird einem Aktionär eine Auskunft verweigert, kann er verlangen, daß seine Frage und der Grund, aus dem die Auskunft verweigert worden ist, in die Niederschrift der Hauptversammlung aufgenommen werden.

Artikel 90

1. Jedem Aktionär ist auf Verlangen in der Hauptversammlung vom Vorstand Auskunft über Angelegenheiten der Gesellschaft zu geben, soweit eine solche zur sachgemäßen Beurteilung der Gegenstände der Tagesordnung erforderlich ist. Diese Auskunftspflicht erstreckt sich auch auf die rechtlichen und geschäftlichen Beziehungen der S.E. zu einem abhängigen oder herrschenden Unternehmen oder zu konzernverbundenen Unternehmen.

2. unverändert

3. Der Vorstand darf die Auskunft verweigern,

a) soweit die Erteilung der Auskunft nach vernünftiger kaufmännischer Beurteilung geeignet ist, der S.E. oder einem abhängigen oder herrschenden Unternehmen oder einem konzernverbundenen Unternehmen einen erheblichen Nachteil zuzufügen;

b) unverändert

4. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 90

5. Die Frage, ob der Vorstand die Auskunft zu geben hat, wird auf Antrag des Aktionärs, dem die verlangte Auskunft verweigert worden ist, von dem für den Sitz der Gesellschaft zuständigen Gericht durch unanfechtbaren Beschluß entschieden. Der Antrag ist innerhalb einer Frist von zwei Wochen nach Beendigung der Hauptversammlung zu stellen.

6. Wird das Auskunftsrecht des klagenden Aktionärs anerkannt, hat der Vorstand die Auskunft innerhalb einer Frist von vier Wochen nach dem Urteil zusammen mit der Frage in den Gesellschaftsblättern zu veröffentlichen.

Artikel 90

5. Die Frage, ob der Vorstand die Auskunft zu geben hat, wird auf Antrag des Aktionärs, dem die verlangte Auskunft verweigert worden ist, von dem für den Sitz der Gesellschaft zuständigen Gericht durch unanfechtbaren Beschluß entschieden. Der Antrag ist innerhalb einer Frist von zwei Wochen nach Beendigung der Hauptversammlung zu stellen. Die mündlichen Verhandlungen finden unter Ausschluß der Öffentlichkeit statt.

6. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 91

1. Unbeschadet der Bestimmung des Artikels 49 Absatz 2 gewährt jede Aktie von Rechts wegen ein dem von ihr verkörperten Kapitalanteil entsprechendes Stimmrecht; jede Aktie gewährt mindestens eine Stimme.

2. Die Beschlüsse der Hauptversammlung bedürfen der Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen, soweit nicht dieses Statut eine größere Mehrheit bestimmt.

3. In den Fällen, in denen dieses Statut keine größere Mehrheit bestimmt, kann diese durch die Satzung vorgeschrieben werden, sofern sie nicht vier Fünftel der gültig abgegebenen Stimmen überschreitet.

vgl. Artikel 92 Absatz 3 des ursprünglichen Vorschlags

Artikel 91

1. unverändert

2. Die Beschlüsse der Hauptversammlung bedürfen der Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen, soweit nicht dieses Statut eine größere Mehrheit bestimmt. Die Satzung kann eine größere Mehrheit vorschreiben, die jedoch in keinem Fall vier Fünftel der gültig abgegebenen Stimmen überschreiten darf.

3. Ein Aktionär oder der Vertreter eines Aktionärs darf das Stimmrecht aus eigenen Aktien oder aus Aktien Dritter nicht ausüben, wenn die Beschlußfassung der Hauptversammlung zum Gegenstand hat

a) die Geltendmachung von Ansprüchen der Gesellschaft gegen den Aktionär;

b) die Befreiung des Aktionärs von Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder

c) die Zustimmung zu Verträgen zwischen der Gesellschaft und dem Aktionär.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 92 | Artikel 92 |
| --- | --- |
| 1. Das mit der Aktie verbundene Stimmrecht steht dem Nießbraucher zu. Bei satzungsändernden Beschlüssen steht es jedoch dem Eigentümer zu. | 1. unverändert |
| 2. Bei verpfändeten Titeln wird das Stimmrecht vom Eigentümer ausgeübt. Zu diesem Zweck hinterlegt der Pfandgläubiger auf Verlangen seines Schuldners die von ihm als Pfand verwahrten Aktien 15 Tage vor der Hauptversammlung bis zu deren Beendigung bei einer von der Gesellschaft auf Verlangen des Schuldners bezeichneten Bank. | 2. unverändert |
| 3. Ein Aktionär kann sein Stimmrecht weder selbst ausüben noch durch eine andere Person ausüben lassen, wenn über seine eigene Entlastung oder über eine Frage entschieden wird, bei der sein eigenes Interesse dem der Gesellschaft entgegensteht. | entfällt- vgl. Art. 91 Abs. 3 der Neufassung |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 93

1. Die Aktionäre können unentgeltlich vereinbaren, die Entscheidungen über die Ausübung des Stimmrechts einem von ihnen oder einem Dritten zu überlassen. Vereinbarungen, durch die sich die Aktionäre verpflichten, nach Weisungen des Vorstandes oder des Aufsichtsrates oder im Sinne von Vorschlägen dieser Organe zu stimmen, sind jedoch nichtig.

2. Die Stimmrechtsvereinbarung ist der Gesellschaft mitzuteilen. Sie wird erst nach dieser Mitteilung der Gesellschaft gegenüber rechtswirksam. Die Stimmen, die auf Grund einer solchen Vereinbarung vor dieser Mitteilung abgegeben werden, sind ungültig.

3. Die Namen der Vertragsparteien sowie der Gesamtnennbetrag ihrer Aktien sind im Lagebericht aufzuführen. Dasselbe gilt für die Beendigung der Vereinbarung.

Artikel 93

1. Die Aktionäre können unentgeltlich vereinbaren, die Entscheidung über die Ausübung des Stimmrechts einem von ihnen oder einem Dritten zu überlassen. Vereinbarungen, durch die sich die Aktionäre verpflichten, nach Weisungen oder im Sinne von Vorschlägen des Vorstandes oder des Aufsichtsrats der Gesellschaft oder der Organe eines von ihr abhängigen Unternehmens zu stimmen, sind jedoch nichtig.

2. Die Stimmrechtsvereinbarung ist schriftlich niederzulegen und der Gesellschaft mitzuteilen. Die Stimmen, die aufgrund einer solchen Vereinbarung vor dieser Mitteilung abgegeben werden, sind ungültig. Die Beendigung der Stimmrechtsvereinbarung ist der Gesellschaft ebenfalls mitzuteilen.

3. Ist der Gesellschaft der Abschluß einer Stimmrechtsvereinbarung mitgeteilt worden, sind die Namen der Vertragsparteien sowie der Gesamtnennbetrag ihrer Aktien im Lagebericht aufzuführen. Das gleiche gilt, wenn der Gesellschaft die Beendigung einer Stimmrechtsvereinbarung mitgeteilt worden ist.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 94 | Artikel 94 |
| --- | --- |
| 1. Die Niederschrift der Hauptversammlung wird durch einen Notar errichtet. In ihr werden die erörterten Gegenstände, die zur Niederschrift gegebenen Stellungnahmen und die Beschlüsse der Hauptversammlung aufgeführt. | 1. unverändert |
| 2. Das Verzeichnis der Versammlungsteilnehmer und die Unterlagen über die Einberufung sowie die den Aktionären vorgelegten Berichte über die Gegenstände der Tagesordnung sind der Niederschrift als Anlagen beizufügen. | 2. unverändert |
| 3. Unverzüglich nach der Hauptversammlung hat der Vorstand zwei beglaubigte Abschriften der Niederschrift und ihrer Anlagen zum europäischen Handelsregister einzureichen. | 3. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 95

1. Vorbehaltlich der in diesem Statut vorgesehenen besonderen Verfahren und Bestimmungen können Hauptversammlungsbeschlüsse wegen Verletzung der Bestimmungen dieses Statuts oder der Satzung der Gesellschaft unter den folgenden Voraussetzungen angefochten werden.

2. Die Anfechtungsklage kann von jedem Aktionär oder jedem anderen Interessierten erhoben werden, sofern sie ein begründetes Interesse an der Beachtung der verletzten Bestimmung geltend machen können.

3. Die Anfechtungsklage ist innerhalb von drei Monaten nach Hinterlegung der Niederschrift der Hauptversammlung beim europäischen Handelsregister vor dem zuständigen Gericht des Sitzes zu erheben. Sie ist gegen die Gesellschaft zu richten. Ist der Anfechtungsgrund verheimlicht worden, kann er innerhalb von drei Monaten nach seiner Entdeckung geltend gemacht werden.

Artikel 95

1. unverändert

2. Die Anfechtungsklage kann von jedem Aktionär oder jedem anderen Interessierten erhoben werden, sofern sie ein [illegible] Interesse an der Beachtung der verletzten Bestimmung geltend machen können und wenn durch die Verletzung die Beschlußfassung der Hauptversammlung geändert oder beeinflußt werden konnte.

3. unverändert

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Artikel 95 | Artikel 95 |
| --- | --- |
| 4. Auf Antrag des Klägers kann der Richter nach Anhörung der Gesellschaft die Ausführung des angefochtenen Beschlusses aussetzen. Auf Antrag der Gesellschaft kann der Richter nach Anhörung des Klägers auch anordnen, daß der Kläger für den gegebenenfalls durch seine Klage oder durch die Aussetzung der Ausführung des Beschlusses verursachten Schaden Sicherheit leistet, wenn die Klage als völlig unbegründet abgewiesen wird. | 4. unverändert |
| 5. Urteile, durch welche der Anfechtung stattgegeben oder die Aussetzung des Beschlusses angeordnet wird, sind vorbehaltlich der von gutgläubigen Dritten der Gesellschaft gegenüber erworbenen Rechte jedermann gegenüber rechtswirksam. Der Vorstand hinterlegt unverzüglich zwei beglaubigte Abschriften des Urteils oder der Verfügung beim Europäischen Handelsregister. | 5. unverändert |
| 6. Der Anfechtung eines Beschlusses kann nicht mehr stattgegeben werden, wenn der Beschluß durch einen anderen ersetzt worden ist, der dem Statut und der Satzung der Gesellschaft entspricht. Der Richter kann auch von Amts wegen eine ausreichende Frist gewähren, damit die Hauptversammlung einen solchen neuen Beschluß fassen kann. | 6. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 96

1. Die Beschlüsse der Hauptversammlung, die ihrem Inhalt nach gegen die öffentliche Ordnung oder die guten Sitten verstoßen, sind nichtig.

2. Jeder Interessierte kann sich drei Jahre lang nach dem Beschluß auf die in Absatz 1 vorgesehene Nichtigkeit berufen. Ist der Grund der Nichtigkeit verheimlicht worden, kann dieser innerhalb von drei Jahren nach Entdeckung des Grundes geltend gemacht werden.

Artikel 96

1. entfällt

2. entfällt

Historical Archives of the European Commission

## 5. Abschnitt

## Sonderkontrolle der Organe

### Artikel 97

Besteht der begründete Verdacht, daß sich der Vorstand oder der Aufsichtsrat oder eines ihrer Mitglieder einer schweren Verletzung der ihnen obliegenden Verpflichtungen schuldig gemacht haben oder daß die Organe oder eines von ihnen nicht mehr in der Lage sind, ihre Aufgaben regelmäßig zu erfüllen, wodurch ein erheblicher Schaden für die Gesellschaft entstehen könnte, können Aktionäre, die zusammen entweder 10 % des Kapitals oder Aktien im Nennwert von 200 000 RE besitzen, der Vertreter einer Masse von Inhabern von Schuldverschreibungen oder der Europäische Betriebsrat durch Antrag die Bestellung eines oder mehrerer Sonderprüfer durch das Gericht des Sitzes der Gesellschaft oder das Gericht verlangen, das die Mitgliedstaaten ausschließlich zur Entscheidung über diesen Antrag bestimmt haben.

### Artikel 97

1. Besteht der begründete Verdacht, daß sich der Vorstand oder der Aufsichtsrat oder eines ihrer Mitglieder einer schweren Verletzung der ihnen obliegenden Verpflichtungen schuldig gemacht haben oder daß diese Organe oder eines von ihnen nicht mehr in der Lage sind, ihre Aufgaben ordnungsgemäß zu erfüllen, wodurch ein erheblicher Schaden für die Gesellschaft entstehen könnte, können

- Aktionäre, die zusammen entweder 10 % des Kapitals oder Aktien im Nennwert von 200 000 RE besitzen,
- der Europäische Betriebsrat oder
- ein Vertreter einer Masse von Inhabern von Schuldverschreibungen

bei dem zuständigen Gericht die Bestellung eines oder mehrerer Sonderprüfer beantragen.

2. Zuständiges Gericht ist das Gericht des Sitzes der S.E., sofern nicht der betreffende Mitgliedstaat einem Gericht die ausschließliche Zuständigkeit für die Entscheidung über die Bestellung der Sonderprüfer eingeräumt hat.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 98

1. Das Gericht verhandelt über diesen Antrag unter Ausschluß der Öffentlichkeit. Es hört beide Parteien.

2. Hält das Gericht den Antrag für begründet, bestellt es auf Kosten der Gesellschaft einen oder mehrere Sonderprüfer. Es bestimmt genau den Sachverhalt, auf den sich die Nachforschungen der Sonderprüfer erstrecken sollen. Im Laufe der Prüfung kann der Auftrag der Sonderprüfer auf deren Antrag und nach Anhörung der Gesellschaft durch das Gericht erweitert werden.

3. Die Entscheidungen über die Ernennung der Sonderprüfer und gegebenenfalls über die Erweiterung ihres Auftrags ergehen durch unanfechtbaren Beschluß. Sie sind in den Gesellschaftsblättern zu veröffentlichen.

4. Das Gericht ist berechtigt, von der Gesellschaft die Hinterlegung einer Summe oder die Beibringung einer Bankgarantie für die Honorierung der Sonderprüfer zu verlangen. Die Vergütung der

Artikel 98

1. Das Gericht unterrichtet die Gesellschaft und die unmittelbar betroffenen Personen über den Antrag. Es verhandelt über den Antrag und hört die Beteiligten unter Ausschluß der Öffentlichkeit.

2. Hält das Gericht den Antrag nach erstem Anschein für begründet, bestellt es auf Kosten der Gesellschaft einen oder mehrere Sonderprüfer. Es bestimmt genau den Sachverhalt, auf den sich die Nachforschungen der Sonderprüfer erstrecken sollen. Im Laufe der Prüfung kann der Antrag der Sonderprüfer auf deren Antrag und nach Anhörung der Gesellschaft durch das Gericht erweitert werden.

3. unverändert

4. unverändert

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 98

Sonderprüfer wird vom Gericht nach Beendigung ihrer Tätigkeit und nach ihrer Anhörung festgesetzt. Im Laufe der Prüfung kann das Gericht eine Erhöhung der hinterlegten Summe oder der Bankgarantie verlangen.

5. Die Sonderprüfer haben dieselben Befugnisse wie die Abschlußprüfer.

6. Die Sonderprüfer haben ihren Bericht nach Beendigung ihres Auftrags bei dem Gericht zu hinterlegen, das sie bestellt hat.

vgl. Artikel 99 Absatz 1 des ursprünglichen Vorschlags

Artikel 98

5. unverändert

6. Die Sonderprüfer haben ihren Bericht nach Beendigung ihres Auftrags bei dem Gericht zu hinterlegen, das sie bestellt hat. Der Urkundsbeamte teilt den Parteien unverzüglich die Hinterlegung des Berichts der Sonderprüfer mit. Die Beteiligten können eine Abschrift des Berichts erhalten.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 99

1. Der Urkundsbeamte teilt den Parteien unverzüglich die Hinterlegung des Berichts der Sonderprüfer mit. Die Parteien können eine Abschrift des Berichts erhalten. Das Gericht wird auf Antrag der Partei tätig, die als erste darum ersucht.

2. Nach Anhörung der Parteien kann das Gericht, indem es sich auf die in dem Bericht festgestellten Tatsachen stützt,

- ein oder mehrere Mitglieder der Organe von ihren Funktionen entbinden;

Artikel 99

entfällt

vgl. Artikel 98 Absatz 6 der Neufassung

1. Jeder Beteiligte kann innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach Hinterlegung des Berichts das Gericht anrufen. Ist innerhalb dieser Frist ein Antrag nicht gestellt, stellt das Gericht den Abschluß des Verfahrens fest.

2. Das Gericht entscheidet auf Grund der ermittelten Tatsachen nach Anhörung der Beteiligten. Es ist an deren Anträge nicht gebunden. Es ordnet die erforderlich erscheinenden Beweiserhebungen an.

3. Das Gericht ordnet die den Umständen entsprechenden Maßnahmen an. Es kann

- ein oder mehrere Mitglieder des Vorstands oder des Aufsichtsrats der S.E. von ihren Funktionen zeitweilig entbinden;

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 99

- sie entlassen;

- provisorisch neue Mitglieder dieser Organe bestellen.

3. Das Gericht regelt die Folgen der von ihm getroffenen Maßnahmen. Es kann auf Antrag der Gesellschaft die Dauer der vorläufigen Maßnahmen verkürzen oder verlängern. Es bestimmt die Vergütung, welche die Gesellschaft den provisorisch bestellten Personen zu zahlen hat.

4. Das Gericht kann die vorläufige Vollstreckung der Entscheidungen anordnen, die auf Grund von Absatz 2 oder 3 ergehen. Diese Maßnahmen haben Dritten gegenüber

Artikel 99

- sie entlassen;

- provisorisch neue Mitglieder dieser Organe bestellen;

- Entscheidungen und Beschlüsse des Vorstands, des Aufsichtsrats oder der Hauptversammlung aussetzen oder aufheben;

- die Auflösung der Gesellschaft erklären.

Das Gericht kann die Anordnung von Maßnahmen unter der Bedingung aufschieben, daß die Gesellschaft innerhalb einer vom Gericht festgesetzten Frist die beanstandeten Mißstände selbst abstellt.

4. unverändert der bisherige Absatz 3

5. Das Gericht kann - mit Ausnahme der Auflösung der Gesellschaft - die vorläufige Vollstreckung der Entscheidungen anordnen, die auf Grund von

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 99

erst vom Tage ihrer Veröffentlichung in den Gesellschaftsblättern an Wirkung. Sie sind ebenfalls in das europäische Handelsregister einzutragen.

Artikel 99

Absatz 3 oder 4 ergehen. Die Entscheidungen des Gerichts nach den Absätzen 1, 3 oder 4 sind beim Europäischen Handelsregister zu hinterlegen und in den Gesellschaftsblättern zu veröffentlichen. Maßnahmen, die das Gericht angeordnet hat, werden Dritten gegenüber erst nach ihrer Veröffentlichung in den Gesellschaftsblättern wirksam.

Historical Archives of the European Commission

# TITEL V

## DIE VERTRETUNG DER ARBEITNEHMER IN DER S.E.

### 1. Abschnitt
### Der Europäische Betriebsrat

#### 1. UNTERABSCHNITT
#### ALLGEMEINES

Artikel 100

Bei jeder S.E., die Betriebsstätten in mehreren Mitgliedstaaten hat, wird ein europäischer Betriebsrat (EBR) gebildet.

Artikel 100

Bei jeder S.E., die mindestens zwei Betriebe mit mindestens je 50 Arbeitnehmern in verschiedenen Mitgliedstaaten hat, wird ein Europäischer Betriebsrat (EBR) gebildet.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 101

Die bei den Betriebsstätten der S.E. auf Grund nationaler Vorschriften gebildeten Vertretungen der Arbeitnehmer bleiben mit den ihnen nach nationalem Recht zustehenden Zuständigkeiten und Befugnissen bestehen, soweit dieses Statut nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt.

Artikel 101

Die bei den Betrieben der S.E. auf Grund nationaler Vorschriften gebildeten Vertretungen der Arbeitnehmer bleiben mit den ihnen nach nationalem Recht zustehenden Zuständigkeiten und Befugnissen bestehen, soweit dieses Statut nicht ausdrücklich etwas anderes bestimmt. (*)

(*) diese Änderung betrifft nur den deutschen und niederländischen Text

Historical Archives of the European Commission

Artikel 102

Vertretungen der Arbeitnehmer im Sinne des 1. Abschnitts dieses Titels sind für die Betriebsstätten, die belegen sind in

- der Bundesrepublik Deutschland, die Betriebsräte entsprechend dem Gesetz vom 11. Oktober 1952;

- Belgien, de ondernemingsraden oder les conseils d'entreprise entsprechend dem Gesetz vom 20. September 1948;

- Frankreich, les comités d'entreprise entsprechend der Verordnung vom 22. Februar 1945;

- Italien: le commissioni interne d'azienda entsprechend dem Tarifvertrag vom 18.April 1966;

- Luxemburg: les délégations ouvrières principales entsprechend dem Gesetz vom 20. November 1962 und les délégations d'employés entsprechend dem Gesetz vom 20. April 1962;

- den Niederlanden: de ondernemingsraden entsprechend dem Gesetz vom 4. Mai 1950.

Artikel 102

1. Die Vertretungen der Arbeitnehmer in den einzelnen Mitgliedstaaten, auf die in den Vorschriften dieses Titels verwiesen wird, sind im Anhang I zu diesem Statut aufgeführt.

2. Die Kommission der Europäischen Gemeinschaften wird diesen Anhang auf Grund der Änderungen der gesetzlichen oder tarifvertraglichen Bestimmungen, die die Arbeitnehmervertretung regeln, berichtigen, sobald ein Mitgliedstaat ihr davon Mitteilung gemacht hat.

Historical Archives of the European Commission

Vgl Art. 116 Abs. 2 des ursprünglichen Kommissionsvorschlags.

Artikel 102 -a-

Eine Gewerkschaft ist im Sinne der Vorschriften dieses Titels in einem Betrieb der S.E. nach Massgabe der Rechtsordnung des Mitgliedstaats, in dem der Betrieb liegt, vertreten.

Historical Archives of the European Commission

## 2. UNTERABSCHNITT

## ZUSAMMENSETZUNG UND WAHL

Artikel 103

1. Die Mitglieder des EBR werden von den Arbeitnehmern der einzelnen Betriebsstätten der S.E. gewählt.

siehe Artikel 105 des ursprünglichen Kommissionsvorschlags

Artikel 103

1. Die Mitglieder des EBR werden von den Arbeitnehmern der Betriebe der S.E. innerhalb der Gemeinschaft mit mindestens 50 Arbeitnehmern gewählt.

2. In den einzelnen Betrieben der S.E. werden jeweils in den EBR gewählt

- für 50 bis 199 Arbeitnehmer ein Vertreter;
- für 200 bis 499 Arbeitnehmer zwei Vertreter;
- für 500 bis 999 Arbeitnehmer drei Vertreter;
- für 1 000 bis 2 999 Arbeitnehmer vier Vertreter;
- für 3 000 bis 4 999 Arbeitnehmer fünf Vertreter;
- darüber hinaus für jeweils 5 000 Arbeitnehmer ein Vertreter.

Eine gleiche Anzahl von Stellvertretern wird gewählt.

./.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 103 | Artikel 103 |
| --- | --- |
| 2. Wird das Vermögen einer S.E., die Betriebsstätten in mehreren Mitgliedstaaten hat, als Ganzes auf eine andere S.E. übertragen, werden die Mitglieder des EBR der übertragenden S.E. Mitglieder des EBR der übernehmenden S.E. | entfällt<br>siehe Artikel 103-a- |
| 3. Wird das Vermögen einer nach nationalem Recht gebildeten Gesellschaft oder einer S.E., die lediglich in einem Mitgliedstaat Betriebsstätten hat, als Ganzes auf eine S.E. übertragen, wird der EBR der übernehmenden S.E. durch Mitglieder erweitert, welche von den Arbeitnehmern der einzelnen Betriebsstätten der übertragenden Gesellschaft gewählt werden. | entfällt<br>siehe Artikel 103-a- |

Historical Archives of the European Commission

siehe Artikel 103 Absatz 2 und 3 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages

Artikel 103-a-

1. Wird das Vermögen einer S.E. als Ganzes auf eine andere S.E. übertragen und ist bei beiden Gesellschaften ein EBR gebildet worden, werden die Mitglieder des EBR der übertragenden S.E. Mitglieder des EBR der übernehmenden S.E.

2. Erwirbt eine S.E., bei der ein EBR gebildet worden ist, unter anderen Voraussetzungen als denen des Absatz 1 einen oder mehrere Betriebe mit mindestens 50 Arbeitnehmern oder eröffnet sie einen oder mehrere neue Betriebe mit mindestens 50 Arbeitnehmern, so wird der EBR der S.E. durch Mitglieder erweitert, die in diesen Betrieben nach Maßgabe des Artikels 103 Absatz 2 gewählt werden, es sei denn, diese Betriebe werden weniger als 15 Monate vor dem Ende der Amtszeit des EBR erworben oder eröffnet.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 104

Auf die Wahl der Mitglieder des EBR finden die Verfahrensregeln Anwendung, nach denen diejenigen Mitglieder der in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen, welche Arbeitnehmer sind, gewählt werden.

Artikel 104

Auf die Wahl der Mitglieder des EBR finden die im Anhang II zu diesem Statut enthaltenen Vorschriften Anwendung. Diese Vorschriften sind integrierender Bestandteil des Statuts.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 105

In jeder Betriebsstätte der S.E. werden in den EBR gewählt

- für 200 bis 999 Arbeitnehmer zwei Vertreter
- für 1000 bis 2 999 Arbeitnehmer drei Vertreter
- für 3000 bis 4 999 Arbeitnehmer vier Vertreter

darüber hinaus für jeweils 5 000 Arbeitnehmer ein Vertreter.

Eine gleiche Anzahl von Ersatzmitgliedern wird gewählt.

Artikel 105

entfällt
siehe Artikel 103
der Neufassung

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 106 | Artikel 106 |
| --- | --- |
| Die Wahl soll innerhalb von zwei Monaten nach Gründung der S.E. erfolgen. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

## 3. UNTERABSCHNITT

## AMTSDAUER

### Artikel 107

1. Der EBR wird für eine Amtszeit von drei Jahren gewählt.

2. Die Mitgliedschaft eines Arbeitnehmers in den in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen wird durch seine Wahl in den EBR nicht berührt.

### Artikel 107

1. Der EBR wird für eine Amtszeit von vier Jahren gewählt. Diese beginnt mit dem Tage seiner konstituierenden Sitzung. Die Mitglieder des EBR können wiedergewählt werden.

2. Die Mitgliedschaft eines Arbeitnehmers in den im Anhang I zu diesem Statut aufgeführten Vertretungen wird durch seine Wahl in den EBR nicht berührt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 108

Die Mitgliedschaft im EBR endet mit Ablauf der Amtszeit des EBR, durch Amtsniederlegung, Beendigung des Arbeitsverhältnisses und Fortfall von Voraussetzungen der Wählbarkeit.

vgl. Artikel 110 des ursprünglichen Vorschlags

Artikel 108

1. Die Mitgliedschaft im EBR endet mit Ablauf der Amtszeit oder der Auflösung des EBR und in den in Artikel 103-a- genannten Fällen mit Ablauf der Amtszeit des EBR der übernehmenden Gesellschaft sowie durch Amtsniederlegung, Beendigung des Arbeitsverhältnisses und Fortfall der im Anhang II zu diesem Statut festgelegten Voraussetzungen der Wählbarkeit.

2. Im Falle der vorzeitigen Beendigung der Mitgliedschaft und im Falle des Ausschlusses aus dem EBR sowie bei dauernder oder zeitweiliger Verhinderung wird ein Mitglied des EBR durch seinen Stellvertreter ersetzt.

3. Sind zum Zeitpunkt der konstituierenden Sitzung des EBR in einem Betrieb noch keine neuen Vertreter gewählt worden, so bleiben die in diesem Betrieb für den EBR der abgelaufenen Amtszeit gewählten Vertreter so lange im Amt, bis die Wahl erfolgt ist.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 108-a-

1. Mindestens ein Viertel der wahlberechtigten Arbeitnehmer, der Vorstand der S.E. oder eine in einem Betrieb der S.E. vertretene Gewerkschaft können bei dem Gericht des Sitzes der S.E. den Ausschluß eines Mitglieds aus dem EBR oder die Auflösung des EBR wegen grober Verletzung seiner Pflichten aus diesem Statut beantragen.

Der Ausschluß eines Mitglieds kann auch vom EBR beantragt werden.

2. Wird der EBR aufgelöst, so setzt das Gericht des Sitzes der S.E. unverzüglich eine Wahlkommission für die Neuwahl ein.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 109

1. Zwei Monate vor Ablauf der Amtszeit des EBR werden die Mitglieder der EBR für die folgende Amtszeit gewählt.

vgl. Artikel 111 Absatz 1 des ursprünglichen Kommissionsvorschlages

2. Der EBR für die neue Amtszeit wird spätestens einen Monat nach Ablauf der früheren Amtszeit durch den Vorsitzenden des bisherigen EBR zu seiner konstituierenden Sitzung einberufen.

3. Bis zur konstituierenden Sitzung des neuen EBR werden die laufenden Geschäfte vom EBR der abgelaufenen Amtszeit weitergeführt.

Artikel 109

entfällt

1. Der erstmals gewählte EBR wird von dem Vorstand der S.E. spätestens 100 Tage nach Entstehen der S.E. oder nach dem Zeitpunkt, zu welchem die Voraussetzungen des Artikels 100 erfüllt sind, zu seiner konstituierenden Sitzung einberufen, es sei denn, daß weniger als die Hälfte der Mitglieder des EBR gewählt sind.

2. Der für eine neue Amtszeit gewählte EBR tritt zu seiner konstituierenden Sitzung spätestens dreißig Tage nach Ablauf der früheren Amtszeit zusammen. Er wird durch den Vorsitzenden des bisherigen EBR einberufen.

3. unverändert

4. Zwischen der Einberufung und der konstituierenden Sitzung des EBR muß eine Frist von mindestens 15 Tagen liegen.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 110 | Artikel 110 |
| --- | --- |
| Im Falle der vorzeitigen Beendigung der Mitgliedschaft sowie im Falle zeitweiliger Verhinderung einzelner Mitglieder des EBR sind diese durch Ersatzmitglieder zu ersetzen. | entfällt<br>vgl. Artikel 108 Absatz 2 der Neufassung |

Historical Archives of the European Commission

## 4. UNTERABSCHNITT

## GESCHÄFTSFÜHRUNG

| Artikel 111 | Artikel 111 |
|---|---|
| 1. Die erstmalige Einberufung des EBR nach Gründung einer S.E. zu seiner konstituierenden Sitzung erfolgt durch den Vorstand der S.E. innerhalb eines Monats nach dem Tage der Wahl. | entfällt<br>vgl. Artikel 109 Absatz 1 der Neufassung |
| 2. Die anwesenden Mitglieder des EBR wählen einen Vorsitzenden und geben sich eine Geschäftsordnung. | 1. Auf der konstituierenden Sitzung des EBR wählen die anwesenden Mitglieder des EBR einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden und geben sich eine Geschäftsordnung. |
| 3. Mit dem Tage der konstituierenden Sitzung beginnt die Amtszeit im Sinne des Artikels 107 | entfällt<br>vgl. Artikel 107 Absatz 1 der Neufassung |
| | 2. Der EBR ist auf der konstituierenden Sitzung nur beschlußfähig, wenn alle Mitglieder zur Sitzung geladen worden sind und mindestens die Hälfte von ihnen anwesend ist. |

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 111

3. Abgesehen von der konstituierenden Sitzung können abwesende Mitglieder an den Beschlüssen teilnehmen, indem sie ein anwesendes Mitglied zu ihrer Vertretung bevollmächtigen.

4. Beschlüsse des EBR werden mit der Mehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder gefaßt.

5. Der EBR kann Ausschüsse bilden und ihnen bestimmte seiner Aufgaben übertragen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 112

Während der Dauer ihrer Tätigkeit im EBR sowie während der drei auf die Beendigung folgenden Jahre ist die Kündigung der Mitglieder und der Ersatzmitglieder des EBR unzulässig, es sei denn, daß ein Grund vorliegt, der die S.E. nach den nationalen Vorschriften zur Kündigung des Arbeitsverhältnisses ohne Einhaltung einer Kündigungsfrist berechtigt.

Artikel 112

1. Während der Dauer ihrer Tätigkeit im EBR sowie während der zwei auf die Beendigung folgenden Jahre ist die Kündigung der Mitglieder des EBR und ihrer Stellvertreter unzulässig, es sei denn, daß ein Grund vorliegt, der die S.E. nach den nationalen Vorschriften zur Kündigung des Arbeitsverhältnisses ohne Einhaltung einer Kündigungsfrist berechtigt. Bei der letztgenannten Kündigung muß jedoch der EBR angehört werden.

2. Die Kandidaten für den EBR genießen von ihrer Aufstellung bis zum Ablauf von drei Monaten nach Verkündigung des Wahlergebnisses denselben Schutz.

3. Eine entgegen diesen Vorschriften ausgesprochene Kündigung ist unwirksam.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 113

1. Während der Dauer ihrer Mitgliedschaft im EBR werden die Mitglieder von ihren beruflichen Verpflichtungen freigestellt, soweit sie es für die Erfüllung ihrer Aufgaben im EBR für erforderlich halten.

2. Den Mitgliedern des EBR werden die Löhne und Gehälter einschließlich aller Zulagen und Gratifikationen, die ihnen vor ihrer Wahl in den EBR gezahlt worden sind, weitergezahlt. Sie nehmen an allen Vergünstigungen und Veränderungen der Löhne, Gehälter, Zulagen und Gratifikationen teil.

Artikel 113

1. Während der Dauer ihrer Mitgliedschaft im EBR werden die Mitglieder für die vom EBR zur Erfüllung ihrer Aufgaben im EBR für erforderlich befundene Zeit von ihren beruflichen Verpflichtungen freigestellt.

2. Den Mitgliedern des EBR dürfen durch ihre Tätigkeit keinerlei Nachteile entstehen, insbesondere hinsichtlich ihrer Entlohnung und ihrer beruflichen Entwicklung. Sie nehmen an allen Lohn- und Gehaltserhöhungen, Zulagen, Gratifikationen und sonstigen Vergünstigungen teil.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 114

Mitglieder und frühere Mitglieder des EBR unterliegen einer besonderen Verpflichtung zur Wahrung der Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse, die ihnen wegen der Zugehörigkeit zum EBR bekanntgeworden und vom Vorstand ausdrücklich als geheimzuhalten bezeichnet worden sind. Das gleiche gilt für die Ersatzmitglieder.

Artikel 114

1. Mitglieder und frühere Mitglieder des EBR sowie ihre Stellvertreter sind verpflichtet, Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse zu wahren, die ihnen infolge ihrer Zugehörigkeit zum EBR bekannt geworden sind und die der Vorstand ausdrücklich als geheim bezeichnet hat. Diese Pflicht gilt für die vom Vorstand angegebene Zeit.

Die gleiche Geheimhaltungspflicht gilt für die Beauftragten einer Gewerkschaft nach Artikel 116 und für die Sachverständigen nach Artikel 117.

2. Die Geheimhaltungspflicht nach Absatz 1 besteht nicht gegenüber den Mitgliedern des Aufsichtsrats der S.E. und des Konzernunternehmensrats.

3. Der EBR kann die Frage, ob der Vorstand Informationen zu Recht als geheim bezeichnet hat, dem Gericht des Sitzes der S.E. zur Entscheidung vorlegen. Das Gericht verhandelt unter Ausschluß der Öffentlichkeit und entscheidet durch unanfechtbaren Beschluß.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 115

Die durch die Tätigkeit des EBR entstehenden Kosten trägt die S.E.

Artikel 115

Die durch die Wahl des EBR und seine Tätigkeit entstehenden Kosten trägt die S.E.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 116

1. Ein Beauftragter einer Gewerkschaft, die in einer Betriebsstätte der S.E. vertreten ist, hat das Recht, an einzelnen Sitzungen des EBR mit beratender Stimme teilzunehmen, wenn ein Sechstel der Mitglieder des EBR dies beantragt und die Mehrheit es beschließt.

2. Eine Gewerkschaft ist in einer Betriebsstätte der S.E. vertreten, wenn das Recht des Mitgliedstaates, in dem die Betriebsstätte belegen ist, dies bestimmt.

Artikel 116

1. Ein Beauftragter einer Gewerkschaft, die in einem Betrieb der S.E. vertreten ist, hat das Recht, an einzelnen Sitzungen des EBR mit beratender Stimme teilzunehmen, wenn die Mehrheit des EBR dies beschließt.

entfällt
vgl. Artikel 102-a-
der Neufassung

Historical Archives of the European Commission

Artikel 117

Der EBR kann zur Klärung einzelner Fragen einen oder mehrere Sachverständige heranziehen, wenn dies zu einer ordnungsmäßigen Geschäftsführung notwendig erscheint. Der Vorstand hat dem Sachverständigen alle zu dessen Arbeit erforderlichen Unterlagen kostenlos zur Verfügung zu stellen, sofern nicht zwingende Gesellschaftsinteressen dem entgegenstehen. Die durch eine notwendige Beratung durch einen Sachverständigen anfallenden Kosten trägt die S.E.

Artikel 117

Der EBR kann zur Klärung einzelner Fragen einen oder mehrere Sachverständige heranziehen, wenn dies wegen der Schwierigkeiten dieser Fragen gerechtfertigt ist. Der Vorstand hat dem Sachverständigen alle zu dessen Arbeit erforderlichen Unterlagen kostenlos zur Verfügung zu stellen, sofern nicht zwingende Gesellschaftsinteressen dem entgegenstehen. Die Kosten der Beratung trägt die S.E.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 118

1. Der EBR berichtet den Arbeitnehmern in ihm geeignet erscheinender Weise regelmäßig über seine Arbeiten.

2. Die Berichte haben die Interessen der S.E. zu berücksichtigen und dürfen insbesondere keine Betriebs- oder Produktionsgeheimnisse preisgeben, die Gegenstand besonderen Schutzes in einem der Mitgliedstaaten sind.

Artikel 118

1. Der EBR berichtet den Arbeitnehmern und deren Vertretern in den Betrieben der S.E. in ihm geeignet erscheinender Weise regelmäßig über seine Tätigkeit.

2. Die Berichte haben die Interessen der S.E. zu berücksichtigen und dürfen insbesondere keine Betriebs- oder Geschäftsgeheimnisse preisgeben.

Historical Archives of the European Commission

## 5. UNTERABSCHNITT

## AUFGABEN UND BEFUGNISSE

| Artikel 119 | Artikel 119 |
| --- | --- |
| 1. Die Aufgabe des EBR ist die Vertretung der Interessen der in der S.E. tätigen Arbeitnehmer. | 1. unverändert |
| 2. Die Zuständigkeit des EBR beschränkt sich auf die Angelegenheiten, die die gesamte S.E. oder mehrere ihrer Betriebsstätten betreffen. Die Zuständigkeit erstreckt sich nicht auf Angelegenheiten, für die eine tarifvertragliche Regelung im Sinne des 4. Abschnitts besteht. | 2. Die Zuständigkeit des EBR erstreckt sich auf die Angelegenheiten, die mehrere, nicht in demselben Mitgliedstaat liegende Betriebe betreffen und nicht durch die nationalen Arbeitnehmervertretungen innerhalb ihrer Betriebe geregelt werden können. Soweit Angelegenheiten durch Kollektivvertrag geregelt sind, fallen sie nicht in die Zuständigkeit des EBR.<br><br>Der EBR kann nicht Vereinbarungen über die Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmer abschließen oder hierüber Verhandlungen führen, es sei denn, ein europäischer Tarifvertrag läßt den Abschluß ergänzender Vereinbarungen durch den EBR ausdrücklich zu. |
| 3. Der EBR hat darüber zu wachen, daß die zugunsten der Arbeitnehmer der S.E. bestehenden gesetzlichen Vorschriften, die nach den Vorschriften des vierten Abschnitts abgeschlossenen Tarifverträge und die von ihm abgeschlossenen Betriebsvereinbarungen eingehalten werden. | 3. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 120

1. Der Vorstand und der EBR kommen in regelmäßigen Abständen zu gemeinsamen Beratungen zusammen.

2. Der Vorstand der S.E. unterrichtet den EBR regelmäßig über die allgemeine wirtschaftliche Lage der S.E. und die voraussehbare Entwicklung. Die Unterrichtung erfolgt durch einen schriftlichen Bericht des Vorstands über das jeweils abgelaufene Vierteljahr. Der Bericht enthält mindestens

- eine allgemeine Übersicht über die Entwicklung der Wirtschaftsbereiche, in denen die S.E. tätig ist;

[illegible]

[illegible]

- eine Übersicht über die Geschäftsentwicklung der S.E.;

Artikel 120

1. Der Vorstand und der EBR kommen in regelmäßigen Abständen, mindestens jedoch viermal im Jahr, zusammen.

2. Der Vorstand legt dem EBR mindestens alle drei Monate einen Bericht über die allgemeine Lage der S.E. und deren voraussehbare Entwicklung vor. Der Bericht enthält mindestens rechtzeitige und umfassende Informationen über

- die allgemeine Entwicklung der Wirtschaftsbereiche, in denen die S.E. und die von ihr abhängigen Unternehmen tätig sind;

- die wirtschaftliche und finanzielle Lage der S.E., gegebenenfalls unter Berücksichtigung ihrer Beziehungen zu anderen Unternehmen, die mit ihr zu demselben Konzern gehören oder die im Verhältnis zur S.E. abhängig oder herrschend sind;

- die Geschäftsentwicklung der S.E. sowie ihre Produktions- und Absatzlage;

./.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 120 | Artikel 120 |
| --- | --- |
| - eine Darstellung der voraussehbaren Entwicklung und ihrer Auswirkungen auf die Beschäftigungslage der Arbeitnehmer; | - die Beschäftigungslage der Arbeitnehmer der S.E. und der von ihr abhängigen Konzernunternehmen und deren voraussehbare Entwicklung; |
| - eine Übersicht über die beschlossenen Investitionen. | - das Produktions- und Investitionsprogramm; |
| | - die Rationalisierungsvorhaben; |
| | - die Fabrikations- und Arbeitsmethoden, insbesondere die Einführung neuer Arbeitsmethoden; |
| | - sonstige Vorgänge und Vorhaben, welche die Interessen der Arbeitnehmer der S.E. wesentlich berühren können. |
| 3. Der Vorstand hat den EBR außerdem vom Eintritt besonderer Ereignisse zu unterrichten. | 3. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 121

1. Der EBR erhält alle Mitteilungen und Unterlagen, die den Aktionären zur Verfügung gestellt werden.

2. Dem EBR sind der Jahresabschluß nach seiner Feststellung und der Lagebericht zur Unterrichtung zuzuleiten.

Artikel 121

1. unverändert

2. Dem EBR sind insbesondere der Jahresabschluß und der Lagebericht sowie ein von der S.E. aufgestellter Konzernabschluß oder Teilkonzernabschluß und der Konzern-Lagebericht nach deren Annahme zur Unterrichtung zuzuleiten und zu erläutern.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 122

1. Der EBR kann zu jeder Frage, die ihm von Wichtigkeit erscheint, von dem Vorstand schriftliche Auskünfte verlangen und seine Stellungnahme dazu abgeben.

2. Der EBR kann jedes Mitglied des Vorstands zu seinen Sitzungen einladen und die Erteilung von Auskünften oder die Erläuterung von Geschäftsvorgängen verlangen.

Artikel 122

1. Der Vorstand ist verpflichtet, zu jeder Frage, die nach Auffassung des EBR wesentliche Interessen der S.E. oder ihrer Arbeitnehmer berührt, schriftliche Auskünfte zu geben. Der EBR kann hierzu seine Stellungnahme abgeben.

2. unverändert

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 123 | Artikel 123 |
|---|---|
| 1. Der Vorstand kann Entscheidungen nur mit Zustimmung des EBR treffen, sofern diese sich beziehen auf | 1. unverändert |
| a) die Grundsätze über die Anstellung, berufliche Förderung und die Entlassung der Arbeitnehmer; | a) unverändert |
| b) die Durchführung der Berufsausbildung; | b) unverändert |
| c) die Aufstellung von Entlohnungsgrundsätzen und die Einführung von neuen Entlohnungsmethoden; | c) unverändert |
| d) die Maßnahmen auf dem Gebiet der Sicherheit, der Gesundheit und der Hygiene; | d) unverändert |
| e) die Einführung und die Verwaltung von Wohlfahrtseinrichtungen; | e) die Einführung und die Verwaltung von Sozialeinrichtungen; |
| f) den Beginn und das Ende der Arbeitszeiten; | f) die Aufstellung der Grundsätze für den Beginn und das Ende der Arbeitszeiten; |
| g) die Aufstellung des Urlaubsplanes. | g) die Aufstellung der Grundsätze für die Abwicklung des Urlaubsplans. |
| 2. Eine Entscheidung, die der Vorstand auf den in Absatz 1 genannten Gebieten ohne Zustimmung des EBR trifft, ist unwirksam. | 2. unverändert |

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 123

3. Verweigert der EBR seine Zustimmung oder gibt er innerhalb einer angemessenen Frist keine Erklärung ab, kann die Zustimmung von der in Artikel 128 bezeichneten Schiedsstelle ersetzt werden.

4. Für die in Absatz 1 genannten Entscheidungen können die bei den Betriebsstätten gebildeten Vertretungen der Arbeitnehmer die Mitentscheidungsrechte, die ihnen nach nationalem Recht zustehen, nur noch dann ausüben, wenn nicht die Zuständigkeit des EBR nach Artikel 119 Absatz 2 Satz 1 gegeben ist.

Artikel 123

3. unverändert

4. Für die in Absatz 1 genannten Entscheidungen können die bei den Betrieben gebildeten Vertretungen der Arbeitnehmer die Mitentscheidungsrechte, die ihnen nach nationalem Recht zustehen, nur noch dann ausüben, wenn nicht die Zuständigkeit des EBR nach Artikel 119 Absatz 2 Satz 1 gegeben ist.

+) diese Änderung betrifft nur den deutschen Text

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 124 | Artikel 124 |
| --- | --- |
| 1. Der Vorstand ist verpflichtet, den EBR vor Entscheidungen zu hören, die betreffen | 1. unverändert |
| a) die Bewertung der Arbeitsplätze, | a) unverändert |
| b) die Regelung von Akkord- und Stücklohnsätzen, | b) unverändert |
| | c) die Einführung und Anwendung von technischen Einrichtungen, die dazu bestimmt sind, das Verhalten oder die Leistung der Arbeitnehmer zu überwachen. |
| 2. Artikel 123 Absatz 2 findet entsprechende Anwendung. | 2. Eine Entscheidung, die der Vorstand auf den in Absatz 1 genannten Gebieten ohne Anhörung des EBR trifft, ist unwirksam. |
| 3. Der Vorstand kann entscheiden, ohne daß die Stellungnahme des EBR vorliegt, wenn diese nicht innerhalb einer angemessenen Frist abgegeben wird. | 3. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 125 | Artikel 125 |
|---|---|
| 1. Der Vorstand ist weiterhin verpflichtet, den EBR vor Entscheidungen zu hören, die betreffen | 1. unverändert |
| a) die Stillegung oder Verlegung des Unternehmens oder erheblicher Unternehmensteile; | a) die Stillegung oder Verlegung von Betrieben oder von erheblichen Betriebsteilen; |
| b) wichtige Beschränkungen oder Erweiterungen der Unternehmenstätigkeit; | b) wichtige Beschränkungen, Erweiterungen oder Änderungen der Unternehmenstätigkeit; |
| c) wichtige Änderungen in der Unternehmensorganisation; | c) unverändert |
| d) den Beginn und die Beendigung dauernder Zusammenarbeit mit anderen Unternehmen. | d) unverändert |
| | Bei der Anwendung dieser Bestimmungen werden die Auswirkungen der Maßnahmen auf Art und Ausmaß der Unternehmenstätigkeit sowie auf die Beschäftigungslage berücksichtigt. |
| 2. Der Aufsichtsrat kann in den in Absatz 1 genannten Fällen die nach Artikel 66 Absatz 1 erforderliche Zustimmung nur dann erteilen, wenn die Stellungnahme des EBR vorliegt, es sei denn, daß der EBR innerhalb einer angemessenen Frist keine Stellungnahme abgegeben hat. | 2. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 126

1. Die Anhörung erfolgt schriftlich unter Darlegung der Gründe, die den Vorstand veranlassen, die Entscheidung zu treffen, sowie der wirtschaftlichen und personellen Folgen, die die Entscheidung voraussichtlich haben wird.

2. Weicht der Vorstand von den in der Stellungnahme des EBR enthaltenen Empfehlungen ab, hat er das gegenüber dem EBR zu begründen.

Artikel 126

1. Die Anhörung nach Artikel 124 und 125 erfolgt auf der Grundlage eines Berichts des Vorstands, in dem die Gründe für die vom Vorstand beabsichtigte Entscheidung sowie die rechtlichen, wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen, die die Entscheidung voraussichtlich haben wird, dargelegt und erläutert werden.

In den Fällen des Artikels 125 ist gegebenenfalls ein vom Vorstand aufgestellter Sozialplan über die für die Arbeitnehmer zu treffenden Maßnahmen als Grundlage für die Verhandlungen nach Artikel 126-a- in den Bericht aufzunehmen.

2. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 126-a-

1. Ist der EBR in den Fällen des Artikels 125 Absatz 1 der Meinung, daß durch die Entscheidung, die der Vorstand zu treffen beabsichtigt, Interessen der Arbeitnehmer nachteilig berührt werden, so ist der Vorstand verpflichtet, vor der Beschlußfassung des Aufsichtsrats über dessen nach Artikel 66 zu erteilende Zustimmung mit dem EBR Verhandlungen aufzunehmen, um zu einer Einigung über die für die Arbeitnehmer zu treffenden Maßnahmen zu gelangen.

2. Wird eine Einigung erzielt, ist diese schriftlich niederzulegen. Sie hat die Wirkung einer Betriebsvereinbarung nach Artikel 127.

3. Der Vorstand unterrichtet den Aufsichtsrat über das Ergebnis der Verhandlungen. Der EBR kann dazu ebenfalls Stellung nehmen.

4. Ist bei den Verhandlungen keine Einigung erzielt worden und hat der Aufsichtsrat der beabsichtigten Entscheidung des Vor-

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 126-a-

stands zugestimmt, so kann jede Partei innerhalb eines Monats die in Artikel 128 bezeichnete Schiedsstelle anrufen. Die Schiedsstelle bestimmt die bei Durchführung der Entscheidung des Vorstands für die Arbeitnehmer zu treffenden Maßnahmen.

5. Die Anrufung der Schiedsstelle schiebt die Durchführung der Entscheidung des Vorstands nicht auf.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 127

1. Der EBR kann im Rahmen seiner Zuständigkeit auf den in den Artikeln 123 und 124 genannten Gebieten mit dem Vorstand der S.E. Betriebsvereinbarungen abschließen.

2. Die vom EBR abgeschlossenen Betriebsvereinbarungen gehen Betriebsvereinbarungen vor, welche von den in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen abgeschlossen werden.

Artikel 127

1. Der EBR kann im Rahmen seiner Zuständigkeit auf den in Artikel 123 genannten Gebieten mit dem Vorstand der S.E. Betriebsvereinbarungen abschließen.

2. Die vom EBR abgeschlossenen Betriebsvereinbarungen gehen Betriebsvereinbarungen vor, welche von den im Anhang I zu diesem Statut aufgeführten Vertretungen abgeschlossen werden. Günstigere Bestimmungen in den nationalen Betriebsvereinbarungen bleiben jedoch unberührt.

3. Die Bestimmungen der vom EBR abgeschlossenen Betriebsvereinbarungen können nicht durch Einzelvertrag zuungunsten der Arbeitnehmer abgeändert werden.

Historical Archives of the European Commission

## 6. UNTERABSCHNITT

## SCHIEDSVERFAHREN

### Artikel 128

1. Für die Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen dem EBR und dem Vorstand der S.E. wird eine Schiedsstelle gebildet.

2. Die Schiedsstelle setzt sich zusammen aus Beisitzern, die zu gleichen Teilen vom EBR und vom Vorstand der S.E. bestellt werden, und einem unparteiischen Vorsitzenden, der mit Zustimmung beider Parteien bestellt wird. Kommt eine Einigung über die Person des Vorsitzenden oder die Gesamtzahl der Beisitzer nicht zustande, werden diese durch das Gericht des Sitzes der S.E. bestimmt.

3. Die Mitglieder der Schiedsstelle unterliegen einer besonderen Verpflichtung zur Wahrung der Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse.

4. Alle Entscheidungen der Schiedsstelle sind für beide Parteien verbindlich.

### Artikel 128

1. Für die Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen dem EBR und dem Vorstand der S.E. wird eine Schiedsstelle gebildet. In Angelegenheiten, in denen die Anhörung oder Unterrichtung des EBR vorgeschrieben ist, ist sie zuständig für Verfahrensfragen. In den Fällen, in denen die Zustimmung des EBR erforderlich ist, entscheidet sie in der Sache.

2. Die Schiedsstelle setzt sich zusammen aus Beisitzern, die zu gleichen Teilen vom EBR und vom Vorstand der S.E. bestellt werden, und einem unparteiischen Vorsitzenden, der mit Zustimmung beider Parteien bestellt wird. Kommt eine Einigung über die Person des Vorsitzenden nicht zustande, wird dieser durch das Gericht des Sitzes der S.E. bestimmt. Besteht Streit über die Gesamtzahl der Beisitzer, setzt das Gericht des Sitzes der S.E. sie fest.

3. Die Mitglieder der Schiedsstelle sind verpflichtet, Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse zu wahren.

4. unverändert

Historical Archives of the European Commission

Artikel 129

1. Für die Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen dem EBR und den in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen wird eine Schiedsstelle gebildet.

2. Artikel 128 Absatz 2, 3 und 4 findet entsprechende Anwendung.

Artikel 129

1. Für die Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen dem EBR und den im Anhang I bezeichneten Vertretungen der Arbeitnehmer wird eine Schiedsstelle gebildet.

2. unverändert

Historical Archives of the European Commission

2. Abschnitt

Der Konzern-Betriebsrat

Artikel 130

1. Bei jeder S.E., die herrschendes Konzernunternehmen ist und die Betriebsstätten in mehreren Mitgliedstaaten hat oder deren abhängige Unternehmen Betriebsstätten in mehreren Mitgliedstaaten haben, wird ein Konzern-Betriebsrat gebildet. Dies gilt auch dann, wenn die herrschende S.E. selbst von einer anderen Gesellschaft abhängig ist.

2. Anstelle des Konzern-Betriebsrats können andere Formen einheitlicher Vertretungen der Arbeitnehmer gegenüber dem Vorstand der herrschenden S.E. gebildet werden. Diese Vertretungen haben gegenüber dem Vorstand der herrschenden S.E. dieselben Rechte und Verpflichtungen wie der Konzern-Betriebsrat.

2. Abschnitt

Der Konzernunternehmensrat

Artikel 130

1. Bei jeder S.E., die herrschendes Konzernunternehmen im Sinne des Artikels 223 ist, wird ein Konzernunternehmensrat gebildet, wenn dem Konzern mindestens zwei Unternehmen mit Sitz innerhalb der Mitgliedstaaten mit jeweils mindestens 50 Arbeitnehmern angehören. Dies gilt auch dann, wenn die S.E. selbst von einem anderen Unternehmen konzernabhängig ist, es sei denn, die Arbeitnehmer der S.E. und der von ihr abhängigen Konzernunternehmen haben bei diesem Unternehmen eine dem Konzernunternehmensrat der S.E. gleichwertige Vertretung.

2. entfällt

Historical Archives of the European Commission

Artikel 131

Die Mitglieder des Konzern-Betriebsrats werden entsandt

- von den Europäischen Betriebsräten der Konzerngesellschaften, soweit diese Europäische Aktiengesellschaften sind, für die nach Artikel 100 ein EBR zu bilden ist;

- von den in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen der Konzernunternehmen, soweit diese Gesellschaften des Rechts eines Mitgliedstaates oder Europäische Aktiengesellschaft sind, für die kein EBR zu bilden ist.

Artikel 131

Die Mitglieder des Konzernunternehmensrats werden entsandt

- für Europäische Aktiengesellschaften, für die nach Artikel 100 ein EBR zu bilden ist, durch die Europäischen Betriebsräte,

- für Konzernunternehmen, die nach dem Recht eines der Mitgliedstaaten gegründet worden sind, oder für Europäische Aktiengesellschaften, für die kein EBR zu bilden ist,

a) von den in den Konzernunternehmen auf Unternehmensebene bestehenden Arbeitnehmervertretungen.

Soweit keine zentrale Arbeitnehmervertretung besteht, gemeinsam von den auf Betriebsebene in diesen Unternehmen gebildeten Arbeitnehmervertretungen im Sinne des Anhangs I zu diesem Statut,

b) von den in den Konzernunternehmen anerkannten Vertretern der Arbeitnehmer in den Mitgliedstaaten, in denen keine Vertretungen der Arbeitnehmer im Sinne des genannten Anhanges I bestehen,

c) von der Versammlung der Beschäftigten in Unternehmen, in denen weder Arbeitnehmervertretungen im Sinne des Anhangs I noch anerkannte Vertreter der Arbeitnehmer bestehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 132

1. Jede der in Artikel 131 bezeichneten Vertretungen bestimmt aus ihrer Mitte diejenigen Personen, die sie in den Konzern-Betriebsrat entsendet, und zwar

- einen Vertreter für jedes Unternehmen mit weniger als 1 000 Arbeitnehmern,
- zwei Vertreter für jedes Unternehmen mit 1 000 bis 4 999 Arbeitnehmern,
- drei Vertreter für jedes Unternehmen mit 5 000 bis 9 999 Arbeitnehmern,
- vier Vertreter für jedes Unternehmen mit 10 000 bis 19 999 Arbeitnehmern,

darüber hinaus einen Vertreter für jeweils 10 000 Arbeitnehmer.

Artikel 132

1. Jede der in Artikel 131 bezeichneten Vertretungen bestimmt aus ihrer Mitte diejenigen Personen, die sie in den Konzernunternehmesrat entsendet, und zwar

- einen Vertreter für jedes Unternehmen mit 50 bis 999 Arbeitnehmern,
- unverändert
- unverändert
- unverändert

darüber hinaus einen Vertreter für jeweils 10 000 Arbeitnehmer. Eine gleiche Anzahl von Stellvertretern wird bestimmt.

2. Sind in einem Unternehmen Vertreter für den Konzernunternehmensrat zu bestellen, so unterrichtet der Vorstand der herrschenden S.E. unverzüglich den Vorsitzenden der auf Unternehmensebene bestehenden Arbeitnehmervertretung oder, falls eine solche nicht besteht, das Geschäftsführungsorgan dieses Unternehmens. Diese veranlassen die Bestellung der Vertreter nach Maßgabe des Artikels 131. Sie

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 132

teilen dem Vorstand der herrschenden S.E. und, falls dieser bereits amtiert, auch dem Vorsitzenden des Konzernunternehmensrats die Namen und Anschriften der bestellten Vertreter und deren Stellvertreter mit.

3. Ist streitig, ob ein Unternehmen von einer S.E. konzernabhängig ist, so entsendet es erst dann Vertreter in den Konzernunternehmensrat, wenn eine Entscheidung des Europäischen Gerichtshofs über die Konzernzugehörigkeit nach Artikel 225 herbeigeführt worden ist.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 133

Für die Geschäftsführung des Konzern-Betriebsrats gelten die Vorschriften der Artikel 111 bis 118 entsprechend.

Artikel 133

Für die Amtsdauer und die Geschäftsführung des Konzernunternehmensrats gelten die Vorschriften der Artikel 107 bis 118 entsprechend.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 134

1. Die Aufgabe des Konzern-Betriebsrats ist die Vertretung der Interessen der in dem Konzern tätigen Arbeitnehmer.

2. Der Konzern-Betriebsrat ist nur zuständig für Angelegenheiten, die mehrere abhängige Unternehmen oder mindestens ein abhängiges Unternehmen und die herrschende S.E. betreffen. Seine Zuständigkeit erstreckt sich nicht auf Angelegenheiten, für die eine tarifvertragliche Regelung im Sinne des 4. Abschnitts besteht.

3. Auf das Verhältnis zwischen dem Konzern-Betriebsrat und dem Vorstand der herrschenden S.E. finden die Artikel 120 bis 127 entsprechende Anwendung.

Artikel 134

1. Die Aufgabe des Konzernunternehmensrats ist die Vertretung der Interessen der Arbeitnehmer, die in dem von der S.E. beherrschten Konzern tätig sind.

2. Der Konzernunternehmensrat ist nur zuständig für Angelegenheiten, die den Konzern oder mehrere Konzernunternehmen betreffen und nicht durch die in den Konzernunternehmen bestehenden Arbeitnehmervertretungen geregelt werden können. Soweit Angelegenheiten durch Kollektivvertrag geregelt sind, fallen sie nicht in die Zuständigkeit des Konzernunternehmensrats.

Der Konzernunternehmensrat kann nicht Vereinbarungen über die Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmer abschließen oder hierüber Verhandlungen führen, es sei denn, ein europäischer Tarifvertrag läßt den Abschluß ergänzender Vereinbarungen durch den Konzernunternehmensrat ausdrücklich zu.

entfällt

Historical Archives of the European Commission

Artikel 135

1. Die in Artikel 123 vorgeschriebene Zustimmung des EBR wird durch die Zustimmung des Konzern-Betriebsrats ersetzt, soweit dessen Zuständigkeit gegeben ist. Für die nationalen Vertretungen gilt Artikel 123 Absatz 4 entsprechend.

Artikel 135

1. Der Vorstand der S.E. hat den Konzernunternehmensrat über alle Vorgänge und Vorhaben, die die Interessen der Arbeitnehmer des von der S.E. beherrschten Konzerns oder mehrerer Konzernunternehmen wesentlich berühren können, zu unterrichten. Die Artikel 120 bis 122 finden entsprechende Anwendung.

2. Trifft der Vorstand der S.E. Entscheidungen über die in den Artikeln 123 bis 125 aufgezählten Gegenstände und betreffen diese Entscheidungen mehrere Konzernunternehmen, so tritt der Konzernunternehmensrat an die Stelle des EBR.

3. Die in Artikel 123 vorgesehene Zustimmung des EBR wird durch die Zustimmung des Konzernunternehmensrats ersetzt, soweit dessen Zuständigkeit gegeben ist. Für die Mitentscheidungsrechte nationaler Vertretungen im Sinne des Anhanges I gilt Artikel 123 Absatz 4 entsprechend.

./.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 135

2. Die vom Konzern-Betriebsrat abgeschlossenen Betriebsvereinbarungen gehen Betriebsvereinbarungen vor, welche von den Europäischen Betriebsräten oder von den in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen abgeschlossen wurden.

Artikel 135

4. Die vom Konzernunternehmensrat abgeschlossenen Betriebsvereinbarungen gehen Betriebsvereinbarungen vor, welche von den Europäischen Betriebsräten oder von den in Anhang I zu diesem Statut bezeichneten Vertretungen abgeschlossen wurden. Günstigere Bestimmungen, die in diesen Betriebsvereinbarungen enthalten sind, bleiben jedoch unberührt.

5. Die Bestimmungen der vom Konzernunternehmensrat abgeschlossenen Betriebsvereinbarungen können nicht durch Einzelvertrag zuungunsten der Arbeitnehmer abgeändert werden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 136

1. Für die Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen dem Konzern-Betriebsrat und dem Vorstand der herrschenden S.E. sowie zwischen dem Konzern-Betriebsrat und den EBR oder den in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen der zum Konzern gehörenden Unternehmen werden Schiedsstellen gebildet.

2. Artikel 128 Absatz 2, 3 und 4 findet entsprechende Anwendung. Die Zuständigkeit des in Artikel 128 Absatz 2 Satz 2 bezeichneten Gerichts bestimmt sich nach dem Sitz der herrschenden S.E.

Artikel 136

1. Für die Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen dem Konzernunternehmensrat und dem Vorstand der herrschenden S.E. wird eine Schiedsstelle gebildet. In Angelegenheiten, in denen die Anhörung oder Unterrichtung des Konzernunternehmensrats vorgeschrieben ist, ist sie zuständig für Verfahrensfragen. In den Fällen, in denen die Zustimmung des Konzernunternehmensrat erforderlich ist, entscheidet sie in der Sache.

2. Für die Beilegung von Meinungsverschiedenheiten zwischen dem Konzernunternehmensrat und dem EBR oder den im Anhang I bezeichneten Vertretungen der Arbeitnehmer der von der S.E. abhängigen Konzernunternehmen wird ebenfalls eine Schiedsstelle gebildet.

3. Artikel 128 Absatz 2, 3 und 4 findet auf beide Schiedsstellen entsprechende Anwendung. Die Zuständigkeit des in Artikel 128 Absatz 2 Satz 2 bezeichneten Gerichts bestimmt sich nach dem Sitz der herrschenden S.E.

Historical Archives of the European Commission

## 3. Abschnitt

## Vertretung der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat

### Artikel 137

1. Die Arbeitnehmer der S.E. sind im Aufsichtsrat der Gesellschaft vertreten. Sie entsenden für je zwei von der Hauptversammlung gewählte Mitglieder des Aufsichtsrats ein Mitglied. Die Satzung kann eine höhere Anzahl von Vertretern der Arbeitnehmer festlegen.

2. Werden bis zu drei Arbeitnehmervertreter in den Aufsichtsrat entsandt, muß sich unter diesen mindestens eine Person befinden, die nicht in einer Betriebsstätte der S.E. beschäftigt ist; werden vier oder mehr Arbeitnehmervertreter entsandt, müssen sich unter diesen mindestens zwei Personen befinden, die nicht in einer Betriebsstätte der S.E. beschäftigt sind.

### Artikel 137

1. Die Vertreter der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat der S.E. werden von den Arbeitnehmern der S.E. und der von ihr abhängigen Konzernunternehmen gewählt. Die Wahl erfolgt nach den im Anhang III zu diesem Statut enthaltenen Vorschriften. Diese Vorschriften sind integrierender Bestandteil des Statuts.

2. Die Vertreter der Arbeitnehmer müssen in einem Betrieb der S.E. oder eines von ihr abhängigen Konzernunternehmens beschäftigt sein. Werden jedoch drei Arbeitnehmervertreter in den Aufsichtsrat entsandt, kann einer von ihnen außerhalb eines solchen Beschäftigungsverhältnisses stehen. Bei mehr als drei Vertretern gilt dies für zwei von ihnen.

3. Die Vorschriften dieses Abschnitts und des Anhangs III finden auf die vom der S.E. abhängigen Konzernunternehmen auch dann Anwendung, wenn die S.E. selbst von einem anderen Unternehmen konzernabhängig ist, es sei denn, dieses

Historical Archives of the European Commission

Artikel 137

andere Unternehmen ist eine Gesellschaft, in deren Organen die Arbeitnehmer der S.E. und der von ihr abhängigen Konzernunternehmen in einer der Regelung für die S.E. gleichwertigen Weise vertreten sind.

4. Als von der S.E. abhängige Konzernunternehmen im Sinne der Vorschriften dieses Abschnitts sind nur Unternehmen mit Sitz innerhalb der Gemeinschaft anzusehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 138

1. Eine Vertretung der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat erfolgt nicht, wenn mindestens zwei Drittel der Arbeitnehmer der S.E. sie ablehnen.

2. Ein solcher Beschluß kann während der Amtszeit des Aufsichtsrats nur einmal gefaßt werden.

Artikel 138

1. Eine Vertretung der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat erfolgt nicht, wenn die Mehrheit der nach Artikel 2 des Anhangs III zu diesem Statut wahlberechtigten Arbeitnehmer dies ablehnt.

2. Ein solcher Beschluß ist für die Dauer der laufenden Amtszeit des Aufsichtsrats der S.E. bindend.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 139 | Artikel 139 |
|---|---|
| 1. Die Mitglieder der in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen wählen die Vertreter der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat. Sie sind an Beschlüsse und Weisungen der Vertretungen, denen die angehören, nicht gebunden. | 1. entfällt |
| 2. Jedes Mitglied hat so viele Stimmen, wie sich aus der Teilung der Zahl der Arbeitnehmer seiner Betriebsstätte durch die Zahl der Mitglieder der bei dieser gebildeten Vertretungen ergibt. Der Bruchteil einer Stimme zählt als volle Stimme, wenn er mindestens die Hälfte einer Stimme ausmacht. | 2. entfällt |
| 3. Die Wahl erfolgt als Listenwahl. | 3. entfällt |
| 4. Die Vorschlagsliste muß so viele Kandidaten benennen, wie Sitze im Aufsichtsrat zu besetzen sind. Für jeden Kandidaten ist ein Ersatzmitglied zu bestimmen. | 4. entfällt |
| 5. Die Vorschlagsliste hat das in Artikel 137 Absatz 2 bezeichnete Verhältnis zu berücksichtigen. Sie muß in dem Verhältnis Kandidaten verschiedener Staatsangehörigkeit benennen, wie es der Anzahl der in den verschiedenen Mitgliedstaaten beschäftigten Arbeitnehmer entspricht. | 5. entfällt |

./.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 139 | Artikel 139 |
| --- | --- |
| 6. Gewählt ist die Liste, die die meisten Stimmen, mindestens aber die Hälfte der abgegebenen Stimmen auf sich vereinigt. | 6. entfällt |
| 7. Kommt im ersten Wahlgang keine ausreichende Mehrheit zustande, findet ein zweiter Wahlgang statt. In diesem Wahlgang stehen nur die beiden Listen zur Wahl, die im ersten Wahlgang die meisten Stimmen auf sich vereinigt haben. Gewählt ist die Liste, die die meisten Stimmen auf sich vereinigt. | 7. entfällt |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 140 | Artikel 140 |
| --- | --- |
| 1. Wahlvorschläge können von den in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen, vom EBR, von den in den Betriebsstätten der S.E. vertretenen Gewerkschaften und von den Arbeitnehmern der S.E. eingebracht werden. Für die Wahl zum Aufsichtsrat einer S.E., die herrschendes Konzernunternehmen im Sinne des Artikels 223 ist, kann auch der Konzern-Betriebsrat Wahlvorschläge einbringen. | entfällt |
| 2. Die Wahlvorschläge der Arbeitnehmer müssen von mindestens einem Zehntel aller Arbeitnehmer der S.E. oder von mindestens 100 Arbeitnehmern der S.E. unterzeichnet sein. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 141 | Artikel 141 |
| --- | --- |
| 1. Die Wahl soll innerhalb von zwei Monaten nach Gründung der S.E. erfolgen. | 1. entfällt |
| 2. Zwei Monate vor Ablauf der Amtszeit des Aufsichtsrats werden die Vertreter der Arbeitnehmer für die folgende Amtszeit gewählt. | 2. entfällt |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 142

Sind die Vertreter der Arbeitnehmer nicht innerhalb von zwei Monaten nach der Gründung der S.E. oder bis zum Beginn einer neuen Amtszeit des Aufsichtsrats gewählt, übt dieser seine Funktionen allein durch die von der Hauptversammlung bestellten Mitglieder bis zu dem Tage aus, an dem die Entsendung der Vertreter der Arbeitnehmer erfolgt.

Artikel 142

entfällt

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 143 | Artikel 143 |
|---|---|
| 1. Vor der Wahl wird eine Wahlkommission gebildet. | 1. entfällt |
| 2. Der Wahlkommission obliegt die Vorbereitung und die Durchführung der Wahl und der in Artikel 138 vorgesehenen Abstimmung. | 2. entfällt |
| 3. Die Wahlkommission setzt sich aus Mitgliedern der in Artikel 102 bezeichneten Vertretungen im Verhältnis der von ihnen vertretenen Arbeitnehmer zusammen. Die Zahl ihrer Mitglieder darf 25 nicht übersteigen. | 3. entfällt |
| 4. Die Mitglieder der Wahlkommission sind an Beschlüsse oder Weisungen der Vertretungen, denen sie angehören, nicht gebunden. | 4. entfällt |

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 144 | Artikel 144 |
| --- | --- |
| Die Amtszeit der von den Arbeitnehmern gewählten Mitglieder des Aufsichtsrats richtet sich nach der Amtszeit der von der Hauptversammlung entsandten Mitglieder. Die Vorschriften der Artikel 108 und 110 finden entsprechende Anwendung. | entfällt |

Historical Archives of the European Commission

Artikel 145

Die Vertreter der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat haben dieselben Rechte und Verpflichtungen wie die übrigen Mitglieder des Aufsichtsrats. Sie genießen denselben Kündigungsschutz wie die Mitglieder des EBR.

Artikel 145

1. Die Vertreter der Arbeitnehmer im Aufsichtsrat haben dieselben Rechte und beruflichen Pflichten wie die übrigen Mitglieder des Aufsichtsrats. Ihre Mitgliedschaft im Konzernunternehmensrat, im EBR oder in den in Anhang I aufgeführten Vertretungen bleibt unberührt.

2. Vertreter, die von der S.E. oder den von ihr abhängigen Konzernunternehmen beschäftigt werden, und ihre Stellvertreter genießen denselben Kündigungsschutz wie die Mitglieder des EBR. Sie werden während der Dauer ihrer Mitgliedschaft im Aufsichtsrat in der vom Aufsichtsrat für die Erfüllung ihrer Aufgaben für erforderlich befundenen Zeit von ihren Verpflichtungen frei gestellt. Artikel 113 Absatz 2 findet entsprechende Anwendung.

Historical Archives of the European Commission

## 4. Abschnitt

## Regelung der Arbeitsbedingungen

### Artikel 146

Die Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmer der S.E. können durch Tarifvertrag zwischen der S.E. und den in ihren Betriebsstätten vertretenen Gewerkschaften geregelt werden.

### Artikel 146

1. Die Arbeitsbedingungen der Arbeitnehmer der S.E. können durch Tarifvertrag zwischen der S.E. und den in ihren Betrieben vertretenen Gewerkschaften geregelt werden.

2. Die in einem oder mehreren Betrieben der S.E. geltenden günstigeren Bedingungen bleiben unberührt.

Historical Archives of the European Commission

| Artikel 147 | Artikel 147 |
| --- | --- |
| 1. Die durch Tarifvertrag geregelten Arbeitsbedingungen gelten unmittelbar und zwingend für alle Arbeitnehmer der U.E., die Mitglied einer am Tarifvertrag beteiligten Gewerkschaften sind. | 1. unverändert |
| 2. Im Anstellungsvertrag zwischen der U.E. und Arbeitnehmern, für die der Tarifvertrag nicht nach Absatz 1 unmittelbar gilt, kann vorgesehen werden, daß die tarifvertraglichen Arbeitsbedingungen auf das Anstellungsverhältnis unmittelbar Anwendung finden sollen. | 2. unverändert |

Historical Archives of the European Commission

# COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(75) 150 def.

Luxemburgo, 30 aprile 1975

PARTE I

Historical Archives of the European Commission

## PROPOSTA MODIFICATA DI REGOLAMENTO DEL CONSIGLIO RELATIVA ALLO STATUTO DELLE SOCIETA' PER AZIONI EUROPEE

- Preambolo
- Titoli I - V (articoli 1 - 147)

presentata dalla Commissione al Consiglio a norma dell'articolo 149, secondo comma, del Trattato CEE

## S O M M A R I O


| | |
|---|---|
| 1a parte | - Considerando<br>Titoli I-V (articoli 1-147) |
| 2a parte | - Titoli VI-XIV (articoli 148-284)<br>Allegati I-IV |
| 3a parte | - Relazione allo Statuto e agli allegati I-IV |

1a PARTE

| | | pagina |
|---|---|---|
| - Preambolo | | 1 |
| - Titolo I | - Disposizioni generali (articoli 1-10 c) | 14 |
| - Titolo II | - Costituzione (articoli 11-39) | 28 |
| - Titolo III | - Capitale - azioni - obbligazioni (articoli 40-61) | 82 |
| - Titolo IV | - Organi (articoli 62-99) | 120 |
| - Titolo V | - La rappresentanza dei lavoratori nella S.E. (articoli 100-147) | 196 |


Historical Archives of the European Commission

PROPOSTA INIZIALE

PROPOSTA DI UN REGOLAMENTO DEL CONSIGLIO RELATIVO ALLO STATUTO DELLE SOCIETA' PER AZIONI EUROPEE

(presentata dalla Commissione al Consiglio il 30 giugno 1970)

Il Consiglio delle Comunità europee,

Visto il Trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 235,

Vista la proposta della Commissione,

Visto il parere del Parlamento europeo,

Visto il parere del Comitato Economico e Sociale,

Considerando che lo sviluppo armonico dell'attività economica in tutta la Comunità esige il passaggio dall'unione doganale all'unione economica; che l'attuazione di questa implica, oltre all'eliminazione degli ostacoli agli scambi, che i fattori della produzione e del commercio vengano ristrutturati tenendo conto delle dimensioni della Comunità, affinché il più ampio mercato europeo abbia un funzionamento analogo a quello di un mercato nazionale; che è a tale scopo indispensabile che le imprese la cui attività non è limitata a soddisfare bisogni puramente locali possano predisporre ed attuare la riorganizzazione delle loro attività a livello comunitario e che esse potenzino direttamente a questo

PROPOSTA MODIFICATA

PROPOSTA DI REGOLAMENTO DEL CONSIGLIO RELATIVO ALLO STATUTO DELLE SOCIETA' PER AZIONI EUROPEE

Il Consiglio delle Comunità europee,

Visto il Trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 235,

Vista la proposta della Commissione,

Visto il parere del Parlamento europeo (1),

Visto il parere del Comitato Economico e Sociale (2),

Considerando che lo sviluppo armonico dell'attività economica nella Comunità e la costante ed equilibrata espansione economica esigono il passaggio dall'unione doganale all'unione economica; che l'attuazione di questa implica, oltre all'eliminazione degli ostacoli agli scambi, una ristrutturazione dei fattori della produzione e del commercio in funzione delle dimensioni della Comunità, affinché il più ampio mercato europeo abbia un funzionamento analogo a quello di un mercato nazionale; che a tale scopo è indispensabile che le imprese la cui attività non è limitata a soddisfare bisogni puramente locali possano disporre ed attuare la riorganizzazione delle loro

(1) G.U. C 93 del 7.8.1974, pag. 22
(2) G.U. C 131 del 13.12.1972, pag. 32

Historical Archives of the European Commission

livello i loro mezzi di azione e la loro forza competitiva; che, se tale potenziamento dovesse attuarsi esclusivamente a livello nazionale, ciò potrebbe determinare la tendenza a chiudere i mercati nazionali e costituire quindi un ulteriore ostacolo all'integrazione economica;

Considerando che una riorganizzazione strutturale a livello della Comunità esige che si dia la possibilità di riunire il potenziale di imprese già esistenti in più Stati membri mediante concentrazioni e fusioni; che queste ultime possono peraltro compiersi soltanto nel rispetto delle regole di concorrenza; che la costituzione di imprese europee si impone come strumento evidente e normale per il conseguimento di detto risultato nelle migliori condizioni possibili; che si tratta pertanto di uno strumento necessario per il conseguimento di uno degli obiettivi della Comunità;

attività a livello della Comunità e potenzino direttamente a questo livello i loro mezzi di azione e la loro capacità competitiva; che, se tale potenziamento dovesse attuarsi esclusivamente a livello nazionale, ciò potrebbe determinare tendenze ad una compartimentazione dei mercati nazionali e costituire quindi un ulteriore ostacolo all'integrazione economica

Considerando che una riorganizzazione strutturale a livello della Comunità presuppone la possibilità di mettere in comune il potenziale di imprese già esistenti in più Stati membri mediante concentrazioni e fusioni; che a queste ultime si può peraltro procedere soltanto nel rispetto delle regole di concorrenza;

Considerando che la costituzione di imprese europee si impone come strumento ovvio e normale per il conseguimento ottimale di dette finalità;

Considerando che si tratta pertanto di uno strumento necessario per realizzare i summenzionati obiettivi della Comunità;

Historical Archives of the European Commission

Considerando peraltro che la costituzione di tali imprese incontra difficoltà di ordine giuridico, fiscale e psicologico; che sebbene i mezzi di azione previsti dal Trattato in materia di armonizzazione delle legislazioni e conclusione di accordi intesi ad agevolare la libertà di stabilimento delle società mediante fusioni e trasferimenti di sede possano ovviare a molte di queste difficoltà, essi non consentono peraltro di eludere l'obbligo di scegliere una determinata legislazione nazionale per conferire ad un'impresa economicamente europea l'indispensabile forma giuridica della società commerciale che meno ancora essi rimuovono l'ostacolo del cambiamento della nazionalità nel caso di impresa il cui nome e la cui tradizione siano legati ad uno Stato determinato;

Considerando che pertanto la realtà giuridica a cui le imprese europee sono ancora assoggettate e che é tuttora nazionale, non corrisponde più alle esigenze economiche nel cui rispetto esse debbono svilupparsi per consentire alla Comunità di realizzare le sue finalità; che questa

Considerando peraltro che la costituzione di tali imprese incontra difficoltà di ordine giuridico, fiscale e psicologico; che, sebbene i mezzi di azione previsti dal Trattato in materia di armonizzazione delle legislazioni e conclusione di accordi intesi a promuovere la libertà di stabilimento delle società mediante fusioni e trasferimenti di sede possano ovviare a molte di queste difficoltà, detti mezzi non liberano tuttavia dalla necessità di scegliere una determinata legislazione nazionale per conferire ad un'impresa economicamente europea l'indispensabile forma giuridica europea della società commerciale; che tanto meno essi consentono di rimuovere l'ostacolo costituito dal cambiamento della nazionalità nel caso di imprese legate per nome e tradizione ad un determinato Stato (*);

Considerando che pertanto l'ambito giuridico - tuttora l'impronta nazionale nel quale le imprese debbono ancora operare, non corrisponde più all'ambito economico nel quale esse hanno da svilupparsi per consentire alla Comunità di conseguire i suoi fini;

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

situazione, specie per i suoi effetti psicologici, può ostacolare gravemente i raggruppamenti di società appartenenti a paesi diversi;

Considerando che la sola soluzione che offra la possibilità di attuare ad un tempo l'unità economica e l'unità giuridica dell'impresa europea è data pertanto da una regolamentazione la quale consenta di costituire, oltre a società soggette ai singoli diritti nazionali, società soggette esclusivamente ad un diritto unico, direttamente applicabile in tutti gli Stati membri, eliminando cosi', per questa forma giuridica di società, la necessità di un collegamento giuridico con un determinato Stato;

Considerando che l'istituzione di questo sistema giuridico uniforme per tutta la Comunità appare pertanto necessario per consentire la libera costituzione e gestione di imprese di dimensioni europee risultanti dalla riunione delle forze di imprese nazionali;

che questa situazione, specie per i suoi riflessi psicologici, può costituire grave ostacolo ai raggruppamenti di società appartenenti a paesi diversi (*);

Considerando che la sola soluzione che offra la possibilità di attuare ad un tempo l'unità economica e l'unità giuridica dell'impresa europea è data pertanto da una regolamentazione la quale consenta di costituire, oltre a società soggette ai singoli ordinamenti nazionali, società soggette esclusivamente ad un diritto unico, direttamente applicabile in tutti gli Stati membri, eliminando cosi', per questa forma di società, la necessità di un collegamento giuridico con un determinato Stato (*);

Considerando che l'istituzione di questo sistema giuridico uniforme per la Comunità risulta pertanto necessario ai fini della libera costituzione e gestione di imprese di dimensioni europee sorte dalla riunione delle forze di imprese nazionali (*);

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Considerando che i poteri necessari per l'elaborazione di questo sistema giuridico non sono stati previsti dal Trattato;

Considerando che la finalità essenziale perseguita dalla normativa prevista per una società commerciale europea esige in ogni caso, senza pregiudizio delle esigenze economiche che potranno manifestarsi in avvenire, che si possa costituire una società per azioni europea per poter realizzare fusioni fra società di Stati membri diversi e per dare a dette società la possibilità di costituire società holding o filiali comuni; che è inoltre sufficiente, per raggiungere gli obiettivi economici perseguiti, e semplificare nel contempo la costituzione mediante fusioni e creazione di società holding, di ammettere come fondatori di una società per azioni europea, oltre ad altre società per azioni europee, soltanto società di diritto nazionale che abbiano la forma di una società per azioni;

Considerando che la stessa società per azioni europea deve essere una società di capitali avente la forma di una società per azioni, la quale risponde nel modo migliore dal punto di vista del

immutato

Considerando che la finalità precipua della normativa prevista per una società per azioni europea esige comunque, senza pregiudizio delle esigenze economiche che potranno manifestarsi in avvenire, che si possa costituire una società per azioni europea sia per dare a società di Stati membri diversi la possibilità di operare fusioni tra loro e di costituire una società holding sia per dare a società e ad altre persone giuridiche svolgenti attività economica, parimenti di Stati membri diversi, la possibilità di costituire filiali comuni; che, nel caso della costituzione di una società per azioni europea mediante fusione o mediante costituzione di una società holding, è sufficiente, per conseguire le finalità economiche perseguite, agevolando nel contempo le modalità di costituzione, che siano ammesse a costituire una società per azioni europea, oltre ad altre società per azioni europee, soltanto società di diritto nazionale aventi la forma di società per azioni(*);

Considerando che la società per azioni europea deve essere essa stessa una società di capitali avente la forma di società per azioni, la quale risponde nel modo migliore, sia dal punto di

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

finanziamento e da quello della gestione, alle esigenze delle imprese operanti sul piano europeo; che per dare una dimensione adeguata a tali imprese, si deve stabilire un capitale minimo interamente versato che garantisca che dette società dispongano di un patrimonio sufficiente, pur senza ostacolare con ciò la costituzione di società europee da parte di imprese nazionali di media grandezza; che l'importo di questo capitale deve essere minore nel caso di costituzione di filiali;

Considerando che per avere tutti i vantaggi dell'unità della disciplina giuridica, occorre che tutte le disposizioni relative alla costituzione, alla struttura, al funzionamento ed alla liquidazione della società per azioni europea siano sottratte all'applicazione dei diritti nazionali; che si deve a tal scopo elaborare uno statuto della società per azioni europea che costituisca un sistema completo di disposizioni normative; che, per risolvere questioni di diritto relative alle materie che formano oggetto di questo statuto e che non sono però da esso espressamente disciplinate, è inoltre necessario rinviare ai principi generali comuni agli ordinamenti degli Stati membri;

vista del finanziamento che da quello della gestione, alle esigenze delle imprese operanti a livello europeo; che per dare una dimensione adeguata a tali imprese, si deve fissare un capitale minimo, interamente versato, che dia a tali società una base patrimoniale sufficiente, senza peraltro ostacolare la costituzione di società europee da parte di imprese nazionali di medie dimensioni; che l'importo di detto capitale deve essere minore nel caso di costituzione di filiali (*);

Considerando che per realizzare tutti i vantaggi derivanti dall'unicità della disciplina giuridica occorre che tutte le disposizioni relative alla costituzione, alla struttura, al funzionamento ed alla liquidazione delle società per azioni europee siano sottratte all'applicazione delle legislazioni nazionali; che a tale scopo è necessario elaborare uno statuto della società per azioni europea che costituisca un sistema completo di norme dispositive e rinviare ai principi generali comuni agli ordinamenti giuridici degli Stati membri per risolvere le questioni relative alle materie oggetto di detto statuto e da esso non espressamente disciplinate (*);

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Considerando che, anche per garantire l'uniformità della disciplina giuridica, la costituzione della società per azioni europea deve essere assoggettata ad una procedura d'iscrizione in un registro centrale sottoposta a controllo giudiziario, che consenta di escludere ogni possibilità di dichiarare nulla la società, una volta costituita; che questo controllo deve essere affidato ad una giurisdizione europea unica, altrimenti vi è pericolo che si giudichino in modo difforme gli atti ed i documenti presentati dai fondatori; che la competenza necessaria dev'essere, come è logico, devoluta all'organo giudiziario delle Comunità, cioè alla Corte di Giustizia delle Comunità europee;

**) Considerando che alla Corte di Giustizia deve anche essere attribuita competenza esclusiva di quella dei giudici nazionali, per decidere se una società per azioni europea faccia parte di un gruppo di società ai sensi del titolo VII del presente regolamento; che l'esistenza di un gruppo, che comporta conseguenze giuridiche importanti per la gestione e per gli azionisti di una società facente parte del gruppo, potrà spesso essere accertata, in caso di dubbio, soltanto dopo una disamina delle relazioni intercorrenti fra società di paesi diversi e pertanto di situazioni di fatto da valutare in

Considerando che per garantire parimenti l'unicità della disciplina giuridica, è indispensabile che la costituzione della società per azioni europea sia soggetta ad una procedura di iscrizione in un registro centrale sotto controllo giudiziario che escluda ogni possibilità di nullità della società, una volta che questa sia costituita; che tale controllo deve essere affidato ad una giurisdizione europea unica, onde evitare che si giudichino in modo difforme gli atti e i documenti presentati dai fondatori; che la competenza necessaria dev'essere ovviamente devoluta all'organo giudiziario delle Comunità, cioè alla Corte di Giustizia delle Comunità europee (*);

**) cfr. pag. 11

*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

detti paesi; che tale accertamento risulterebbe molto difficile ad un giudice nazionale la cui competenza istruttoria non vada oltre i confini dello Stato in questione;

Considerando che, per dare alla società per azioni europea tutte le possibilità di un'efficiente gestione e tuttavia ottenere nel contempo che essa sia efficacemente controllata è necessario istituire un sistema di netta separazione delle responsabilità e assegnare alla società per azioni europea un comitato di direzione che svolga la sua attività sotto il controllo di un consiglio di vigilanza ed i cui membri siano da questo nominati;

Considerando che per promuovere uno sviluppo armonioso dell'attività economica nella Comunità, una più grande stabilità ed un miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro dei lavoratori occorre che questi partecipino alla vita della società per azioni europea; che in tutti gli Stati membri sono state dedotte conseguenze pratiche dall'esistenza di particolari relazioni giuridiche e di fatto tra i lavoratori e l'impresa; che, se tali conseguenze differiscono nel loro contenuto, sono peraltro basate sulla convinzione comune che ai lavoratori deve essere data

Historical Archives of the European Commission

Considerando che le grandi disparità esistenti fra le regolamentazioni degli Stati membri in materia di rappresentanza dei lavoratori negli organi dell'impresa e circa le modalità di partecipazione dei loro rappresentanti alle deliberazioni degli organi della società per azioni europea non consentono di rimettere agli ordinamenti nazionali la regolamentazione di tale problema, poiché in tal caso si infrangerebbe l'unità delle disposizioni relative alla gestione delle società europee; che possono continuare ad essere applicate le norme nazionali relative alla rappresentanza dei lavoratori sul piano aziendale; ma che presso le società per azioni europee aventi stabilimenti in più Stati membri è necessario istituire un consiglio aziendale europeo con poteri propri che sia competente per le questioni che riguardano più stabilimenti; che è inoltre necessario rendere possibile la rappresentanza dei lavoratori nel consiglio di vigilanza per dar valore ai loro punti di vista sulle decisioni importanti di ordine economico, nel controllo della gestione dell'impresa e nella nomina dei membri del comitato di direzione;

la possibilità di avere una rappresentanza comune dei loro interessi all'interno dell'impresa e di partecipare a determinate decisioni;

Considerando che le rilevanti disparità esistenti fra le normative degli Stati membri in materia di rappresentanza dei lavoratori negli organi dell'impresa e in ordine alle modalità di partecipazione dei loro rappresentanti alle deliberazioni degli organi della società per azioni europea non consentono di lasciare agli ordinamenti nazionali la cura di regolare tale questione, perché altrimenti verrebbe meno l'unicità delle disposizioni sulla gestione della società per azioni europea;

Considerando che i lavoratori devono essere rappresentati nel consiglio di vigilanza della società per azioni europea alla stessa stregua degli azionisti, affinché nelle decisioni economiche importanti, nel controllo della gestione e nella nomina dei membri del comitato di direzione si tenga conto degli interessi delle due categorie interessate all'impresa;

Considerando inoltre che affinché nella società per azioni europea vengano rappresentati interessi più ampi di quelli immediati degli azionisti e dei lavoratori occorre che del consiglio di vigilanza

Historical Archives of the European Commission

della società per azioni europea facciano parte anche persone rappresentanti interessi di carattere generale e indipendenti dagli azionisti e dai lavoratori;

Considerando che possono continuare ad applicarsi le legislazioni nazionali relative alla rappresentanza dei lavoratori a livello aziendale; ma che nelle società per azioni europee aventi stabilimenti in più Stati membri è necessario istituire un comitato aziendale europeo come organo di rappresentanza degli interessi dei lavoratori occupati nella società per azioni europea, che sia competente per le questioni riguardanti più stabilimenti e titolare di propri diritti in materia di informazione, consultazione e codecisione;

Considerando la necessità di introdurre una procedura elettorale unica, affinché i membri del consiglio di vigilanza designati dai lavoratori ed i membri del comitato aziendale europeo vengano eletti dai lavoratori in tutti gli Stati membri con le stesse modalità e secondo principi democratici;

Considerando che la società per azioni europea deve essere soggetta, in tema di presentazione dei conti, a disposizioni uniformi che consentono una visione esatta della situazione patrimoniale e finanziaria e della redditività della società;

Historical Archives of the European Commission

Considerando che i gruppi di imprese poste sotto una direzione unica hanno tale importanza economica che uno statuto della società per azioni europea deve prevedere una regolamentazione che tenga conto della realtà economica di questi gruppi e delle esigenze del loro funzionamento; che si deve mettere a disposizione della società per azioni europea questo strumento di una duttile politica imprenditoriale in un quadro giuridico determinato; che si devono correlativamente prevedere adeguate garanzie, a tutela degli azionisti libori, dei lavoratori e dei creditori delle imprese del gruppo;

* *) Cfr. pagina 7

* *) Considerando che alla Corte di Giustizia deve essere attribuita competenza, escludente quella dei giudici nazionali, per decidere se una società per azioni europea faccia parte di un gruppo ai sensi del Titolo VII del presente regolamento, che l'esistenza di un tale gruppo - che comporta conseguenze giuridiche rilevanti per gli amministratori, gli azionisti ed i lavoratori di una società che ne faccia parte - spesso potrà essere accertata, in caso di dubbio, soltanto dopo disamina delle relazioni intercorrenti fra società di paesi diversi, cioè dopo un'indagine su situazioni di fatto da condurre nei paesi stessi; che detta indagine riuscirebbe molto difficile ad un giudice nazionale i cui poteri istruttori non si estendono oltre i confini del suo Stato;

Historical Archives of the European Commission

## TITOLO I

## DISPOSIZIONI GENERALI

| Articolo 1 | Articolo 1 |
|---|---|
| 1. Nell'intero territorio della Comunità Economica Europea possono essere costituite società commerciali nella forma di Società per Azioni europee ("Societas Europea - SE") nelle condizioni e secondo le modalità previste dal presente regolamento. | 1. Nell'intero territorio della Comunità economica europea possono essere costituite società commerciali nella forma di società per azioni europea ("Societas Europaea - S.E.") nell'osservanza delle condizioni e delle modalità previste dal presente regolamento. (*) |
| 2. La S.E. è una società il cui capitale è diviso in azioni. Gli azionisti rispondono delle obbligazioni della Società soltanto a concorrenza dei loro conferimenti. | 2. La S.E. è una società il cui capitale è diviso in azioni. Gli azionisti rispondono delle obbligazioni della società sino a concorrenza dei loro conferimenti. (*) |
| 3. La S.E. è una società commerciale qualunque ne sia l'oggetto sociale. | 3. Immutato. |
| 4. La S.E. ha la personalità giuridica. Fatte salve le disposizioni del presente Statuto, essa gode in tutti gli Stati membri nella più ampia misura possibile degli stessi diritti e delle stesse facoltà delle Società per azioni di diritto nazionale. | 4. La S.E. ha personalità giuridica. Fatte salve le disposizioni del presente Statuto, essa gode in tutti gli Stati membri sotto ogni riguardo degli stessi diritti e delle stesse facoltà delle società per aioni di dirizto nazionale. (*) |

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 2

Le società per azioni costituite secondo le legislazioni degli Stati membri, delle quali almeno due siano soggette a legislazioni nazionali diverse, possono costituire una S.E. mediante fusione ovvero creazione di una società holding o di una filiale comune.

Articolo 2

1. Società per azioni costituite secondo la legislazione di uno Stato membro possono costituire una S.E. mediante fusione o mediante costituzione di una società holding, se almeno due di esse sono soggette a legislazioni nazionali diverse.

2. Società che hanno personalità giuridica, comprese le cooperative, e che sono costituite secondo la legislazione degli Stati membri, cosi' come ogni altra persona giuridica di diritto pubblico e privato degli Stati membri, il cui oggetto sia l'esercizio di un'attività economica, possono costituire una S.E. mediante costituzione di una filiale comune, se almeno due di esse sono soggette a legislazioni nazionali diverse.

3. Una società od ogni altra persona giuridica che partecipi alla costituzione di una S.E. deve, conformemente alla convenzione sul reciproco riconoscimento delle società e delle persone giuridiche del 29 febbraio 1968, essere riconosciuta negli Stati membri, la cui legislazione si applichi ad una delle società o persone giuridiche partecipanti alla costituzione della S.E.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 3

1. Una S.E. già costituita può, insieme con società per azioni europee o con società per azioni costituite secondo la legislazione di uno Stato membro, costituire una S.E. mediante fusione ovvero creazione di una società holding o di una filiale comune.

2. Una S.E. può costituire una filiale sotto forma di S.E.

Articolo 3

1. Una S.E. può, insieme con altre S.E. o con società per azioni costituite secondo la legislazione degli Stati membri, costituire un'altra S.E. mediante fusione o mediante costituzione di una società holding.

2. Una S.E. può, insieme con altre S.E. o con società per azioni ed altre persone giuridiche ai sensi dell'articolo 2, paragrafo 2, che sono costituite secondo la legislazione degli Stati membri, costituire una S.E. mediante creazione di una filiale comune.

3. Una S.E. può costituire una filiale sotto forma di S.E.

4. Se alla costituzione di una S.E. partecipano, a norma dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo, società od altre persone giuridiche costituite secondo le legislazioni di diversi Stati membri, l'articolo 2, paragrafo 3, si applica a dette società ed altre persone giuridiche.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 4

Il capitale della S.E. deve essere almeno di :

- 500.000 unità di conto in caso di fusione ovvero creazione di una società holding,
- 250.000 unità di conto in caso di costituzione di una filiale comune,
- 100.000 unità di conto in caso di costituzione di una filiale da parte di una S.E..

Articolo 4

Il capitale della S.E. non deve essere inferiore a :

- 250.000 unità di conto in caso di fusione o di costituzione di una società holding,
- 100.000 unità di conto in caso di costituzione di una filiale comune,
- 100.000 unità di conto in caso di costituzione di una filiale da parte di un'altra S.E.

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 5 | Articolo 5 |
| --- | --- |
| 1. La S.E. ha sede nel luogo stabilito dallo statuto. Questo luogo deve trovarsi nel territorio della Comunità economica europea. | 1. Immutato |
| 2. Lo statuto può stabilire più sedi. | 2. Immutato |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 6

1. Ai fini dell'applicazione del presente Statuto, sono imprese dominate le imprese giuridicamente autonome sulle quali un'altra impresa, cioè impresa dominante, può esercitare, direttamente o indirettamente, un'influenza dominante, se una delle imprese interessate è una S.E..

2. Si presume juris et de jure che un'impresa sia dipendente, se un'altra impresa ha il potere :

a) di disporre di più della metà dei voti attribuiti dalle azioni dell'altra impresa;

b) di nominare più della metà dei membri degli organi di gestione o di controllo dell'altra impresa;

c) di esercitare, in base a contratti, un'influenza predominante sulla gestione dell'altra impresa.

3. Si presume che un'impresa eserciti un'influenza predominante, se detiene una partecipazione maggioritaria nel capitale di un'altra impresa.

4. Vengono computate fra le quote di capitale dell'impresa dominante anche quelle dell'impresa da essa dominata. Tale disposizione si applica anche alle quote detenute da un'altra impresa per conto dell'impresa dominante ovvero di un'impresa da questa dominata.

Articolo 6

1. Ai fini dell'applicazione del presente Statuto sono imprese dipendenti le imprese giuridicamente autonome sulle quali un'altra impresa (impresa dominante) può esercitare, direttamente o indirettamente, un'influenza predominante, se una delle imprese è una S.E.. (*)

2. Si presume juris et de jure che un'impresa sia dipendente da un'altra, se questa ha, direttamente o indirettamente, la possibilità nei riguardi della prima :

a) di disporre di più della metà dei voti attribuiti all'insieme dei titoli emessi; (*)

b) di designare più della metà dei membri del suo organo di gestione o del suo organo di vigilanza. (*)

soppresso

3. Si presume che un'impresa eserciti un'influenza predominante se, direttamente o indirettamente, detiene una partecipazione maggioritaria nel capitale di un'altra impresa.

4. Fra le quote di capitale dell'impresa dominante sono computate anche quelle appartenenti ad un'impresa che agisca per conto dell'impresa dominante o di un'impresa da questa dipendente.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 7

1. Salvo contraria disposizione sono sottratte agli ordinamenti degli Stati membri le materie che sono disciplinate, anche se non espressamente, dal presente Statuto Le questioni non espressamente disciplinate vengono decise :

a) secondo i principi generali cui s'informa il presente Statuto;

b) qualora tali principi generali non soccorrano, secondo le regole o i principi generali degli ordinamenti degli Stati membri.

2. Le materie non disciplinate dal presente Statuto sono soggette al diritto nazionale applicabile nel caso di specie.

Articolo 7

1. Salvo contraria disposizione, sono sottratte agli ordinamenti degli Stati membri le materie disciplinate, anche se non espressamente, dal presente Statuto. Le questioni non espressamente disciplinate vengono decise: (*)

a) immutato

b) qualora tali principi generali non soccorrano, secondo le regole o principi generali comuni agli ordinamenti giuridici degli Stati membri.(*)

Ai fini dell'applicazione del presente regolamento ne costituiscono parte integrante le regole o principi generali degli ordinamenti giuridici degli Stati membri, di cui alla lettera b).

2. Le materie non disciplinate dal presente Statuto sono soggette alle norme nazionali applicabili nel caso di specie. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 8 | Articolo 8 |
| --- | --- |
| 1. Ogni S.E. dev'essere iscritta nel registro delle imprese da istituire presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee. | 1. Ogni S.E. è soggetta all'obbligo di iscrizione nel registro delle imprese da istituire presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee. I documenti soggetti all'obbligo di pubblicazione invirtù del presente Statuto vi sono depositati.(*) |
| 2. Le modalità relative all'istituzione e al funzionamento del registro europeo delle imprese saranno stabilite mediante regolamento del Consiglio delle Comunità europee su proposta della Commissione. | 2. Immutato. |
| 3. Ogni Stato membro istituisce nel proprio territorio un ufficio distaccato del registro europeo delle imprese, nel quale devono essere parimenti iscritte le S.E. aventi sede nel suo territorio. In caso di divergenza, le registrazioni e i documenti del registro europeo prevalgono sulle registrazioni e sulle copie degli uffici distaccati. | 3. Ogni Stato membro istituisce nel proprio territorio un ufficio distaccato del registro europeo delle imprese, nel quale devono essere parimenti iscritte le S.E. aventi sede nel suo territorio. Una copia dei documenti depositati presso il registro europeo delle imprese deve essere depositata presso detti uffici distaccati. Le iscrizioni fatte al registro europeo delle imprese e i documenti ivi depositati fanno fede in caso di divergenza. |
| 4. Chiunque può prendere visione del registro europeo delle imprese e dei registri degli uffici distaccati, nonché dei documenti ivi depositati. | 4. immutato |

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.



Historical Archives of the European Commission

Articolo 9

1. Tutte le comunicazioni riguardanti le S.E. sono pubblicate nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee, nei bollettini ufficiali delle società per azioni dello Stato membro in cui si trova la sede della S.E. e in un quotidiano di tale Stato.

2. Gli organi di pubblicazione di cui al paragrafo 1 sono denominati nel presente Statuto "bollettini della società".

3. Se ai sensi del presente Statuto un termine deve decorrere dalla pubblicazione nei bollettini della società, la data di decorrenza è quella dell'ultima pubblicazione.

Articolo 9

1. Tutte le comunicazioni riguardanti la S.E. sono pubblicate nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee e nei bollettini ufficiali delle società per azioni dello Stato membro in cui si trova la sede della S.E.. La comunicazione pubblicata nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee fa fede soltanto nella lingua originale.

2. Gli organi di cui al paragrafo 1 sono denominati nel presente Statuto "bollettini della società". (*)

3. Se il presente Statuto prevede un termine decorrente dalla pubblicazione nei bollettini della società, il termine decorre dalla data dell'ultima pubblicazione. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 9-a-

1. Gli atti che devono essere depositati presso il registro europeo delle imprese e le indicazioni che devono esservi iscritte sono opponibili ai terzi soltanto dopo la pubblicazione di cui all'articolo 9, a meno che la società provi che il terzo ne aveva avuto conoscenza.

Tuttavia, per operazioni compiute prima del sedicesimo giorno successivo alla pubblicazione, gli atti e le indicazioni non sono opponibili ai terzi che dimostrino di essere stati nella impossibilità di averne conoscenza.

2. I terzi possono sempre invocare gli atti e le indicazioni di cui al paragrafo 1 per i quali non siano state ancora compiute le formalità della pubblicazione, a meno che essi siano attinenti alla costituzione della S.E.

3. In caso di inesattezza del testo di atti o indicazioni pubblicati nei bollettini della società, i terzi possono invocarli, a meno che la S.E. provi che essi erano a conoscenza del testo iscritto o depositato al registro.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 10

La S.E. deve indicare sulla carta da lettera e sui fogli delle ordinazioni il numero dell'iscrizione nel registro europeo delle imprese, la sede, il capitale e, se del caso, la circostanza che essa si trova in liquidazione.

Articolo 10

La S.E. deve indicare nei suoi documenti il suo numero d'iscrizione al registro europeo delle imprese, la sua sede ed il suo capitale. Se del caso, essa deve anche indicare che si trova in liquidazione.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 10-a-

Ai fini dell'applicazione della convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale del 27 settembre 1968, in particolare per quanto riguarda l'articolo 16, n. 2 e l'articolo 53, prima frase, nonché ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente Statuto che prevedono la competenza dell'autorità giudiziaria del luogo in cui si trova la sede della società, si considerano sedi della S.E. esclusivamente quella o quelle determinate nello statuto a norma dell'articolo 5.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 10-b-

Qualora vengano proposte dinanzi a giudici di diversi Stati membri cause riguardanti una S.E. che siano reciprocamente connesse, e ciascuno dei suddetti giudici sia esclusivamente competente, il giudice adito per ultimo deve sospendere d'ufficio il processo dinanzi a sè fino al passaggio in giudicato della sentenza con cui viene decisa la causa pendente dinanzi al giudice adito per primo, salvo il caso in cui si dichiari incompetente a norma dell'articolo 22, secondo comma della convenzione concernente la competenza giurisdizionale e l'esecuzione delle decisioni in materia civile e commerciale del 27 settembre 1968.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 10-c-

Se una S.E. ha più sedi, il riconoscimento e l'esecuzione di una decisione pronunciata dal giudice di uno Stato membro, competente in quanto la S.E. ha in tale Stato una sede, non possono essere rifiutati per il motivo che nello Stato in cui viene chiesto il riconoscimento o si procede all'esecuzione si trova un'altra sede della S.E.

Historical Archives of the European Commission

# TITOLO II

## COSTITUZIONE

### Sezione prima
### Disposizioni generali

Articolo 11

1. La S.E. dev'essere dichiarata presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee ai fini dell'iscrizione nel registro europeo delle imprese.

2. Alla dichiarazione devono essere allegati :

a) l'atto costitutivo approvato dalle società fondatrici, con i relativi allegati;

b) gli statuti delle società fondatrici.

3. La dichiarazione deve rispettare inoltre le disposizioni previste nelle seguenti sezioni del presente titolo per i vari tipi di costituzione della S.E.

Articolo 11

1. La costituzione della S.E. deve essere notificata dalle società fondatrici alla Corte di Giustizia delle Comunità europee ai fini dell'iscrizione nel registro europeo delle imprese.

2. Alla notificazione devono essere allegati l'atto costitutivo e lo statuto della S.E., nonché gli altri documenti prescritti. per ciascun modo di costituzione, nei capitoli seguenti.

3. Società fondatrici ai sensi delle disposizioni del presente Titolo sono le società e le altre persone giuridiche che a norma degli articoli 2 e 3 possono partecipare alla creazione di una S.E. secondo i vari modi di costituzione.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 12 | Articolo 12 |
| --- | --- |
| 1. L'atto costitutivo deve contenere un riepilogo dal quale risulti che la costituzione della società risponde alle condizioni di cui al Titolo I e nel quale siano inoltre esposte le considerazioni di ordine economico su sui si basa la costituzione della S.E.. | 1. L'atto costitutivo della S.E. dev'essere redatto dalle società fondatrici secondo le disposizioni di una delle sezioni del presente Titolo. Esso deve farsi per atto pubblico. |
| 2. All'atto costitutivo devono essere allegati :<br>a) lo statuto della S.E.;<br>b) il bilancio di apertura della S.E. con le note esplicative;<br>c) la relazione di verifica;<br>d) la composizione del primo comitato di direzione e del primo consiglio di vigilanza della S.E., qualora essa non risulti dallo statuto. | 2. Soppresso |
| 3. L'atto costitutivo e gli allegati di cui al paragrafo 2, lettere a) e d), devono rivestire la forma di atto pubblico. | 3. Soppresso |

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 13 | Articolo 13 |
| --- | --- |
| | 1. Lo statuto della S.E. dev'essere approvato dalle società fondatrici secondo le disposizioni di una delle sezioni del presente Titolo. Esso deve farsi per atto pubblico. |
| Lo statuto della S.E. deve almeno indicare : | 2. Lo statuto deve almeno indicare : |
| a) la denominazione sociale di essa, cui va aggiunta l'abbreviazione "S.E."; | a) la denominazione sociale della società, che deve contenere come parte integrante l'abbreviazione "S.E."; |
| b) la sede della società; | b) la sede della società; |
| c) l'oggetto sociale; | c) l'oggetto dell'impresa; |
| d) l'ammontare del capitale nonché il valore nominale ed il numero delle azioni, e se queste sono nominative o al portatore; se si hanno diverse categorie, va specificata la categoria delle singole azioni; | d) l'ammontare del capitale, il valore nominale ed il numero delle azioni, e se queste sono nominative o al portatore; se vi sono più categorie di azioni, per ciascuna di esse, il valore nominale, il numero delle azioni e i diritti ad esse attribuiti; |
| e) la moneta di conto della società; | soppresso |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 13

f) la durata della società, se non è limitata

Articolo 13

e) la durata della società, se è limitata;

f) i nomi dei membri del primo comitato di direzione;

g) i nomi dei membri del primo consiglio di vigilanza che devono essere designati dagli azionisti.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 14

| | |
|---|---|
| 1. Il bilancio di apertura della S.E. e le note esplicative ad esso allegate devono essere conformi alle disposizioni del presente Statuto all'uopo previste. | 1. Soppresso; cfr. art. 22 a, par. 1<br>art. 30, par. 3<br>art. 35-a-<br>art. 38, par. 3 |
| 2. Dalle note esplicative deve risultare l'importo complessivo delle spese che dovranno essere presumibilmente sostenute dalla S.E. per la sua costituzione e per i relativi lavori preparatori. | 2. Soppresso; cfr. le disposizioni citate al par. 1 |
| 3. Dalle note esplicative devono anche risultare i conferimenti in natura, la loro valutazione ed i nomi dei conferenti. In esse devono essere anche indicati il valore nominale e la categoria delle azioni assegnate per i conferimenti in natura. | 3. Soppresso; cfr. art. 35-a |
| 4. Nelle note esplicative devono essere indicati tutti i vantaggi e privilegi concessi ai fondatori della S.E.. | 4. Soppresso; cfr. le disposizioni citate al par. 1 |

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 15 | Articolo 15 |
| --- | --- |
| 1. La relazione di verifica è redatta da uno o più revisori all'uopo designati dalle società fondatrici. | 1. L'organo amministrativo di ogni società fondatrice deve designare uno o più revisori dei conti affinché esaminino il progetto di atto costitutivo. La stessa persona non può essere designata per più società. |
| 2. Possono essere nominati revisori dei conti soltanto coloro che dimostrino di possedere preparazione ed esperienza sufficienti per l'esercizio di tale attività, comprovate da esami di specializzazione e di abilitazione appositamente previsti e stabiliti dalla legge e che siano pertanto abilitati in uno Stato membro a verificare i conti annuali delle società per azioni i cui titoli sono quotati in borsa. I revisori non possono in alcun modo dipendere dalle società fondatrici. | 2. Possono essere nominati revisori soltanto coloro che dimostrino di possedere preparazione ed esperienza sufficienti per l'esercizio di tale attività, comprovate da esami di specializzazione e di abilitazione appositamente previsti e stabiliti o riconosciuti dalla legge, e che siano pertanto abilitati in uno Stato membro a verificare i conti annuali delle società per azioni i cui titoli sono quotati in borsa. I revisori non possono essere dipendenti delle società fondatrici, né esserlo stati negli ultimi tre anni anteriormente alla redazione della relazione di verifica. I revisori possono essere scelti fra le persone preposte alla verifica dei conti delle società fondatrici. |
| 3. Nella relazione dev'essere fatto un esame dell'intero procedimento della costituzione, in particolare :<br>a) del bilancio di apertura della S.E. con le note esplicative;<br>b) della valutazione dei conferimenti in natura;<br>c) dell'intero versamento del capitale. | soppresso. |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 15

3. Il revisore risponde illimitatamente verso la S.E., gli azionisti della S.E. e i terzi dei danni derivanti da ogni violazione delle disposizioni del presente Statuto o da ogni altra inosservanza degli obblighi che egli deve osservare nell'esercizio delle sue funzioni.

Se una società fondatrice ha designato più revisori, questi sono solidalmente responsabili. Un revisore può tuttavia essere liberato dalla sua responsabilità se dimostra di essere immune da ogni colpa.

La responsabilità sussiste a decorrere dall'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese o, se il fatto pregiudizievole è stato dissimulato, dalla sua scoperta.

4. L'azione di responsabilità della S.E. è promossa a norma delle disposizioni dell'articolo 72.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 16

1. Se la S.E. acquista nel termine di due anni dalla sua costituzione beni appartenenti ad una società fondatrice, ad uno degli azionisti di questa o ad un azionista della S.E. e se la relativa controprestazione supera un decimo del capitale della S.E., l'acquisto è parimenti soggetto a verifica. Sono applicabili i paragrafi 1 e 2 dell'articolo 15. L'acquisto deve essere approvato dall'assemblea generale. Le conclusioni della relazione di verifica devono essere pubblicate nei bollettini della società.

Soppresso; cfr. art. 35-c-

2. Il paragrafo 1 non si applica se l'acquisto era già convenuto all'atto della costituzione della S.E. e figurava nelle note esplicative del bilancio di apertura.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 17

1. La Corte di Giustizia delle Comunità europee controlla la regolarità della costituzione della S.E.. La procedura relativa forma oggetto di apposita regolamentazione.

2. Ai fini del controllo la Corte di Giustizia può farsi assistere, a spese delle società fondatrici e senza indicarne i motivi, da un perito contabile qualificato.

3. La Corte di Giustizia deve rifiutare l'iscrizione nel registro europeo delle imprese qualora :

a) la società non sia stata costituita conformemente alle disposizioni del presente Statuto;

b) l'atto costitutivo o i relativi allegati siano incompleti;

c) lo statuto della società non sia conforme alle disposizioni del presente Statuto;

d) dalla relazione di verifica non risulti che sia garantito l'intero versamento del capitale e, in particolare, che il valore dei conferimenti in natura corrisponda almeno al valore nominale delle azioni da assegnare in contropartita.

4. La Corte di Giustizia può chiedere alle società fondatrici ogni informazione da essa ritenuta opportuna. Essa può offrire a dette società la possibilità di integrare o rettificare le loro dichiarazioni.

Articolo 17

1. La Corte di Giustizia delle Comunità europee controlla la regolarità della costituzione della S.E.. La relativa procedura sarà definita da apposita regolamentazione. (*)

soppresso

2. La Corte di Giustizia deve rifiutare l'iscrizione nel registro europeo delle imprese, se non sono state osservate le disposizioni relative alla costituzione o al contenuto dello statuto della S.E.

3. La Corte di Giustizia può chiedere alle società fondatrici tutti i ragguagli che ritenga opportuni. Essa può offrire a detta società la possibilità di integrare o rettificare la notificazione e i documenti relativi.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 17

5. Se la Corte di Giustizia non ha fondato motivo di rifiutare o sospendere l'iscrizione, essa dispone l'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese e trasmette a quest'ultimo la relativa dichiarazione con l'atto costitutivo e gli allegati.

Articolo 17

4. Se non ha fondato motivo di rifiutare o sospendere l'iscrizione, la Corte di Giustizia dispone l'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese e trasmette a questo la notificazione della S.E. insieme con i relativi documenti di cui all'articolo 11.

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 18 | Articolo 18 |
|---|---|
| 1. Nell'iscrizione del registro europeo delle imprese devono figurare : | 1. Nell'iscrivere la società nel registro europeo delle imprese si devono indicare : |
| a) la denominazione sociale; | a) la denominazione della società; (*) |
| b) la sede della società; | b) immutato |
| c) l'oggetto sociale; | c) immutato |
| d) l'ammontare del capitale; | d) immutato |
| e) i nomi dei membri del comitato di direzione; | e) i nomi dei componenti del comitato di direzione e dei componenti del consiglio di vigilanza designati dagli azionisti; |
| f) l'indicazione del tipo di costituzione ai sensi degli articoli 2 e 3; | f) il modo di costituzione ai sensi degli articoli 2 e 3; (*) |
| g) la denominazione delle società fondatrici; | g) le società fondatrici; (*) |
| h) la denominazione dei bollettini della società. | soppresso |
| | h) l'indicazione che ogni componente del comitato di direzione ha il potere di rappresentanza della società nei confronti dei terzi. |
| 2. L'iscrizione e le indicazioni di cui al paragrafo 1, nonché le conclusioni della relazione di verifica sono pubblicate nei bollettini della società. | 2. L'iscrizione e le indicazioni di cui al paragrafo 1 sono pubblicate nei bollettini della società. |

.../...

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 19

1. La S.E. esiste dal giorno in cui la sua iscrizione è pubblicata nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee. A decorrere da tale data non può più essere invocato alcun vizio di costituzione.

2. Chiunque agisca a nome della S.E. prima di tale pubblicazione è personalmente responsabile. Se più persone agiscono insieme, esse sono responsabili solidalmente.

Articolo 19

1. La S.E. acquista personalità giuridica il giorno successivo a quello della pubblicazione della sua iscrizione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee. A decorrere da tale data non può più essere invocato alcun vizio di costituzione.

2. Colui che ha agito in nome della S.E. prima di tale data è personalmente responsabile verso i terzi per le obbligazioni assunte. Se più persone hanno agito insieme, esse sono solidalmente responsabili.

3. La S.E. può rilevare dalle loro obbligazioni le persone che hanno agito in nome della società e queste saranno così liberate dalla responsabilità di cui al paragrafo 2.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 20

1. Le società fondatrici e coloro che ne sono responsabili rispondono solidalmente verso la S.E. ed i terzi, per tre anni a decorrere dall'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese, di ogni omissione o inesattezza contenute nelle indicazioni in sede di dichiarazione.

2. Sono esonerati dalla responsabilità di cui al paragrafo precedente le società fondatrici e coloro che ne sono responsabili, se ignoravano dette omissioni od inesattezze, né potevano averne conoscenza, pur esplicando la diligenza del buon commerciante. La conoscenza da parte delle persone responsabili d'una società fondatrice si presume della società stessa.

3. I revisori sono solidalmente responsabili verso la S.E. ed i terzi per tre anni a decorrere dall'iscrizione nel registro europeo delle imprese, di ogni omissione od inesattezza contenuta nella loro relazione, a meno che essi provino di aver esplicato la diligenza necessaria per l'esercizio della loro professione.

Articolo 20

1. Le società fondatrici e i membri dei loro organi amministrativi sono solidalmente responsabili verso la S.E. ed i terzi, per tre anni a decorrere dal giorno dell'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese, di ogni omissione o inesattezza nelle indicazioni date all'atto della notificazione.

2. Le società fondatrici ed i membri dei loro organi amministrativi sono, alle stesse condizioni, responsabili del versamento integrale del capitale della S.E. in denaro o in natura.

3. I membri degli organi amministrativi sono liberati dalla responsabilità prevista dai paragrafi precedenti, se non erano a conoscenza delle circostanze comportanti detta responsabilità, né potevano esserne a conoscenza pur esplicando la necessaria diligenza del buon commerciante.

(Cfr. articolo 15, par. 3)

.../...

Historical Archives of the European Commission

Sezione seconda

Costituzione mediante fusione

Articolo 21

In caso di costituzione di una S.E. mediante fusione di società per azioni, il patrimonio di queste passa nella sua totalità alla S.E. contro assegnazione di azioni della S.E. agli azionisti delle società per azioni partecipanti alla fusione. A conguaglio di importi eccedenti sono ammessi pagamenti in contanti fino al dieci per cento del valore nominale delle azioni della S.E..

Articolo 21

1. In caso di costituzione di una S.E. mediante fusione di società per azioni, l'intero patrimonio (attivo e passivo) di queste è trasferito alla S.E. a seguito del loro scioglimento senza liquidazione. Gli azionisti delle società partecipanti alla fusione ricevono azioni della S.E.. A conguaglio di importi eccedenti sono ammessi pagamenti in danaro non superiori al dieci per cento del valore nominale delle azioni della S.E..

2. Una società per azioni può partecipare alla costituzione di una S.E. mediante fusione anche se è in liquidazione, purché non abbia ancora iniziato la ripartizione dell'attivo fra i propri azionisti.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 22

1. Le società fondatrici redigono un progetto di fusione che comprende:

a) il progetto dell'atto costitutivo previsto dall'articolo 12 e dei relativi allegati;

b) indicazioni circa il rapporto di scambio fra le azioni delle società fondatrici e le azioni della S.E.;

c) la motivazione, vidimata da un revisore, del rapporto di scambio fra le azioni delle società fondatrici e le azioni della S.E.;

d) le modalità d'emissione delle azioni della S.E.;

e) proposte in merito alla tutela dei diritti dei creditori;

f) proposte per la tutela del diritto dei terzi non azionisti a partecipare agli utili.

Articolo 22

1. Gli organi amministrativi delle società fondatrici redigono un progetto di atto costitutivo, nel quale devono figurare :

a) la denominazione sociale e la sede delle società fondatrici;

b) il bilancio di apertura della S.E. con il relativo commento;

c) il rapporto di cambio delle azioni e, se del caso, l'ammontare del conguaglio

d) le modalità di consegna delle azioni della S.E.;

e) i diritti che la S.E. accorda agli azionisti delle società fondatrici titolari di diritti speciali ed ai possessori di titoli diversi dalle azioni, ovvero le disposizioni proposte nei loro confronti;

f) le relazioni dei revisori previste dall'articolo 23;

g) le relazioni degli organi amministrativi delle società fondatrici, previste dall'articolo 23-a.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 22

2. Al progetto di fusione sono uniti :

a) gli statuti aggiornati delle società fondatrici;

b) i bilanci ed i conti profitti e perdite degli ultimi tre esercizi delle singole società fondatrici; l'ultimo bilancio deve riferirsi ad una data anteriore di non oltre sei mesi alla convocazione dell'assemblea generale della società interessata prevista dall'articolo 24; se il bilancio è di data ancora anteriore, deve essere aggiornato al primo giorno del secondo mese precedente la convocazione dell'assemblea generale. Non è necessario un nuovo inventario. Le valutazioni contenute nell'ultimo bilancio devono essere soltanto modificate sulla base dei movimenti registrati nei libri contabili. Si deve tuttavia tener conto degli ammortamenti e degli accantonamenti effettuati nel frattempo, nonché delle modificazioni rilevanti del valore reale che non figurano nei libri contabili.

Articolo 22

2. Al progetto di atto costitutivo devono essere allegati :

a) il progetto di statuto della S.E.;

b) gli statuti aggiornati delle società fondatrici;

c) i bilanci, i conti profitti e perdite nonché le relazioni annuali delle società fondatrici per gli ultimi tre esercizi o, in mancanza, quelle relative agli esercizi completi dalla costituzione della società in questione;

Legal Archives of the European Commission

.../...

Articolo 22

d) se l'ultimo bilancio si riferisce ad un esercizio chiuso oltre sei mesi prima della data di redazione del progetto di atto costitutivo, una situazione contabile riferita al primo giorno del secondo mese precedente tale data;

e) se una società non ha ancora compiuto un anno d'esercizio, il suo bilancio di apertura, ovvero, qualora non abbia redatto un bilancio di apertura o questo sia di oltre sei mesi anteriore alla data di redazione del progetto di atto costitutivo, una situazione contabile riferita al primo giorno del secondo mese precedente tale data.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 22-a-

1. Il bilancio di apertura della S.E. ed il relativo commento devono essere conformi alle disposizioni del presente Statuto relative al bilancio ed al commento contenuto nell'allegato del bilancio. Nel commento si devono indicare :

a) il presumibile importo complessivo delle spese da imputarsi alla S.E. per la costituzione e la relativa preparazione;

b) i particolari vantaggi e benefici concessi in occasione della costituzione della S.E..

2. La situazione contabile di cui all'articolo 22, paragrafo 2, lettera d) dev'essere redatta secondo gli stessi metodi e secondo gli stessi criteri di presentazione dell'ultimo bilancio annuale. Tuttavia :

a) non si procederà ad un nuovo inventario reale;

b) le valutazioni contenute nell'ultimo bilancio saranno modificate soltanto in ragione dei movimenti delle scritture contabili; si terrà peraltro conto :

- degli ammortamenti e accantonamenti provvisori,

- delle modificazioni sostanziali del valore reale che non appaiono nelle scritture contabili.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 22-a-

3. La situazione contabile di cui all'articolo 22, paragrafo 2, lettera e), dev'essere redatta secondo gli stessi metodi e secondo gli stessi criteri di presentazione del bilancio annuale della società interessata.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 23

I revisori hanno il diritto di ottenere dalle società partecipanti alla fusione tutti i ragguagli e documenti che ritengono utili e di effettuare i necessari controlli.

Articolo 23

1. Uno o più revisori dei conti esaminano, per ciascuna società fondatrice, il progetto di atto costitutivo e redigono una relazione destinata agli azionisti.

2. Nella relazione i revisori devono in particolare dichiarare se, a loro avviso, il rapporto di cambio sia o non sia giustificato. Tale dichiarazione deve basarsi almeno sui seguenti elementi :

a) il rapporto del patrimonio netto delle società calcolato in base ai valori reali;

b) il rapporto dei valori di rendimento delle società, tenuto conto delle prospettive future;

c) i criteri di valutazione del patrimonio netto e dei valori di rendimento.

3. Nella relazione si deve inoltre far menzione, se del caso, delle particolari difficoltà di valutazione.

4. Ogni revisore ha il diritto di ottenere dalle società fondatrici tutte le informazioni e i documenti ritenuti utili e di procedere ad ogni necessaria verifica.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 23-a-

1. Gli organi amministrativi delle società fondatrici redigono una relazione che illustra e giustifica, sotto il profilo giuridico ed economico, il progetto di atto costitutivo e, in particolare, il rapporto di cambio delle azioni.

2. Nella relazione si espongono altresì gli effetti giuridici, economici e sociali della fusione nei confronti dei lavoratori per un periodo di almeno due anni e si indicano, se del caso, i provvedimenti da prendere per quanto li riguarda.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 23-b-

1. A decorrere dalla convocazione dell'assemblea generale che delibera sulla fusione, gli organi amministrativi delle società fondatrici rilasciano gratuitamente, ad ogni interessato che ne faccia richiesta, copia del progetto di atto costitutivo e degli allegati.

2. Fra il giorno della convocazione e quello in cui si riunisce l'assemblea generale per deliberare sulla fusione deve intercorrere un intervallo di almeno due mesi.

3. Nell'avviso di convocazione si deve far menzione della possibilità di cui al paragrafo 1, e precisare nel contempo che il diritto d'impugnazione della deliberazione dell'assemblea generale spetta soltanto a quegli azionisti che nell'assemblea generale votino contro il progetto di atto costitutivo e provvedano a consegnare a verbale la loro opposizione.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 23-c-

1. Nel termine di due settimane dalla pubblicazione del progetto di atto costitutivo, gli organi amministrativi delle società fondatrici esaminano, congiuntamente con i rappresentanti dei lavoratori, gli effetti giuridici, economici e sociali della fusione nei confronti dei lavoratori, nonché i provvedimenti previsti nei loro riguardi nella relazione di cui all'articolo 23-a-.

2.a) Rappresentanti dei lavoratori ai sensi della presente disposizione sono le istituzioni, organizzazioni o persone che, secondo le disposizioni applicabili alle società fondatrici, devono essere sentite in caso di fusione di società.

b) Se alla fusione partecipa, in qualità di società fondatrice, una S.E. che abbia un comitato aziendale europeo, quest'ultimo si considera organo di rappresentanza dei lavoratori ai sensi della presente disposizione.

3. Se i rappresentanti dei lavoratori ritengono che la fusione possa pregiudicare gli interessi dei lavoratori, prima della deliberazione dell'assemblea generale sulla fusione, l'organo amministrativo della società interessata è tenuto ad avviare trattative con i rappresentanti dei lavoratori per giungere ad un accordo sui provvedimenti da prendere nei riguardi dei lavoratori. In caso di accordo, questo deve essere redatto in forma scritta.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 23-c-

4. Se non si giunge ad un accordo, i rappresentanti dei lavoratori possono prendere posizione per iscritto sugli effetti della fusione per i lavoratori e sull'esito delle discussioni e trattative svolte con l'organo amministrativo della società interessata.

5. Gli organi amministrativi delle società fondatrici redigono per l'assemblea generale che delibera sulla fusione una relazione sull'esito delle discussioni e delle trattative con i rappresentanti dei lavoratori. Nella relazione, devono figurare, a seconda dei casi, il testo dell'accordo di cui al paragrafo 3 o la presa di posizione dei lavoratori di cui al paragrafo 4. Detti organi rilasciano gratuitamente, ad ogni interessato che ne faccia richiesta, copia della relazione, al più tardi otto giorni prima che si riunisca l'assemblea generale.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 23-d-

1. Se nelle trattative di cui all'articolo 23-c-, paragrafo 3, non si è raggiunto un accordo e l'assemblea generale approva la fusione, ciascuna delle parti può ricorrere nel termine di un mese ad un organo arbitrale.

2. L'organo arbitrale è composto da membri designati per metà dall'organo amministrativo e per metà dai rappresentanti dei lavoratori della società, ed è presieduto da una persona imparziale designata di comune accordo dalle due parti. Qualora non si giunga ad un accordo sulla persona del presidente o sul numero complessivo dei membri, alla designazione provvede il tribunale del luogo dove ha sede la società fondatrice interessata.

3. L'organo arbitrale, sentite le parti, determina i provvedimenti che la società fondatrice o la S.E. devono prendere nei riguardi dei lavoratori in caso di fusione. La sua decisione è redatta in forma scritta e deve essere notificata alle parti.

4. Se la S.E. è costituita nel corso del procedimento arbitrale, essa subentra come parte alla società fondatrice.

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 24 | Articolo 24 |
| --- | --- |
| 1. Il progetto di fusione è soggetto all'approvazione dell'assemblea generale. La relativa deliberazione deve essere presa nel rispetto delle condizioni previste per lo scioglimento della società fondatrice. Il quorum eventualmente necessario non deve peraltro superare la metà di tutte le azioni aventi diritto di voto per la prima assemblea generale, né un quarto di tali azioni per l'assemblea deliberante su seconda convocazione. Per la deliberazione di approvazione non può essere richiesta una maggioranza superiore ai tre quarti dei voti espressi dall'assemblea generale. Se la legislazione nazionale non prevede un quorum, non si può esigere, per la deliberazione di approvazione, una maggioranza superiore ai tre quarti dei voti espressi ed ai quattro quinti del capitale sociale rappresentato. | 1. L'assemblea generale di ciascuna delle società fondatrici approva l'atto costitutivo e lo statuto della S.E.. Essa delibera in conformità delle disposizioni che, secondo la legislazione delle rispettive società fondatrici, si applicano alla fusione e, in mancanza, alla liquidazione. |
| 2. Dal momento della convocazione dell'assemblea generale le società fondatrici distribuiscono, senza indugio e verso rimborso delle spese effettive, a chiunque ne faccia richiesta, copia del progetto di fusione con i relativi allegati. Di ciò si deve far cenno nell'avviso di convocazione dell'assemblea generale. In detto avviso si deve parimenti precisare che il diritto d'impugnazione spetta solo agli azionisti che nell'assemblea generale abbiano votato contro il progetto di fusione e fatto opposizione facendola annotare a verbale. | Soppresso |

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 24

3. Fra le assemblée generali e le rispettive convocazioni deve intercorrere un intervallo di almeno un mese.

4. Salvo che il diritto nazionale non preveda un'informazione più ampia degli azionisti, ognuno di questi ha il diritto di richiedere nell'assemblea generale tutti i ragguagli sugli elementi essenziali che gli consentano una valutazione in ordine alla fusione, nonché su quelli che si riferiscono alle società con le quali la fusione si deve operare.

5. Verbali delle assemblee generali di ciascuna società fondatrice devono essere redatti da un notaio.

6. Affinché chiunque vi abbia interesse possa consultare gratuitamente i processi verbali delle assemblee generali, questi devono essere depositati senza indugio, al più tardi entro due settimane dal termine dell'assemblea generale. Il deposito deve essere effettuato nel luogo stabilito dal diritto nazionale di ciascuna società fondatrice per il deposito dello statuto. Copia dei processi verbali è rilasciata a prezzo di costo agli azionisti ed ai terzi di cui all'articolo 22, paragrafo 1 che ne facciano richiesta.

Articolo 24

Soppresso.

2. Salvo il caso in cui la legislazione nazionale applicabile alle società fondatrici preveda un più ampio diritto d'informazione degli azionisti, ad ogni azionista che ne faccia richiesta si devono fornire nell'assemblea generale tutti i ragguagli necessari per vagliare l'opportunità della costituzione, compresi quelli concernenti le altre società fondatrici.

3. Delle assemblee generali di ciascuna società fondatrice deve essere redatto verbale per atto pubblico.

4. I verbali delle assemblee generali devono essere depositati senza indugio, e comunque nelle due settimane successive all'assemblea generale in cui è stata presa una deliberazione, nel luogo prescritto dalla legislazione di ciascuna società fondatrice per il deposito dello statuto. Copia dei processi verbali deve essere rilasciata gratuitamente ad ogni interessato che ne faccia richiesta.

Historical Archive of the European Commission

Articolo 25

1. Possono impugnare le deliberazioni delle assemblee generali soltanto gli azionisti che abbiano votato contro il piano di fusione facendo mettere a verbale l'opposizione nell'assemblea generale. Qualunque ne sia la causa, l'azione deve essere proposta davanti al giudice nazionale competente nel mese seguente la deliberazione.

2. All'azionista che non abbia avuto la possibilità di cui al paragrafo 1 e che, prima dell'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese, si sia rivolto, con richiesta motivata, alla Corte di Giustizia delle Comunità europee, questa, sentite le società fondatrici, può assegnare un termine per l'impugnazione o l'azione di nullità davanti al giudice nazionale competente, a condizione che siano stati forniti alla Corte di Giustizia indizi plausibili di violazione di norme essenziali dello statuto o del diritto nazionale applicabile.

3. La Corte di Giustizia non può trasmettere la dichiarazione della S.E. all'ufficio del registro europeo delle imprese ai fini dell'iscrizione,

Articolo 25

1. Le deliberazioni delle assemblee possono essere impugnate soltanto da quegli azionisti che nella rispettiva assemblea generale abbiano votato contro l'atto costitutivo e fatto consegnare a verbale la loro opposizione. L'azione, qualunque ne sia la causa, deve essere proposta al giudice nazionale competente nel termine di 45 giorni dalla deliberazione.

2. All'azionista che non si sia valso della facoltà di cui al paragrafo 1 e che, prima dell'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese, abbia adito la Corte di Giustizia delle Comunità europee, questa, sentite le società fondatrici, può assegnare un termine per l'azione di annullamento o di nullità da proporsi al giudice nazionale competente, semprechè siano stati forniti alla Corte indizi plausibili per presumere che l'azionista sia stato senza sua colpa impedito dal soddisfare le condizioni di cui al paragrafo 1 e che siano state violate disposizioni essenziali dello statuto della società fondatrice di cui detiene azioni, o della legislazione ad essa applicabile.

3. La Corte di Giustizia delle Comunità europee non può disporre l'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese prima che sia scaduto il

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 25

finché non sia stato deciso, con sentenza passata in giudicato, dell'impugnazione o dell'azione di nullità.

4. Dal momento in cui l'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese è stata pubblicata nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee, le deliberazioni delle assemblee generali non sono più impugnabili.

Articolo 25

termine previsto dal paragrafo 1 o quello assegnato in virtù del paragrafo 2, o fino al passaggio in giudicato della sentenza che pronuncia su un'azione di annullamento o di nullità.

4. Immutato

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 26

La dichiarazione della S.E. presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee deve essere corredata dei verbali delle assemblee generali e dei certificati attestanti il regolare deposito dei medesimi.

Articolo 26

1. La notificazione della S.E. alla Corte di Giustizia delle Comunità europee deve essere corredata dei verbali delle assemblee generali e dei certificati attestanti il regolare deposito dei medesimi. L'organo amministrativo di ciascuna società fondatrice deve comunicare alla Corte di Giustizia se e, in tal caso davanti a quale tribunale, la deliberazione dell'assemblea generale è stata impugnata.

2. Le società fondatrici si estinguono al compimento del giorno della pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee dell'iscrizione della S.E.. Da tale momento la S.E. subentra nelle obbligazioni contratte dalle società fondatrici e gli azionisti di queste ultime divengono azionisti della S.E.

3. Dopo la pubblicazione dell'iscrizione della S.E. gli uffici del registro delle imprese od i tribunali del luogo dove le società fondatrici hanno sede devono trasmettere d'ufficio gli atti e gli altri documenti presso di essi depositati all'ufficio distaccato del registro europeo delle imprese dello Stato in cui era stabilita la sede della società fondatrice, per essere ivi conservati.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 27

1. I creditori ed i terzi di cui all'articolo 22, paragrafo 1, lettere e) ed f) possono, se ritengono lesi dalla fusione i loro diritti, adire la Corte di Giustizia delle Comunità europee nel termine di due mesi dal deposito dei verbali effettuato a norma dell'articolo 24, paragrafo 6, indicando i motivi della loro opposizione. Durante il decorso del termine, la Corte di Giustizia non può ordinare l'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese.

2. Se la Corte di Giustizia delle Comunità europee, sentite le società fondatrici, ritiene fondata l'opposizione, essa può esigere dalla società fondatrice interessata la prestazione di congrue garanzie.

Articolo 27

1. Nei tre mesi successivi all'estinzione delle società fondatrici i creditori di queste possono domandare la costituzione di una garanzia da parte della S.E.

2. Ove la società ed il creditore non si accordino nel termine di due settimane dalla ricezione della domanda del creditore, il tribunale del luogo dove la S.E. ha sede può disporre la costituzione di una garanzia. In mancanza di tale costituzione da parte della società nel termine di un mese dalla decisione del tribunale, la società decade dal beneficio del termine. Il tribunale rigetta la domanda se il creditore già dispone di una idonea garanzia ovvero se è fornita la prova che la S.E. è manifestamente solvibile.

3. La S.E. è liberata dall'obbligo di costituzione della garanzia, se provvede al pagamento del debito, ancorché non scaduto, prima della decisione del tribunale o, al più tardi, nel termine di un mese da tale decisione.

Historical Archives of the European Commission

.../...

(Articolo 27)

4. Le disposizioni del presente articolo non sono applicabili agli obbligazionisti di una società fondatrice, tranne che la fusione sia stata approvata da un'assemblea degli obbligazionisti alla quale la legge applicabile alla società fondatrice attribuisca tale potere, oppure dai singoli obbligazionisti.

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 28 | Articolo 28 |
| --- | --- |
| 1. L'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese deve essere pubblicata nei bollettini della S.E.. L'atto di fusione è inoltre soggetto a registrazione e pubblicazione conformemente alle norme nazionali applicabili alle società fondatrici in materia di scioglimento. | 1. Le disposizioni di cui agli articoli 21 - 27 sono del pari applicabili ancorché una delle società fondatrici sia titolare della totalità o di parte delle azioni di un'altra società. In tal caso si estinguono le azioni delle società fondatrici che spettano alla S.E. in quanto subentrante nei diritti di un'altra società fondatrice. |
| 2. Le società fondatrici si sciolgono senza liquidazione il giorno della pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee. A decorrere da tale data la S.E. subentra negli obblighi delle società fondatrici. | 2. Se una delle società fondatrici è titolare di tutte le azioni di una altra società fondatrice, la stessa persona può, in deroga all'articolo 15, paragrafo 1, essere designata come revisore dei conti per entrambe le società. |
| 3. Con la pubblicazione gli azionisti delle società fondatrici divengono azionisti della S.E.. | soppresso |
| 4. Dopo la pubblicazione dello scioglimento delle società fondatrici prevista dal paragrafo 1, gli uffici del registro delle imprese od i tribunali nella cui giurisdizione si trova la sede delle società fondatrici, devono trasmettere d'ufficio gli atti e gli altri documenti depositati presso di essi all'ufficio distaccato del registro europeo delle imprese dello Stato in cui si trovava la sede della società fondatrice, perché siano ivi conservati. | soppresso |

Historical Archives of the European Commission

Sezione terza

Costituzione di una S.E.-holding

Articolo 29

1. In caso di costituzione di una S.E.-holding, tutte le azioni delle società fondatrici passano alla S.E.-holding contro assegnazione di azioni di questa.

2. Le società fondatrici continuano ad esistere.

Articolo 29

1. In caso di costituzione di una S.E.-holding, tutte le azioni delle società fondatrici passano alla S.E.-holding contro assegnazione di azioni di questa agli azionisti delle società fondatrici. (*)

2. Le società fondatrici continuano a sussistere. Non sono applicabili le disposizioni della legge nazionale che prevedano lo scioglimento della società qualora le azioni appartengano ad una sola persona.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 30

1. Le società fondatrici redigono il progetto di atto costitutivo che deve soddisfare i requisiti di cui all'articolo 12, paragrafo 1. Detto progetto contiene :

a) una proposta circa il rapporto di scambio tra le azioni delle società fondatrici e le azioni della S.E.;

b) proposte circa le modalità di emissione delle azioni della S.E.;

c) la motivazione, vidimata da un revisore, del rapporto di scambio delle azioni delle società fondatrici contro azioni della S.E..

Il progetto deve rivestire la forma di atto pubblico.

2. Al progetto dell'atto costitutivo sono uniti, oltre agli allegati di cui all'articolo 12, paragrafo 2, i bilanci e i conti profitti e perdite degli ultimi tre esercizi delle singole società fondatrici; l'ultimo bilancio redatto deve riferirsi da una data anteriore di non oltre sei mesi alla convocazione della prima assemblea generale della società interessata, da tenersi a norma dell'articolo 32; se il bilancio è di data anteriore, deve essere aggiornato al primo giorno del secondo mese precedente la convocazione dell'assemblea generale. Non è necessario un nuovo inventario. Le valutazioni contenute nell'ultimo bilancio devono essere modificate soltanto

Articolo 30

1. Gli organi amministrativi delle società fondatrici redigono un progetto di atto costitutivo. Nel progetto devono figurare le indicazioni di cui all'articolo 22, paragrafo 1, lettere a) - e), nonché le relazioni previste dagli articoli 31 e 31-a- dei revisori e degli organi amministrativi delle società fondatrici.

2. Il progetto di atto costitutivo deve essere corredato degli allegati di cui all'articolo 22, paragrafo 2.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 30

sulla base dei movimenti registrati nei libri contabili. Si deve tuttavia tener conto degli ammortamenti e degli accantonamenti effettuati nel frattempo, nonché delle modificazioni importanti del valore reale che non figurano nei libri contabili.

Articolo 30

3. Al bilancio di apertura della S.E. ed al relativo commento, nonché, se del caso, alle situazioni contabili delle società fondatrici si applica l'articolo 22-a.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 31

I revisori hanno il diritto di ottenere dalle società che fondano la S.E.-holding tutti i ragguagli e documenti che ritengano utili e di effettuare i necessari controlli.

Articolo 31

Uno o più revisori dei conti esaminano, per ciascuna società fondatrice, il progetto di atto costitutivo e redigono una relazione destinata agli azionisti. Alla relazione si applicano le disposizioni dell'articolo 23, paragrafi 2 - 4.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 31-a-

1. Gli organi amministrativi delle società fondatrici redigono una relazione che illustra e giustifica, sotto il profilo giuridico ed economico, il progetto di atto costitutivo e, in particolare, il rapporto di cambio delle azioni.

2. Nella relazione si espongono altresi' gli effetti giuridici, economici e sociali della costituzione della S.E.-holding nei confronti dei lavoratori per un periodo di almeno due anni e si indicano, se del caso, i provvedimenti da prendere per quanto li riguarda.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 31-b-

1. A decorrere dalla convocazione dell'assemblea generale che delibera sulla costituzione della S.E.-holding, gli organi amministrativi delle società fondatrici rilasciano gratuitamente, ad ogni interessato che ne faccia richiesta, copia del progetto di atto costitutivo e degli allegati.

2. Alla convocazione dell'assemblea generale delle società fondatrici si applica l'articolo 23-b-, paragrafi 2 e 3.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 31-c-

1. Nel termine di due settimane dalla pubblicazione del progetto di atto costitutivo, gli organi amministrativi delle società fondatrici esaminano, congiuntamente con i rappresentanti dei lavoratori, gli effetti giuridici, economici e sociali della costituzione della S.E.-holding nei confronti dei lavoratori, nonché i provvedimenti previsti nei loro riguardi nella relazione di cui all'articolo 31-a.

2. Le disposizioni dell'articolo 23-c, paragrafi 2-5 e dell'articolo 23-d, paragrafi 1-3 sono applicabili. Ai fini di tale applicazione, per "fusione" si intende la costituzione della S.E.-holding.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 32

1. Il progetto dell'atto costitutivo e gli allegati relativi sono soggetti all'approvazione dell'assemblea generale delle singole società fondatrici. La relativa deliberazione deve essere presa nel rispetto delle condizioni previste per lo scioglimento della società fondatrice. Il quorum eventualmente necessario non deve peraltro superare la metà di tutte le azioni aventi diritto di voto, per la prima assemblea generale, né un quarto di dette azioni per l'assemblea generale deliberante su seconda convocazione. Se la legislazione nazionale non prevede un quorum, non si può esigere, per la deliberazione di approvazione, una maggioranza superiore ai tre quarti dei voti espressi ed ai quattro quinti del capitale sociale rappresentato.

2. Dal momento della convocazione dell'assemblea generale, le società fondatrici distribuiscono, senza indugio e verso rimborso delle spese effettive, a chiunque ne faccia richiesta, copia del progetto di atto costitutivo con i relativi allegati. Di ciò si deve far cenno nell'avviso di convocazione dell'assemblea generale. Nell'avviso di convocazione si deve nel contempo precisare che il diritto d'impugnazione spetta solo agli azionisti che nell'assemblea generale abbiano votato contro il piano di fusione e fatto opposizione facendola annotare a verbale.

Articolo 32

L'assemblea generale di ciascuna delle società fondatrici deve approvare l'atto costitutivo e lo statuto della S.E. Alla deliberazione si applicano le disposizioni dell'articolo 24.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

.../...

| Articolo 32 | Articolo 32 |
|---|---|
| 3. Fra le assemblee generali e le rispettive convocazioni deve intercorrere un intervallo di almeno un mese. | Soppresso |
| 4. Salvo che il diritto nazionale non preveda un'informazione più ampia degli azionisti, ognuno di questi ha il diritto di richiedere nell'assemblea generale tutti i ragguagli sugli elementi essenziali che gli consentano una valutazione in ordine alla costituzione della S.E.-holding. | Soppresso |
| 5. I verbali dell'assemblea generale di ogni società fondatrice devono essere redatti da un notaio. | Soppresso |
| 6. Affinché ogni azionista li possa consultare gratuitamente, i processi verbali delle assemblee generali devono essere depositati senza indugio, al più tardi entro due settimane dal termine della conclusione dell'assemblea generale deliberante. Il deposito deve essere effettuato nel luogo stabilito dal diritto nazionale di ciascuna società fondatrice per il deposito dello statuto. Copia dei processi verbali è rilasciata a prezzo di costo agli azionisti che ne facciano richiesta. | Soppresso |

Historical archives of the European Commission

.../...

| Articolo 33 | Articolo 33 |
| --- | --- |
| 1. Possono impugnare le deliberazioni delle assemblee generali soltanto gli azionisti che abbiano votato contro il progetto di atto costitutivo e fatto opposizione nella rispettiva assemblea generale facendo annotare al verbale la loro approvazione. Qualunque ne sia la causa, l'azione deve essere proposta davanti al tribunale nazionale competente nel mese seguente la deliberazione. | Le deliberazioni delle assemblee generali possono essere impugnate soltanto alle condizioni previste dall'articolo 25. |
| 2. All'azionista che non abbia avuto la possibilità di cui al paragrafo 1 e che, prima dell'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese, si sia rivolto, con richiesta motivata, alla Corte di Giustizia delle Comunità europee, questa, sentite le società fondatrici, può assegnare un termine per l'impugnazione o l'azione di nullità davanti al giudice nazionale competente, a condizione che siano stati forniti alla Corte di Giustizia indizi plausibili di violazione di norme essenziali dello statuto o del diritto nazionale applicabile. | Soppresso |
| 3. La Corte di Giustizia non può trasmettere la dichiarazione della S.E. all'ufficio del registro europeo delle imprese ai fini dell'iscrizione finché non sia stato deciso, con sentenza passata in giudicato, dell'impugnazione o dell'azione di nullità. | Soppresso |

Historical Archives of the European Commission

.../...

| (Articolo 33) | (Articolo 33) |
| --- | --- |
| 4. Dal momento in cui l'iscrizione della S.E. nel registro europeo delle imprese è stata pubblicata nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee, le deliberazioni delle assemblee generali non sono più impugnabili. | Soppresso |
| 5. Con la pubblicazione gli azionisti delle società fondatrici divengono azionisti della S.E.. | Soppresso |

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 34

La dichiarazione della S.E. presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee da parte delle società fondatrici deve essere corredata dei verbali delle assemblee generali e dei certificati attestanti il regolare deposito dei medesimi.

Articolo 34

1. Alla notificazione della S.E. presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee si applicano le disposizioni dell'articolo 26, paragrafo 1.

2. Gli azionisti delle società fondatrici divengono azionisti della S.E. al compimento del giorno della pubblicazione dell'iscrizione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Sezione quarta

Costituzione di una filiale comune

Articolo 35

L'atto costitutivo e lo statuto della S.E. devono indicare i nomi delle società fondatrici e l'ammontare delle relative partecipazioni nella filiale comune.

Articolo 35

1. Ai fini della costituzione di una filiale comune in forma di S.E. gli organi amministrativi delle società fondatrici redigono un progetto di atto costitutivo. Nel progetto devono figurare :

a) la denominazione sociale, la sede e la forma giuridica delle società fondatrici;

b) il bilancio di apertura della S.E. con il relativo commento;

c) l'ammontare delle partecipazioni detenute dalle società fondatrici nella S.E.;

d) le relazioni dei revisori dei conti di cui all'articolo 35-b-;

e) un'esposizione delle ragioni economiche della costituzione.

2. Al progetto dell'atto costitutivo devono essere allegati :

a) il progetto di statuto della S.E.;

b) gli statuti aggiornati delle società fondatrici.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 35-a-

1. Il bilancio di apertura della S.E. ed il relativo commento devono essere conformi alle disposizioni del presente Statuto relative al bilancio ed al commento contenuto nell'allegato del bilancio.

2. Nel commento si devono indicare :

a) il presumibile importo complessivo delle spese da imputarsi alla S.E. per la costituzione e la relativa preparazione;

b) i particolari vantaggi e benefici concessi in occasione della costituzione della S.E.;

c) i conferimenti in natura, la loro valutazione ed i nomi dei conferenti. Si devono altresi' indicare il valore e la categoria delle azioni attribuite a detti conferenti.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 35 -b-

1. Uno o più revisori dei conti esaminano, per ciascuna società fondatrice, il progetto di atto costitutivo e redigono una relazione destinata agli organi amministrativi delle società fondatrici.

2. La relazione contiene in particolare un parere motivato in merito:

a) al bilancio di apertura della S.E. ed al relativo commento;

b) alla valutazione dei conferimenti in natura.

3. Alla relazione di verifica si applicano le disposizioni dell'articolo 23, paragrafi 3 e 4.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 35 -c-

1. Se nei due anni successivi alla sua costituzione la S.E. acquisisce elementi patrimoniali appartenenti ad una società fondatrice, ad uno degli azionisti di quest'ultima o ad un azionista della S.E., e se la controprestazione supera il decimo del capitale della S.E., anche tale acquisto è soggetto a verifica. La verifica compete al revisore dei bilanci annuali della S.E. o, se questi non è stato ancora nominato, ai revisori della costituzione della S.E.. L'acquisizione è soggetta all'approvazione dell'assemblea generale. Le conclusioni della relazione devono essere pubblicate nei bollettini della società.

2. Il paragrafo 1 non si applica, se l'acquisizione era già stata convenuta all'atto della costituzione della S.E. e menzionata nel commento allegato al bilancio di apertura.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 36

Se una delle società fondatrici è una S.E., la decisione del comitato di direzione di far partecipare questa ultima alla costituzione di una filiale comune deve essere approvata dal consiglio di vigilanza.

Articolo 36

1. L'atto costitutivo e lo statuto devono essere approvati da tutte le società fondatrici secondo le disposizioni della legge applicabile a ciascuna di esse.

2. Alle società fondatrici di diritto nazionale si applicano tutte le disposizioni che disciplinano la loro partecipazione alla costituzione di una filiale nella forma di una società per azioni di diritto nazionale.

3. Alle società fondatrici aventi la forma di una S.E. si applicano le disposizioni seguenti :

a) l'atto costitutivo e lo statuto devono essere approvati dal consiglio di vigilanza della S.E.;

b) il comitato di direzione è tenuto a sentire il CAE prima di chiedere l'approvazione;

c) il consiglio di vigilanza può dare la sua approvazione soltanto dopo aver sentito il parere del CAE, a meno che questo abbia omesso di esprimere il proprio parere in un congruo termine;

d) se la partecipazione della S.E. alla costituzione rientra nelle competenze dell'assemblea generale a norma dell'articolo 83, paragrafi 1-3, l'atto costitutivo e lo statuto devono essere anche da questa approvati;

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 36

e) se la costituzione di una filiale comune pregiudica gli interessi dei lavoratori, il comitato di direzione deve redigere un piano sociale a norma dell'articolo 126-a, in cui siano determinate le misure da adottare in materia.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 37

La dichiarazione della filiale comune presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee deve essere corredata delle deliberazioni approvative.

Articolo 37

La notificazione della filiale comune alla Corte di Giustizia delle Comunità europee deve essere corredata delle deliberazioni del consiglio di vigilanza e, se del caso, di quelle delle assemblee generali.

Historical Archives of the European Commission

.../...

## Sezione quinta

## Costituzione di una filiale da parte di una S.E.

### Articolo 38

1. L'atto costitutivo e lo statuto della S.E. devono indicare il nome della società fondatrice.

2. L'articolo 11, paragrafo 2, lettera b) non si applica.

### Articolo 38

1. Ai fini della costituzione di una filiale in forma di S.E. da parte di un'altra S.E. il comitato di direzione di questa redige un progetto di atto costitutivo. Nel progetto devono figurare :

a) la denominazione sociale e la sede della società fondatrice;

b) il bilancio di apertura della filiale con il relativo commento;

c) la relazione dei revisori dei conti;

d) un'esposizione delle ragioni economiche della costituzione.

2. Al progetto di atto costitutivo devono essere allegati :

a) il progetto di statuto della filiale;

b) lo statuto aggiornato della società fondatrice.

3. Al bilancio di apertura ed al relativo commento si applicano le disposizioni dell'articolo 35-a.

4. Alla relazione dei revisori dei conti si applicano le disposizioni dell'articolo 35-b.

5. L'articolo 35-c è applicabile.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 39

L'atto costitutivo ed i relativi allegati sono soggetti all'approvazione del consiglio di vigilanza della società fondatrice.

Articolo 39

1. L'atto costitutivo e lo statuto della S.E. devono essere approvati secondo le disposizioni dell'articolo 36, paragrafo 3.

2. Alla notificazione della S.E. presso la Corte di Giustizia delle Comunità europee si applicano le disposizioni dell'articolo 37.

Historical Archives of the European Commission

# TITOLO III

## CAPITALE - AZIONI
## OBBLIGAZIONI

### Sezione prima

### Capitale

| Articolo 40 | Articolo 40 |
|---|---|
| 1. Il capitale della S.E. è espresso in unità di conto C.E. o nella moneta nazionale di uno degli Stati membri. | 1. Il capitale della S.E. è espresso in unità di conto C.E. o nella moneta di uno degli Stati membri (*). |
| 2. Il capitale della S.E. è diviso in azioni. Esso deve essere interamente versato mediante conferimenti in denaro o in natura. Non è ammessa la restituzione dei conferimenti se non in caso di riduzione del capitale. | 2. immutato |
| 3. Tutti i conferimenti che sono in denaro sono conferimenti in natura; sono considerati tali i valori immateriali, purché trasferibili. | 3. Sono conferimenti in natura tutti i conferimenti diversi da quelli in denaro; sono da considerarsi conferimenti in natura anche i beni immateriali, purché realizzabili. |

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 41

1. Per ogni aumento del capitale è necessaria una deliberazione presa dall'assemblea generale alle condizioni richieste per la modificazione dello statuto.

2. L'aumento del capitale è effettuato mediante imputazione a capitale delle riserve disponibili o mediante nuovi conferimenti che devono essere interamente versati.

3. L'aumento del capitale mediante nuovi conferimenti può effettuarsi anche in forma di costituzione di capitale autorizzato. Questo non può essere superiore alla metà del capitale stabilito nello statuto. L'autorizzazione può esser data per una durata massima di cinque anni, a meno che il capitale autorizzato venga costituito congiuntamente con l'emissione di obbligazioni convertibili in azioni.

cfr. articolo 42, paragrafo 3 della proposta della Commissione.

Articolo 41

1. L'aumento di capitale ha luogo mediante nuovi conferimenti, che devono essere interamente versati, o mediante imputazione a capitale di riserve disponibili. Lo statuto deve essere modificato in conformità.

cfr. articolo 42, paragrafo 1 del nuovo testo.

2. Se i nuovi conferimenti sono interamente o in parte in natura, si deve presentare all'assemblea generale una relazione sulla valutazione dei conferimenti in natura. La relazione deve essere redatta e firmata da uno o più esperti nominati dal tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società, o dai revisori della S.E. Il comitato di direzione ha da scegliere, con l'approvazione del consiglio di vigilanza, fra queste due possibilità. Agli esperti nominati dal tribunale si applicano le disposizioni dell'articolo 15, paragrafi 2 e 3.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 41

Articolo 41

3. Dal giorno della convocazione dell'assemblea generale gli azionisti possono ottenere gratuitamente copie della relazione di cui al precedente paragrafo. Di tale possibilità deve farsi cenno nell'avviso di convocazione.

cfr. articolo 42, paragrafo 4 della proposta della Commissione

4. In caso di aumento di capitale mediante imputazione a capitale di riserve disponibili, le nuove azioni devono essere distribuite agli azionisti proporzionalmente alla loro precedente quota di partecipazione. L'assemblea generale può tuttavia, nella sua deliberazione sull'aumento di capitale, disporre che le nuove azioni vengano tutte od in parte distribuite ai dipendenti della S.E.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 42 | Articolo 42 |
|---|---|
| 1. In caso di aumento del capitale mediante nuovi conferimenti, si deve riconoscere agli azionisti un diritto di opzione proporzionale alla loro precedente partecipazione. Il comitato di direzione deve pubblicare nei bollettini della società l'importo dell'emissione e il termine previsto per l'esercizio del diritto di opzione. Tale termine deve essere di almeno un mese a decorrere dalla dalla data della pubblicazione. | Cfr. articolo 43, paragrafo 1, del nuovo testo. |
| 2. L'assemblea generale può nella deliberazione relativa all'aumento del capitale mediante nuovi conferimenti, sopprimere in tutto o in parte il diritto di opzione. La soppressione può essere deliberata soltanto in base ad una relazione presentata all'assemblea generale, redatta dal comitato di direzione e contenente la proposta di soppressione di tale diritto, nonché il prezzo di emissione proposto. A decorrere dal giorno della convocazione dell'assemblea generale, gli azionisti possono ottenere gratuitamente e senza indugio copia di tale relazione. Nella convocazione deve essere contenuta indicazione di tale possibilità. | cfr. articolo 43, paragrafo 1, del nuovo testo. |
| 3. Se i nuovi conferimenti sono in tutto o in parte conferimenti in natura, all'assemblea generale dev'essere presentata una relazione sulla valutazione di tali conferimenti, sottoscritta da almeno due periti contabili indipendenti, nominati dal tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società. Dal giorno della convocazione dell'assemblea gli azionisti possono ricevere gratuitamente | Cfr. articolo 41, paragrafo 1, del nuovo testo. |

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 42

e senza indugio copia di tale relazione. Nella convocazione deve essere contenuta indicazione di tale possibilità. Le disposizioni degli articoli 15, paragrafo 2 e 203 si applicano ai periti contabili.

4. In caso di aumento del capitale mediante imputazione a capitale delle riserve disponibili, le nuove azioni devono essere distribuite agli azionisti proporzionalmente alla loro precedente partecipazione.

Cfr. articolo 41, paragrafo 3 della proposta della Commissione.

Cfr. articolo 43, paragrafo 3 della proposta della Commissione.

Articolo 42

Cfr. articolo 41, paragrafo 4, del nuovo testo.

1. L'assemblea generale puo' anche, mediante modificazione dello statuto, autorizzare un aumento futuro del capitale. L'aumento autorizzato del capitale non può superare la metà del capitale previsto dallo statuto.

2. L'autorizzazione non puo' essere data per una durata superiore a cinque anni. Il capitale autorizzato non puo' superare, complessivamente, la metà del capitale sottoscritto.

3. Il comitato di direzione decide, con l'approvazione del consiglio di vigilanza, dell'uso del capitale autorizzato.

4. Il comitato di direzione della S.E. notifica al registro europeo delle imprese e fa pubblicare nei bollettini delle società ogni emissione di azioni nei limiti del capitale autorizzato.
Esso rende inoltre conto ogni anno, nello allegato al bilancio, dell'uso fatto del capitale autorizzato.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 42

Cfr. articolo 43, paragrafo 3 della proposta della Commissione.

Articolo 42

5. Quando il capitale autorizzato è stato interamente sottoscritto, o è stato sottoscritto soltanto in parte alla scadenza del termine stabilito in conformità del paragrafo 2, il testo dello statuto viene modificato, a cura del comitato di direzione, onde iscrivervi l'importo del nuovo capitale.

Se l'autorizzazione non è stata utilizzata, il comitato di direzione provvede a sopprimere nel testo dello statuto la disposizione relativa all'autorizzazione, di cui al paragrafo 1.

Queste modificazioni sono pubblicate nei bollettini della società.

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 43 | Articolo 43 |
|---|---|
| 1. In caso di costituzione di capitale autorizzato, il comitato di direzione deve ogni anno render conto del suo impiego nell'allegato ai conti annuali. | Cfr. articolo 42, paragrafo 3, del nuovo testo. |
| 2. I paragrafi da 1 a 3 dell'articolo precedente sono applicabili. Gli azionisti possono ottenere gratuitamente, insieme con l'allegato ai conti annuali, copie della relazione di cui al paragrafo 3 dell'articolo precedente. | Cfr. articolo 42, paragrafo 2, del nuovo testo. |
| 3. Se il capitale autorizzato è esaurito o se, spirato il termine stabilito, è stato solo parzialmente impiegato, il comitato di direzione deve, in osservanza della deliberazione dell'assemblea generale che ha costituito il capitale autorizzato, modificare lo statuto in modo che in esso risulti l'avvenuto aumento del capitale. | Cfr. articolo 42, paragrafo 5, del nuovo testo. |
| Cfr. articolo 42, paragrafo 1, della proposta della Commissione. | 1. In caso di aumento del capitale mediante conferimenti in denaro, le azioni si devono offrire in opzione agli azionisti in proporzione del numero di azioni da essi possedute. Il comitato di direzione pubblica nei bollettini della società il prezzo d'emissione ed il termine nel quale deve essere esercitato il diritto di sottoscrizione. Tale termine deve essere di almeno un mese dalla pubblicazione. |

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 43

Cfr. articolo 32, paragrafo 2, della proposta della Commissione

Articolo 43

2. Nella deliberazione relativa allo aumento di capitale mediante nuovi conferimenti l'assemblea generale puo' escludere in tutto o in parte il diritto di opzione. L'assemblea generale puo' prendere questa decisione soltanto dopo che le sia stata presentata una relazione del comitato di direzione, nella quale si motivano l'esclusione o la limitazione del diritto di opzione, nonché il prezzo di emissione proposto.

3. L'assemblea generale puo' anche escludere in tutto o in parte il diritto di opzione all'atto di autorizzare un aumento futuro di capitale. Essa puo' altresi' autorizzare il comitato di direzione, con il consenso del consiglio di vigilanza, a limitare o escludere il diritto di opzione. L'assemblea generale puo' deliberare in merito soltanto in base ad una relazione del comitato di direzione che ne dimostri la necessità.

4. Gli azionisti possono avere gratuitamente copie delle relazioni di cui al precedente paragrafo a partire dal giorno della convocazione dell'assemblea generale; di questa possibilità deve farsi menzione nell'avviso di convocazione.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 43 - a

Articolo 43 - a

1. I membri del comitato di direzione della S.E. rispondono in solido verso la S.E. ed i terzi, per tre anni a decorrere dal giorno dell'iscrizione di un aumento di capitale nel registro europeo delle imprese, di ogni omissione o inesattezza nelle indicazioni fornite all'atto della notifica.

2. Essi rispondono nello stesso modo del versamento integrale dei nuovi conferimenti.

3. Sono sollevati da questa responsabilità quei membri del comitato di direzione che non erano a conoscenza dei fatti motivanti una responsabilità, né potevano averne conoscenza pur esplicando la necessaria diligenza professionale.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 44

1. Per ogni riduzione di capitale è necessaria una deliberazione presa dall'assemblea generale alle condizioni previste per la modificazione dello statuto. I motivi della riduzione di capitale devono essere indicati nella convocazione.

2. La riduzione del capitale si effettua diminuendo l'importo nominale delle azioni. L'importo nominale del capitale ridotto non può essere inferiore al capitale minimo. Soltanto in caso di perdita l'assemblea generale può deliberare di ridurre il capitale al di sotto del capitale minimo, purché deliberi contemporaneamente di aumentare il capitale ad un importo pari o superiore al capitale minimo. Questa norma non deroga all'articolo 249.

3. Se si riduce il capitale per adeguarne l'importo al valore reale del capitale sociale diminuito delle perdite e se, per effetto di questa riduzione, l'attivo supera il passivo, l'importo risultante dalla differenza deve essere imputato a riserva. Per tre anni tale importo non può essere impiegato per la distribuzione di dividendi.

Articolo 44

1. La riduzione del capitale ha luogo mediante modificazione dello statuto. I motivi della riduzione del capitale devono essere indicati nell'avviso di convocazione dell'assemblea generale.

2. La riduzione del capitale avviene diminuendo l'importo nominale delle azioni. L'importo nominale del capitale ridotto capitale ridotto non può essere inferiore al capitale minimo. Soltanto in caso di perdite l'assemblea generale può deliberare la riduzione del capitale al di sotto del capitale minimo ed il contemporaneo aumento del medesimo ad una cifra pari o superiore al capitale minimo. Questa disposizione non deroga all'articolo 249.

3. Se si riduce il capitale per adeguarlo al capitale sociale diminuito in conseguenza di perdite e se, per effetto di questa riduzione, l'attivo supera il passivo, l'eccedenza viene iscritta in una posta di riserva.
Tale importo non puo' venire usato per distribuire dividendi o corrispondere altri vantaggi agli azionisti.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 45

1. I creditori che ritengano i propri diritti compromessi dalla riduzione del capitale, possono adire il tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società nel termine di due mesi dal deposito del verbale dell'assemblea generale.

2. Il tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società, se ritiene fondato il ricorso, può ordinare il soddisfacimento dei creditori o di determinati creditori, o che adeguate garanzie siano costituite a loro favore. La modificazione dello statuto non può essere notificata all'ufficio del registro europeo delle imprese ai fini dell'iscrizione prima che sia decorso il termine di due mesi dal deposito del verbale dell'assemblea generale.

Articolo 45

1. I creditori il cui credito sia sorto prima della riduzione del capitale possono domandare, nei due mesi successivi al deposito del verbale dell'assemblea generale, la costituzione di una garanzia.

2. Se non si giunge ad un accordo nelle due settimane successive alla ricezione da parte della S.E. della domanda del creditore, il tribunale nella cui giurisdizione ha sede la S.E. può ordinare la costituzione di una garanzia. Se la S.E. non costituisce la garanzia nel mese successivo alla decisione del tribunale, il credito diviene subito esigibile. Il tribunale rigetta la domanda, se il creditore dispone già di una idonea garanzia o se consta che la S.E. è manifestamente solvibile.

3. La S.E. è liberata dall'obbligo di prestare garanzia, qualora il debito, anche se non ancora esigibile, venga estinto prima della decisione del tribunale o nel termine di un mese dalla decisione stessa.

4. Fintantoché il tribunale non abbia deciso o la garanzia disposta dal tribunale non sia stata costituita o i creditori non siano stati soddisfatti ai sensi del paragrafo 3, nessun versamento può esser fatto agli azionisti.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 45

Articolo 45

5. Le disposizioni del presente articolo non si applicano alle riduzioni del capitale che abbiano lo scopo di adeguarne l'importo al patrimonio sociale diminuito in conseguenza di perdite.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 46

1. E' vietato l'acquisto di azioni proprie da parte della S.E., da parte di terzi per conto della S.E. o da parte di imprese da questa dominate. E' assimilata all'acquisto di azioni proprie l'accettazione di queste a titolo di pegno.

2. Se un'impresa diventa impresa dominata da una S.E. ed essa possiede azioni di questa, essa è tenuta ad alienarle nel termine di un anno a decorrere dall'inizio della sua dipendenza. Nel frattempo tali azioni non conferiscono alcun diritto all'impresa dominata. La stessa disciplina vige in caso di fusione.

Articolo 46

1. Sono vietati l'acquisto o la sottoscrizione di azioni della S.E., da parte della S.E. stessa, da parte dei terzi per conto della S.E. o da parte di imprese da questa dipendenti o nelle quali la S.E. detiene una partecipazione maggioritaria.

2. Non è vietato l'acquisto, mediante prelievi delle riserve disponibili, d'azioni proprie da parte della S.E., o di terzi per suo conto, ai fini della loro distribuzione ai dipendenti della S.E. o delle imprese dello stesso gruppo. L'acquisto è soggetto all'approvazione del consiglio di vigilanza della S.E. Il valore delle azioni proprie in possesso della S.E. comprese quelle acquistate da terzi per suo conto, non può superare il dieci per cento per suo capitale.

3. La S.E. deve comunicare senza indugio al registro europeo delle imprese:
- ogni partecipazione al suo capitale che superi il dieci per cento;
- ogni modificazione di partecipazione per la quale si abbia al di sopra della soglia del dieci per cento, uno scatto di aumento o di diminuzione del cinque per cento del capitale della S.E.;
- ogni riduzione di partecipazione al dieci per cento o ad una percentuale inferiore, che le siano state comunicate.

4-a- Se un'impresa diventa impresa dipendente da una S.E. o se la maggior parte delle sue quote è acquisita da una S.E. ed essa possiede azioni della S.E. deve alienare le azioni nel termine di diciotto mesi dall'inizio del rapporto di dipendenza o dall'assunzione della partecipazione maggioritaria da parte della S.E.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 46

Articolo 46

Se una S.E. acquista azioni proprie per trasmissione a titolo universale o se un'impresa dipendente della S.E. o la cui maggioranza delle quote è in suo possesso, acquista per tale tramite azioni della S.E., queste devono essere alienate nello stesso termine.

4-b- Le azioni acquistate dalla S.E. per essere distribuite ai dipendenti e che non siano state distribuite nei dodici mesi dopo l'acquisto devono essere alienate nei sei mesi successivi.

5. Nessun diritto puo' essere esercitato in base alle azioni di cui ai paragrafi 4a e 4b prima della loro alienazione o della loro distribuzione ai dipendenti.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 46-a-

1. Ogni azionista che

- direttamente o mediante il proprio coniuge o i propri figli minori o per interposta persona,
- per il tramite di un'impresa dipendente o di terzi che agiscono per suo conto,

possegga complessivamente più del dieci per cento del capitale di una S.E., deve nel termine di otto giorni informare la S.E. di questa partecipazione, indicandone l'importo, nonché di ogni modificazione che vi venga apportata.

2. La S.E. che, direttamente o per il tramite di un'impresa dipendente o di terzi che agiscono per suo conto, possiede complessivamente più del dieci per cento del capitale di un'altra società, ha un obbligo analogo nei confronti di questa.

3. La S.E. deve comunicare senza indugio al registro europeo delle imprese:

- ogni partecipazione al suo capitale che superi il dieci per cento;
- ogni modificazione di partecipazione per la quale si abbia, al di sopra della soglia del 10%, uno scatto di aumento o di

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 46-a-

diminuzione del 5% del capitale della S.E.;

- ogni riduzione di partecipazione al 10% o ad una percentuale inferiore,

che le siano state comunicate.

4. Finché non sia stata fatta la comunicazione di cui al paragrafo 1, non può essere esercitato alcun diritto derivante da tale partecipazione.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 47

1. E' vietata ogni partecipazione reciproca qualora una delle società partecipanti sia una S.E.

2. Si ha partecipazione reciproca, se ogni società detiene sola o con altre società, direttamente o per il tramite di un'impresa da essa dominata o di terzi che agiscono per suo conto, più del 10% del capitale dell'altra società.

3. Se si ha partecipazione reciproca, la società che detiene la partecipazione percentualmente minore, ha l'obbligo di ridurla al dieci per cento nel termine di un anno dalla data in cui l'esistenza della partecipazione reciproca è divenuta nota alla società, a meno che queste non concordino in tale termine su altra forma di cessazione della partecipazione reciproca. Se le partecipazioni sono della stessa entità, tale obbligo spetta ad ambedue le società. Se peraltro una società acquista una partecipazione pari o superiore al dieci per cento o aumenta la propria partecipazione in guisa di raggiungere la detta percentuale dopo che l'altra società le abbia comunicato di detenere una partecipazione del dieci per cento, l'obbligo dell'alienazione spetta alla prima.

Articolo 47

1. Si ha partecipazione reciproca fra una S.E. e un'altra società quando ciascuna di esse possiede, direttamente o per il tramite di un'impresa dipendente o di terzi che agiscono per suo conto, complessivamente più del dieci per cento del capitale dell'altra.

2. Se si ha la partecipazione reciprcca ai sensi del paragrafo 1, la società che per prima ha ricevuto la comunicazione di cui all'articolo 46-a- deve ridurre la sua partecipazione al dieci per cento nel termine di diciotto mesi dalla ricezione della comunicazione. Se le due società ricevono nello stesso tempo la comunicazione, l'obbligo spetta ad ambedue.

Le società possono tuttavia in detto termine concordare fra loro un diverso modo di sopprimere la partecipazione reciproca.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 47

4. Decorso il termine di cui al paragrafo precedente, non si puo' invocare alcun diritto basato su dette partecipazioni, qualora esse eccedano il dieci per cento.

5. La S.E. che detenga, sola o con altre società, direttamente o per tramite di una impresa da essa dominata o di terzi che agiscano per suo conto, più del dieci per cento del capitale di una società di detta partecipazione, nonché di ogni modificazione che vi venga apportata, indicandone l'entità. Obbligo analogo d'informazione incombe ad ogni società la cui partecipazione ad una S.E. raggiunga detta proporzione. Finché la comunicazione non sia stata fatta, non si puo' esercitare alcun diritto derivante da detta partecipazione, qualora questa superi il dieci per cento.

Articolo 47

3. Prima dell'alienazione i diritti inerenti alle azioni della società tenuta all'alienazione non possono essere esercitati in misura superiore al dieci per cento del capitale dell'altra società.

4. Se una S.E. detiene una partecipazione maggioritaria in un'altra società o se un'altra società è dipendente dalla S.E., il paragrafo 2 non si applica. L'altra società deve alienare le azioni della S.E. nel termine di diciotto mesi a decorrere dall'inizio del rapporto di dipendenza o dall'acquiso, da parte della S.E., della partecipazione maggioritaria al suo capitale. Prima della loro alienazione, non puo' essere esercitato alcun diritto inerente à queste azioni.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 47

Articolo 47

5. Se la S.E. è dipendente da un'altra società o se un'altra società detiene una partecipazione maggioritaria al suo capitale, la S.E. deve alienare, nel termine di cui al paragrafo 4, le azioni dell'altra società. Prima della loro alienazione, non puo' essere esercitato alcun diritto inerente a queste azioni.

6. Se le due società dipendono l'una dall'altra o una detiene nell'altra una partecipazione maggioritaria, esse sono tenute a ridurre al dieci per cento la loro partecipazione al capitale dell'altra conformemente ai paragrafi 4 e 5, a meno che esse concordino fra loro, nel termine di cui al paragrafo 4, un altro modo di porre fine alla partecipazione reciproca.

Historical Archives of the European Commission

Sezione Seconda

| Azioni e diritti degli azionisti | Azioni |
|---|---|
| Articolo 48 | Articolo 48 |
| 1. L'ammontare nominale delle azioni è espresso nella stessa moneta in cui è espresso il capitale. | 1. Le azioni hanno un valore nominale espresso nella stessa unità monetaria del capitale e divisibile per dieci. |
| 2. Sono ammesse azioni di valore nominale diverso. | 2. Possono essere emesse azioni di diverso valore nominale.(*). |
| 3. Le azioni sono indivisibili. Qualora più persone siano titolari di una stessa azione, esse potranno invocare i diritti che ne derivano soltanto per il tramite di un rappresentante comune. | 3. Le azioni sono indivisibili. Qualora più persone siano titolari di una stessa azione, esse potranno esercitare i diritti che ne derivano soltanto per il tramite di un rappresentante comune (*). |

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 49

1. Le azioni possono conferire diritti diversi quanto alla ripartizione degli utili e del patrimonio sociale. Agli azionisti non possono venire riconosciuti né essere versati interessi.

2. Sono ammesse azioni senza diritto di voto alle condizioni seguenti :

a) il loro importo complessivo non può superare la metà del capitale;

b) esse devono conferire i diritti riconosciuti ad ogni azionista, eccettuato il diritto di voto, rimanendo inteso che il loro diritto di opzione è limitato ad azioni senza diritto di voto;

c) esse devono essere escluse dal computo del quorum o della maggioranza richiesti dal presente Statuto o dallo statuto della società.

L'applicazione del paragrafo 5 del presente articolo e del paragrafo 2 dell'articolo 235 rimane impregiudicata.

3. Non sono ammesse le azioni a voto plurimo.

4. Le azioni che conferiscono i medesimi diritti costituiscono una categoria.

Articolo 49

1. Le azioni possono conferire diritti diversi in ordine alla ripartizione degli utili e del patrimonio sociale. Agli azionisti non possono essere riconosciuti né corrisposti interessi.(*).

2. Sono ammesse azioni senza diritto di voto alle condizioni seguenti :

a) il loro importo complessivo non può superare la metà del capitale;

b) esse devono conferire i diritti riconosciuti ad ogni azionista, eccettuato il diritto di voto; il diritto di opzione è limitato ad azioni senza diritto di voto;

c) esse devono essere escluse dal computo del quorum o della maggioranza richiesti dal presente Statuto o dallo statuto della società.

Sono salve le disposizioni del paragrafo 5 del presente articolo e dell'articolo 235, paragrafo 2 (*).

3. Non sono ammesse altre restrizioni od amplificazioni del diritto di voto, in particolare le azioni a voto plurimo.

4. Le azioni fornite dei medesimi diritti costituiscono una categoria (*).

.../...

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 49

5. Per ogni deliberazione dell'assemblea generale che modifichi il rapporto fra le diverse categorie di azioni in pregiudizio di una di esse, si richiede, ai fini della sua efficacia, l'approvazione della categoria che subisce il pregiudizio. In questo caso sono ammessi alla votazione anche i detentori di azioni senza diritto di voto. Le disposizioni del titolo VIII si applicano per quanto riguarda la convocazione, il quorum e la maggioranza.

Articolo 49

5. Se una deliberazione dell'assemblea generale reca pregiudizio ai possessori di una categoria di azioni, la deliberazione, per essere valida, dev'essere approvata dai possessori di azioni delle categorie in questione. In questo caso, anche i possessori di azioni senza diritto di voto prendono parte alla votazione. Per la convocazione, il quorum e la maggioranza si applicano ai detentori delle azioni delle categorie in questione le disposizioni del titolo VIII.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 50

1. Le azioni sono al portatore o nominative. Lo statuto può stabilire che, su richiesta dell'azionista, le sue azioni al portatore debbono essere sostituite da azioni nominative o le azioni nominative in azioni al portatore.

2. Le azioni nominative devono essere iscritte nel registro delle azioni della società con l'indicazione del nome e dell'indirizzo dei titolari. Ogni azionista deve poter consultare, su propria richiesta, il registro delle azioni.

Articolo 50

1. Le azioni sono al portatore o nominative. Lo statuto può stabilire che l'azionista, il quale ne faccia richiesta, ottenga la sostituzione delle sue azioni al portatore con azioni nominative o viceversa (*).

2. Una S.E. che emetta azioni nominative deve tenere un registro alfabetico di tutti i titolari di tali azioni, nel quale sono indicati il loro indirizzo, il numero e la categoria delle azioni che essi detengono. Chiunque vi abbia interesse può consultare detto registro nella sede della società.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 51

1. Ogni azionista ha diritto di ottenere gratuitamente un titolo per ciascuna delle sua zioni.

2. Finché non siano stati emessi i titoli, la società è tenuta a rilasciare, su richiesta dell'azionista, certificati provvisori. Tali certificati devono essere nominativi.

3. Qualora il contenuto delle azioni sia divenuto inesatto per effetto della mutata situazione giuridica, il comitato di direzione può dichiarare nulli i titoli che, nonostante l'invito rivolto ai detentori, non siano stati presentati per essere corretti o sostituiri. I titoli dichiarati nulli devono essere sostituiti da nuovi titoli.

4. Se un titolo non possa più essere messo in circolazione a causa di deterioramento, il suo titolare, quando il contenuto essenziale del titolo sia identificato, ha diritto di ottenere dalla società un nuovo titolo previa restituzione del vecchio.

Articolo 51

1. Ogni azionista ha diritto di domandare il rilascio senza spese di un titolo per ciascuna delle sue azioni (*).

2. Soppresso

2. Qualora il tenore dei titoli azionari sia divenuto inesatto per effetto di mutamenti della situazione giuridica, il comitato di direzione può dichiarare nulli i titoli che, nonostante l'invito rivolto ai detentori, non siano stati presentati per essere rettificati o sostituiti. I titoli dichiarati nulli devono essere sostituiti con nuovi titoli (*).

3. Se un titolo non può più rimanere in circolazione perché deteriorato, il suo titolare ha diritto, quando il tenore essenziale del titolo sia riconoscibile, di ottenere dalla società un nuovo titolo verso restituzione del vecchio. Il titolare deve sostenere le spese e pagarle anticipatamente (*).

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 51

5. Se un titolo è stato smarrito o distrutto, il titolare può chiedere al tribunale, nella cui giurisdizione ha sede la società, l'ammortamento del titolo ed il rilascio di un duplicato. Il richiedente deve far pubblicare nei bollettini della società un avviso al pubblico, mediante il quale chiunque è invitato a far conoscere nel termine di tre mesi i suoi eventuali diritti sul titolo. A questo procedimento si applicano le norme vigenti nello Stato in cui ha sede la società.

6. Le disposizioni del presente articolo si applicano per analogia ai certificati provvisori.

Articolo 51

4. Se un titolo azionario è stato smarrito o distrutto, l'avente diritto può chiederne l'ammortamento al tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società. Il richiedente deve far pubblicare nei bollettini della società un avviso al pubblico nel quale si invitano i terzi a far conoscere nel termine di tre mesi i loro eventuali diritti sul titolo. Se il tribunale ammortizza il titolo, l'avente diritto può domandare alla società il rilascio di un nuovo titolo previo pagamento delle spese. Dopo l'ammortamento, nessun diritto derivante dal titolo ammortizzato può essere fatto valere nei confronti della società.

soppresso.

Historical Archives of the European Commission

.../...

Articolo 52

Le azioni al portatore si trasferiscono mediante consegna.

Articolo 52

Le azioni al portatore vengono trasferite, nei riguardi della S.E., mediante consegna.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 53

1. Le azioni nominative si trasferiscono mediante trascrizione nel registro delle azioni della società.

2. La trascrizione si effettua in base ad una dichiarazione di cessione datata e sottoscritta dal cedente e dal cessionario.

3. Lo statuto può contenere clausole limitative del trasferimento. Queste clausole devono precisare chiaramente i limiti o le condizioni a cui sono assoggettati i trasferimenti. Esse non possono rimettere alla discrezione della società l'autorizzazione di trasferimento, né rendere l'azione praticamente non cedibile.

4. Le dichirazioni di cessione effettuate nelle ultime quattro settimane precedenti un'assemblea generale possono essere trascritte nel registro delle azioni soltanto dopo l'assemblea generale.

Articolo 53

1. Le azioni nominative vengono trasferite, nei riguardi della S.E., mediante trascrizione nel registro della azioni.

2. La trascrizione ha luogo in base a dichiarazione di cessione datata e sottoscritta dal cedente e dal cessionario (*).

3. Lo statuto può contenere clausole limitative del trasferimento. Le clausole devono precisare chiaramente i limiti di questo. Esse non possono rimettere alla discrezione della società l'autorizzazione al trasferimento, né rendere l'azione praticamente non trasferibile.(*).

4. Le dichiarazioni di cessione ricevute dopo convocazione di un'assemblea generale possono essere trascritte nel registro delle azioni soltanto dopo questa assemblea generale.

---

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Sezione terza

Obbligazioni

Articolo 54

Il comitato di direzione può, con il consenso del consiglio di vigilanza, emettere obbligazioni. L'articolo 60 si applica all'emissione di obbligazioni convertibili in azioni.

Articolo 54

Fatte salve le disposizioni degli articoli 60 e 60 -a-, il Comitato di direzione puo', con l'autorizzazione del consiglio di vigilanza, emettere obbligazioni.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 55

L'emissione pubblica di obbligazioni deve essere preceduta da un avviso pubblicato nei bollettini della società almeno 15 giorni prima. In tale avviso devono essere indicati il numero, l'importo nominale, il corso di emissione ed il tasso di interesse delle obbligazioni da emettere, nonché la data e le modalità del loro rimborso.

Articolo 55

La pubblica emissione di obbligazioni deve essere preceduta da un avviso pubblicato nei bollettini della società. Nell'avviso devono essere indicati il numero, il valore nominale, il prezzo di emissione ed il tasso di interesse delle obbligazioni da emettere, nonché la data e le modalità del rimborso. Nell'avviso devono essere altresì indicati l'importo delle obbligazioni convertibili precedentemente emesse dalla società, l'importo non ammortizzato delle altre obbligazioni precedentemente emesse, nonché le relative garanzie e, infine, l'importo dei prestiti garantiti dalla società e, se del caso, la quota garantita di questi prestiti.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 56

1. I possessori di obbligazioni di una medesima emissione pubblica costituiscono di diritto una categoria le cui decisioni, se prese in conformità delle disposizioni della presente sezione, sono vincolanti per ciascuno di essi.

2. L'assemblea della categoria è competente a pronunciarsi su ogni proposta della società relativa all'emissione, in particolare su ogni proposta relativa alla modificazione delle modalità di emissione od alla modificazione o alla soppressione delle garanzie.

Articolo 56

1. Immutato

2. L'assemblea della categoria è competente a statuire su ogni proposta della società in ordine al prestito obbligazionario, in particolare su ogni proposta di modificazione delle modalità di emissione o di modificazione o soppressione delle garanzie.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 57

1. All'atto dell'emissione pubblica di obbligazioni la società deve nominare un rappresentante della categoria, indipendente dalla società. L'assemblea della categoria può inqualsiasi momento revocare il rappresentante e sostituirlo con un altro. In caso di urgenza, ogni obbligazionista può chiedere al tribunale nella cui giurisdizione ha sede la S.E. di nominare un rappresentante.

2. Detto rappresentante ha la rappresentanza giudiziaria ed extragiudiziaria della categoria verso la società. Egli ha la facoltà di assistere alle assemblee generali della società e di esercitarvi tutti i diritti di un azionista, particolarmente quello all'informazione, ad esclusione del diritto di voto. La società deve inviare al rappresentante tutti i documenti di cui gli azionisti hanno il diritto di prendere conoscenza o di ricevere copia.

Articolo 57

1. All'atto della pubblica emissione di obbligazioni il comitato di direzione della S.E. nomina, con l'approvazione del consiglio di vigilanza, un rappresentante della categoria non legato alla società da alcun rapporto di dipendenza. L'assemblea della categoria può in qualsiasi momento revocare il rappresentante e sostituirlo con un altro. In caso di urgenza, ogni possessore di obbligazioni può chiedere al tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società la nomina di un rappresentante.

2. Il rappresentante della categoria ne ha la rappresentanza processuale ed extraprocessuale verso la società. Egli può far valere nei confronti di questa i diritti dei creditori obbligazionisti ed accettare garanzie in loro favore. Egli ha facoltà di assistere alle assemblee generali della società, di prendervi la parola sugli argomenti iscritti all'ordine del giorno e di avvalersi del diritto all'informazione secondo le modalità stabilite dall'articolo 90. La società deve far pervenire al rappresentante tutti i documenti di cui gli azionisti hanno il diritto di prendere conoscenza o di ricevere copia. Essa fa pervenire questi documenti ai creditori obbligazionisti che ne facciano richiesta.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 58

1. L'assemblea della categoria è convocata dal suo rappresentante o dal comitato di direzione della S.E. Gli obbligazionisti che detengono complessivamente almeno il cinque per cento delle obbligazioni in circolazione, od obbligazioni per un valoro nominale corrispondente ad almeno 250.000 unità di conto possono invitare per iscritto il rappresentante od il comitato di direzione a convocare l'assemblea.

2. L'assemblea è regolarmente costituita quando almeno tre quarti degli obbligazionisti sono presenti o rappresentati. Se tale quorum non è raggiunto, l'assemblea è convocata una seconda volta. In questo caso essa puo' deliberare prescindendo dal numero degli obbligazionisti presenti o rappresentati.

3. Per le deliberazioni dell'assemblea è sempre necessaria una maggioranza di almeno tre quarti dei voti validamente espressi.

4. Il diritto di voto è proporzionato al valore nominale delle obbligazioni. L'importo nominale minimo dà diritto ad un voto.

Articolo 58

1. L'assemblea della categoria è convocata dal suo rappresentante o dal comitato di direzione della S.E. I possessori di obbligazioni che detengono complessivamente almeno il dieci per cento delle obbligazioni in circolazione od obbligazioni per un valore nominale corrispondente ad almeno 250.000 unità di conto possono domandare per iscritto al rappresentante od al comitato di direzione di convocare l'assemblea.

2. L'assemblea è regolarmente costituita se obbligazioni che posseggono almeno il cinquanta per cento delle obbligazioni ancora in circolazione sono presenti o rappresentati. Se tale quorum non è raggiunto, si procede alla seconda convocazione. In questo caso non si richiede più alcun quorum. Di questa disposizione deve farsi menzione nell'avviso di convocazione.

3. Per le deliberazioni dell'assemblea è sempre necessaria la maggioranza dei tre quarti dei voti validamente espressi (*).

4. Le obbligazioni conferiscono un diritto di voto proporzionale al loro valore nominale. Il valore nominale minimo dà diritto ad un voto.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

.../...

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 58 | Articolo 58 |
| --- | --- |
| 5. L'assemblea è presieduta dal rappresentante della categoria o, in sua assenza, dal comitato di direzione della società. | 5. Immutato |
| 6. Per il resto si applicano per analogia le norme relative alla convocazione ed allo svolgimento delle assemblee generali. | 6. Per il resto si applicano le disposizioni relative alla convocazione ed allo svolgimento delle assemblee generali.(*). |

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 59

1. Le spese per la convocazione e lo svolgimento di assemblee della categoria, per la retribuzione del rappresentante o per i provvedimenti da prendere nell'interesse della stessa ed a tutela dei suoi diritti sono a carico della società.

2. Competente per le controversie fra la società e la categoria è il tribunale nella cui giurisdizione ha sede la S.E.

Articolo 59

1. Le spese per la convocazione e lo svolgimento delle assemblee della categoria, il compenso del rappresentante e le spese per i provvedimenti da prendersi nell'interesse della categoria ed a tutela dei suoi diritti sono a carico della società (*).

2. Competente a conoscere delle controversie fra la società e la categoria è il tribunale nella cui giurisdizione ha sede la S.E.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 60

1. L'emissione di obbligazioni convertibili in azioni, ai cui titolari venga riconosciuto un diritto di scambio o di opzione, puo' essere decisa soltanto mediante una deliberazione dell'assemblea generale presa alle condizioni previste per la modificazione dello statuto. Con la medesima deliberazione si deve costituire, previa rinuncia degli azionisti al loro diritto di opzione, un capitale autorizzato pari all'utilizzazione massima del diritto di scambio o di opzione.

2. Se si emettono obbligazioni convertibili in azioni, gli azionisti hanno un diritto di opzione, a meno che l'assemblea generale non decida diversamente.

3. Finché le obbligazioni convertibili in azioni sono in circolazione, la società non prende alcuna deliberazione che modifichi lo statuto o diminuisca i diritti dei possessori di dette obbligazioni, salvo che sia data loro facoltà, almeno tre mesi prima della deliberazione e mediante avviso pubblicato nei bollettini della società, di scambio, ovvero che la categoria abbia approvato la modificazione dello statuto.

Articolo 60

1. L'assemblea generale puo' autorizzare, mediante modificazione dello statuto, l'emissione di obbligazioni convertibili in azioni o di obbligazioni con diritto di sottoscrizione di azioni. Questa modificazione dello statuto comporta nel contempo la costituzione di un capitale autorizzato, il cui importo e la cui durata corrispondono all'utilizzazione massimale del diritto di cambio o di sottoscrizione e per il quale gli azionisti rinunciano al loro diritto di opzione.

2. Il capitale autorizzato, costituito in una o più volte per l'emissione di obbligazioni convertibili o conferenti diritto di sottoscrizione, non puo' superare complessivamente la metà del capitale sottoscritto.

3. Gli azionisti hanno un diritto di sottoscrizione delle obbligazioni convertibili proporzionali alla loro precedente partecipazione, a meno che l'assemblea generale deliberi diversamente secondo le disposizioni dell'articolo 43.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 60

3. Finché le obbligazioni convertibili in azioni sono in circolazione, la società non puo' prendere alcuna deliberazione che modifichi lo statuto e diminuisca i diritti dei possessori di dette obbligazioni, salvo che sia data loro facoltà, almeno tre mesi prima della deliberazione e mediante avviso pubblicato nei bollettini della società, di esercitare il proprio diritto di opzione o di scambio, ovvero che la categoria abbia approvato la modificazione dello statuto.

Articolo 60

4. Finché le obligazioni convertibili in azioni sono in circolazione, la società non puo' prendere alcuna deliberazione che modifichi lo statuto e limiti i diritti dei possessori di dette obbligazioni, salvo che sia data loro facoltà, almeno tre mesi prima della deliberazione e mediante avviso pubblicato nei bollettini della società, di esercitare il diritto di sottoscrizione o di cambio, ovvero che la categoria dei possessori di obbligazioni convertibili abbia approvato la modificazione dello statuto. (*)

5. Se i diritti di cambio o di sottoscrizione inerenti alle obbligazioni convertibil emesse sono stati esercitati o se sono stati esercitati soltanto in parte ma è spirato il termine a cio' stabilito, il comitato di direzione apporta le necessarie modifiche all statuto per iscrivervi il nuovo importo del capitale. Se i diritti di cambio o di sottoscrizione non sono stati esercitati nel ter ne stabilito, il comitato di direzione prov de a sopprimere nello statuto la disposizio relativa all'emissione di obbligazioni convertibili.

Dette modificazioni sono pubblicate nei bollettini della società.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano

Historical Archives of the European Commission

Articolo 60-a-

Articolo 60-a-

1. L'assemblea generale, deliberando secondo le modalità previste per modificazioni dello statuto, puo' decidere l'emissione di obbligazioni con partecipazione agli utili; i diritti dei portatori sono fissati in base all'utile della società.

2. L'articolo 60, paragrafo 4, si applica alle obbligazioni con partecipazione agli utili emesse.

Historical Archives of the European Commission

## Sezione quarta

## Altri titoli

Articolo 61

Non è ammessa l'emissione di altri titoli che conferiscano ai non azionisti un diritto di partecipazione agli utili o al patrimonio della società.

Articolo 61

Non è ammessa l'emssione di altri titoli che conferiscano ai non azionisti un diritto di partecipazione agli utili o al patrimonio sociale.(*)

Historical Archives of the European Commission

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

# TITOLO IV

## ORGANI

### Sezione Prima

### Comitato di direzione

Articolo 62

La società è amministrata da un comitato di direzione che esercita le sue funzioni sotto il controllo di un consiglio di vigilanza.

La società è gestita da un comitato di direzione che esercita le sue funzioni sotto il controllo di un consiglio di vigilanza.(*)

Historical Archives of the European Commission

(*) La modificazione vale soltanto per i testi inglese, italiano e tedesco.

Articolo 63

1. I membri del comitato di direzione sono nominati dal consiglio di vigilanza. Questo conclude con ciascuno di essi, a nome della società, un contratto nel quale sono stabiliti le modalità e l'ammontare della loro rimunerazione.

2. Membri del comitato di direzione possono essere soltanto persone fisiche.

3. Se il comitato di direzione è composto da uno o due membri, questi devono essere cittadini di uno Stato membro. Negli altri casi la presente disposizione si applica alla maggioranza del comitato di direzione.

4. Non possono essere membri del comitato di direzione gli incapaci e coloro che, a norma della legislazione di uno Stato membro, non possono, a causa di condanna penale o di fallimento, esercitare le funzioni inerenti a tale carica.

Articolo 63

1. I membri del comitato di direzione sono nominati dal consiglio di vigilanza. Il consiglio stipula con ciascuno di essi, a nome della società, un contratto che fissa il modo e l'ammontare della sua rimunerazione. I membri del primo comitato di direzione sono nominati nello statuto della S.E.

2. La nomina dei membri del comitato di direzione non può essere fatta per un periodo superiore a sei anni. Il loro mandato è rinnovabile.

3. Immutato (vecchio paragrafo 2)

4. Non può essere membro del comitato di direzione chi
- in base alla legislazione cui è soggetto o
- a seguito di decisione giudiziale pronunciata conformemente alla legge di uno Stato membro

sia escluso da tale ufficio.

Historical Archive of the European Commission

(Articolo 63)

5. Lo Statuto determina il numero massimo dei membri del comitato di direzione.

6. Se il comitato di direzione è costituito da più di un membro, il consiglio di vigilanza può nominare presidente uno di essi. Lo stesso consiglio nomina anche il membro del comitato di direzione che deve occuparsi di questioni del personale e dei rapporti di lavoro.

7. Il consiglio di vigilanza può, nella sua qualità per gravi motivi, revocare il mandato dei membri del comitato di direzione e del presidente. La revoca comporta la cessazione immediata e definitiva dalle funzioni. Gli altri effetti della revoca sono determinati dal contratto e dalla legislazione ad esso applicabile.

(Articolo 63)

5. Lo statuto stabilisce il numero massimo dei membri del comitato di direzione. (*)

6. Se il comitato di direzione è costituito da più membri, il consiglio di vigilanza può scegliere fra questi il presidente.

(Cfr. anche articolo 64, paragrafo 2, del nuovo testo)

7. Il consiglio di vigilanza può, per grave motivo, revocare i membri del comitato di direzione e il presidente. La revoca, anche se invalidata da decisione giudiziale, comporta comunque l'immediata e definitiva cessazione dall'ufficio. Gli altri effetti della revoca sono determinati dal contratto e dalla legge ad esso applicabile.

---

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 64

1. Il comitato di direzione è investito dei più ampi poteri per compiere, nell'interesse della Società, tutti gli atti che non siano stati espressamente attribuiti ad altri organi dal presente Statuto.

2. Il comitato di direzione è organo collegiale se composto di più membri. Fatta salva la norma dell'articolo 63, paragrafo 6, nell'ambito del comitato di direzione i compiti possono essere ripartiti fra i vari membri con effetti puramente interni. Il consiglio di vigilanza può in qualsiasi momento definire mediante regolamento le modalità di funzionamento interno del comitato di direzione.

Articolo 64

1. Il comitato di direzione ha il potere di compiere, nell'interesse della società, tutti gli atti che non siano stati espressamente attribuiti dal presente statuto alla competenza di altri organi della società. (*)

2. Se composto di più membri, il comitato di direzione è organo collegiale. I suoi membri possono ripartirsi fra loro le varie attribuzioni; la ripartizione ha solo effetti interni. Il consiglio di vigilanza determina le competenze, all'interno del comitato di direzione, per le questioni relative al personale ed ai rapporti di lavoro.

3. Il consiglio di vigilanza può, sentito il comitato di direzione, stabilirne mediante regolamento le modalità di funzionamento interno.

---

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 65

1. Se il comitato di direzione è composto di più membri, ciascuno di essi ha il potere di rappresentare la Società nei rapporti con i terzi, salvo contrarie disposizioni dello Statuto, che peraltro non sono opponibili ai terzi.

2. Il comitato di direzione puo' nominare dei procuratori conferendo loro determinati poteri di rappresentanza. La nomina dei procuratori e la determinazione dei loro poteri sono soggetti all'approvazione del consiglio di vigilanza.

Cfr. art. 67 della proposta originaria.

Articolo 65

1. Se il comitato di direzione è composto di più membri, ciascuno di essi ha il potere di rappresentare la società nei rapporti con i terzi, salvo contrarie disposizioni dello statuto. Queste disposizioni non sono opponibili ai terzi. (*)

2. Il comitato di direzione puo', con il consenso del consiglio di vigilanza, conferire ad una o più persone un potere di rappresentanza generale e non limitabile. Questo potere di rappresentanza puo' essere revocato in qualunque tempo dal comitato di direzione.

3. Gli atti compiuti dai membri del comitato di direzione o da coloro che hanno la rappresentanza generale, vincolano la società verso i terzi, anche se tali atti sono estranei all'oggetto sociale, a meno che essi eccedano i poteri conferiti dal presente Statuto al comitato di direzione.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 65

3. Qualsiasi mutamento nella composizione del comitato di direzione, la nomina o revoca dei procuratori, i poteri a ciascuno di essi conferiti e ogni modificazione degli stessi devono essere comunicati a cura del comitato di direzione all'ufficio del registro europeo delle imprese.

4. Finché la registrazione delle dette comunicazioni non sia stata pubblicata nei bollettini della Società esse non sono opponibili ai terzi, a meno che la Società provi che questi ne avevano conoscenza. Per contro i terzi possono sempre avvalersene.

5. La registrazione dei nomi dei membri del comitato di direzione e dei procuratori rende qualsiasi irregolarità nella loro nomina non opponibile ai terzi, a meno che la società dimostri che questi ne hanno avuto conoscenza.

Articolo 65

4. Ogni mutamento nella composizione del comitato di direzione e ogni nomina o revoca di coloro che hanno la rappresentanza generale devono essere notificati, a cura del comitato di direzione, al registro europeo delle imprese ai fini della registrazione e della pubblicazione nei bollettini della società.

5. La nomina e la revoca dei membri del comitato di direzione e di coloro che hanno la rappresentanza generale producono effetti nei confronti dei terzi, secondo le disposizioni dell'articolo 9-a Dopo la registrazione nel registro europeo delle imprese, i vizi della nomina dei membri del comitato di direzione o di coloro che hanno la rappresentanza generale non sono opponibili ai terzi, salvo che la società provi che questi ne avevano conoscenza.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 66

1. Sono soggetti all'approvazione del consiglio di vigilanza le decisioni del comitato di direzione che riguardano:

a) la cessazione o il trasferimento dell'impresa o di parte di essa;

b) rilevanti limitazioni o estensioni dell'attività imprenditoriale;

c) importanti modificazioni nella organizzazione dell'impresa;

d) l'inizio o la cessazione della cooperazione permanente con altre imprese

devono essere precedentemente autorizzate dal consiglio di vigilanza.

Articolo 66

1. Gli atti del comitato di direzione che riguardano:

a) la chiusura od il trasferimento di stabilimenti o di parti importanti di stabilimenti;

b) importanti riduzioni, ampliamenti o modificazioni dell'attività della impresa;

c) immutato;

d) l'inizio o la cessazione di una cooperazione permanente con altre imprese. (*)

sono soggetti all'autorizzazione preventiva del consiglio di vigilanza. L'autorizzazione è necessaria anche se tali atti riguardano un'impresa di gruppo dipendente dalla S.E.

2. Ai fini dell'applicazione del paragrafo 1 si tiene conto dell'incidenza dei provvedimenti sulla natura e sul volume dell'attività dell'impresa, nonché sull'occupazione nella S.E. e nelle imprese di gruppo da essa dipendenti.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 66

2. Oltre che nei casi previsti dal paragrafo 1, lo statuto puo' subordinare all'approvazione del consiglio di vigilanza determinati negozi giuridici, espressamente indicati. Nei casi previsti dal paragrafo 1, come nel caso del presente paragrafo, il difetto di detta approvazione non è opponibile ai terzi.

Articolo 66

3. Oltre che nei casi di cui al paragrafo 1 e negli altri previsti dal presente Satuto, lo statuto della S.E. puo' subordinare all'autorizzazione del consiglio di vigilanza altri atti, espressamente indicati, del comitato di direzione.

4. La mancanza o l'irregolarità dell'autorizzazione degli atti del comitato di direzione da parte del consiglio di vigilanza non è opponibile ai terzi, a meno che la società dimostri che è i terzi avevano conoscenza della mancanza o dell'irregolarità dell'autorizzazione o, date le circostanze, non potevano ignogarla.

5. Restano salve le disposizioni relative ai poteri dell'assemblea generale, del comitato aziendale di gruppo e del C.A.E.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 67 | Articolo 67 |
| --- | --- |
| Nei rapporti con i terzi la Società risponde dei negozi giuridici compiuti dai membri del comitato di direzione, anche se tali negozi esulino dall'oggetto sociale, a meno che essi eccedano i poteri attribuiti al comitato di direzione dal presente Statuto. Le limitazioni statutarie di tali poteri non sono opponibili ai terzi. | Soppresso. Cfr. articolo 65, paragrafo 3, del nuovo testo. |

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 68 | Articolo 68 |
| --- | --- |
| 1. Nel termine di tre mesi dalla chiusura di ogni esercizio il comitato di direzione presenta al consiglio di vigilanza un progetto dei conti annui e della relazione annuale per l'esercizio decorso. | 1. Soppresso. |
| 2. Il comitato di direzione presenta una relazione al consiglio di vigilanza, almeno ogni trimestre, sull'andamento degli affari della SE e delle società da essa dominate. Esso allega alla relazione il rendiconto trimestrale di gestione. | 2. Soppresso. |
| 3. Il comitato di direzione comunica inoltre senza indugio al presidente del consiglio di vigilanza ogni affare importante. Per affare importante s'intende anche qualsiasi avvenimento occorso in una società dominata e che possa avere una notevole influenza sulla situazione della SE. Le relative comunicazioni al presidente del consiglio di vigilanza devono figurare nella successiva relazione trimestrale. | 3. Soppresso. |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 69

1. I membri del comitato di direzione non possono far parte del consiglio di vigilanza.

2. I membri del comitato di direzione non possono svolgere alcuna altra attività professionale, né essere nominati membri del consiglio di vigilanza di altra società, se non vi siano stati espressamente autorizzati dal consiglio di vigilanza.

3. Ai membri del comitato di direzione è fatto divieto di contrarre, in qualsiasi forma, prestiti presso la Società o le società da essa dominate, farsi da esse concedere fidi in conto corrente o in altro modo, e farsi accordare fideiussioni o avalli nei confronti dei terzi. Il medesimo divieto si applica anche al coniuge, agli ascendenti e ai discendenti dei membri del comitato di direzione, nonché ad ogni interposta persona.

4. Ogni accordo cui partecipi la Società e al quale un membro del comitato di direzione sia, ancorché indirettamente, interessato, è soggetta all'approvazione del consiglio di vigilanza. Il membro interessato deve all'uopo comunicare per iscritto il progettato accordo al consiglio di vigilanza. Il difetto di approvazione non è opponibile ai terzi, a meno che la Società non provi che costoro ne erano a conoscenza.

Articolo 69

1. Immutato.

2. I membri del comitato di direzione non possono svolgere alcuna altra attività professionale, né accettare la nomina a membro del consiglio di vigilanza di altra società, se non vi siano stati espressamente autorizzati dal consiglio di vigilanza. (*)

3. Ai membri del comitato di direzione è fatto divieto di contrarre, in qualsiasi forma, prestiti con la società o le società da essa dominate, farsi da esse concedere crediti in bianco utilizzabili in conto corrente o in altro modo, e farsi prestare fideiussioni o avalli nei confronti dei terzi. Il medesimo divieto si applica anche al coniuge, agli ascendenti e ai discendenti dei membri del comitato di direzione, nonché ad ogni interposta persona. (*)

4. Ogni accordo di cui la Società sia parte ed al quale un membro del comitato di direzione sia, anche indirettamente, interessato, è soggetto alla preventiva autorizzazione del consiglio di vigilanza.

L'interessato non può prendere parte alla deliberazione del comitato di direzione su tale accordo.

Ogni membro del comitato di direzione o del consiglio di vigilanza che apprenda essere imminente la stipulazione di tale accordo, deve informare i due organi. Il consiglio di vigilanza ragguaglia ogni anno l'assemblea generale sulle autorizzazioni date.

Nei riguardi dei terzi si applica l'articolo 66, paragrafo 4.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano

Historical Archives of the European Commission

Articolo 70

1. I membri del comitato di direzione devono adoperare, nella loro gestione, la diligenza del buon amministratore e curare gli interessi della società e del suo personale.

2. Essi sono tenuti alla riservatezza delle informazioni di carattere riservato che riguardino la Società o le società da essa dominate. Tale obbligo persiste anche dopo la cessazione dalle funzioni.

Articolo 70

1. I membri del comitato di direzione devono adoperare nella loro gestione la diligenza del buon amministratore e curare gli interessi della società e dei suoi dipendenti. (*)

2. Essi sono tenuti a conservare il segreto sulle informazioni riservate riguardanti la società o le imprese da essa dipendenti. Tale obbligo sussiste anche dopo la cessazione dall'ufficio (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano

Historical Archives of the European Commission

Articolo 71

1. I membri del comitato di direzione sono solidalmente responsabili verso la Società per le violazioni delle disposizioni del presente Statuto e dello statuto della società, nonché di qualsiasi comportamento in cui sia configurabile una loro colpa.

2. Essi sono esonerati da ogni responsabilità, qualora provino che non è loro imputabile alcuna colpa ed abbiano denunciato, per iscritto, senza indugio dopo averne avuta conoscenza, gli atti o le omissioni al consiglio di vigilanza.

3. L'autorizzazione data dal consiglio di vigilanza non libera i membri del comitato di direzione dalla loro responsabilità.

4. Le azioni di responsabilità contro i membri del comitato di direzione si prescrivono nel termine di tre anni dal compimento dell'atto contestato o, in caso di dissumulazione, dal momento della scoperta.

Articolo 71

1. I membri del comitato di direzione sono responsabili verso la società dei danni derivanti da inosservanza delle disposizioni del presente Statuto o dello statuto della società o da ogni altro inadempimento dei loro doveri.

2. I membri del comitato di direzione sono solidalmente ed illimitatamente responsabili. Può essere sollevato dalla responsabilità quello fra essi che provi di essere immune da colpa ed abbia denunziato per iscritto al consiglio di vigilanza l'atto o l'omissione pregiudizievole subito dopo averne avuta conoscenza.

3. L'autorizzazione data dal consiglio di vigilanza non solleva i membri del comitato di direzione dalla loro responsabilità.

4. I membri del comitato di direzione non sono sollevati dalla loro responsabilità neppure se l'assemblea generale dà loro il discarico o ne approva il comportamento.

5. (Vecchio paragrafo 4). L'azione di responsabilità contro i membri del comitato di direzione si prescrive in tre anni a decorrere dall'atto contestato o, se questo è stato dissimulato, dalla sua scoperta (*).

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 71 | Articolo 71 |
| --- | --- |
| 5. In caso di fallimento della società, l'azione di responsabilità contro i membri del comitato di direzione puo' essere proposta anche dal curatore. | Soppresso<br>Cfr. articolo 72, paragrafo 5, del nuovo testo. |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 72

1. Il consiglio di vigilanza e l'assemblea generale possono decidere di promuovere l'azione sociale di responsabilità contro i membri del comitato di direzione o contro uno di essi. L'azione è intentata dal consiglio di vigilanza. L'assemblea può però nominare un procuratore ad litem.

2. L'azione può essere anche intentata, in nome e per conto della Società, da uno o più azionisti che detengano almeno il 5 per cento del capitale o azioni per un importo nominale corrispondente a 100.000 unità di conto. A tale scopo gli azionisti, se sono più di uno, nominano un procuratore ad litem.

Articolo 72

1. L'azione sociale di responsabilità contro i membri del comitato di direzione , o contro uno di essi, puo' essere deliberata dal consiglio di vigilanza e dall'assemblea generale. La maggioranza richiesta per la deliberazione dell'assemblea generale non può essere superiore alla maggioranza semplice dei voti validamente espressi.

2. L'azione sociale è promossa dal consiglio di vigilanza. Se a decidere di promuoverla è l'assemblea generale, questa può nominare un procuratore ad litem.

3. (Vecchio par. 2). L'azione sociale puo' anche essere promossa, a nome e per conto della società, da uno o più azionisti che detengono almeno il cinque per cento del capitale o azioni per un importo nominale corrispondente ad almeno 100.000 unità di conto. A tale scopo gli azionisti, se sono più di uno, nominano un procuratore ad litem. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

.../...

Historical Archives of the European Commission

( Articolo 72 )

3. Gli attori possono richiedere il risarcimento dell'intero danno subito dalla società cui spetta in caso di vittoria il risarcimento stesso. Se la domanda viene accolta, le spese del processo sono interamente a carico della Società.

4. Se l'azione di cui al paragrafo 2 del presente articolo è rigettata, gli attori possono essere condannati personalmente alle spese tanto della Società quanto dei convenuti e, in caso di azione abusiva, al risarcimento dei danni provocati ai convenuti od alla Società.

( Articolo 72 )

4. L'azione di responsabilità contro i membri del comitato di direzione può essere anche proposta da un creditore della società che provi di non poter ottenere da essa il soddisfacimento del suo credito.

5. In caso di fallimento della società, l'azione sociale di responsabilità contro i membri del comitato di direzione può essere promossa anche dal curatore.

6. I ricorrenti possono chiedere il risarcimento dell'intero danno subito dalla società. Se la domanda è accolta, il risarcimento è dovuto alla società. Questa è in tal caso tenuta a rimborsare ai ricorrenti le spese da essi sostenute, sempreché queste non siano state rifuse dai convenuti.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 72-a-

1. I membri del comitato di direzione sono responsabili verso gli azionisti della S.E. e verso i terzi dei danni da essi subiti personalmente e derivanti da inosservanza delle disposizioni del presente Statuto, dello statuto della società o da ogni altro inadempimento dei doveri inerenti al loro ufficio.

2. Si applica l'articolo 71, paragrafi da 1 a 5.

Historical Archives of the European Commission

Sezione seconda

Il consiglio di vigilanza

Articolo 73

1. Il consiglio di vigilanza esercita il controllo corrente sulla gestione della Società svolta dal comitato di direzione. Almeno ogni tre mesi il comitato di direzione presenta al consiglio di vigilanza una relazione sulla gestione della Società e delle sue filiali o divisioni. Tale relazione deve vertere in particolare sui rapporti fra la Società e le imprese che con essa costituiscono un gruppo.

Il consiglio di vigilanza puo' chiedere in qualsiasi momento al comitato di direzione una relazione speciale sulla gestione della Società o su punti particolari relativi ai rapporti di affari. Esso puo' in particolare chiedere ragguagli su eventuali occorsi nell'ambito di imprese del gruppo, quando tali eventi possono avere una rilevante influenza sulla situazione della Società.

Il comitato di direzione è tenuto a informare di propria iniziativa e senza indugio il consiglio di vigilanza, qualora abbia avuto conoscenza di tali eventi.

2. Il consiglio di vigilanza fa conoscere il proprio parere al comitato di direzione, su richiesta di questo o di propria iniziativa, in merito a ogni questione importante per la Società.

Articolo 73

1. Il consiglio di vigilanza esercita il controllo permenente sulla gestione della società da parte del comitato di direzione.

2. Il consiglio di vigilanza fa conoscere il proprio parere al comitato di direzione, a richiesta di questo o di propria iniziativa, su ogni questione rilevante per la società. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 73

3. Fatta eccezione per i casi espressamente disciplinati dal presente Statuto, il consiglio di vigilanza non puo' intervenire direttamente nella gestione della Società né rappresentarla nei confronti dei terzi. Nei riguardi di uno o più membri del comitato di direzione il consiglio di vigilanza rappresenta la Società in giudizio o in sede di conclusione di contratti fra la Società e un membro del comitato stesso.

4. In caso di vacanza di un posto nel comitato di direzione o di impedimento di uno o più membri di esso, il consiglio di vigilanza puo' nominare come sostituti, per una durata stabilita in precedenza che non puo' superare un anno, uno o più dei propri membri. Questi come sostituti, durante il periodo della sostituzione, non possono esercitare le funzioni di membro del consiglio di vigilanza. Ai sostituti si applicano le disposizioni della prima sezione del presente titolo.

Articolo 73

3. Il consiglio di vigilanza non puo' intervenire direttamente nella gestione della società né rappresentarla nei confronti dei terzi. Nei confronti dei membri del comitato di direzione, o di uno di essi, il consiglio di vigilanza rappresenta la società in giudizio o nella stipulazione di contratti fra la società e singoli membri del comitato di direzione.

4. Soppresso.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 73 - a -

1. Il comitato di direzione presenta al consiglio di vigilanza, almeno ogni tre mesi, una relazione sulla gestione e sull'andamento dagli affari della società e delle imprese da essa dipendenti. Alla relazione esso allega una situazione contabile trimestrale.

2. Il comitato di direzione informa senza indugio il presidente del consiglio di vigilanza di ogni questione rilevante, nonché di ogni fatto che avvenga in un'impresa dipendente e possa avere influenza notevole sulla situazione della SE. Questi ragguagli devono figurare nella successiva relazione trimestrale.

3. Il consiglio di vigilanza può in qualunque tempo esigere dal comitato di direzione una relazione speciale su questioni riguardanti la società o le imprese da essa dipendenti.

4. Il consiglio di vigilanza, o un terzo dei suoi membri, possono esigere dal comitato di direzione ragguagli e documenti su fatti che possono avere notevole influenza sulla società o sulle imprese da essa dipendenti. Il comitato di direzione è tenuto a fornire contemporaneamente a tutti i membri del consiglio di vigilanza i ragguagli e documenti richiesti.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 73 - a

5. Il consiglio di vigilanza, o un terzo dei suoi membri, hanno il diritto di esaminare i libri sociali, la corrispondenza, i verbali e tutte le scritture della società. Il consiglio di vigilanza, o un terzo dei suoi membri, possono delegare l'esercizio di questo diritto ad uno o più membri del consiglio stesso.

Il consiglio di vigilanza o un terzo dei suoi membri, possono dare incarico ad uno o più esperti di eseguire i controlli che loro appaiano necessari.

Tutti i membri del consiglio di vigilanza vengono informati nello stesso tempo e senza indugio del risultato di questi esami e controlli.

6. Ciascuno dei membri del consiglio di vigilanza ha facoltà di prendere conoscenza di tutti i documenti e di tutti i ragguagli forniti dal comitato di direzione al consiglio di vigilanza.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74

1. Il numero dei membri del consiglio di vigilanza dev'essere divisibile per tre. Esso non puo' essere inferiore a dodici, se la S.E. dispone di unità aziendali in più di uno Stato membro.

2. Soltanto le persone fisiche possono essere membri del consiglio di vigilanza. Il numero massimo di questi ultimi è statibilito nello statuto. Ad essi si applica l'articolo 63, paragrafo 4.

Articolo 74

1. soppresso.

1. Possono essere membri del consiglio di vigilanza soltanto persone fisiche.

L'ufficio di membro del consiglio di vigilanza non può essere contemporaneamente ricoperto in più di dieci società. Se un membro del consiglio di vigilanza siede in più consigli di vigilanza entro un gruppo di società, questi seggi contano soltanto per due al massimo. Nessun membro del consiglio di vigilanza della S.E. puo' far parte dell'organo amministrativo di un'impresa dipendente dalla S.E.

2. Non puo' essere membro del consiglio di vigilanza chi

- in base alla legislazione cui è soggetto o
- a seguito di decisione giudiziale pronunciata conformemente alla legge di uno Stato membro

sia escluso da tale ufficio.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74

3. Fatto salvo il disposto dell'articolo 137, i membri del consiglio di vigilanza sono nominati dall'assemblea generale per una durata stabilita nello statuto. Tale durata non puo' superare i cinque anni.

Articolo 74

soppresso

Cfr. articolo 74-a- del nuovo testo.

3. Lo statuto stabilisce il numero dei membri del consiglio di vigilanza. Il numero dev'essere dispari e divisibile per tre.

Esso è almeno di nove, se la S.E. ha stabilimenti in più Stati membri.

Se la S.E. è l'impresa dominante di un gruppo, gli stabilimenti delle imprese del gruppo sono considerati come stabilimenti della S.E. ai fini dell'applicazione del presente paragrafo.

4. Se, in applicazione del precedente paragrafo, si deve aumentare il numero dei membri del consiglio di vigilanza, la composizione di questo rimane immutata fino alla successiva assemblea generale che delibera sul bilancio annuale.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74-a-

1. Il consiglio di vigilanza è composto per un terzo da rappresentanti degli azionisti, per un terzo da rappresentanti dei lavoratori e per un terzo da membri cooptati da questi due gruppi.

2. I rappresentanti degli azionisti sono designati in conformità dell'articolo 75.

3. I rappresentanti dei lavoratori sono designati in conformità dell'art.137.

4. I membri cooptati del consiglio di vigilanza sono designati in conformità degli articoli 75-a e 75-b.

5. Il comitato di direzione notifica senza indugio al registro europeo delle imprese la composizione del consiglio di vigilanza, nonchè ogni mutamento di essa.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74-b-

1. Dopo la costituzione della S.E., il consiglio di vigilanza adempie le sue funzioni esclusivamente per il tramite dei membri che rappresentano gli azionisti fino al giorno in cui sono eletti i rappresentanti dei lavoratori.

2. A partire da questa data il consiglio adempie le sue funzioni anche in assenza dei membri dell'ultimo terzo non ancora eletti.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74-c-

1. La durata del mandato del consiglio di vigilanza è di quattro anni. I membri del consiglio di vigilanza sono rieleggibili.

2. Se alla scadenza del mandato del consiglio di vigilanza non sono stati ancora eletti nuovi membri, i membri uscenti rimangono in carica fino a che abbia avuto luogo l'elezione, per un periodo massimo di sei mesi.

3. Il mandato dei primi membri eletti o designati spira quattro anni dopo la costituzione della S.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74-d-

1. Il mandato dei membri del consiglio di vigilanza termina anche per dimissioni e per cessazione delle condizioni di eleggibilità.

2. In caso di cessazione anticipata dell'ufficio, di esclusione giudiziale o di impedimento permanente di un membro del consiglio di vigilanza, subentra il supplente.

3. Se non è stato eletto un supplente o se il supplente è impedito ad assumere l'ufficio, viene eletto per la durata rimanente del mandato un nuovo membro con le modalità qui di seguito indicate.

Se si tratta di sostituire un membro che rappresenta gli azionisti o i lavoratori, il subentrante è eletto dal corrispondente gruppo di membri del consiglio di vigilanza. Se si tratta di sostituire un membro dell'ultimo terzo, il subentrante è cooptato da tutti i rimanenti membri del consiglio di vigilanza.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74 - e -

1. Il tribunale nella cui circoscrizione è stabilita la sede della S.E. puo', su domanda, escludere un membro del consiglio di vigilanza per grave inadempimento dei doveri che gli spettano in virtù del presente Statuto.

La domanda puo' essere proposta dalla assemblea degli azionisti, dall'organo rappresentativo dei lavoratori e dal consiglio di vigilanza.

La domanda puo' essere anche proposta

- da uno o più azionisti che rappresentino una parte del capitale della S.E. non inferiore al dieci per cento o azioni per un importo nominale di almeno 200.000 u.c., oppure
- da un quarto dei lavoratori aventi diritto di voto in conformità dell'art. 2 dell'allegato III del presente Statuto.

2. Sono organi rappresentativi dei lavoratori ai sensi del paragrafo 1:

a) il comitato aziendale europeo

b) se non deve essere istituito un comitato aziendale europeo:

Historical Archives of the European Commission

Articolo 74-e-

aa) l'organo rappresentativo dei lavoratori esistente nella S.E. a livello dell'impresa o, in mancanza di un organo rappresentativo centrale, l'insieme degli organi rappresentativi dei lavoratori costituiti a livello degli stabilimenti ai sensi dell'allegato I del presente Statuto;

bb) i rappresentanti riconosciuti dei lavoratori nell'impresa della S.E. negli Stati membri in cui non esistono organi rappresentativi dei lavoratori ai sensi dell'allegato I del presente Statuto;

c) se presso una S.E. dev'essere istituito un comitato aziendale di gruppo, questo è altresi' organo rappresentativo dei lavoratori ai sensi della presente disposizione.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 75

1. I membri del consiglio di vigilanza possono essere rieletti.

2. I membri del consiglio di vigilanza nominati dall'assemblea generale possono essere da essa revocati in qualsiasi momento dalla stessa.

3. Se nello statuto è stabilito un limite di età, il membro del consiglio di vigilanza che abbia raggiunto tale limite rimane in carica sino alla fine della successiva assemblea generale.

Articolo 75

soppresso
Cfr. articolo 74-c- paragrafo 1 del nuovo testo

1. I membri del consiglio di vigilanza rappresentanti gli azionisti sono eletti dall'assemblea generale. Questa puo' eleggere un uguale numero di supplenti. I membri rappresentanti gli azionisti nel primo consiglio di vigilanza sono nominati nello statuto della S.E.

2. Lo statuto puo' in deroga al disposto dell'articolo 91, paragrafo 2, prevedere un modo di elezione che dia anche ad una minoranza di azionisti la possibilità di eleggere uno o più membri del consiglio di vigilanza.

3. I membri del consiglio di vigilanza nominati dall'assemblea generale o nello statuto possono essere in qualunque tempo sostituiti dall'assemblea generale.

4. La statuto puo' fissare un limite d'età per i membri del consiglio rappresentati gli azionisti. Il membro del consiglio di vigilanza che raggiunge il limite d'età, rimane in carica sino alla fine della successiva assemblea generale che delibera sul bilancio annuale.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 75 | Articolo 75 |
| --- | --- |
| 4. Qualora il numero dei membri del consiglio di vigilanza diventi inferiore al minimo legale, il comitato di direzione convoca senza indugio l'assemblea generale per completare tale numero. | soppresso. |
| 5. Qualsiasi mutamento nella composizione del consiglio di vigilanza deve essere comunicato senza indugio dal comitato di direzione all'ufficio del registro europeo delle imprese. | soppresso. Cfr. articolo 74-a-, paragrafo 5 del nuovo testo. |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 75-a-

1. Hanno diritto di presentare candidati per l'ultimo terzo da cooptare al consiglio di vigilanza

- l'assemblea generale;
- l'organo rappresentativo dei lavoratori;
- il comitato di direzione.

2. Sono organi rappresentativi dei lavoratori ai sensi della presente disposizione:

a) il comitato aziendale europeo,

b) se non deve essere istituito un comitato aziendale europeo:

aa) l'organo rappresentativo dei lavoratori esistente nella S.E. a livello della impresa o, in mancanza di un organo rappresentativo centrale, l'insieme degli organi rappresentativi dei lavoratori costituiti a livello degli stabilimenti ai sensi dell'allegato I del presente Statuto;

bb) i rappresentanti riconosciuti dei lavoratori nell'impresa della S.E. negli Stati membri in cui non esistono organi rappresentativi dei lavoratori ai sensi dell'allegato I del presente Statuto;

cc) i rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza in mancanza di una delle rappresentanze definite alle lettere aa) e bb).

Historical Archives of the European Commission

Articolo 75-a-

c) se presso una S.E. deve essere istituito un comitato aziendale di gruppo, questo è altr organo rappresentativo dei lavoratori ai sensi della presente disposizione.

3. Possono essere proposte soltanto persone che rappresentino interessi di carattere generale, che abbiano la competenza necessaria e che non siano direttamente legati agli interessi degli azionisti, dei lavoratori o delle loro rispettive organizzazioni.

4. Nella costituzione di una S.E., in luogo dell'assemblea generale, hanno diritto di presentare candidati gli organi delle società fondatrici competenti per l'approvazione dell'atto costitutivo.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 75-b-

1. E' eletto, fra i candidati proposti come membri da cooptare, soltanto quello che raccoglie almeno i due terzi dei voti. Nello stesso modo puo' essere eletto un supplente per ciascuno dei membri da cooptare.

2. Se, per uno o più membri da cooptare non è raggiunta al primo scrutinio la maggioranza prescritta, si deve procedere, per tali membri, ad un'altra votazione sulla base di nuove proposte.

3. L'assemblea generale e l'organo rappresentativo dei lavoratori ai sensi dell'articolo 75a possono abilitare una o più persone a proporre nuovi candidati a loro nome. Se non è stato abilitato alcuno, i rappresentanti degli azionisti ed i rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza sono considerati abilitati a proporre nuovi candidati, i primi a nome dell' assemblea generale, i secondi a nome dell'organo rappresentativo dei lavoratori.

4. Se, dopo due ulteriori scrutini, non è raggiunta la maggioranza richiesta per l'elezione di uno o più membri cooptati, un organo arbitrale procede alla loro nomina.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 75-b-

5. L'organo arbitrale si compone di due assessori e di un presidente. Gli assessori sono designati, l'uno dai rappresentanti degli azionisti, l'altro dai rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza. Il presidente è designato di comune accordo dagli assessori. Se questi non possono accordarsi sulla persona del presidente, questi è designato dal presidente del tribunale nella cui giurisdizione è stabilita la S.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 76

1. Il consiglio di vigilanza elegge tra i suoi membri un presidente e un vice-presidente.

2. Il presidente del consiglio di vigilanza convoca quest'ultimo sia d'ufficio sia su richiesta motivata di un membro del consiglio di vigilanza o del comitato di direzione. Se la richiesta non viene accolta nel termine di quindici giorni, il consiglio di vigilanza può essere convocato da chi ne ha fatto domanda.

3. I membri del comitato di direzione partecipano alle riunioni del consiglio di vigilanza, a meno che questo decida diversamente. Essi hanno voto consultivo.

Articolo 76

1. Il consiglio di vigilanza sceglie tra i suoi membri il presidente ed uno o più vicepresidenti.

2. Il presidente convoca il consiglio di vigilanza d'ufficio o su richiesta di un membro del consiglio stesso o su richiesta del comitato di direzione. Nella richiesta si devono indicare i motivi della convocazione. Se la richiesta non viene soddisfatta nel termine di quindici giorni, il consiglio puo' essere convocato da chi ha fatto la richiesta.

3. Immutato.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 77

1. Il comitato di direzione fornisce una documentazione scritta su tutte le questioni che figurano all'ordine del giorno stabilito dal presidente del consiglio di vigilanza. L'ordine del giorno e la documentazione sono inviati dal comitato di direzione ad ogni membro del consiglio di vigilanza.

2. Le deliberazioni del consiglio di vigilanza sono valide soltanto se è presente almeno la metà dei membri di esso.

3. A meno che lo statuto preveda una più ampia maggioranza, le deliberazioni sono prese a maggioranza dei membri presenti.

4. I membri assenti del consiglio di vigilanza possono prendere parte alle deliberazioni dando mandato ad un membro presente di rappresentarli ovvero esprimendo per suo tramite e per iscritto il proprio voto.

5. Alle condizioni previste nello statuto le deliberazioni possono essere prese per iscritto, in particolare mediante scambio di telegrammi o di telescritti su un determinato punto dell'ordine del giorno, qualora nessun membro faccia opposizione a tale procedura.

Articolo 77

1. L'ordine del giorno è stabilito dal presidente. Il comitato di direzione deve fornire tempestivamente una documentazione scritta su tutti gli argomenti iscritti all'ordine del giorno. L'ordine del giorno e la documentazione devono essere inviati tempestivamente ad ogni membro del consiglio di vigilanza. Ogni membro del consiglio di vigilanza o del comitato di direzione può chiedere l'iscrizione di altri argomenti all'ordine del giorno.

2. immutato.

diviene il paragrafo 4 del nuovo testo.

3. I membri assenti possono prendere parte alle deliberazioni dando potere di rappresentarli ad un membro presente.

4. Salvo che lo statuto preveda una maggioranza più elevata, le deliberazioni sono prese a maggioranza dei membri presenti o rappresentati.

5. Alle condizioni previste dallo statuto, può aversi deliberazione per iscritto, in particolare mediante scambio di telegrammi o di telescritti, su un punto determinato, e se nessun membro si oppone a tale procedura.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 77

6. Il comitato di direzione redige un verbale delle deliberazioni del consiglio di vigilanza, sottoponendolo all'esame ed alla firma del presidente del consiglio di vigilanza. Se i membri del comitato di direzione non sono presenti alla riunione del consiglio di vigilanza o quest'ultimo prende le proprie deliberazioni per iscritto, il presidente dà incarico a un membro del consiglio di vigilanza stesso di redigere il verbale.

Articolo 77

6. Delle deliberazioni del consiglio di vigilanza deve redigersi verbale che il presidente sottoscrive. Copie del verbale sono da inviare senza indugio ai membri del consiglio di vigilanza.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 78

Al consiglio di vigilanza spetta un diritto illimitato di ispezione e di controllo su tutte le operazioni della Società; esso ha facoltà di consultare in loco i libri, la corrispondenza, i verbali e in genere tutte le scritture della Società.

Articolo 78

soppresso

Cfr. articolo 73-a-, paragrafo 5.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 79

1. Lo statuto o l'assemblea generale possono accordare un compenso ai membri del consiglio di vigilanza.

2. Ai membri del consiglio di vigilanza è fatto divieto di contrarre, in qualsiasi forma, prestiti presso la Società o le società da essa dominate, farsi da esse concedere fidi in conto corrente o in altro modo e farsi dare fideiussioni o avalli nei confronti dei terzi. Il medesimo divieto si applica anche al coniuge, agli ascendenti e ai discendenti dei membri del consiglio di vigilanza, nonché ad ogni interposta persona.

3. Ogni accordo cui partecipi la Società e al quale un membro del consiglio di vigilanza sia, ancorché indirettamente, interessato, è soggetto alla preventiva approvazione del consiglio di vigilanza stesso. Il difetto di approvazione non è opponibile ai terzi, a meno che la Società non provi che costoro erano in mala fede. Il membro interessato deve chiedere per iscritto l'approvazione e non può prender parte alla votazione su di essa.

Articolo 79

1. Lo statuto o, in mancanza, l'assemblea generale possono stabilire un compenso per i membri del consiglio di vigilanza (*)

2. Ai membri del consiglio di vigilanza è fatto divieto di contrarre, in qualsiasi forma, prestiti con la società o le società da essa dipendenti, farsi concedere crediti in bianco utilizzabili in conto corrente o in altro modo e farsi prestare fideiussioni o avalli nei confronti dei terzi. Lo stesso divieto si applica anche al coniuge, agli ascendenti ed ai discendenti dei membri del consiglio di vigilanza nonché ad ogni interposta persona.(*)

3. Ogni accordo di cui la società sia parte e al quale un membro del consiglio di vigilanza sia anche indirettamente interessato, è soggetto alla preventiva autorizzazione del consiglio di vigilanza.

L'interessato non puo' prendere parte alla deliberazione sul rilascio dell'autorizzazione.

Ogni membro del comitato di direzione o del consiglio di vigilanza che apprenda essere imminente la stipulazione di tale accordo, deve informarne i due organi. Il consiglio di vigilanza ragguaglia ogni anno l'assemblea generale sulle autorizzazioni date.

Nei riguardi dei terzi si applica l'articolo 66, paragrafo 4.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 80

1. I membri del consiglio di vigilanza devono curare, nell'esercizio delle loro funzioni, gli interessi della Società e del suo personale.

2. Essi sono tenuti alla riservatezza nei confronti delle informazioni di carattere riservato che riguardino la Società o le società da essa dominate. Tale obbligo persiste anche dopo la cessazione dalle funzioni.

Articolo 80

1. I membri del consiglio di vigilanza devono curare, nell'esercizio delle loro funzioni, gli interessi della società e dei suoi dipendenti (*).

2. Essi sono tenuti a conservare il segreto sulle informazioni di carattere riservato riguardanti la società o le imprese da essa dominate. Tale obbligo sussiste anche dopo la cessazione dell'ufficio.(*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 81

1. I membri del consiglio di vigilanza sono solidamente responsabilti verso la Società per le violazioni delle disposizioni del presente Statuto o dello statuto della Società

2. Essi sono esonerati da ogni responsabilità per gli atti ai quali non abbiano preso parte, qualora provino che non è loro imputabile alcuna colpa ed abbiano denunciato per iscritto, senza indugio dopo averne avuta conoscenza, tali atti al presidente del consiglio di vigilanza.

3. Le azioni di responsabilità contro i membri del consiglio di vigilanza si prescrivono nel termine di tre anni dal compimento dell'atto contestato o, in caso di dissimulazione, dal momento della scoperta.

Articolo 81

1. I membri del consiglio di vigilanza sono responsabili verso la società dei danni derivante dall'inosservanza delle disposizioni del presente Statuto o dello statuto della società o da ogni altro inadempimento dei loro doveri.

2. I membri del consiglio di vigilanza sono solidamente ed illimitatamente responsabili. Puo' essere sollevato dalla responsabilità quello fra essi che provi di essere immune da colpa ed abbia denunziato per iscritto al presidente del consiglio l'atto o l'omissione pregiudizievole subito dopo averne avuta conoscenza.

3. Il discarico o l'approvazione dell'assemblea generale non sollevano i membri del consiglio dalla loro responsabilità.

4. L'azione di responsabilità contro i membri del consiglio di vigilanza si prescrive in tre anni a decorrere dall'atto contestato o, se questo è stato dissimulato, dalla sua scoperta. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 81 | Articolo 81 |
| --- | --- |
| 4. In caso di fallimento della Società, l'azione di responsabilità contro i membri del consiglio di vigilanza puo' essere proposta anche dal curatore. | soppresso.<br>Cfr. il nuovo paragrafo 5. |
| 5. L'azione di responsabilità contro i membri del consiglio di vigilanza puo' essere proposta dall'assemblea generale e dagli azionisti secondo le modalità previste dall'articolo 72. | 5. L'azione di responsabilità contro i membri del consiglio di vigilanza puo' essere proposta dall'assemblea generale, dagli azionisti, dai creditori della società e, in caso di fallimento, dal curatore, secondo le stesse modalità previste dall'articolo 72. |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 81-a-

1. I membri del consiglio di vigilanza sono responsabili verso gli azionisti della S.E. e verso i terzi dei danni da essi subiti personalmente e derivati da inosservanza delle disposizioni del presente Statuto, dello statuto della società o da ogni altro inadempimento dei doveri inerenti al loro ufficio.

2. Si applica l'art. 81, paragrafi 2, 3 e 4.

Historical Archives of the European Commission

Sezione terza

Obblighi particolari dei membri del comitato di direzione e del consiglio di vigilanza, dei revisori dei conti e dei grandi azionisti

Articolo 82

1. Se le azioni della S.E. sono quotate in borsa, i membri del comitato di direzione, i membri del consiglio di vigilanza e coloro cui spetta il controllo dei conti della società sono tenuti a rendere nominative o a depositare presso una banca, nel termine di venti giorni dall'acquisto, le azioni della S.E. che appartengano, direttamente o per interposta persona, ad essi, al coniuge o ai figli minori.

Fatto salvo il disposto dell'articolo 46-a paragrafo 5, lo stesso obbligo incombe a chiunque possegga, direttamente o per interposta persona, da solo o insieme con il coniuge o con i figli minori, più del dieci per cento del capitale della società.

2. Chiunque assuma le funzioni di cui al paragrafo 1, è tenuto a comunicare senza indugio all'ufficio del registro europeo delle imprese, ai fini dell'iscrizione nel registro stesso, il numero, il valore nominale e, se del caso, la

Articolo 82

1. Il primo comma è immutato.

Fatto salvo il disposto dell'articolo 46-a, lo stesso obbligo spetta a chiunque possegga, direttamente o per interposta persona, da solo o insieme con il coniuge o con i figli minori, più del dieci per cento del capitale della società.(*)

2. Le persone che assumono una delle funzioni di cui al paragrafo 1, sono tenute a comunicare senza indugio all'ufficio del registro europeo delle imprese, ai fini della iscrizione, il numero, il valore nominale e, se del caso, la categoria delle

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 82

categoria delle azioni di cui al paragrafo 1, indicando il nome e la qualità del loro possessore. La comunicazione deve essere corredata da un estratto del registro delle azioni nominative o da una dichiarazione della banca presso cui le azioni sono state depositate.

3. Le dette persone sono inoltre tenute a dichiarare, all'ufficio del registro europeo delle imprese indicandone il prezzo, ai fini dell'iscrizione nel registro stesso, nel termine di quindici giorni dalla fine di ogni trimestre dell'esercizio contabile, le operazioni di compravendita delle azioni di cui al paragrafo 1, effettuate in tale trimestre.

4. L'ufficio del registro europeo delle imprese tiene aggiornato, per ciascuna delle dette persone un elenco contenente il numero, il valore nominale e, se del caso, la categoria delle azioni da esse possedute, nonché un elenco delle operazioni comunicate ai sensi del paragrafo 3. Gli interessati possono prendere conoscenza di tali dati presso l'ufficio del registro e riceverne copia dietro pagamento delle spese.

Articolo 82

azioni di cui al paragrafo 1, indicando nome e funzioni del possessore.
La comunicazione deve essere accompagnata da un estratto del registro delle azioni nominative o da una dichiarazione della banca presso cui le azioni sono state depositate (*).

3. Le medesime persone sono inoltre tenute a notificare all'ufficio del registro europeo delle imprese ai fini dell'iscrizione, nel termine di quindici giorni dalla fine di ogni trimestre contabile, le operazioni di acquisto o di vendita delle azioni di cui al paragrafo 1, effettuate nel trimestre indicandone il prezzo pagato o ricevuto. (*)

4. L'ufficio del registro europeo delle imprese tiene aggiornati, per ciascuna delle persone di cui al paragrafo 1, la registrazione del numero, del valore nominale e, se del caso, della categoria delle azioni da esse possedute, nonché un elenco delle operazioni notificate a norma del paragrafo 3. Gli interessati possono prendere conoscenza di dette registrazioni presso l'ufficio del registro e riceverne copia verso pagamento delle spese. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 82

5. Gli utili ricavati dalle dette persone mediante operazioni di acquisto e rivendita di azioni, o viceversa, effettuate nel termine di sei mesi per conto proprio, del coniuge o dei figli minori, sono acquisiti di diritto dalla S.E. L'importo relativo è versato alla S.E. nel termine di otto giorni dal compimento dell'operazione che ha dato origine al profitto.

Articolo 82

5. Gli utili ricavati dalle persone di cui al paragrafo 1 mediante operazioni di acquisto e rivendita di azioni, o viceversa, effettuate nel termine di sei mesi per conto proprio, del coniuge o dei figli minori, sono acquisiti di diritto dalla S.E. Il relativo importo dev'essere versato alla S.E. nel termine di otto giorni dal compimento dell'operazione che ha dato origine al profitto. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

## Sezione quarta

## L'ASSEMBLEA GENERALE

### Articolo 83

Entro limiti stabiliti dal presente Statuto, l'assemblea generale ha il potere di deliberare nelle seguenti materie:

a) aumento e riduzione del capitale;

b) emissione di obbligazioni convertibili in azioni;

c) nomina e revoca dei membri del consiglio di vigilanza;

d) esercizio dell'azione sociale;

e) nomina dei revisori dei conti;

f) destinazione dell'utile annuale;

g) modificazione dello statuto;

h) scioglimento della società e nomina dei liquidatori;

i) trasformazione della società;

### Articolo 83

1. L'assemblea generale delibera in tema di:

a) aumento o riduzione del capitale;

b) emissione di obbligazioni convertibili in azioni munite del diritto di sottoscrizione e di obbligazioni con partecipazione agli utili;

c) nomina o revoca dei membri del consiglio di vigilanza rappresentanti gli azionisti;

d) esercizio dell'azione sociale di responsabilità (*)

e) nomina dei revisori dei conti;

f) adozione del bilancio annuale, ove questo non venga adottato dal comitato di direzione e dal consiglio di vigilanza, nel caso disciplinato dall'allegato 214.

g) destinazione dell'utile d'esercizio secondo le disposizioni dell'articolo 217;

h) immutato;

i) scioglimento della società e nomina dei liquidatori (*)

j) trasformazione della società; (*)

---

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 83

j) fusione o trasferimento dell'intero patrimonio della società o di una parte rilevante di esso;

k) approvazione di contratti coi quali la società si obbliga:

-a mettere in comune, in tutto o in parte, i propri utili o gli utili di uno o più suoi stabilimenti con gli utili di altre imprese o di uno o più stabilimenti di queste imprese, o a ripartire utili messi in comune;

-ad affittare o a trasferire ad altro titolo la propria azienda ad un terzo;

-a svolgere la propria attività imprenditoriale per conto di un terzo.

Articolo 83

k) fusione della società con un'altra società;

l) trasferimento del patrimonio della società.

2. E' soggetta all'autorizzazione della assemblea generale la stipulazione di contratti coi quali la società si obbliga:

-a mettere in comune la totalità o una parte dei suoi utili con gli utili di altre imprese o di loro parti, od a ripartire gli utili così messi in comune;

-immutato

-ad esercitare l'impresa per conto di un terzo.

La mancanza o l'irregolarità dell'autorizzazione non è opponibile ai terzi, a meno che la società dimostri che i terzi avevano conoscenza della mancanza o della irregolarità dell'autorizzazione o, date le circostanze, non potevano ignorarla.

3. Restano salvi i poteri del consiglio di vigilanza e del C.A.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 84

1. L'assemblea generale è convocata dal comitato di direzione. Essa si riunisce almeno una volta all'anno, entro e non oltre sei mesi dalla chiusura dell'esercizio, in primo luogo allo scopo di esaminare i conti annui e la relazione annuale. Questo termine può essere prorogato per circostanze eccezionali, su richiesta del comitato di direzione, mediante provvedimento inoppugnabile del tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società.

2. Il comitato di direzione può convocare in qualsiasi momento l'assemblea generale. Esso è tenuto a farlo se il consiglio di vigilanza lo richiede.

3. Se il comitato di direzione omette di convocare un'assemblea generale prevista dal presente Statuto o dallo statuto ovvero richiesta dal consiglio di vigilanza, quest'ultimo può convocare l'assemblea generale stessa.

Articolo 84

1. L'assemblea generale è convocata dal comitato di direzione. Essa si riunisce almeno una volta all'anno, non oltre sei mesi dalla chiusura dell'esercizio allo scopo, in particolare, di esaminare il bilancio e la relazione annuale.
Il termine puo', in circostanze eccezionali e su richiesta del comitato di direzione, essere prorogato mediante provvedimento non impugnabile del tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società. (*)

2. Il comitato di direzione puo' in ogni tempo convocare l'assemblea generale. Esso è tenuto a convocarla se ne venga fatta domanda dal consiglio di vigilanza. (x)

3. Se il comitato di direzione omette di convocare un'assemblea generale prevista dal presente Statuto o dallo statuto della società o richiesta dal consiglio di vigilanza, questo puo' convocarla. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 85

1. Uno o più azionisti che detengano complessivamente almeno il cinque per cento del capitale o un valore nominale di almeno 100.000 unità di conto, possono chiedere per iscritto la convocazione dell'assemblea generale precisando i motivi della richiesta ed i punti che devono figurare all'ordine del giorno. Nello statuto può essere prevista la riduzione della percentuale di cui sopra o del valore nominale minimo.

2. Qualora la richiesta di cui al paragrafo 1 non sia accolta nel termine di un mese, i richiedenti possono chiedere la convocazione giudiziaria. Il tribunale nella cui giurisdizione ha sede la S.E. decide con provvedimento inoppugnabile sulla domanda. Se egli, sentita la Società, ritiene fondata la richiesta, autorizza i richiedenti a convocare, a spese della Società, l'assemblea generale, ne stabilisce l'ordine del giorno e ne designa il presidente.

3. Gli azionisti di cui al paragrafo 1 possono chiedere, prima della convocazione, l'iscrizione di determinati punti all'ordine del giorno della prevista assemblea generale.

Articolo 85

1. Uno o più azionisti che rappresentino complessivamente una parte del capitale sociale non inferiore al cinque per cento, o ad un valore nominale di almeno 100.000 u.c., possono chiedere per iscritto la convocazione dell'assemblea generale, precisando i motivi della richiesta e gli argomenti dell'ordine del giorno. Lo statuto puo' ridurre la percentuale o il valore nominale sopra indicati. (*)

2. Se la richiesta di cui al paragrafo 1 non è accolta nel termine di un mese, i richiedenti possono domandare in giudizio la convocazione dell'assemblea. Il tribunale nella cui giurisdizione ha sede la S.E. decide sulla domanda con provvedimento non impugnabile. Se il tribunale, sentita la società, ritiene fondata la domanda, autorizza i richiedenti a convocare, a spese della società, l'assemblea generale, ne stabilisce l'ordine del giorno e ne designa il presidente. (*)

3. soppresso.

.../...

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

( Articolo 85 )

Se il comitato di direzione non accoglie la richiesta nel termine di un mese, l'azionista o gli azionisti che l'hanno presentata possono rivolgersi all'autorità giudiziaria del luogo in cui si trova la sede. Il tribunale decide sul ricorso con provvedimento non impugnabile. Se il tribunale ritiene, dopo aver sentito la società, che la richiesta sia fondata, ordina al comitato di direzione di inserire nell'ordine del giorno uno o più argomenti che hanno formato oggetto della richiesta.

( Articolo 85 )

Historical Archives of the European Commission

Articolo 86

1. L'assemblea generale è convocata mediante avviso pubblicato nei bollettini della Società almeno quattro settimane prima della data della riunione.

2. Nell'avviso devono figurare l'ordine del giorno e le proposte relative a ciascuno dei punti iscritti.

3. L'azionista o gli azionisti di cui al paragrafo 1 dell'articolo 85, possono chiedere, nel termine di una settimana dalla pubblicazione dell'avviso di cui al paragrafo precedente, che controproposte rigorosamente limitate ai punti dell'ordine del giorno siano pubblicate con le stesse modalità previste per quest'ultimo almeno dieci giorni prima della data della riunione, sempreché tali controproposte non tendano ad ottenere una deliberazione contraria al presente Statuto o allo statuto della Società ovvero un'analoga controproposta non sia stata rigettata da un'assemblea generale negli ultimi cinque anni.

Articolo 86

1. L'assemblea generale è convocata almeno un mese prima del giorno fissato per l'adunanza.

La convocazione si fa mediante avviso pubblicato nei bollettini dalla società. Se ha emesso azioni nominative, la società convoca inoltre per iscritto ciascuno dei loro titolari.

2. L'avviso di convocazione deve contenere l'ordine del giorno e le proposte relative a ciascuno degli argomenti ivi iscritti.

3. Gli azionisti che, singolarmente o congiuntamente, soddisfino alle condizioni di cui all'articolo 85, paragrafo 1, possono, nel termine di una settimana dalla convocazione, esigere mediante lettera raccomandata al comitato di direzione che siano iscritti ulteriori argomenti nello ordine del giorno o che siano trattate controproposte riferentisi agli argomenti iscritti nell'ordine del giorno.

I nuovi argomenti dell'ordine del giorno e le controproposte devono essere pubblicati con le stesse modalità previste per la convocazione e, al più tardi, dieci giorni prima del giorno fissato per l'adunanza.

.../...

Historical Archives of the European Commission

( Articolo 86 )

4. Su questioni non iscritte all'ordine del giorno regolarmente pubblicato, l'assemblea generale può deliberare soltanto all'unanimità degli azionisti rappresentanti l'intero capitale. Essa può tuttavia revocare e sostituire uno o più membri da essa nominati del consiglio di vigilanza anche se questa questione non figura all'ordine del giorno, a condizione che la metà del capitale sia presente o rappresentata.

( Articolo 86 )

4. Su argomenti non iscritti all'ordine del giorno regolarmente pubblicato l'assemblea generale può deliberare soltanto all'unanimità degli azionisti rappresentanti l'intero capitale. Se non si raggiunge l'unanimità, l'assemblea generale puo' soltanto deliberare la convocazione di una nuova assemblea generale avente un nuovo ordine del giorno.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 87

1. I membri del comitato di direzione e del consiglio di vigilanza assistono all'assemblea generale con voto consultivo.

2. Ogni azionista, nonché ogni possessore di certificati di azioni o di obbligazioni convertibili in azioni, può partecipare all'assemblea generale.

3. Lo statuto può assoggettare la partecipazione all'assemblea alla condizione che i titoli vengano depositati presso una banca almeno quindici giorni prima della data della riunione e fino al termine di questa. Le banche devono comunicare senza indugio alla Società l'avvenuto deposito, la specie ed il valore nominale dei titoli depositati, nonché il nome e l'indirizzo dei depositanti.

4. Invece del deposito di cui al paragrafo 3 lo statuto può altresì esigere che la partecipazione all'assemblea sia comunicata, per iscritto o per telegrafo, almeno otto giorni prima della data della riunione. In tal caso devono essere comunicate alla Società le indicazioni di cui al paragrafo 3.

5. Se lo statuto contiene una disposizione di cui ai paragrafi 3 o 4, la pubblicazione della convocazione deve farne riferimento.

Articolo 87

1. I membri del comitato di direzione e del consiglio di vigilanza prendono parte all'assemblea generale. In tale qualità hanno voto consultivo.

2. Ogni azionista ed ogni rappresentante di una massa di obbligazioni nominato a norma dell'articolo 57 può partecipare all'assemblea generale.

3. Lo statuto puo' subordinare la partecipazione all'assemblea generale alla condizione che i titoli vengano depositati presso una banca almeno quindici giorni prima della data dell'adunanza e fino al termine di questa. In tal caso, le banche devono comunicare senza indugio alla società l'avvenuto deposito, il tipo ed il valore nominale dei titoli depositati, nonché il nome e l'indirizzo dei depositanti.(*)

4. Invece del deposito di cui al paragrafo 3 lo statuto puo' esigere che la partecipazione all'assemblea sia comunicata, per iscritto o per telegrafo, almeno otto giorni prima dell'adunanza. In tal caso devono essere comunicate alla società le indicazioni di cui al paragrafo 3.(*)

5. Se lo statuto contiene una delle clausole di cui ai paragrafi 3 o 4, nell'avviso di convocazione si deve farne menzione. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 88

1. Gli azionisti aventi diritto di voto possono farsi rappresentare nell'assemblea generale da un delegato. Non possono essere delegati i membri del comitato di direzione, i membri del consiglio di vigilanza, i dipendenti della Società o delle società da essa dominate.

2. La delega dev'essere gratuita e richiede la forma scritta. Essa deve indicare i titoli per i quali viene esercitato il diritto di voto. La procura deve essere depositata presso la Società prima che si riunisca l'assemblea.

3. La delega non può superare la durata di sei mesi. Essa è revocabile in qualsiasi momento. Non è ammessa la subdelega.

4. E' vietato votare in nome proprio con azioni appartenenti ad altri se la procura non è stata regolarmente depositata. Il divieto non si applica alle società che gestiscono fondi d'investimento.

Articolo 88

1. L'azionista avente diritto di voto può farsi rappresentare nell'assemblea generale da un mandatario. Non possono essere mandatari i membri del comitato di direzione, i membri del consiglio di vigilanza, gli impiegati della società o delle imprese da essa dipendenti. Lo statuto della società può prevedere ulteriori restrizioni; ma gli azionisti debbono sempre poter farsi rappresentare da altri azionisti. Nella convocazione deve farsi menzione di tali restrizioni.

2. La procura dev'essere gratuita e data per iscritto. In essa si devono specificare il numero ed il valore nominale dei titoli per i quali verrà esercitato il diritto di voto. La procura deve essere depositata prima dell'adunanza presso la società e da questa conservata per almeno tre anni.

3. La procura è valevole soltanto per un'assemblea generale e, se del caso, per un'assemblea generale successiva avente lo stesso ordine del giorno. E' ammessa la delega dei poteri. La procura puo' essere revocata in ogni tempo.

soppresso.
cfr. articolo 88-b.

.../...

Historical Archives of the European Commission

Articolo 88-a-

1. Se alcuno pubblicamente si offre di raccogliere procure di azionisti al fine di rappresentarli, direttamente o per interposta persona, all'assemblea generale, si applicano, oltre a quelle dell'articolo 88, le disposizioni seguenti:

a) la domanda di procura deve essere rivolta per iscritto a tutti gli azionisti di cui siano noti nome e indirizzo;

b) la domanda di procura deve contenere almeno le indicazioni seguenti:

aa) l'ordine del giorno dell'assemblea generale;

bb) il testo delle proposte sui singoli argomenti iscritti all'ordine del giorno;

cc) l'indicazione che i documenti di cui all'articolo 216 sono a disposizione degli azionisti;

dd) la richiesta di istruzione di voto per ciascuno degli argomenti iscritti all'ordine del giorno;

ee) l'indicazione del senso nel quale il mandatario eserciterà il diritto di voto in mancanza di istruzioni da parte dell'azionista;

Historical Archives of the European Commission

(Articolo 88 - a -)

c) il diritto di voto deve essere esercitato secondo le istruzioni dell'azionista o, in mancanza di queste, secondo le indicazioni forniti all'azionista;

d) il mandatario può tuttavia scostarsi dalle istruzioni dell'azionista o dalle indicazioni date a questo qualora, per il sopraggiungere di circostanze sconosciute al momento dell'invio delle istruzioni o della domanda di procura, l'esecuzione delle istruzioni possa compromettere gli interessi dell'azionista;

e) se il diritto di voto viene esercitato in modo difforme dalle istruzioni dell'azionista o dalle indicazioni del mandatario, questi deve informarne senza indugio l'azionista e fargliene conoscere i motivi.

2. Se un istituto di credito domanda procura a coloro che hanno presso di esso azioni in deposito, si applicano parimenti le disposizioni del paragrafo 1. In deroga alla lettera 1a, la domanda è da inviare soltanto agli azionisti che hanno azioni in deposito presso l'istituto di credito.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 88 - b -

Cfr. Art. 88, par. 4

E' vietato votare in nome proprio, con azioni appartenenti ad altri, senza procura regolarmente depositata.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 89

1. Salvo contraria disposizione dello statuto l'assemblea generale è presieduta dal presidente del consiglio di vigilanza, in sua assenza dal vicepresidente o, in mancanza di questo, dal decano del consiglio stesso. In mancanza di un membro del consiglio di vigilanza, l'assemblea elegge il presidente nel suo seno.

2. L'elenco dei presenti è redatto a cura di un notaio. Prima che abbiano inizio le deliberazioni, l'elenco è esposto nella sala di riunione in modo che i partecipanti possano prenderne conoscenza. Nell'elenco sono indicati il nome e il domicilio di tutti i possessori di titoli, presenti o rappresentati, nonché il numero, la specie, il valore nominale e, se esistono più categorie, la categoria dei loro titoli. Se un rappresentante partecipa all'assemblea anche a nome proprio deve indicare separatamente i dati che lo riguardano in qualità di azionista.

3. Ogni partecipante all'assemblea generale può chiedere la parola sui punti dell'ordine del giorno posti in discussione dal presidente. Ogni azionista può fare controproposte su qualsiasi punto dell'ordine del giorno. Il presidente dirige la

Articolo 89

1. Salvo contraria disposizione dello statuto, l'assemblea generale è presieduta dal presidente del consiglio di vigilanza, in sua assenza, dal vicepresidente o, in mancanza di questo, dal decano del consiglio. In assenza dei membri del consiglio di vigilanza, l'assemblea stessa elegge il proprio presidente. (*)

2. Ad ogni assemblea generale si deve redigere un elenco dei presenti prima dell'inizio di ogni deliberazione. L'elenco deve contenere le indicazioni seguenti :

a) il cognome e il nome, il domicilio degli azionisti presenti;

b) il cognome e il nome nonché il domicilio degli azionisti rappresentati e dei loro mandatari;

c) il numero, la categoria e il valore nominale delle azioni di ogni azionista presente o rappresentato.

3. Ogni partecipante all'assemblea generale puo' chiedere la parola sugli argomenti dello ordine del giorno posti in discussione dal presidente. Ogni azionista puo' fare controproposte su qualsiasi argomento iscritto allo ordine del giorno. Il presidente dirige la discussione e puo' prendere ogni provvedimento che egli reputi opportuno per il regolare svolgimento dell'assemblea. (*)

.../...

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 89

discussione e può prendere ogni provvedimento che egli reputi opportuno per mantenere l'ordine.

4. Il presidente decide l'ordine delle votazioni se vi sono più proposte sullo stesso oggetto. Lo statuto può prevedere che le votazioni relative alla nomina o alla revoca dei membri del consiglio di vigilanza siano effettuate a scrutinio segreto; l'assemblea generale può decidere diversamente, a maggioranza dei voti. Le votazioni relative alle nomine possono essere effettuate per acclamazione se nessuno degli azionisti aventi diritto di voto vi si oppone.

Articolo 89

4. Il presidente decide l'ordine delle votazioni se vi sono più proposte sullo stesso oggetto. Lo statuto puo' prevedere che le votazioni relative alla nomina o alla revoca dei membri del consiglio di vigilanza si svolgano a scrutinio segreto; l'assemblea generale puo' sempre, a maggioranza dei voti, decidere diversamente. Le votazioni relative alle nomine possono farsi per acclamazione se nessuno degli azionisti aventi diritto di voto vi si oppone. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 90

1. Ogni azionista che ne faccia richiesta nell'assemblea generale ha diritto di venire informato dal comitato di direzione sugli affari della Società, qualora le informazioni richieste siano necessarie per pronunciarsi con conoscenza di causa sui punti iscritti all'ordine del giorno. L'obbligo di informazione si estende ai rapporti giuridici e commerciali fra la S.E. e le società dominate o dominanti o alle imprese legate a questa all'interno di un gruppo.

2. Le informazioni devono rispondere ai principi di un rendiconto scrupoloso e sincero.

3. Il comitato di direzione può rifiutarsi di fornire i ragguagli richiesti:

a) qualora si debba presumere, secondo la valutazione del buon commerciante, che essi possano arrecare un rilevante pregiudizio alla S.E. ovvero ad una società dominata o dominante;

b) qualora, divulgandola, esso commetta un'infrazione penalmente perseguibile.

4. Se le informazioni sono rifiutate, l'azionista può esigere che la

Articolo 90

1. Ogni azionista che ne faccia richiesta nell'assemblea generale ha diritto di venire informato dal comitato di direzione sugli affari della società, sempreché le informazioni richieste siano necessarie per pronunciarsi con conoscenza di causa sugli argomenti iscritti all'ordine del giorno. L'obbligo di informazione si estende ai rapporti giuridici e commerciali fra la S.E. e le imprese dipendenti o dominanti, o le imprese ad essa collegate nell'ambito di un gruppo.

2. Le informazioni devono rispondere alle esigenze di un rendiconto scrupoloso e attendibile. (*)

3. Il comitato di direzione puo' rifiutarsi di fornire i ragguagli richiesti:

a) qualora essi, secondo la valutazione del buon andamento, possano recare rilevante pregiudizio alla S.E., o ad un'impresa dipendente o dominante o ad un'impresa ad essa collegata nell'ambito di un gruppo;

b) qualora, divulgandoli, commetta un'infrazione penalmente perseguibile. (*)

4. Se i ragguagli sono stati negati, l'azionista puo' esigere che la sua richiesta e i motivi del diniego siano iscritti nel verbale dell'assemblea generale. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

(Articolo 90)

sua richiesta e il motivo del rifiuto vengano iscritti nel verbale dell'assemblea generale.

5. Su domanda dell'azionista interessato il tribunale nella cui giurisdizione si trova la sede della società decide, mediante provvedimento inoppugnabile, se il comitato di direzione sia tenuto a fornire le informazioni richieste. La relativa domanda deve essere presentata nel termine di due settimane dalla chiusura dell'assemblea generale.

6. Se il diritto d'informazione del richiedente è riconosciuto, il comitato di direzione deve pubblicare nei bollettini della società, nel termine di quattro settimane dal giudizio, la richiesta e la relativa informazione.

(Articolo 90)

5. L'azionista cui siano stati negati i ragguagli richiesti può domandare al tribunale nella cui giurisdizione ha sede la società di pronunciarsi sulla legittimità del diniego. Il tribunale decide con provvedimento non soggetto ad impugnativa. La domanda deve essere proposta nel termine di due settimane dalla chiusura dell'assemblea generale. L'udienza si tiene in camera di consiglio.

6. Se è stato riconosciuto all'interessato il diritto di ottenere i ragguagli richiesti, il comitato di direzione deve pubblicare nei bollettini della società, nelle quattro settimane seguenti, nonché la richiesta, i ragguagli corrispondenti. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 91

1. Fatto salvo il disposto dell'articolo 49, paragrafo 2, ogni azione conferisce un diritto di voto proporzionale alla parte di capitale che essa rappresenta; ogni azione dà diritto ad almeno un voto.

2. L'assemblea delibera a maggioranza dei voti validamente espressi se il presente Statuto non esige una maggioranza più elevata.

3. Se il presente Statuto non esige una maggioranza più elevata, lo statuto della Società puo' prescriverla, purché essa non sia superiore ai quattro quinti dei voti validamente espressi.

Cfr. articolo 92, paragrafo 3 della proposta originaria

Articolo 91

1. Salvo il disposto dell'articolo 49, paragrafo 2, ogni azione conferisce un diritto di voto proporzionale alla parte di capitale da essa rappresentato; ogni azione dà diritto ad almeno un voto. (*)

2. L'assemblea generale delibera a maggioranza dei voti validamente espressi, salvo nei casi in cui il presente Statuto esige una maggioranza più elevata. Lo statuto della società può prescrivere una maggioranza più elevata, peraltro non superiore, in nessun caso, ai quattro quinti dei voti validamente espressi.

3. Un azionista o il suo mandatario non possono esercitare il diritto di voto inerente alle azioni di lui o di terzi, se la deliberazione dell'assemblea generale ha per oggetto:

a) di far valere diritti della società verso l'azionista;

b) di liberare l'azionista da obblighi verso la società;

c) di approvare contratti stipulati fra la società e l'azionista.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 92

1. All'usufruttuario spetta il diritto di voto connesso con le singole azioni. Tuttavia, nelle deliberazioni modificative dello statuto esso spetta al proprietario.

2. Nel caso di titoli dati in pegno il diritto di voto viene esercitato dal proprietario. All'uopo, durante i quindici giorni precedenti la riunione dell'assemblea generale e per tutta la durata di questa, il creditore pignoratizio, su richiesta del debitore, deposita le azioni che egli detiene in pegno, presso una banca designata dalla Società su richiesta del debitore.

3. Gli azionisti non possono esercitare il proprio diritto di voto o farlo esercitare da altri, qualora le deliberazioni vertano sul loro discarico o su qualsiasi altra questione nella quale il loro interesse sia in conflitto con quello della società.

Articolo 92

1. All'usufruttario spetta il diritto di voto connesso con le singole azioni. Nelle deliberazioni che importano modificazioni dello statuto esso spetta al proprietario. (*)

2. Il diritto di voto inerente ai titoli dati in pegno è esercitato dal proprietario. A tal fine il creditore pignoratario, deposita, quindici giorni prima dell'assemblea generale o sino al termine di questa, le azioni che egli detiene in pegno, presso una banca designata dalla società su richiesta del debitore. (*)

soppresso.

Cfr. il nuovo articolo 91, paragrafo 3.

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 93

1. Gli azionisti possono convenire di demandare a titolo gratuito ad uno di essi o a un terzo l'esercizio del diritto di voto. Sono tuttavia nulli gli accordi con i quali gli azionisti si obbligano a votare seguendo le istruzioni del comitato di direzione o del consiglio di vigilanza ovvero nel senso proposto da tali organi.

2. Le convenzioni relative all'esercizio del diritto di voto devono essere comunicate alla Società. Esse producono effetti nei confronti della Società a decorrere dalla comunicazione. I voti espressi in base alle dette convenzioni prima della comunicazione sono nulli.

3. I nomi dei partecipanti alla convenzione e l'ammontare totale delle loro azioni devono essere indicati nella relazione annuale. Del pari va indicata la data di cessazione della convenzione.

Articolo 93

1. Gli azionisti possono convenire di demandare a titolo gratuito ad uno di essi o ad un terzo l'esercizio del diritto di voto. Sono tuttavia nulli gli accordi con i quali gli azionisti si obbligano a votare seguendo le istruzioni del comitato di direzione o del consiglio di vigilanza ovvero nel senso delle proposte di tali organi. La stessa disposizione si applica nel caso che le istruzioni o le proposte emanino dagli organi di un'impresa dipendente.

2. L'accordo deve essere scritto e notificato alla società. I voti espressi in base all'accordo ma prima della notificazione sono nulli. La risoluzione dell'accordo va parimenti notificata alla società.

3. Se un accordo per l'esercizio del diritto di voto è stato notificato alla società, nella relazione sulla gestione si devono menzionare il nome e il cognome delle parti nonché l'importo complessivo delle loro azioni. La stessa disposizione si applica nel caso che alla società sia stata comunicata la cessazione di un accordo per l'esercizio del diritto di voto.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 94

1. Il verbale dell'assemblea generale è redatto a cura di un notaio e deve indicare i punti discussi, gli interventi per i quali è stata chiesta l'iscrizione e le deliberazioni dell'assemblea generale.

2. L'elenco dei presenti ed i documenti relativi alla convocazione, nonché le relazioni presentate agli azionisti sui punti iscritti all'ordine del giorno devono essere allegati al verbale.

3. Al termine dell'assemblea generale il comitato di direzione deposita senza indugio due copie legalizzate del processo verbale e degli allegati presso l'ufficio del registro europeo delle imprese.

Articolo 94

1. Il verbale dell'assemblea generale è redatto da un notaio; in esso devono indicarsi gli argomenti discussi, gli interventi per i quali è stata chiesta l'iscrizione e le deliberazioni dell'assemblea generale. (*)

2. Al verbale devono allegarsi l'elenco dei presenti, i documenti relativi alla convocazione e le relazioni presentate agli azionisti sugli argomenti iscritti all'ordine del giorno. (*)

3. Al termine dell'assemblea generale il comitato di direzione deposita senza indugio il registro europeo delle imprese due copie legalizzate del verbale e degli allegati. (*)

(1) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 95

1. Salva applicazione delle procedure e disposizioni speciali previste nel presente Statuto, le deliberazioni dell'assemblea generale possono essere impugnate per violazione delle disposizioni del presente Statuto o dello statuto della Società, alle condizioni qui appresso indicate.

2. L'impugnazione può essere proposta da ogni azionista o da ogni altro interessato che abbia un fondato interesse all'osservanza della disposizione violata.

3. L'impugnazione deve essere proposta, nel termine di tre mesi dal deposito del processo verbale dell'assemblea generale presso l'ufficio del registro europeo delle imprese, davanti al giudice nella cui giurisdizione la S.E. ha sede. L'azione è diretta contro la Società. Se il motivo dell'impugnazione è stato dissimulato, esso può essere invocato nel termine di tre mesi dalla sua scoperta.

Articolo 95

1. Fatte salve le procedure e disposizioni speciali previste dal presente Statuto, le deliberazioni dell'assemblea generale possono essere impugnate, alle condizioni qui appresso indicate, per violazione delle disposizioni del presente Statuto o dello statuto della società. (*)

2. L'azione di impugnazione può essere proposta da ogni azionista o da chiunque vi abbia interesse, sempre che possa essere invocato un interesse per l'osservanza della disposizione violata o che la deliberazione dell'assemblea generale abbia potuto essere modificata o influenzata dalla violazione.

3. L'impugnazione deve essere proposta, nei tre mesi successivi al deposito del verbale dell'assemblea generale presso il registro europeo delle imprese, davanti al tribunale del luogo dove la S.E. ha sede. L'azione è diretta contro la società. Se la causa della nullità è stata dissimulata, essa puo' essere invocata nel termine di tre mesi dalla sua scoperta. (*)

.../...

(*) La mdoficazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

(Articolo 95)

4. Su richiesta dell' attore , il giudice, sentita la Società, può sospendere l'esecuzione della deliberazione impugnata. Su richiesta della Società il giudice, sentito il l'attore, può anche ordinare che quest'ultimo presti cauzione, se del caso, per i danni causati dalla sua azione o dalla sospensione dell'esecuzione della deliberazione, qualora l'azione venga rigettata in quanto manifestamente infondata.

5. Le sentenze mediante le quali è accolta l'impugnazione ovvero è ordinata la sospensione della deliberazione producono effetti nei confronti di tutti salvi i diritti acquisiti nei confronti della Società dai terzi di buona fede. Il comitato di direzione deve depositare senza indugio due copie legalizzate della sentenza o dell'ordinanza presso l'ufficio del registro europeo delle imprese.

6. L'impugnazione di una deliberazione non può più essere accolta qualora quest'ultima sia stata sostituita da un'altra deliberazione presa in conformità del presente Statuto o dello statuto della Società. Il giudice può, anche d'ufficio, accordare un termine sufficiente affinché l'assemblea possa prendere la nuova deliberazione.

(Articolo 95)

4. Su richiesta dell'attore, il giudice, sentita la società, puo' sospendere l'esecuzione della deliberazione impugnata. Su richiesta della società il giudice, sentito l'attore, puo' anche disporre che quest'ultimo presti garanzia per gli eventuali danni causati dalla sua azione o dalla sospensione dell'esecuzione della deliberazione, se l'azione venga rigettata in quanto manifestamente infondata. (*)

5. La sentenza con la quale si annulla la deliberazione o il decreto con il quale se ne dispone la sospensione hanno effetto nei confronti di tutti, salvi i diritti acquistati in buona fede dai terzi. Il comitato di direzione deve depositare senza indugio presso l'ufficio del registro europeo delle imprese due copie della sentenza o del decreto.

6. L'annullamento della deliberazione non puo' aver luogo se la deliberazione impugnata è sostituita con altra presa in conformità del presente Statuto e dello statuto della società. Il giudice puo', anche d'ufficio, accordare un congruo termine perché l'assemblea prenda la nuova deliberazione.(*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 96 | Articolo 96 |
| --- | --- |
| 1. Le deliberazioni dell'assemblea generale che per il contenuto costituiscono una violazione dell'ordine pubblico o del buon costume sono nulle. | 1. soppresso. |
| 2. Gli interessati possono invocare la nullità di cui al primo paragrafo nel termine di tre anni dalla deliberazione. Se i motivi della nullità sono stati dissimulati, essi possono essere fatti valere nei tre anni successivi alla loro scoperta. | 2. soppresso. |

Historical Archives of the European Commission

## Sezione quinta
## Controllo speciale degli organi

### Articolo 97

Se ricorrono fondati motivi per ritenere che il comitato di direzione o il consiglio di vigilanza o uno dei loro membri abbiano commesso una violazione grave dei propri obblighi ovvero che detti organi o uno di essi non siano più in grado di adempiere regolarmente i loro compiti con conseguente grave pregiudizio che potrebbe risultare per la società ,

- gli azionisti che posseggano complessivamente il dieci per cento del capitale sociale ovvero azioni del valore nominale di almeno 200.000 unità di conto,
- il rappresentante di un certo numero di obbligazionisti,
- il consiglio aziendale europeo

possono domandare con richiesta motivata la nomina di uno o più revisori speciali al giudice nella cui giurisdizione ha sede la società ovvero al giudice cui gli Stati membri abbiano devoluto competenza esclusiva a conoscere della domanda.

### Articolo 97

Se ricorrono fondati motivi per ritenere che il comitato di direzione o il consiglio di vigilanza o uno dei loro membri abbiano commesso una violazione grave dei propri doveri ovvero che detti organi o uno di essi non siano più in grado di adempiere regolarmente i loro compiti per cui grave pregiudizio potrebbe derivare alla società,

- gli azionisti che posseggano complessivamente il dieci per cento del capitale sociale ovvero azioni del valore nominale di almeno 200.000 unità di conto,
- il comitato aziendale europeo (1)
- i rappresentanti delle categorie degli obbligazionisti (2),

possono domandare la nomina di uno o più revisori speciali al giudice competente.

2. E' competente il tribunale nella cui circoscrizione è stabilita la sede della società, sempreché lo Stato membro interessato non abbia conferito una competenza esclusiva per la nomina dei revisori speciali ad un determinato tribunale.

---

(1) Questa modifica riguarda il testo italiano e tedesco.

(2) Riguarda solo il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 98

(1) Il giudice istruisce la domanda e procede all'audizione delle parti a porte chiuse.

(2) Se ritiene fondata la domanda il giudice nomina, a spese della società, uno o più revisori speciali e precisa le circostanze di fatto su cui devono vertere le loro indagini. Nel corso di queste ultime il tribunale può ampliare l'incarico dei revisori speciali su loro richiesta, sentita la società.

(3) Le decisioni relative alla designazione dei revisori speciali, e, se del caso, all'ampliamento del loro incarico sono adottate con provvedimento inoppugnabile. Esse devono essere pubblicate nei bollettini della società.

(4) Il giudice può esigere che la società depositi una somma di denaro o presti garanzia bancaria per il pagamento degli onorari dei revisori speciali. Il compenso di questi ultimi viene fissato dal giudice al termine delle loro funzioni sentiti gli interessati. Nel corso dell'indagine il giudice può esigere che la somma depositata o la garanzia bancaria siano aumentate.

Articolo 98

1. Il giudice informa la società e le persone direttamente interessate sulla presentazione della domanda. Esso istruisce la domanda e sente gli interessati in camera di consiglio.

2. Se ritiene fondata prima facie la domanda il giudice nomina, a spese della società, uno o più revisori speciali e indica le circostanze di fatto che devono formare oggetto delle loro indagini. Nel corso di queste ultime, il tribunale può ampliare l'incarico dei revisori speciali su loro richiesta, sentita la società.

3. La decisione relativa alla nomina dei revisori speciali e, se del caso, quella di estenderne il mandato non possono essere impugnate. Esse devono essere pubblicate nei bollettini della società. (*)

4. Il giudice puo' disporre che la società depositi una somma di denaro o presti garanzia bancaria per il pagamento degli onorari dei revisori speciali. Il giudice, sentiti i revisori speciali ne fissa il compenso al termine del loro mandato. Nel corso dell'indagine il giudice puo' ordinare che venga aumentato l'importo della somma depositata o della garanzia bancaria. (*)

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano

Historical Archives of the European Commission

(5) I revisori speciali hanno i medesimi poteri dei revisori dei conti.

5. immutato.

(6) Al termine delle loro funzioni i revisori speciali devono presentare la loro relazione al tribunale che li ha nominati.

Cfr. articolo 99, paragrafo 1 della proposta originaria.

6. Assolto il loro compito, i revisori speciali devono presentare relazione al giudice che li ha nominati. Il cancelliere informa senza indugio le parti dell'avvenuto deposito della relazione dei revisori speciali. Gli interessati possono riceverne copia.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 99

1. Il cancelliere informa senza indugio le parti dell'avvenuto deposito della relazione dei revisori speciali. Le parti possono ottenerne copia. Il tribunale viene adito dalla parte più diligente.

2. Tenuto conto degli elementi contenuti nella relazione, il giudice, sentite le parti, puo':

- sospendere dalle loro funzioni uno o più membri degli organi della società,

Articolo 99

1. soppresso
Cfr. articolo 98, paragrafo 6 del nuovo testo.

1. Chiunque vi abbia interesse puo' adire il tribunale nel termine di due mesi a decorrere dal deposito della relazione. Se non è stato adito, il tribunale dichiara chiuso il procedimento.

2. Il tribunale si pronuncia sulla base degli elementi raccolti, sentite le parti. Esso non è vincolato dalle richieste di queste. Esso ordina i provvedimenti d'istruzione che ritiene necessari.

3. Il tribunale decide i provvedimenti adeguati alle circostanze. Esso puo':

- sospendere provvisoriamente dal loro ufficio uno o più membri del comitato di direzione e del consiglio di vigilanza della società,

Historical Archives of the European Commission

Articolo 99

- revocarli,
- procedere alla nomina provvisoria dei nuovi membri.

3. Il giudice disciplina le conseguenze dei provvedimenti da lui presi. Su richiesta della società può aumentare o diminuire la durata dei provvedimenti provvisori di sospensione. Egli determina il compenso che la società deve corrispondere ai membri provvisoriamente nominati.

4. Il giudice puo' ordinare l'esecuzione provvisoria delle decisioni prese a norma dei paragrafi 2 e 3. Tali decisioni producono effetti nei confronti dei terzi soltanto dalla loro pubblicazione nei bollettini della società. Esse devono essere inoltre iscritte nel registro europeo delle imprese.

Articolo 99

- revocarli
- procedere alla nomina provvisoria di nuovi membri di questi organi,
- sospendere o annullare decisioni e deliberazioni del comitato di direzione, del consiglio di vigilanza o dell'assemblea generale,
- sciogliere la società.

Il tribunale puo' soprassedere alla adozione di provvedimenti, a condizione che la società stessa ponga fine, in un termine da esso fissato, alle anomalie contestate.

4. Immutato (vecchio paragrafo 3) (*)

5. Il giudice puo' ordinare l'esecuzione provvisoria delle decisioni prese a norma dei paragrafi 3 o 4, ad eccezione dello scioglimento della società.

... / ...

(*) La modificazione vale soltanto per il testo italiano.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 99

Le decisioni del tribunale prese in virtu' dei paragrafi 1, 3 e 4 sono iscritte nel registro europeo delle imprese e pubblicate nei bollettini della società. I provvedimenti ordinati dal tribunale producono effetti nei confronti di terzi soltanto dalla loro pubblicazione nei bollettini della società.

Historical Archives of the European Commission

# TITOLO V

## LA RAPPRESENTANZA DEI LAVORATORI NELLA S.E.

### Sezione prima

### Comitato aziendale europeo

### SOTTOSEZIONE PRIMA

### GENERALITA'

Articolo 100

Presso ogni S.E. che abbia stabilimenti in più Stati membri, viene costituito un comitato aziendale europeo (CAE)

Articolo 100

Presso ogni S.E. che abbia almeno due stabilimenti in Stati membri diversi, con almeno cinquanta lavoratori ciascuno, è istituito un comitato aziendale europeo (CAE)

Historical Archives of the European Commission

Articolo 101

Le rappresentanze dei lavoratori costituite presso gli stabilimenti della S.E. in base a disposizioni nazionali continuano a sussistere con le competenze e i poteri ad esse spettanti secondo il diritto nazionale, sempreché il presente Statuto non disponga diversamente.

Articolo 101

immutato

Historical Archives of the European Commission

Articolo 102

Sono rappresentanze dei lavoratori ai sensi della sezione prima del presente titolo, per stabilimenti situati:

- nella Repubblica Federale di Germania, die "Betriebsräte" costituiti conformemente alla legge 11 ottobre 1952;
- nel Belgio, les "conseils d'entreprise o de ondernemingsraden" costituiti conformemente alla legge 20 settembre 1948;
- in Francia, les "comités d'entreprise" costituiti conformemente all'ordinanza del 22 febbraio 1945;
- in Italia, le "commissioni interne d'azienda" costituite conformemente al contratto collettivo del 18 aprile 1966;
- nel Lussemburgo, les "délégations ouvrières principales" costituite conformemente alla legge 20 novembre 1962 e le "délégations d'employés" costituite conformemente alla legge 20 aprile 1950;
- nei Paesi Bassi, de "ondernemingsraden", costituiti conformemente alla legge 4 maggio 1950.

Articolo 102

1. Gli organi di rappresentanza dei lavoratori nei singoli Stati membri, di cui alle disposizioni del presente titolo, sono elencati nell'Allegato I del presente Statuto.

2. La Commissione delle Comunità Europee aggiornerà detto allegato sulla base delle modifiche che saranno apportate alle disposizioni nazionali e ai contratti collettivi che disciplinano la rappresentanza dei lavoratori, non appena uno Stato le avrà dato comunicazione delle modifiche suddette.

Historical Archives of the European Commission

Cfr. articolo 116, paragrafo 2 della proposta iniziale.

Articolo 102-a

Ai sensi delle disposizioni del presente titolo, un sindacato è rappresentato in uno stabilimento a norma dell'ordinamento dello Stato membro nel quale lo stabilimento si trova.

Historical Archives of the European Commission

SOTTOSEZIONE SECONDA

COMPOSIZIONE ED ELEZIONE

Articolo 103

1. I membri del CAE vengono eletti dai lavoratori dei singoli stabilimenti della S.E.

Cfr. articolo 105 della proposta iniziale.

Articolo 103

1. I membri del CAE vengono eletti dai lavoratori degli stabilimenti della S.E. situati nella Comunità aventi almeno cinquanta dipendenti.

2. In ogni stabilimento della S.E. vengono eletti al CAE:

- per un numero di lavoratori da 50 a 199: un rappresentante
- per un numero di lavoratori da 200 a 499: due rappresentanti
- per un numero di lavoratori da 500 a 999: tre rappresentanti
- per un numero di lavoratori da 1.000 a 2.999: quattro rappresentanti
- per un numero di lavoratori da 3.000 a 4.999: cinque rappresentanti
- per ogni 5.000 lavoratori in più: un rappresentante.

I supplementi vengono eletti nella stessa proporzione.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 103

| | |
|---|---|
| 2. Se il patrimonio di una S.E. che abbia stabilimenti in più Stati membri viene trasferito per intero ad altra S.E., i membri del CAE della S.E. incorporata divengono membri del CAE della S.E. incorporante. | soppresso (Cfr. articolo 103-a) |
| 3. Se il patrimonio di una società costituita secondo il diritto nazionale o di una S.E. che abbia stabilimenti soltanto in uno Stato membro è trasferito per intero ad una S.E., il CAE della S.E. incorporante è aumentato dei membri eletti dagli organi di rappresentanza della società incorporata. | soppresso (cfr. articolo 103-a) |

Historical Archives of the European Commission

(Cfr. articolo 103, paragrafi 2 e 3 della proposta iniziale)

Articolo 103-a

1. Se il patrimonio di una S.E. viene trasferito per intero ad un'altra S.E. e se in entrambe le società è stato creato un CAE, i membri del CAE della S.E. incorporata diventano membri del CAE della S.E. incorporante.

2. Se una S.E. presso cui è stato costituito un CAE incorpora, a condizioni diverse da quelle previste nel paragrafo 1, uno o più stabilimenti con almeno cinquanta lavoratori o impianta uno o più nuovi stabilimenti con almeno cinquanta lavoratori ciascuno, il CAE della S.E. è aumentato dei membri eletti in tali stabilimenti in conformità dell'articolo 103, paragrafo 2, a meno che gli stabilimenti siano stati incorporati o aperti meno di quindici mesi prima della scadenza del mandato del CAE.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 104

L'elezione dei membri da delegare al CAE è soggetta alle regole che disciplinano l'elezione dei membri delle rappresentanze di cui all'articolo 102 che sono lavoratori.

Articolo 104

L'elezione dei membri da delegare al CAE è soggetta alle regole contenute nell'Allegato II del presente Statuto. Tali regole fanno parte integrante dello Statuto.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 105

In ogni stabilimento della S.E. vengono eletti al CAE:

- per un numero di lavoratori da 200 a 999: due rappresentanti;
- per un numero di lavoratori da 1.000 a 2.999: tre rappresentanti;
- per un numero di lavoratori da 3.000 a 4.999: quattro rappresentanti;
- per ogni 5.000 lavoratori in più: un rappresentante.

I supplenti vengono eletti nella stessa proporzione.

soppresso
(Cfr. articolo 103 del nuovo testo)

Historical Archives of the European Commission

Articolo 106

Si deve procedere all'elezione nei due mesi successivi alla costituzione della S.E.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

SOTTOSEZIONE TERZA

DURATA DEL MANDATO

Articolo 107

1. Il CAE è eletto per tre anni.

2. La qualità di membro del CAE di un lavoratore non influisce sulla sua eventuale appartenenza alle rappresentanze di cui all'articolo 102.

Articolo 107

1. Il CAE è eletto per quattro anni. Il mandato decorre dal giorno della riunione costitutiva del Comitato. Esso è rinnovabile.

2. La qualità di membro del CAE di un lavoratore non influisce sulla sua eventuale appartenenza alle rappresentanze elencate nell'Allegato I del presente Statuto.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 108

L'appartenenza al CAE cessa alla scadenza del mandato del CAE, mediante dimissioni, mediante la cessazione del rapporto di lavoro e col venir meno delle condizioni di eleggibilità.

(Cfr. articolo 110 della proposta iniziale)

Articolo 108

1. L'appartenenza al CAE cessa alla scadenza del mandato di quest'ultimo o con lo scioglimento di esso e, nei casi di cui all'articolo 103-a, alla scadenza del mandato del CAE della società incorporante. L'appartenenza al CAE viene meno anche per dimissioni, per la cessazione del rapporto di lavoro e per la perdita delle condizioni di eleggibilità stabilite nell'Allegato II del presente Statuto.

2. Ogni membro del CAE il cui mandato scada prima del termine o che venga escluso dal comitato o sia impedito in via temporanea o permanente è sostituito dal relativo supplente.

3. Se i nuovi rappresentanti di uno stabilimento non sono stati ancora eletti quando viene tenuta la riunione costitutiva del CAE, i rappresentanti dello stabilimento presso il CAE uscente restano in carica finché non abbia luogo l'elezione.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 108-a

1. L'esclusione di un membro del CAE e lo scioglimento del CAE in seguito a grave violazione degli obblighi incombenti ai membri a norma del presente Statuto possono essere chiesti all'autorità giudiziaria competente in base alla legislazione nazionale da almeno un quarto dei lavoratori aventi diritto di voto, dal comitato di direzione della S.E. o da un sindacato rappresentato nello stabilimento della S.E.

L'esclusione di un membro può essere chiesta anche dal CAE.

2. In caso di scioglimento del CAE, il tribunale del luogo in cui si trova la sede della S.E. insedia senza indugio una commissione elettorale che indice nuove elezioni.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 109

1. Due mesi prima della scadenza del mandato del CAE si devono eleggere membri del CAE per il mandato successivo.

(Cfr. articolo 111, paragrafo 1 della proposta iniziale)

2. Il nuovo CAE è convocato per la riunione costitutiva dal presidente del CAE precedente non oltre un mese dopo la scadenza del mandato di questo.

3. Fino alla riunione costitutiva del nuovo CAE il CAE uscente continua a sbrigare gli affari correnti.

Articolo 109

soppresso

1. Il CAE eletto per la prima volta viene convocato per la sua riunione costitutiva dal comitato di direzione della S.E. al più tardi cento giorni dopo la costituzione della S.E. o dopo la data in cui sono state adempiute le condizioni di cui all'articolo 100, a meno che il numero di membri del CAE eletti sia inferiore alla metà.

2. Il CAE neoeletto tiene la sua riunione costitutiva al più tardi trenta giorni dopo la scadenza del mandato del CAE precedente. Esso viene convocato dal presidente del CAE precedente.

3. immutato

4. Tra la convocazione e la riunione costitutiva del CAE deve trascorrere un periodo non inferiore a quindici giorni.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 110

In caso di cessazione anticipata del mandato di singoli membri del CAE ed in caso di loro temporaneo impedimento, detti membri devono essere sostituiti da supplenti.

soppresso
(Cfr. articolo 108, paragrafo 2)

Historical Archives of the European Commission

SOTTOSEZIONE QUARTA

FUNZIONAMENTO

| Articolo 111 | Articolo 111 |
| --- | --- |
| 1. La prima convocazione del CAE dopo la costituzione di una S.E. per la sua riunione costitutiva deve essere effettuata dal comitato di direzione della S.E. entro un mese dalla data dell'elezione. | soppresso (Cfr. articolo 109, paragrafo 1 del nuovo testo) |
| 2. I membri presenti del CAE eleggono un presidente e stabiliscono un regolamento interno. | 1. Nella riunione costitutiva del CAE i membri presenti eleggono un presidente e un vicepresidente e adottano un regolamento interno. |
| 3. Con la riunione costitutiva ha inizio il mandato ai sensi dell'articolo 107. | soppresso (Cfr. articolo 107, paragrafo 1 del nuovo testo) |
| | 2. Nella riunione costitutiva il CAE può prendere decisioni soltanto se tutti i membri sono stati convocati e se almeno la metà di essi è presente. |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 111

3. Fatta eccezione per l'assemblea costitutiva, i membri assenti possono partecipare alle decisioni delegando a rappresentarli un membro presente.

4. Le decisioni del CAE sono prese a maggioranza dei membri presenti e rappresentati.

5. Il CAE può costituire gruppi di lavoro ai quali delega alcuni dei suoi compiti.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 112

Durante la loro attività nel CAE e nei tre anni successivi alla cessazione di essa non è ammesso il licenziamento dei membri e dei supplenti del CAE, a meno che non sussista un motivo che consenta alla S.E., in base alle disposizioni del diritto nazionale, di sciogliere il rapporto di lavoro senza osservare un termine di preavviso.

Articolo 112

1. Durante la loro attività nel CAE e nei due anni successivi alla cessazione del loro mandato non è ammesso il licenziamento dei membri e dei supplenti del CAE, salvo il caso in cui sussista un motivo che consenta alla S.E., in base alle disposizioni del diritto nazionale, di sciogliere il contratto di lavoro senza preavviso. In tale ipotesi dovrà essere preventivamente sentito il CAE.

2. I candidati al CAE beneficiano delle medesime garanzie dal giorno in cui presentano la propria candidatura fino alla scadenza del terzo mese successivo alla proclamazione dei risultati delle elezioni.

3. Un licenziamento effettuato in violazione delle suddette disposizioni è nullo.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 113

1. Per la durata del loro mandato i membri del CAE sono esonerati dai loro obblighi professionali ove lo ritengano necessario per l'adempimento dei loro compiti in seno al CAE.

2. Ai membri del CAE continuano ad essere versati gli stipendi e le paghe, nonché tutte le indennità e gratifiche ad essi spettanti prima della loro nomina. Essi partecipano a tutte le agevolazioni e a tutte le modificazioni delle paghe, degli stipendi, delle indennità e delle gratifiche.

Articolo 113

1. Per la durata del loro mandato i membri del CAE sono esonerati dai loro obblighi professionali nella misura ritenuta necessaria dal CAE per l'adempimento dei loro compiti in seno al CAE.

2. Le funzioni svolte dai membri del CAE non devono comportare per essi svantaggi, in particolare per quanto riguarda le loro retribuzioni e la loro carriera professionale. Essi beneficiano di tutti gli aumenti di salari o stipendi, dell'indennità, delle gratifiche e degli altri vantaggi.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 114

I membri e gli ex membri del CAE sono soggetti ad un obbligo speciale per la tutela dei segreti industriali e commerciali di cui siano venuti a conoscenza nella loro qualità di membri del CAE e nei riguardi dei quali il comitato di direzione abbia loro espressamente raccomandato la segretezza. Allo stesso obbligo sono soggetti i supplenti.

Articolo 114

1. I membri e gli ex membri del CAE, nonché i relativi supplenti, sono tenuti a non divulgare i segreti industriali o commerciali di cui siano venuti a conoscenza nella loro qualità di membri e che il comitato di direzione abbia espressamente dichiarato tali. Detto obbligo vale per il periodo indicato dal comitato di direzione.

Allo stesso obbligo sono soggetti i delegati sindacali di cui all'articolo 116 e gli esperti di cui all'articolo 117.

2. All'obbligo del segreto ai sensi del paragrafo 1 non sono soggetti i membri del consiglio di vigilanza della S.E. ed i membri del comitato aziendale di gruppo.

3. Il CAE può chiedere al giudice del luogo in cui ha sede la S.E. di accertare se il comitato di direzione abbia legittimamente dichiarato il carattere riservato di determinate informazioni. Il tribunale decide in camera di consiglio con ordinanza non impugnabile.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 115

I costi derivanti dall'attività del CAE sono a carico della S.E.

Articolo 115

Le spese per l'elezione e il funzionamento del CAE sono a carico della S.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 116

1. Gli incaricati di un sindacato rappresentato in uno stabilimento di una S.E. hanno diritto di partecipare con voto consultivo a singole riunioni del CAE, se un sesto dei membri del CAE lo richiede e se la maggioranza decide in tal senso.

2. Un sindacato è rappresentato in uno stabilimento della S.E. se la legislazione dello Stato membro, nel quale lo stabilimento si trova, lo prevede.

Articolo 116

Il CAE può decidere a maggioranza se un delegato di un sindacato rappresentato in uno stabilimento della S.E. ha diritto di partecipare a determinate riunioni del comitato con voto consultivo.

soppresso
(Cfr. articolo 102-a della nuova proposta)

Historical Archives of the European Commission

Articolo 117

Il CAE può farsi assistere da uno o più esperti per il chiarimento di singole questioni, ove ciò appaia necessario ai fini del regolare funzionamento del CAE stesso. Il comitato di direzione è tenuto a mettere gratuitamente a disposizione degli esperti tutti i documenti necessari al CAE per l'espletamento delle sue funzioni, sempreché non vi si oppongano interessi imperativi della società. I costi derivanti da una necessaria consulenza di un esperto sono a carico del CAE.

Articolo 117

Il CAE può farsi assistere da uno o più esperti per lo studio di determinati problemi, ove ciò sia giustificato dalle difficoltà che questi presentano. Il Comitato di direzione è tenuto a mettere gratuitamente a disposizione degli esperti tutti i documenti necessari al loro lavoro, sempreché non vi si oppongano interessi imperativi della società. I costi inerenti alla consulenza sono a carico della S.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 118

1. Il CAE riferisce periodicamente ai lavoratori sul proprio operato nel modo che esso ritiene più opportuno.

2. Dette relazioni devono tener conto degli interessi della S.E. e non devono, in particolare, rivelare segreti inerenti all'azienda o alla produzione, che siano oggetto di particolare tutela in uno degli Stati membri.

Articolo 118

1. Il CAE riferisce periodicamente ai lavoratori e ai loro rappresentanti sul proprio operato nel modo che esso ritiene più opportuno.

2. Dette relazioni devono tener conto degli interessi della S.E. e non devono, in particolare, rivelare segreti industriali o commerciali.

Historical Archives of the European Commission

## SOTTOSEZIONE QUINTA

## COMPITI E POTERI

| Articolo 119 | Articolo 119 |
|---|---|
| 1. Compito del CAE è di rappresentare gli interessi dei lavoratori occupati nella S.E. | 1. immutato |
| 2. La competenza del CAE si limita alle questioni inerenti a tutta la S.E. o che interessano parecchi dei suoi stabilimenti. La competenza non si estende a questioni disciplinate da un contratto collettivo di lavoro ai sensi della Sezione IV del presente titolo. | 2. La competenza del CAE si estende alle questioni che riguardano più stabilimenti situati in Stati membri differenti e che non possono essere risolte dalle rappresentanze nazionali dei lavoratori a livello di tali stabilimenti. Le materie trattate da un contratto collettivo non rientrano nella competenza del CAE.<br><br>Il CAE non può negoziare o concludere accordi sulle condizioni di lavoro dei lavoratori, salvo il caso in cui un contratto collettivo europeo lo autorizzi espressamente a concludere accordi integrativi. |
| 3. Il CAE deve vigilare sull'osservanza delle disposizioni di legge vigenti a favore dei lavoratori della S.E., dei contratti collettivi stipulati conformemente alle disposizioni della Sezione IV del presente titolo e degli accordi aziendali da esso conclusi. | 3. immutato |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 120

1. Il comitato di direzione e il CAE si riuniscono ad intervalli regolari per deliberazioni in comune.

2. Il comitato di direzione della S.E. informa regolarmente il CAE della situazione economica generale della S.E. e dei prevedibili sviluppi di essa. Detta informazione si effettua mediante una relazione trimestrale scritta del comitato di direzione. La relazione deve contenere almeno:

- una descrizione generale dell'evoluzione dei settori economici nei quali la S.E. svolge la propria attività;

- un consuntivo sull'evoluzione commerciale della S.E.;

Articolo 120

1. Il comitato di direzione e il CAE si riuniscono ad intervalli regolari in seduta comune, almeno quattro volte all'an

2. Il comitato di direzione presenta almeno ogni trimestre al CAE una relazione sulla situazione economica generale della S.E. e sulla sua prevedibile evoluzione. La relazione deve contenere almeno informazioni tempestive ed esaurienti sulle seguenti questioni:

- la generale evoluzione dei settori economici nei quali operano la S.E. e le imprese di gruppo da essa dipendenti;

- la situazione economica e finanziaria della S.E., eventualmente tenendo conto delle sue relazioni con altre imprese appartenenti al suo stesso gruppo, e che si trovino con essa in un rapporto di dipendenza o di dominio;

- l'andamento degli affari nonché la situazione della produzione e delle vendite della S.E.;

Historical Archives of the European Commission

Articolo 120

- una descrizione della prevedibile evoluzione e delle sue ripercussioni sull'occupazione dei lavoratori;
- una relazione per sommi capi sugli investimenti deliberati.

3. Il comitato di direzione deve inoltre informare il CAE qualora si verifichino eventi straordinari.

Articolo 120

- la situazione e la probabile evoluzione dell'occupazione nella S.E. e nelle imprese di gruppo da essa dipendenti;
- il programma di produzione e di investimenti;
- i progetti di razionalizzazione;
- i metodi di produzione e di lavoro, con particolare riguardo all'introduzione di nuovi metodi di lavoro;
- ogni procedura e ogni progetto che possa influire in modo sostanziale sugli interessi dei lavoratori della S.E.

3. immutato

Historical Archives of the European Commission

Articolo 121

1. Il CAE riceve tutte le comunicazioni e tutti i documenti che vengono messi a disposizione degli azionisti.

2. Al CAE deve essere fatto pervenire, per informazione dopo la sua approvazione, il bilancio annuale e la relazione sulla gestione.

Articolo 121

1. immutato

2. Al CAE devono in particolare essere trasmessi e commentati per informazione, dopo la loro approvazione, il bilancio annuale e la relazione sulla gestione, nonché il bilancio consolidato o il bilancio consolidato parziale e la relazione consolidata sulla gestione, compilati dalla S.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 122

1. Il CAE può esigere dal comitato di direzione informazioni scritte su ogni questione che gli sembri importante, ed esprimere il proprio parere in merito ad esse.

Articolo 122

1. Il Comitato di direzione è tenuto a fornire informazioni scritte su ogni argomento che il CAE reputi pertinente ad interessi essenziali della S.E. o dei dipendenti di questa. Il CAE può esprimere in merito il proprio parere.

2. immutato

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 123 | Articolo 123 |
|---|---|
| 1. Il comitato di direzione può prendere decisioni solamente con il consenso del CAE, ove queste riguardino: | 1. immutato |
| a) i principi relativi all'assunzione, alla promozione professionale e al licenziamento dei lavoratori; | a) immutato |
| b) l'addestramento professionale; | b) immutato |
| c) la determinazione di criteri relativi alle rimunerazioni e l'introduzione di nuovi metodi di rimunerazione; | c) immutato |
| d) i provvedimenti in materia di sicurezza, sanità ed igiene; | d) immutato |
| e) l'istituzione e la gestione di opere assistenziali; | e) immutato |
| f) l'inizio e la fine del tempo di lavoro; | f) la definizione dei principi relativi all'inizio e alla fine del tempo di lavoro; |
| g) il piano delle ferie. | g) la definizione dei principi relativi al piano delle ferie. |
| 2. Sono inefficaci le decisioni prese dal comitato di direzione nelle materie di cui al paragrafo 1 senza il consenso del CAE. | 2. immutato |

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 123 | Articolo 123 |
| --- | --- |
| 3. Se il CAE rifiuta il proprio consenso o non emette alcuna dichiarazione in un congruo termine, il consenso può essere dato dall'organo arbitrale di cui all'articolo 128. | 3. immutato |
| 4. Per le decisioni di cui al paragrafo 1 le rappresentanze dei lavoratori costituite presso gli stabilimenti possono esercitare i diritti di cogestione ad esse spettanti secondo il diritto nazionale soltanto se il CAE non è competente ai sensi dell'articolo 119, paragrafo 2, parte prima. | 4. immutato |

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 124 | Articolo 124 |
| --- | --- |
| 1. Il comitato di direzione è tenuto a sentire il CAE prima di decisioni riguardanti: | 1. immutato |
| a) la valutazione dei posti di lavoro; | a) immutato |
| b) la regolamentazione delle tariffe per lavori a cottimo e a pezzo. | b) immutato |
| | c) l'introduzione e l'applicazione di dispositivi tecnici destinati a controllare il comportamento e le prestazioni dei lavoratori. |
| 2. L'articolo 123, paragrafo 2 si applica per analogia. | 2. Ogni decisione adottata dal comitato di direzione nei settori di cui al paragrafo precedente senza aver sentito il CAE è priva di effetto. |
| 3. Il comitato di direzione può decidere senza il parere del CAE se questo non è stato espresso in congruo termine. | 3. immutato |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 125

1. Il comitato di direzione è tenuto a sentire il CAE prima di decisioni che riguardino:

a) la chiusura o il trasferimento dell'impresa o di parti importanti di essa;

b) importanti limitazioni o estensioni dell'attività imprenditoriale;

c) importanti modificazioni nell'organizzazione dell'impresa;

d) l'inizio o la cessazione della cooperazione permanente con altre imprese.

2. Nei casi di cui al paragrafo precedente, il consiglio di vigilanza non può concedere l'autorizzazione richiesta a norma dell'articolo 66, paragrafo 1 se non dopo che il CAE ha espresso il proprio parere, salvo il caso in cui sia scaduto il congruo termine assegnato al CAE.

Articolo 125

1. immutato

a) la cessazione o il trasferimento di uno stabilimento o di parti importanti di esso;

b) importanti riduzioni, ampliamenti o modifiche dell'attività imprenditoriale;

c) immutato

d) immutato

Ai fini dell'applicazione di queste disposizioni si tiene conto degli effetti delle suddette misure sulla natura e sul volume delle attività dell'impresa, nonché della situazione dell'occupazione.

2. immutato

Historical Archives of the European Commission

Articolo 126

1. La consultazione è effettuata per iscritto mediante esposizione dei motivi che inducono il comitato di direzione a prendere la decisione, nonché delle conseguenze economiche e personali che la decisione presumibilmente avrà.

2. Se il comitato di direzione si discosta dalle raccomandazioni contenute nel parere del CAE, deve motivare nei confronti di quest'ultimo la non osservanza delle raccomandazioni.

Articolo 126

1. La consultazione di cui agli articoli 124 e 125 è effettuata sulla base di una relazione del comitato di direzione, in cui sono esposti e commentati i motivi della decisione, nonché i suoi probabili effetti sotto l'aspetto giuridico, economico e sociale.

Nei casi di cui all'articolo 125 la relazione contiene eventualmente un piano sociale, redatto dal comitato di direzione, relativo alle misure da adottare nei riguardi dei lavoratori e destinato a costituire la base delle trattative di cui all'articolo 126-a.

2. immutato

Historical Archives of the European Commission

Articolo 126-a

1. Se, nei casi di cui all'articolo 125, paragrafo 1 il CAE ritiene che la decisione progettata possa pregiudicare gli interessi dei lavoratori, prima che il consiglio di vigilanza decida sull'autorizzazione preventiva ai sensi dell'articolo 66 il comitato di direzione è tenuto ad avviare trattative con il CAE per giungere ad un accordo sui provvedimenti da prendere nei riguardi dei lavoratori.

2. In caso di accordo, questo deve essere redatto in forma scritta. I suoi effetti sono quelli di un accordo aziendale ai sensi dell'articolo 127.

3. Il comitato di direzione informa il consiglio di vigilanza del risultato delle trattative. Anche il CAE può esprimere il proprio parere su di esso.

4. Se non si giunge ad un accordo e il consiglio di vigilanza autorizza la decisione prevista dal comitato di direzione, ciascuna delle parti può ricorrere, nel termine di un mese, all'organo arbitrale di cui all'articolo 128. L'organo arbitrale determina i provvedimenti da prendere a favore dei lavoratori in sede di attuazione della decisione del comitato di direzione.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 126-a

5. Il ricorso all'organo arbitrale non ha effetto sospensivo nei confronti della decisione del comitato di direzione.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 127

1. Il CAE può, nei limiti della propria competenza, concludere accordi aziendali con il comitato di direzione della S.E. nei settori di cui agli articoli 123 e 124.

2. Gli accordi aziendali conclusi dal CAE prevalgono sugli accordi aziendali conclusi dalle rappresentanze di cui all'articolo 102.

Articolo 127

1. Il CAE può, nei limiti della propria competenza, concludere accordi aziendali con il comitato di direzione della S.E. nei settori di cui all'articolo 123.

2. Gli accordi aziendali conclusi dal CAE prevalgono sugli accordi aziendali conclusi dalle rappresentanze di cui all'Allegato I del presente Statuto. Restano peraltro impregiudicate le disposizioni più favorevoli contenute negli accordi aziendali nazionali.

3. Le disposizioni degli accordi aziendali conclusi dal CAE non possono essere modificate in senso sfavorevole ai lavoratori da accordi individuali.

Historical Archives of the European Commission

SOTTOSEZIONE SESTA

PROCEDURA DI ARBITRATO

Articolo 128

1. Per la composizione di divergenze tra il CAE e il comitato di direzione della S.E. è costituito un organo arbitrale.

2. L'organo arbitrale si compone di membri nominati in pari numero dal CAE e dal comitato di direzione della S.E. e di un presidente indipendente nominato con l'accordo delle due parti. Qualora non si pervenga ad un accordo sulla persona del presidente o sul numero dei membri, la decisione in merito spetta al giudice della sede della S.E.

3. I membri dell'organo arbitrale sono soggetti ad un obbligo speciale per la tutela dei segreti industriali e commerciali.

4. Tutte le decisioni dell'organo arbitrale sono vincolanti per ambedue le parti.

Articolo 128

1. Per la composizione di controversie tra il CAE e il comitato di direzione della S.E. è costituito un organo arbitrale. Nei settori in cui è prescritta la consultazione o l'informazione del CAE, l'organo arbitrale è competente per le questioni di procedura. Nei casi in cui il consenso del CAE è necessario ai sensi dell'articolo 123, l'organo arbitrale decide nel merito.

2. L'organo arbitrale è composto di membri nominati in pari numero dal CAE e dal comitato di direzione della S.E. e di un precedente indipendente nominato di comune accordo dalle due parti. Qualora non sia possibile pervenire ad un accordo sulla persona del presidente, la decisione in merito spetta al giudice del luogo in cui ha sede la società. In caso di disaccordo sul numero dei membri, quest'ultimo è fissato dal giudice del luogo in cui ha sede la società.

3. I membri dell'organo arbitrale sono tenuti a non divulgare i segreti industriali e commerciali.

4. immutato

Historical Archives of the European Commission

Articolo 129

1. Per il componimento di divergenze fra il CAE e le rappresentanze di cui all'articolo 102 è costituito un organo arbitrale.

2. L'articolo 128, paragrafi 2, 3 e 4 si applica per analogia.

Articolo 129

1. Per la composizione di controversie fra il CAE e gli organi di rappresentanza elencati nell'Allegato I è costituito un organo arbitrale.

2. immutato

Historical Archives of the European Commission

SEZIONE SECONDA

COMITATO AZIENDALE DI GRUPPO

Articolo 130

1. Presso ogni S.E. che sia società dominante e abbia stabilimenti in più Stati membri o le cui imprese dominate abbiano stabilimenti in più Stati membri, è costituito un consiglio aziendale di gruppo. La stessa disposizione è applicabile anche nel caso in cui la S.E. dominante sia a sua volta dominata da un'altra società.

2. In luogo del consiglio aziendale di gruppo si possono costituire in altre forme rappresentanze uniche dei lavoratori nei confronti del comitato di direzione della S.E. dominante. Dette rappresentanze hanno nei confronti del comitato di direzione della S.E. dominante gli stessi diritti e gli stessi obblighi del consiglio aziendale di gruppo.

Articolo 130

1. Presso ogni S.E. che sia società dominante di un gruppo ai sensi dell'articolo 223 è costituito un comitato aziendale di gruppo qualora del gruppo stesso facciano parte almeno due imprese con sede in Stati membri diversi e con un minimo di cinquanta dipendenti ciascuna. Questa disposizione si applica anche nel caso in cui la S.E. sia a sua volta dominata da un'altra impresa, a meno che i lavoratori subordinati della S.E. e delle imprese di gruppo da essa dipendenti abbiano in tale impresa un organo di rappresentanza equivalente al comitato aziendale di gruppo della S.E.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 131

I membri del consiglio aziendale di un gruppo vengono nominati:

- dai consigli aziendali delle società del gruppo, ove queste siano società per azioni europee a cui incomba l'obbligo di costituire un CAE a norma dell'articolo 100;
- dalle rappresentanze di cui all'articolo 102, qualora si tratti di società di diritto nazionale o di società per azioni europee, non tenute a costituire un CAE.

Articolo 131

I membri del comitato aziendale di gruppo vengono nominati:

- nelle società per azioni europee in cui deve essere costituito un CAE a norma dell'articolo 100, dai comitati aziendali europei;
- nelle imprese di gruppo costituite a norma della legislazione di uno Stato membro, o nelle società per azioni europee non tenute a costituire un CAE:
  a) dalle rappresentanze dei lavoratori costituite sul piano centrale nelle imprese di gruppo. Qualora non esista un organo centrale di rappresentanza dei lavoratori, congiuntamente dagli organi di rappresentanza di cui all'Allegato I del presente Statuto, costituiti sul piano aziendale in tali imprese;
  b) dai rappresentanti dei lavoratori riconosciuti nelle imprese di gruppo, in quelli Stati membri in cui non esistono rappresentanti dei lavoratori ai sensi del suddetto Allegato I;
  c) dall'assemblea generale dei dipendenti, nelle imprese in cui non esistono rappresentanze dei lavoratori ai sensi dell'Allegato I, né rappresentanti riconosciuti dei lavoratori.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 132

Ogni rappresentanza di cui all'articolo 131 stabilisce il numero complessivo delle persone da delegare al consiglio aziendale di gruppo e precisamente:

- per ogni impresa con meno di 1.000 dipendenti: un rappresentante;
- per ogni impresa con un numero di dipendenti da 1.000 a 4.999: due rappresentanti;
- per ogni impresa con un numero di dipendenti da 5.000 a 9.999: tre rappresentanti;
- per ogni impresa con un numero di dipendenti da 10.000 a 19.999: quattro rappresentanti;

e per ogni 10.000 dipendenti in più, un rappresentante.

Articolo 132

1. Gli organi di rappresentanza di cui all'articolo 131 designano tra i loro membri le persone da delegare al comitato aziendale di gruppo, e precisamente:

- un rappresentante per ogni impresa con un numero di dipendenti da 50 a 999;
- immutato
- immutato
- immutato

e un rappresentante per ogni 10.000 lavoratori in più. I membri supplenti vengono designati nelle stesse proporzioni.

2. Quando in un'impresa devono essere designati rappresentanti nel comitato aziendale di gruppo, il comitato di direzione della S.E. dominante ne informa immediatamente il presidente dell'organo di rappresentanza dei lavoratori esistente a livello dell'impresa, oppure, in mancanza, l'organo amministrativo dell'impresa. La persona o l'organo di cui sopra provvedono a far designare

Historical Archives of the European Commission

Articolo 132

i rappresentanti a norma dell'articolo 131 e comunicano i nominativi e i recapiti dei rappresentanti designati e dei relativi supplenti al comitato di direzione della S.E. dominante e al presidente del comitato aziendale di gruppo, se quest'ultimo è già entrato in funzione.

3. Se sorge controversia sulla appartenenza di un'impresa ad un gruppo dominato da una S.E., l'impresa in questione non può delegare rappresentanti al comitato aziendale di gruppo finché la Corte di Giustizia delle Comunità Europee non abbia statuito sull'appartenenza al gruppo in conformità dell'articolo 225.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 133

Il funzionamento del consiglio aziendale di gruppo è disciplinato dagli articoli 111-118 in quanto applicabili.

Articolo 133

Alla durata del mandato ed al funzionamento del comitato aziendale di gruppo si applicano le disposizioni degli articoli 107-118.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 134

1. Il compito del consiglio aziendale di gruppo è di rappresentare gli interessi dei lavoratori occupati nel gruppo.

2. Il consiglio aziendale di gruppo è competente soltanto per le questioni che riguardano più imprese dipendenti o almeno un'impresa dominata e la S.E. dominante. La sua competenza non si estende alle questioni disciplinate da un contratto collettivo ai sensi della sezione IV del presente titolo.

3. I rapporti fra il consiglio aziendale di gruppo e il comitato di direzione della S.E. dominante sono disciplinati dagli articoli da 120 a 127 in quanto applicabili.

Articolo 134

1. Il comitato aziendale di gruppo ha il compito di difendere gli interessi dei lavoratori che esercitano la propria attività nell'ambito del gruppo dominato dalla S.E.

2. La competenza del comitato aziendale di gruppo è limitata alle questioni che riguardano il gruppo o varie imprese del gruppo e che non possono essere regolate dagli organi di rappresentanza dei lavoratori esistenti nelle imprese del gruppo. Le materie trattate da un contratto collettivo non rientrano nella competenza del comitato aziendale di gruppo.

Il comitato aziendale di gruppo non può negoziare o concludere accordi sulle condizioni di lavoro dei lavoratori, salvo il caso in cui un contratto collettivo europeo lo autorizzi espressamente a concludere accordi integrativi.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 135

1. L'approvazione del CAE prescritta dall'articolo 123 è sostituita dall'approvazione del consiglio aziendale di gruppo, ove questo sia competente. L'articolo 123, paragrafo 4 si applica per analogia alle rappresentanze nazionali.

Articolo 135

1. Il comitato di direzione della S.E. deve informare il comitato aziendale di gruppo su ogni procedura e progetto che possa incidere in modo sostanziale sugli interessi dei lavoratori del gruppo o delle imprese di gruppo dominate dalla S.E. Sono applicabili le disposizioni degli articoli 120-122.

2. Quando il comitato di direzione della S.E. adotta decisioni in merito alle questioni elencate negli articoli 123-125 e tali decisioni riguardano varie imprese del gruppo, il comitato aziendale di gruppo si sostituisce al CAE.

3. All'autorizzazione del CAE prevista dall'articolo 123 si sostituisce l'autorizzazione del comitato aziendale di gruppo nella misura in cui quest'ultimo sia competente. L'articolo 123, paragrafo 4 è applicabile ai diritti di partecipazione alle decisioni, riconosciuti agli organi nazionali di rappresentanza ai sensi dell'Allegato I.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 135

2. Gli accordi aziendali conclusi dal consiglio aziendale di gruppo prevalgono sugli accordi aziendali conclusi dai CAE o dalle rappresentanze di cui all'articolo 102.

Articolo 135

4. Gli accordi aziendali conclusi dal comitato aziendale di gruppo prevalgono sugli accordi aziendali conclusi dai comitati aziendali europei o dagli organi di rappresentanza specificati nell'Allegato I del presente Statuto, fatte salvo peraltro le disposizioni più favorevoli contenute in tali accordi aziendali.

5. Le disposizioni degli accordi aziendali conclusi dal comitato aziendale di gruppo non possono essere modificate in senso sfavorevole ai lavoratori da accordi individuali.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 136

1. Per il componimento di divergenze fra il consiglio aziendale di gruppo ed il comitato di direzione della S.E. dominante, nonché fra il consiglio aziendale di gruppo e il CAE o le rappresentanze, previste nell'articolo 102, delle imprese appartenenti al gruppo si costituiscono organi arbitrali.

2. L'articolo 128, paragrafi 2, 3 e 4 si applica per analogia. La competenza del giudice di cui all'articolo 128, paragrafo 2, parte II è determinata dalla sede della S.E. dominante.

Articolo 136

1. Per la composizione di controversie tra il comitato aziendale di gruppo e il comitato di direzione della S.E. dominante è costituito un organo arbitrale. Nei settori in cui è prescritta la consultazione o l'informazione del comitato aziendale di gruppo, l'organo arbitrale è competente per le questioni di procedura. Nei casi in cui il consenso del comitato aziendale di gruppo è necessario, l'organo arbitrale decide nel merito.

2. E' altresì costituito un organo arbitrale per la composizione di controversie tra il comitato aziendale di gruppo e il CAE o gli organi di rappresentanza dei lavoratori delle imprese dipendenti dalla S.E. designati nell'Allegato I.

3. Ai due organi arbitrali sono applicabili le disposizioni dell'articolo 128, paragrafi 2, 3 e 4. La competenza dell'organo di cui all'articolo 128, paragrafo 2, seconda frase, si determina in base alla sede della S.E. dominante.

Historical Archives of the European Commission

## SEZIONE TERZA

## RAPPRESENTANZA DEI LAVORATORI NEL CONSIGLIO DI VIGILANZA

### Articolo 137

1. I lavoratori della S.E. sono rappresentati nel consiglio di vigilanza della società. Essi delegano un membro per due nominati dall'assemblea generale. Lo Statuto può fissare un numero più elevato di rappresentanti dei lavoratori.

2. Se i rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza sono tre o meno di tre, almeno uno di essi deve non essere occupato in uno stabilimento della S.E.; se i rappresentanti dei lavoratori sono quattro o più, almeno due di essi devono non essere occupati in uno stabilimento della S.E.

### Articolo 137

1. I rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza della S.E. vengono eletti dai lavoratori di tale società e delle imprese di gruppo dipendenti. L'elezione si effettua in conformità delle norme contenute nell'Allegato III del presente Statuto. Tali norme formano parte integrante dello Statuto.

2. I rappresentanti dei lavoratori devono essere occupati in uno stabilimento della S.E. o in un'impresa da essa dominata. Se i rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza sono tre, uno di essi può essere una persona non vincolata da un rapporto di lavoro nello stabilimento. Se i rappresentanti dei lavoratori sono più di tre, la suddetta possibilità si applica a due di essi.

3. Le disposizioni della presente sezione e dell'Allegato III si applicano alle imprese di gruppo dipendenti dalla S.E. anche quando quest'ultima dipenda a sua volta da un'altra impresa, salvo il caso in cui questa sia una società nei cui organi i lavoratori della S.E. e delle imprese di gruppo da essa dipendenti sono rappresentati in base ad una regolamentazione equivalente a quella applicabile alla S.E.

Historical Archives of the European Commission

4. Ai sensi delle disposizioni della presente sezione e dell'Allegato III, soltanto le imprese la cui sede si trova all'interno della Comunità sono considerate imprese di gruppo dipendenti dalla S.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 138

1. Non viene costituita alcuna rappresentanza dei lavoratori se almeno due terzi dei lavoratori della S.E. decidono in tal senso.

2. Tale decisione può essere presa soltanto una volta durante il mandato del consiglio di vigilanza.

Articolo 138

1. La rappresentanza dei lavoratori nel consiglio di vigilanza non viene costituita se la maggioranza dei lavoratori che hanno diritto di voto a norma dell'articolo 2 dell'Allegato III del presente Statuto decide in tal senso.

2. Tale decisione resta valida per tutta la durata del mandato in corso del consiglio di vigilanza della S.E.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 139

1. I membri delle rappresentanze di cui all'articolo 102 eleggono i rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza. Essi non sono vincolati dalle decisioni e istruzioni delle rappresentanze di cui fanno parte. — soppresso

2. Ogni membro dispone di un numero di voti pari al quoziente ottenuto dividendo il numero dei lavoratori del suo stabilimento per il numero dei membri della rappresentanza costituita in seno allo stabilimento stesso. La frazione di un voto conta come voto intero se costituisce almeno la metà di un voto. — soppresso

3. L'elezione si effettua con scrutinio di lista. — soppresso

4. La lista elettorale deve contenere un numero di candidati pari ai seggi vacanti del consiglio di vigilanza. Per ciascun candidato è necessario designare un membro supplente. — soppresso

5. Nella compilazione di detta lista si deve osservare il rapporto indicato nell'articolo 137, paragrafo 2. In essa devono figurare candidati di diversa cittadinanza, in un rapporto che corrisponda a quello dei lavoratori occupati nei diversi Stati membri. — soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 139

6. Vengono eletti i candidati della lista che ottiene il maggior numero di voti e almeno la metà dei voti espressi.

soppresso

7. Se nella prima votazione non si raggiunge la maggioranza necessaria, ha luogo un secondo scrutinio per i seggi non ancora occupati. In questo secondo scrutinio la votazione si fa soltanto fra le due liste che hanno ottenuto nel primo il maggior numero di voti. Vengono eletti i candidati della lista che ottiene il maggior numero di voti.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 140

1. Liste elettorali possono essere presentate dalle rappresentanze di cui all'articolo 102, dal CAE, dai sindacati rappresentati negli stabilimenti della S.E. e dai lavoratori della S.E. Per l'elezione al consiglio di vigilanza di una S.E. che sia impresa dominante di un gruppo ai sensi dell'articolo 223, anche il consiglio aziendale di gruppo può presentare liste elettorali.

soppresso

2. Le liste elettorali dei lavoratori devono essere sottoscritte dal 10% almeno di tutti i lavoratori della S.E. o da almeno 100 lavoratori della S.E.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 141

1. Lo scrutinio deve aver luogo nei due mesi successivi alla costituzione della S.E. — soppresso

2. Due mesi prima della scadenza del mandato del consiglio di vigilanza si procede all'elezione dei rappresentanti dei lavoratori per il mandato successivo. — soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 142

Se la nomina dei rappresentanti dei lavoratori non ha avuto luogo nei due mesi successivi alla costituzione della S.E. o comunque prima dell'inizio di un nuovo mandato del consiglio di vigilanza, questo svolge le sue funzioni solo con i membri eletti dall'assemblea generale, fino alla data della nomina da parte delle rappresentanze dei lavoratori.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 143

| | |
|---|---|
| 1. Una commissione elettorale è costituita prima dell'elezione. | soppresso |
| 2. Alla commissione elettorale incombono la preparazione e l'esecuzione dell'elezione e dello scrutinio previsto dall'articolo 138. | soppresso |
| 3. La commissione elettorale è composta da un numero di membri delle rappresentanze di cui all'articolo 102 proporzionale al numero dei lavoratori da essi rappresentati. Detto numero non può essere superiore a venticinque. | soppresso |
| 4. I membri della commissione elettorale non sono vincolati da decisioni ed istruzioni degli organi di rappresentanza di cui fanno parte. | soppresso |

Historical Archives of the European Commission

Articolo 144

Il mandato dei membri del consiglio di vigilanza eletti dai lavoratori ha durata uguale a quella del mandato dei membri eletti dall'assemblea generale. Le disposizioni degli articoli 108 e 110 si applicano per analogia.

soppresso

Historical Archives of the European Commission

Articolo 145

I rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza hanno gli stessi diritti e gli stessi doveri degli altri membri del consiglio stesso. In materia di risoluzione del mandato essi fruiscono della medesima tutela della quale godono i membri del CAE.

Articolo 145

1. I rappresentanti dei lavoratori nel consiglio di vigilanza hanno gli stessi diritti e gli stessi doveri degli altri membri del consiglio. Il rappresentante dei lavoratori eletto nel consiglio mantiene la qualità di membro del comitato europeo di gruppo, del CAE o degli organi di rappresentanza designati nell'Allegato I.

2. I rappresentanti che sono dipendenti della S.E. o di un'impresa di gruppo da essa dipendente, nonché i loro supplenti, beneficiano della stessa protezione in materia di licenziamento di cui fruiscono i membri del CAE. Per la durata del loro mandato i membri del consiglio di vigilanza sono esonerati dai loro obblighi professionali nella misura ritenuta necessaria dal consiglio di vigilanza per l'adempimento dei loro compiti in seno al consiglio di vigilanza. Si applica, per quanto di ragione, l'articolo 113, paragrafo 2.

Historical Archives of the European Commission

## SEZIONE QUARTA

## REGOLAMENTAZIONE DELLE CONDIZIONI DI LAVORO

Articolo 146

Le condizioni di lavoro dei lavoratori della S.E. possono essere disciplinate mediante contratto collettivo tra la S.E. e i sindacati rappresentati negli stabilimenti.

Articolo 146

1. immutato

2. Tali contratti collettivi non pregiudicano le clausole più vantaggiose vigenti in uno o più stabilimenti della S.E.

Historical Archives of the European Commission

| Articolo 147 | Articolo 147 |
| --- | --- |
| 1. Le condizioni di lavoro disciplinate mediante contratto collettivo sono direttamente applicabili e vincolanti per tutti i lavoratori della S.E. che facciano parte di un sindacato soggetto a contratto collettivo. | 1. immutato |
| 2. Nel contratto di assunzione stipulato fra la S.E. e i lavoratori a cui non sia applicabile l'accordo collettivo di cui al paragrafo 1, si può prevedere che le condizioni di lavoro previste nel contratto collettivo debbano applicarsi direttamente al rapporto di lavoro. | 2. immutato |

Historical Archives of the European Commission